

**Une tentative de coup d'État aurait eu lieu au Niger**

LIRE PAGE 32

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 35 c. ; Grèce, 50 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 ml.

Tarif des abonnements page 5  
5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
C.C.P. 4287 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## Une consécration pour les Polonais

Les Polonais jubilent, l'Occident se réjouit, le gouvernement polonais fait le gros dos et Moscou parle de « provocation » : les réactions suscitées par l'attribution du prix Nobel de la paix à M. Lech Wałęsa sont conformes aux attentes. Comme tout acte politique, la décision du comité Nobel est évidemment contestable, et il est vrai que les parlementaires norvégiens n'ont pas toujours eu la main heureuse : la contribution à l'entente entre les peuples de quelques lauréats a pu paraître, parfois, sujette à caution. En consacrant le président de Solidarité, ils ont fait un choix en faveur d'une certaine idée de la paix.

Ce n'est pas celle du monde communiste. Pour les Soviétiques et leurs alliés, la paix implique le désarmement - surtout si celui-ci touche les pays occidentaux - le maintien du « statu quo » politique et social dans la partie de l'Europe contrôlée par l'U.R.S.S. ; elle suppose que les peuples acceptent un régime imposé, que rien ne bouge et que tout reste dans l'ordre. Pour éviter que le couvercle ne saute, des petits aménagements sont tolérables à condition qu'ils ne remettent pas en cause les « acquis du socialisme ». L'Eglise polonaise a parfois donné l'impression qu'elle pouvait se satisfaire d'une telle conception.

Le message incarné par M. Wałęsa et consacré par le prix Nobel est tout autre : il proclame que la soumission n'est pas la paix. La lutte pour les droits élémentaires de l'homme, la liberté d'expression et d'organisation, si elle ébranle dans les pays totalitaires les assises du pouvoir, n'est pas en contradiction avec le maintien de la paix. A long terme, elle en est même la condition. Surtout quand cette lutte n'emprunte que des moyens non violents. N'est-ce pas aussi le mérite de M. Wałęsa et des autres dirigeants de Solidarité qui d'abord empêché toute explosion de violence dans un peuple que son romantisme légendaire pouvait pousser aux actes désespérés, face à des autorités qui, elles, n'ont pas hésité à recourir à la force militaire pour rétablir « l'ordre » ?

M. Wałęsa n'a jamais cessé de demander le « dialogue » entre la « société » représentée par Solidarité (et l'Eglise) et le pouvoir communiste. Sa conviction profonde de la porte vers une négociation et une entente fondée sur des compromis acceptés de part et d'autre. C'est le seul moyen de faire sortir la Pologne de l'impasse grisâtre dans laquelle l'enferme une « normalisation » à demi réussie et à demi refusée. Le prix Nobel empêche le président de Solidarité de retomber dans l'anonymat où les autorités de Varsovie voudraient tant pouvoir le confiner. Il ne lui donne guère de moyens supplémentaires pour imposer le dialogue dont le général Jaruzelski et ses tuteurs de Moscou ne veulent pas. Il ne le garantit même pas, comme le montre le précédent d'André Sakharov, contre la répression.

Ce prix n'en apporte pas moins une reconnaissance nouvelle à un homme qui continue, contre vents et marées, à bénéficier du soutien de l'immense majorité de son peuple. Les Polonais ont enfin une occasion de se réjouir. A travers Lech Wałęsa, le Nobel consacre ainsi leurs aspirations.

(Lire nos informations page 6.)

## Nous voulons des garanties réelles sur l'intégrité territoriale du Tchad nous déclare M. Hissène Habré

Le président tchadien considère que l'aide militaire française aussi importante soit-elle, n'est pas suffisante

Après le sommet franco-africain de Vittel, M. Hissène Habré a brièvement séjourné à Paris avant de regagner N'Djamena ce jeudi 6 octobre. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le président tchadien, qui se félicite d'avoir été « entendu » à Vittel, estime néanmoins que « ni la France ni le Tchad n'ont intérêt à voir se prolonger la situation actuelle », c'est-à-dire la partition de fait du pays.

« Quelles conclusions tirez-vous du sommet de Vittel ? » L'atmosphère a été excellente, nous avons travaillé dans un cadre serein. Mais ce sommet a été laborieux en ce qui concerne la question tchadienne.

Nous avons le sentiment que la cause du Tchad a été entendue. Des points importants se sont dégagés. La quasi-totalité des chefs d'Etat et des délégations ont, en effet, parfaitement souligné le nécessaire respect de l'intégrité territoriale du Tchad, ce qui sous-entend le retrait des forces d'invasion libyennes. Ils ont également insisté sur la nécessité de la concorde nationale et sur l'unité du Tchad qu'il faudra sauvegarder.

Les Tchadiens doivent faire

l'effort indispensable pour mettre de côté leurs querelles, essayer de se retrouver et, ensemble, établir la concorde et la paix. Beaucoup de chefs d'Etat sont disposés à appuyer les efforts du gouvernement tchadien pour que ce dernier puisse faire revenir au pays tous les Tchadiens de l'opposition, sans exception.

« Quelle impression avez-vous retirée de votre entretien avec M. Mitterrand ? »

Nous sommes entièrement d'accord pour faire tout ce qui est possible pour restaurer le Tchad dans ses droits et retrouver la paix. Le président Mitterrand est parfaitement au fait de l'évolution de la situation. Nous avons une grande concordance de vues sur la question.

« Comment envisagez-vous l'ouverture du dialogue avec l'opposition ? »

« C'est un problème qui n'est pas simple. Dans cette phase, l'important est qu'il existe une volonté du gouvernement tchadien, de l'Afrique et de la France pour faire en sorte que non seulement le dialogue s'instaure, mais qu'il aboutisse. »

Cela dit, il y a des inconnues. D'abord les Tchadiens de l'opposition eux-mêmes ne sont pas totalement libres de leurs actes et de leurs décisions. Ensuite, il y a le facteur libyen qui pèse de tout son poids sur les gens de l'opposition qui vivent en Libye. Il ne faut donc pas se faire d'illusions, la question ne sera pas simple à résoudre.

Propos recueillis par FRANÇOISE CHPAUX et JEAN-CLAUDE POMONTI (Lire la suite page 4)

## L'inquiétant face-à-face syro-palestinien dans le nord du Liban

Lire page 3  
le reportage de JEAN GUEYRAS

## Les nouvelles filières de l'extrême droite

### 1. - Ces indépendants-paysans aux drôles de sabots...

par ALAIN ROLLAT

6 novembre prochain, le parti de M. Jean-Marie Le Pen prétend faire « la preuve par Deux » (selon « Radio-Le-Pen ») que le refus agressif de toute immigration étrangère constitue bel et bien un argument de forte rentabilité électorale. En multipliant, sur le même thème, les réunions publiques - vingt sont prévues en province à partir du 3 novembre - le P.F.N. veut lui aussi exploiter ce qu'il appelle une « prise de conscience nationale ».

L'électorat de l'opposition devient ainsi l'enjeu d'une surenchère qui oblige les principaux partis de droite à réagir et à la faire dans le sens de ce courant, d'autant plus que certains de leurs militants se montrent sensibles aux thèses de cette extrême droite, si l'on en juge par les ralliements au Front national intervenus à Paris au détriment du parti républicain (le Monde du 30 septembre), et par les adhésions au P.F.N. de membres du R.P.R., signalées à Agen.

Dans son discours du 1<sup>er</sup> octobre, à Avignon, M. Chirac se déclarait surtout préoccupé des pressions extérieures à son parti, évoquant « la fraction de l'électorat, exaspérée par la politique gouvernementale, (...) qui souhaite briser les étapes et trouver dans les parlementaires les relais et l'écho de sa colère par la pratique d'une opposition systématique, une lutte sans trêve ni merci contre le pouvoir ».

Les pressions intérieures sont tout aussi sensibles et elles ne font qu'accentuer l'influence des nouvelles filières de l'extrême droite qui se sont développées dans le camp de l'opposition depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Naguère, le militant d'extrême droite, issu généralement des organisations étudiantes nationalistes, avait le choix. S'il voulait persévérer dans son combat politique, entre la marginalité ou le compromis. Qu'il appartint à la vieille génération héritière des ligues des années 30 ou à la génération soixante-huitarde formée à l'activisme des groupes Occident et Ordre nouveau, soit il optait pour la voie solitaire du Front national ou du P.F.N., soit il rejoignait le R.P.R.

## La dégradation de notre Université nous conduit au sous-développement affirme M. Laurent Schwartz

Dans un entretien accordé au Monde le mathématicien dénonce l'« égalitarisme primaire » des syndicats d'enseignants

M. Laurent Schwartz, ancien professeur à l'Ecole polytechnique et principal animateur de l'association Qualité de la science, publie aux éditions du Seuil un ouvrage intitulé Pour sauver l'Université (1). Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il souligne l'importance de la recherche, critique la politique universitaire de la gauche, préconise une sélection « démocratique » et reproche aux syndicats d'enseignants d'outrepasser leur rôle.

« A la veille de la rentrée universitaire, des professeurs expriment leur désaccord avec la politique menée par le ministre de l'éducation nationale. Etes-vous personnellement très critique à l'égard de M. Alain Savary ? »

« Son honnêteté et son courage dans la Résistance comme à l'époque de la guerre d'Algérie lui ont depuis longtemps valu mon estime. Mais aujourd'hui, il ne se

rend pas compte que la dégradation de notre Université nous conduit au sous-développement, à la perte de notre identité nationale et de notre culture. Les projets ministériels, qu'ils concernent les carrières des enseignants ou la réforme de la loi d'orientation, ne sont pas satisfaisants. »

« La loi discutée en mai dernier à l'Assemblée nationale présente, certes, des aspects très positifs. Le principe de la professionnalisation des enseignants, le tutorat, la présence de personnalités extérieures dans les conseils, corollaire de l'ouverture nécessaire de l'Université sur le monde extérieur, en particulier sur l'industrie, sont des nouveautés importantes. Mais la loi comporte aussi des défauts, comme le mode d'élection des conseils, qui privilégie les lobbies syndicaux ou politiques, l'absence de désignation des universités et surtout le rejet de toute sélection à l'entrée. »

« Il est surprenant d'entendre un homme qui se dit de gauche et qui souhaite, comme vous l'écrivez, « le succès de l'expérience socialiste actuelle », prôner la sélection. »

« Ce n'est surprenant que si l'on s'obstine à confondre sélection et barrage. Selon moi, il s'agit de remplacer la sélection par l'échec, qui est inégalitaire, par une véritable sélection démocratique. J'affirme que la sélection peut être synonyme de démocratie et d'efficacité. Regardez, par exemple, dans le secteur post-baccalauréat, les I.U.T. Ils garantissent aux jeunes qui y entrent après sélection un enseignement de bon niveau et des débouchés. »

Propos recueillis par SERGE BOLLOCH. (Lire la suite page 16)

(1) 123 pages, 49 F.

POINT DE VUE

**L'école sans sa République ?**  
par BERNARD BOURGEOIS

LIRE PAGE 2

## LES SCULPTURES D'ANNE ET PATRICK POIRIER A LA CHAPELLE DE LA SALPÊTRIÈRE

### Nuits de colère

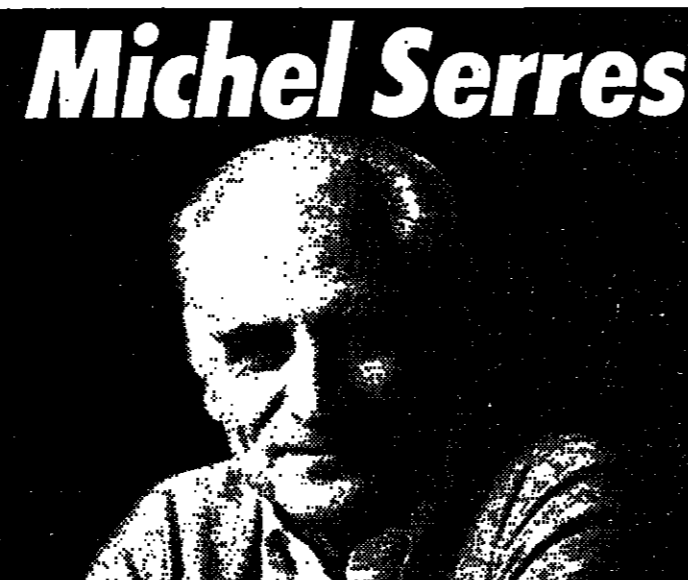
La terre vient de trembler près de Naples, à Pouzzoles, dont le sol s'est encore relevé. Sur l'Etna, en remontant le long de la dernière grande coulée de lave encore chaude sous les pas, des failles laissent entrevoir le magma. Les dieux de l'Olympe ne sont pas encore venus à bout des géants : Encelade, écorché sous l'île de Sicile qu'Athènes lui avait flanqué à la tête lors du grand combat que les anciens ont appelé le Gigantomachie ; et Mimas qu'Héphaïstos assaillit dans une nappe de métal en fusion sous le Vésuve.

L'Antiquité sous toutes ses formes est aujourd'hui à la mode. En littérature, en architecture, au cinéma, dans les arts plastiques, les exemples ne manquent pas.

Anne et Patrick Poirier, avec leurs architectures de ruines gréco-romaines et les développements qu'ils donnent au thème du combat des dieux et des géants, ne suivent pas cette mode : la fascination des ruines et le travail qui s'ensuit remontent pour eux à plus de dix ans.

Lorsqu'ils montrèrent pour la première fois, à la Biennale de Paris, le fruit patient d'une année d'errance à travers Ostia Antica, le port de l'ancienne Rome, leur première grande sculpture, maquette de la ville en ruine reconstruite morceau après morceau, par glissements progressifs et répétés du réel à l'imaginaire, ils surprirent beaucoup. Les chemins empruntés, alors, par les artistes menaient plutôt vers des terrains vierges ou peu civilisés.

GENEVIEVE BRÉRETTE. (Lire la suite page 23.)



**ROME**  
**Le livre des fondations**  
« L'un des livres les plus éblouissants que le philosophe-jardinier ait jamais écrits. »  
Georges Siffert / Le Point



Sommaires d'octobre

UNDE DIPLOMATIQUE : la p... à l'ombre des Pershing

UNDE DE L'ÉDUCATION : le p... école

UNDE ET DOCUMENTS : le p... en France

UNDE DE LA MUSIQUE : le p... aux robots

UNDE aux USA

UNDE

10 Centel

## L'école sans sa République ?

Le système éducatif de la III<sup>e</sup> République avait ses imperfections. Assurément. Mais les principes qui l'animèrent portèrent l'enseignement français à un niveau d'excellence exceptionnelle. Histoire de sa progressive dégradation, telle est l'histoire des réformes scolaires successives entreprises sous la IV<sup>e</sup> et la V<sup>e</sup> République : leur contradiction trahit, tout comme leur égal échec, la nullité de leur principe général.

On a ordinairement justifié celui-ci par la nécessité de la démocratisation de l'enseignement. Mais la réalisation de cet indispensable projet sociopolitique n'exigeait aucunement l'abandon du modèle pédagogique construit par la grande République scolaire. Au contraire, le succès de son enseignement primaire montrait assez que seul le développement de ses principes pouvait garantir la qualité de l'enseignement démocratisé, par là même apte à libérer les jeunes Français de leurs destins inégaux.

Malheureusement, l'application imprudente de principes (apparemment) nouveaux a trop souvent désqualifié une « formation » scolaire rendue alors moins capable de compenser les inégalités extra-scolaires. La défaillance de l'école a ouvert ainsi un champ plus vaste au jeu plus décisif de celles-ci. En libérant d'avantage d'elle-même l'action du milieu extérieur, l'école a vu s'élargir le fossé entre ce milieu et son propre résultat. Et l'échec de l'adaptation à la vie réelle a alors naturellement transformé ce qui ne doit être que l'un — certes capital — des effets d'une éducation réussie, en un but prioritaire, exprimé dans le slogan de l'ouverture de l'école sur la vie.

Mais, en voulant déterminer en elle-même l'activité scolaire par une fin qui ne correspond pas à sa nature, on a condamné d'avance à l'échec un projet dont le sens réel est, au fond, d'utiliser l'école contre elle-même. Pour l'avoir ignoré, on a décapité l'hydre : le remède a nourri le mal. Seule adapte — et par surcroît en quel-que sorte — l'école, qui ne fait pas de l'adaptation son but déterminant. On sait, la raison est russe.

C'est bien le principe, mortel pour l'école, de l'ouverture de qui préside, plus que jamais, dans une trop remarquable continuité, à la fausse « révolution » scolaire dont on nous rebat actuellement les oreilles et qui — nous ne prenons garde de risques en l'affirmant — va parachever la désagrégation de l'école publique française.

Dans une brièveté fort contrainte, osons donc rappeler, à contre-courant, de manière intempérante, certaines exigences fondamentales, intimement, organiquement, rationnellement liées, et qui constituent par là un « esprit » de l'école républicaine. Le poids actuel du problème d'une insertion administrative de l'école privée dans un service public d'enseignement ne doit pas effacer la tout autre gravité, pour l'école républicaine, d'une « privatisation » pédagogique d'elle-même (sous quelque forme que ce soit), rançon fatale de l'oubli de ces exigences.

L'école ne peut avoir — surtout dans une histoire accélérée — d'effet adaptateur que si elle

par  
BERNARD BOURGEOIS (\*)

apprend à l'élève à s'adapter lui-même à toutes sortes de situations. C'est-à-dire que si elle est elle-même ce « loisir » libérant originellement de la contrainte absolue des conditions particulières de l'existence. Etape inaugurale de l'universalisation de celle-ci, ordonnée en tout sens à l'universel, à la « chose publique », l'école, en son essence ainsi républicaine, se veut l'autre de la vie réelle et de ses reflets idéologiques.

Cela signifie pour elle, par exemple, d'abord, préserver et cultiver la salutaire coupure entre elle-même et la vie familiale ; si l'heureuse concertation des maîtres et des parents aide l'enfant à dominer cette première et féconde aliénation effective, l'organisation de l'acte proprement scolaire doit par contre incomber seulement à l'école et à ses maîtres. Ensuite, refuser de déterminer sa tâche — même dans les établissements « professionnels » — par l'unique objectif de satisfaire les demandes immédiates, tâtées, de l'actualité économique. Enfin, considérer que, si la politique est un objet important de l'attention scolaire (« instruction civique », ...), la politique ne doit aucunement s'imposer — directement ou par des relais, même intra-scolaires, — comme principe régissant l'exercice de la scolarité.

C'est à une dépolitisation permanente active de celui-ci qu'il faut veiller. En particulier, l'Université doit toujours honorer sa tradition libérale, c'est-à-dire libérale et critique.

La grande erreur est toujours de vouloir répéter à l'école le milieu réel de la vie. Une loi d'orientation démocratique de la vie scolaire et universitaire exige tout autre chose que la confusion démocratique de l'école et de l'Université avec une mini-nation.

L'école n'éduque à l'universel qu'en instruisant de l'universel : voilà l'acte scolaire propre. Aussi bien, le vrai nom de l'éducation nationale est celui, baptismal, d'instruction publique. Mais instruire de l'universel, c'est, tout simplement, instruire.

L'école de la III<sup>e</sup> République, d'emblée, instruisait de l'universel en élevant l'esprit des tout jeunes enfants à l'abstraction des raisons ou principes élémentaires des mots et des choses, dont l'universalité permet seule de maîtriser l'indéfinie concrète des situations.

## Oser être un maître

Devant le gâchis provoqué par l'excès de recours aux « méthodes » globales-concrètes — ce luxe pédagogique douteux — qu'on a pu croire, à tort, plus adaptées aux masses à enseigner (comme si les enfants du peuple n'étaient plus capables d'abstraire, c'est-à-dire de penser !), il faut revenir d'urgence à la rigueur de l'enseignement par les éléments et les règles, seul garant, d'ailleurs, d'un possible usage rationnel, par là fécond, de toute technique audiovisuelle ou informatique. Substituer ainsi, à la pseudo-créativité de la combinatoire philosophique à l'université Jean-Moulin de Lyon.

(\*) Professeur de philosophie à l'université Jean-Moulin de Lyon.

son subjective capricieuse, en l'élève, de schémas hérités, l'austère discipline de l'apprentissage de l'universel. Avant de « s'exprimer », apprendre !

Apprendre, c'est-à-dire s'affirmer mais en se niant, requiert l'initiation exemplaire d'un agent singulier de l'universel : ce médiateur ainsi nécessaire, plus qu'à tout autre, à l'enseignement républicain, c'est le maître. Autant le milieu éducatif doit être libéral, autant l'acte éducatif doit être magistral. Loin des vains artifices (« tutorat », etc.), il faut reconstruire les conditions réglementaires et psycho-sociales de l'exercice de la véritable maîtrise pédagogique. Mais, sans attendre, et dans un climat souvent difficile, puissent tous les enseignants français pleinement oser, oui, oser, être des maîtres ! C'est cela le premier geste requis pour le redressement scolaire.

Un tel engagement pédagogique exige, pour réussir, une condition absolue, dont la réalisation est immédiatement à la portée de l'école. Il s'agit pour celle-ci, non pas d'une activité particulière, « pédagogique » : apprendre à apprendre, mais de sa mission générale d'instruire : apprendre (les choses et la prise méthodique sur elles). La compétence « scientifique » ne suffit pas, certes, à faire le bon maître, mais son absence fait nécessairement le mauvais maître. Contre le si néfaste formalisme pédagogique à la mode, redisons que c'est en apprenant bien la chose à enseigner qu'on apprend d'abord à bien l'enseigner.

La base fondamentale universelle, et seule universellement contrôlable, de la maîtrise, c'est le savoir décelé par les concours publics de recrutement et de promotion. Pour instruire le plus grand nombre, et d'abord les plus défavorisés, socio-culturellement des enfants, l'école doit être telle, en la multitude de ses tâches, qu'elle puisse préparer et choisir parmi ses élèves les meilleurs de ses maîtres à travers cette grande institution des concours. C'est une exigence absolue, démocratique, que celle de l'élitisme républicain des concours. Contre la plate et fautive alternative : ou démocratique ou élitiste, il faut affirmer la nécessité d'un enseignement toujours et partout à la fois résolument démocratique et résolument élitiste, étant l'un parce qu'il est l'autre.

L'histoire des concours se confond avec celle de la République. Leur suppression (dont la régionalisation ne serait bien que la première étape) ouvrirait la porte, nécessairement (car l'ancienneté ne peut suffire à tout), à quels que soient les détours, à la pratique, privée, de la recommandation. Soyons nets : elle signifierait, par ses implications, la fin de l'école républicaine.

Voilà des exigences d'une grande banalité : mais, s'il est désagréable de dire des banalités, il est, plus encore, préoccupant d'avoir à les dire ! Les principes qu'elles renforcent peuvent et doivent cependant, à nouveau, vivifier l'école de demain. Un tel retour aux sources serait un véritable aller.

Les maîtres encore attachés aux principes originels de l'enseignement républicain ont dû, devant et devront s'efforcer de les faire prévaloir dans un contexte de plus en plus défavorable. Leur « résistance » morale résolue, publique, voire concertée (par-delà les clivages syndicaux ou politiques, non décisifs en l'affaire), pourra désormais être à l'ordre du jour. Mais leur respect dévoué de l'institution leur fait ardemment souhaiter que l'école obtienne — enfin ! et il est déjà bien tard — de celle qui la présente comme son école qu'elle se comporte vraiment comme sa République.

Dira-t-on que c'est là faire de l'école un État dans l'État ? — En un sens — purement politique —, l'école est, heureusement pour l'État comme tel, beaucoup moins. Mais en un autre sens — pleinement humain —, elle est, pour l'État républicain, et plus heureusement encore, beaucoup plus.

Son sanctuaire.

Lisez

Le Monde  
doctes et documents

LU

« Solik. Tribulations d'un jeune Polonais dans la Russie en guerre », de K.S. Karol

## Un document passionnant

VOUS le connaissez sous le nom de K.S. Karol. Et il vous apprend, comme s'il venait lui-même de s'en souvenir, que pendant des années on l'appelait « Solik ». Il ne sait d'ailleurs plus pourquoi ses condisciples russes lui avaient donné pour sobriquet le diminutif de sol. Ce mot-là évoque l'histoire singulière qu'il a vécue il y a quatre décennies.

Il avait quinze ans. Il venait d'une famille juive. La père, un homme d'affaires, avait quitté sa Russie natale parce qu'il avait horreur de la révolution, et il n'y avait aucune raison de discuter ce qu'il raconte. Son récit n'apporte aucune révélation extraordinaire et pourtant il constitue un document passionnant. Pendant cette lecture, nous vivons la guerre telle qu'elle fut en Pologne, puis dans la connaissance à Rostov, puis dans un camp et une unité de l'armée rouge. Un jeune homme intégré dans l'Union soviétique mais qui savait que son destin était ailleurs.

Qui épousa une condisciple ayant conscience de la précarité de ses noces : il était déjà résolu à rentrer en Pologne et on avait prévenu le jeune marié qu'elle ne serait jamais autorisée à quitter l'U.R.S.S. Tout cela, du gouleq au divorce pour raison d'État, aurait dû inspirer le ressentiment le plus vif. Si l'occupant nazi.

Alors, pendant sept ans, Karol fut Soviétique parmi les Soviétiques. Étudiant à Rostov. Membre du Komsomol. Mobilisé dans l'aviation. Il fut Soviétique au point de faire, pendant un an, et pour on ne sait trop quel motif, l'expérience affreuse du gouleq. Il épousa même une Soviétique d'origine cosaque. C'est toute cette tranchée de vie qu'il raconte.

Un tel livre ne se critique pas. Karol dit ce qu'il a vécu, et même si à propos de tel ou tel détail il ne peut, après un si long délai, garantir l'exactitude de sa mémoire, il n'y a aucune raison de discuter ce qu'il raconte. Son récit n'apporte aucune révélation extraordinaire et pourtant il constitue un document passionnant. Pendant cette lecture, nous vivons la guerre telle qu'elle fut en Pologne, puis dans la connaissance à Rostov, puis dans un camp et une unité de l'armée rouge. Un jeune homme intégré dans l'Union soviétique mais qui savait que son destin était ailleurs.

Qui épousa une condisciple ayant conscience de la précarité de ses noces : il était déjà résolu à rentrer en Pologne et on avait prévenu le jeune marié qu'elle ne serait jamais autorisée à quitter l'U.R.S.S. Tout cela, du gouleq au divorce pour raison d'État, aurait dû inspirer le ressentiment le plus vif. Si l'occupant nazi.

tel est le cas, il met une sourdine à sa colère. Il s'efforce même de glisser un brin d'humour dans le récit de son incarcération. Après son odyssée soviétique, il a cherché le vrai socialisme dans la Pologne populaire. Et il a quitté cette Pologne-là quand il a vu de quoi il retournait. Il a étudié les communismes chinois et cubain avec, sans doute, l'espoir de pouvoir écrire enfin : le « Socialisme existe, je l'ai rencontré ». Ses années soviétiques et polonaises ne l'ont peut-être pas détourné du marxisme ; elles lui ont du moins inculqué une certaine lucidité.

Karol se garde de prononcer le réquisitoire. Les gens qu'il a connus et dont il parle paraissent pour la plupart bien sympathiques. C'est, tout compte fait, un tableau chaleureux qu'il présente. D'ailleurs, trente-cinq ans après s'être fixé en Occident, l'auteur n'a pas rompu les liens affectifs qui l'unissaient à cette communauté. Il désire en 1977, lors d'un colloque du Manifesto : « Le hasard veut que je sois le plus âgé des Soviétiques ici présents ». Mais il amène le lecteur à se poser le problème que, pour sa part, il n'a pas résolu : « Comment vivre dans une telle société ? »

BERNARD FERON.

\* Solik. Tribulations d'un jeune Polonais dans la Russie en guerre. 411 pages, 85 F, Fayard éditeur.

## LETTRES AU Monde

## Transactions indécentes

La découverte de comptes numérotés dans les banques suisses, en même temps que des noms de leurs détenteurs, met l'accent sur une pratique, à mon sens immorale, de tout temps en honneur au ministère des finances et à l'administration des douanes qui dépend d'elle-même, à l'exportation des exportateurs de capitaux, aux fraudeurs du fisc et de la douane les poursuites correctionnelles et, partant, des condamnations infamantes et publiques, en leur proposant, en contre partie, le paiement d'une amende dite transactionnelle, dont le montant sera, certes, plus lourd que celui que leur infligerait un tribunal, mais dont ils s'accommodent volontiers à raison des confortables bénéfices illicites réalisés.

Entendons-nous bien. Il ne s'agit pas de délinquants mineurs mais de fraudeurs de haute volée, qui, du fait de leur position sociale et de leurs relations, réalisent des opérations d'envergure. Les transactions s'effectuent discrètement dans les bureaux feutrés de la rue de Rivoli pour les évocations de capitaux et les fraudes fiscales, ou dans les bureaux du service de répression des fraudes du boulevard des Batignolles pour les infractions de douane. Elles sont souvent « amorcées » par l'intervention d'un personnage influent que les fraudeurs savent mettre dans leur manche. Et je sais de quoi je parle, car j'ai dirigé, vingt ans durant, une entreprise en transit international agréée en douane.

Des délinquants dont les infractions sont d'autant plus graves qu'elles lésent toute la collectivité et portent atteinte au franc ne devraient connaître aucune circonstance atténuante. Grâce à l'argent impur, ils se font proprement « dé-

douaner » et gardent la tête et le ventre hauts. Champions de l'incivisme, ils continueront à jouir de la plénitude de leurs droits civiques et politiques. N'est-ce pas indécent ?

Dans une démocratie bien comprise, la loi est la même pour tous. On voudrait espérer qu'il en est de même pour la justice.

ROGER CODOU  
(Villeneuve).

## Et la main de Washington ?

M. Hubert Molinaro, de Grenoble, nous écrit :

Toujours par la profondeur, l'honnêteté et, surtout, l'objectivité de M. André Fontaine, dans son article sur « Le berger Andropov et la bête Reagan » (Le Monde du 17 septembre), j'ai ressenti le besoin de paraphraser, « presque mot par mot », un de ses passages :

« Est-ce à dire qu'il faille voir la « main de Washington » derrière tous ces feux qui se rallument aux quatre coins du monde ? Bien sûr que non, en ce sens que ni le général Rios Montt, ni (maintenant) le général Mejia, ni le général Garcia, ni le colonel d'Aubuisson, ni le général Stroessner, ni le fils Duvalier, ni le général Pinochet, ni les généraux d'Argentine et d'Uruguay, ni le général palésien Zia Ul Haq, ni les généraux turcs, ni même le président Marcos, ne sont de simples marionnettes manipulées par la Maison Blanche. Chacun a son ambition propre, et il leur est arrivé de se heurter plus ou moins doucement à Washington, mais il se trouve qu'aujourd'hui ils ne peuvent rien faire sans les États-Unis, puisque c'est d'eux qu'ils reçoivent la quasi-totalité de leurs armements. Si Reagan le voulait, il pourrait freiner l'ardeur de ses protégés, sans proposer carrément à leurs entreprises. Il ne le fait pas. Pourquoi ? »

## Échos d'autobus

ASSISE dans le 92 qui va de Montparnasse à Champs-Élysées, je me perds dans la contemplation des rues de Paris tout en songeant aux premiers contacts avec mes nouveaux élèves.

Au pont de l'Alma trois adolescents, un garçon, deux filles, viennent s'asseoir à côté de moi et trahissent mes rêveries. L'une des filles, l'air renfrogné, visage maussade et bougonneur malgré tous les soins prodigués, habillée strict, bon ton, bonne famille, secrète de la bile.

« Ça commence mal cette année, je ne suis plus dans la même classe que Catherine. On n'est que neuf à avoir pris l'air et c'est vraiment les pires ! », dit-elle d'un air hautement dégoûté.

Sa voisine, une petite mignonne souriante, un peu bêcheuse quand même, toute bronzée des plages du Midi, s'intéresse.

« Qui t'as comme prof de latin cette année ? »

« Une espèce de folle, la même que l'année dernière. »

Je saute.

« Et le grec, tu continues ? »

« Non, j'ai arrêté, je préfère travailler le grec à la maison pour mon plaisir. »

Je ricane.

« Et toi, tu es content de ta rentrée ? »

Elles s'adressent au garçon, veste et pantalon de toile noire assez chic, l'air légèrement blasé et tout aussi bougonneur.

« Ça va pas trop mal. On a un nouveau prof d'éco cette année, un homme cette fois. La prof de l'année dernière a été vidée. Elle était vraiment nulle. Il ne nous a pas fait plus d'un an pour la mettre à la porte, c'était sa première année d'enseignement. »

Il se marre. Je grimace des dents.

« Il y a eu un de ces balayages cette année au lycée, rajoute la pincée, il y a plein de nouveaux profs. Il faut dire qu'ils étaient vraiment nuls. »

L'ange.

« Qui es-tu comme prof de français ? »

« Madame T... elle est vachement bon prof », répond le garçon enthousiaste.

« Je la déteste, dit la pincée, elle me terrorise. »

Faudrait savoir, pensé-je.

Al l'étoile, ils descendent.

Je me renforce sur le siège, pensant à ceux qui m'attendent demain. Les monstres.

CHRISTINE AUSSEUR.

Même si l'on me dit le contraire je n'en serai pas convaincu. Et ça, je n'autorise personne à le contester. Car c'est ma liberté de penser. Et celle de plein de petits Français laissés pour compte par le pouvoir de magazines uniformes dans le négatif.

Allons donc ! Cessons cette pitrerie : jamais la France n'a été aussi peu uniforme dans ses formes de pensée. Et, oui, de belles et bonnes choses ne cessent de couler et de germer et de sortir partout dans la concertation et le vrai dialogue. Comme jamais. Bougre de bonjour, moi qui ne suis ni ganté, ni bien élevé, ni socialiste, ni communiste, ni radical, ni chrétien, ni écologiste... mais qui ressens un peu de chaque homme et de chaque femme de bonne volonté en moi, je vous dis : nous en avons assez de l'avoir pas la parole pour dire l'endroit des choses !

L'honnêteté élémentaire consiste à reconnaître que notre gouvernement ne cesse d'œuvrer avec bonne volonté dans la concertation et le dialogue. Et c'est pour cela que je le soutiens. Pour rien d'autre : car cela, c'est nouveau.

La liberté de choix ? C'est nous autres qui ne l'avons pas quand nous voulons acheter un magazine et quand nous avons à le lire. Quant aux pages blanches, à ces trois pages blanches et à toutes les autres : ce sont les nôtres.

PIERRE BOURLET  
Durfort (Gard).

VOTRE ORDINATEUR

enfin,  
le magazine pratique  
de l'ordinateur  
à la maison

16F chez votre marchand de journaux

Lisez

Le Monde  
doctes et documents

de 11h30 à 13h30

Le Monde

# étranger

## PROCHE-ORIENT

### M. Walid Joumblatt propose l'amendement de la Constitution libanaise

Tandis que des escarmouches opposent l'armée libanaise aux milices chiites dans le sud de Beyrouth, le Pentagone a annoncé le mercredi 5 octobre qu'il avait accepté de donner au gouvernement du président Amine Gemayel les moyens d'« accroître son potentiel dans les domaines de la sécurité et de la défense ». Les nouvelles livraisons — après l'accord du Congrès — comprendraient 253 véhicules blindés et des mitrailleuses de calibre 50. Les États-Unis ont récemment fourni au Liban plus de 200 véhicules blindés ainsi qu'une centaine de chars M 48.

Les tractations en vue de réunir une table ronde de réconciliation nationale n'ont toujours pas abouti. Les parties antagonistes profitent de ce répit pour préciser leurs intentions. Le secrétaire général par intérim du ministère des affaires étrangères, M. Khalil Mekkaoui, a déclaré que le gouvernement ne rejeterait « a priori aucune proposition de l'opposition, même s'il s'agit de l'annulation de l'accord israélo-libanais du 17 mai dernier. Cet accord, a-t-il ajouté, est destiné à obtenir l'évacuation des troupes de Jérusalem, mais si le Front du salut national avait un projet crédible pour atteindre le même résultat, « nous serions prêts à le discuter ».

Pour sa part, M. Walid Joumblatt a déclaré, au cours d'une conférence de presse tenue mercredi à Athènes, qu'il faudrait une nouvelle formule politique, un changement de

#### Israël

### Le gouvernement approuve la création de sept nouvelles implantations juives en Cisjordanie

Enfin, le mouvement Paix maintenant a remis au ministre de la Défense, M. Aron, un dossier que publie la presse. Il expose que, après le meurtre d'un colon israélien à Hébron, des Israéliens venus de l'implantation de Kriyat-Arba avaient alors incendié des échoppes arabes dans le souk, où l'armée avait imposé le couvre-feu. Le rapport précise que les colons ont frappé des militaires qui voulaient empêcher des actes de vandalisme anti-arabes. Des militaires s'étant plaints à la police israélienne de Hébron, celle-ci leur a demandé d'« entrer » l'affaire sous la pression de la municipalité de Kriyat-Arba.

A l'ONU, la Jordanie a lancé, mercredi, un appel pressant à la communauté internationale pour réclamer l'arrêt immédiat des implantations juives. — (A.F.P., U.P.I.)

## ASIE

### Une « triste » chinoise à Paris

Venant de Hongkong, une des contestatrices chinoises les plus célèbres, Lin Xiling, est arrivée ce jeudi matin 6 octobre à Paris, où elle doit séjourner à titre privé et rencontrer notamment quelques-uns des principaux sinologues français.

Si Lin Xiling est d'une autre génération que celle du « printemps de Pékin », son itinéraire lui donne une place tout à fait originale dans l'univers politique chinois. C'est durant la brève expérience des Cent Fleurs que, étudiante à l'Université du peuple de Pékin, elle se fait connaître en mai 1957 par de vigoureux discours critiquant le régime et la société chinoise à partir des propres critères du P.C.C. Deux thèmes dominants : une dénonciation du stalinisme, fruit d'un passé féodal, en Chine comme en Russie ; une référence répétée à la Yougoslavie de Tito, seule « démocratie socialiste » réelle. Ses propos sont d'autant plus remarqués qu'elle est membre de la Ligue des Jeunes communistes et qu'on la sait proche du secrétaire général de cette organisation, M. Hu Yaobang.

Mais cela la désigne en même temps pour être l'une des premières victimes de la répression lorsque le pouvoir met un terme à l'expérience des Cent Fleurs. Arrêtée, soumise à des « assemblées de lutte », enchaînée dans sa cellule, elle est finalement condamnée à quinze ans de détention qu'elle va passer dans un camp de l'Anhui. Mao Zedong lui-même, dit-on, la fait libérer en 1973 — en fait au terme de sa peine — à condition de rester dans l'Anhui, où elle se marie. Elle n'est pas pour autant « réhabilitée », et c'est pourquoi elle « monte » à Pékin en 1975 pour obtenir une révision en bonne forme de son cas. Elle en est renvoyée, sans ménagement mais renouvelée sa démarche en 1979. Cette fois, le contexte a changé — Mao est mort, la « bande des quatre » est en pri-

son, — et son ami des années 50, M. Hu Yaobang, est redevenu l'un des hauts personnages du régime. Pour tant, il ne la reçoit pas et se borne à lui faire parvenir un message l'invitant à « rompre avec le passé » et à entamer une « vie nouvelle ».

Message décevant, car Lin Xiling, qui n'a toujours pas été réhabilitée, reste marquée des stigmates d'une ancienne condamnée. Et elle ne se montre pas encline à l'autocritique. En 1980, dans une lettre ouverte à M. Deng Xiaoping, elle reprend quelques-unes de ses idées de 1957 et insiste sur son option « triste » : « J'estime encore qu'aujourd'hui la véritable patrie du socialisme, ce n'est pas la Chine, ni l'U.R.S.S., mais la Yougoslavie ».

Le pouvoir a cependant pour elle des égards. En juillet dernier, un visa lui est accordé pour se rendre à Hongkong, où elle peut rencontrer son père, résident à Taiwan — mais également le plus haut représentant de Pékin dans la colonie britannique, le directeur local de l'agence Xinhua. On lui offre également un poste d'enseignement en sciences politiques à l'Institut d'éducation du Guangdong mais, les autorités de la République populaire, consultées semble-t-il, ne font pas d'objection lorsqu'elle manifeste le désir de se rendre en France.

Lin Xiling est, en ce sens, un cas qui sort de l'ordinaire, à travers lequel apparaissent à la fois le poids du passé et les ambiguïtés qui caractérisent à l'heure actuelle les choix des hommes au pouvoir à Pékin.

ALAIN JACOB.

## DANS LE NORD DU LIBAN

### L'inquiétant face-à-face syro-palestinien

De notre envoyé spécial

Tripoli. — « To be or not to be, that is the question ». La citation figure en anglais au bas des photographies de M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'O.L.P., affichées à tous les étages d'un modeste bâtiment du camp palestinien de Beddoui, où certains des services de l'O.L.P. au Liban-Nord ont été regroupés. La plupart des responsables palestiniens ne cessent de répéter le mot d'Hamlet pour expliquer la situation dramatique que traverse le mouvement palestinien.

Après le retrait d'un millier de fedayin de la Bekaa et leur arrivée dans la région de Tripoli, les forces militaires palestiniennes — à l'exception d'un contingent de six cents fedayin stationnés dans la Bekaa — sont désormais retranchés dans le réduit palestinien qui s'étend de Beddoui au camp de Nahr-el-Bared, situé à une dizaine de kilomètres plus au nord. Le djebel Torbol, qui domine ces deux camps, est occupé par des unités palestiniennes. Mais des troupes syriennes s'y trouvent également, dans une face-à-face inquiétant.

En fait, il est difficile de délimiter exactement les emplacements occupés par les troupes adverses tant leurs positions respectives sont imbriquées. Tandis que M. Yasser Arafat s'adressait, le mardi 4 octobre, à la presse étrangère, à l'intérieur du camp de Beddoui, les forces syriennes montaient à quelque 200 mètres de là une garde discrète mais vigilante. Cette situation apparemment paradoxale, puisque l'O.L.P. et Damas étaient alliés il y a encore quelques mois, prédomine dans l'ensemble du réduit palestinien, qui s'étend à l'intérieur du littoral jusqu'au massif de Sir-el-Dennie, où les troupes syriennes ont été considérablement renforcées depuis près de cinq jours. D'autres renforts ont été dépêchés dans la région de l'Akkar, au nord de Tripoli, et de Daraya, au sud.

#### Le dos à la mer

L'état semble donc se resserrer. Décidés à se battre jusqu'au bout, les Palestiniens consolident févreusement leurs positions, mais ils se trouvent le dos à la mer et sont pratiquement isolés. Selon les responsables militaires de l'O.L.P., près du tiers des troupes syriennes stationnées au Liban sont désarmées dans le Nord. M. Arafat lui-même a parlé de « fortes concentrations militaires syriennes comprenant deux brigades blindées (environ deux cents chars), une brigade d'artillerie, une brigade d'unités de lance-roquettes GRAD et cinq brigades de commandos parachutistes ».

Si se peut que ces estimations soient exagérées intentionnellement pour alerter l'opinion publique arabe, mais tout le monde est d'accord pour estimer qu'un règlement de comptes entre les forces de Damas et celles de M. Yasser Arafat ne saurait tarder, bien que les Syriens ne paraissent guère pressés de croiser le fer.

Depuis son arrivée à Tripoli, il y a environ deux semaines, M. Arafat s'efforce à la fois d'organiser ses troupes contre une éventuelle attaque syrienne qui, selon lui, « paraîtrait à Tripoli ce que les Israéliens ont commencé à Beyrouth » et, si possible, de désamorcer un conflit qui « serait catastrophique non seulement pour les Palestiniens mais également pour le monde arabe ». Il est en cela aidé par des personnalités politiques de Tripoli proches de la Syrie, qui veulent à tout prix éviter un affrontement dont leurs agglomérations auraient beaucoup à souffrir.

#### Le blocus naval d'Israël

Malgré les multiples revers qui se sont abattus récemment sur son mouvement, M. Arafat n'a rien perdu de sa combativité et de l'optimisme dont il avait déjà fait preuve aux pires moments du siège de Beyrouth. Nous recevons dans un appartement du quartier populaire de Zahariya, il exprime l'« espoir », sans apparemment trop y croire, que « l'affrontement sera évité ». « Après tout, dit-il, nous sommes des frères et nous trouvons bien une solution à nos problèmes ».

Son visage s'assombrit pourtant lorsqu'on lui parle des reproches que lui adressent aujourd'hui ses anciens alliés du Mouvement national libanais. Il refuse de commenter les propos désagréables tenus récemment à son encontre par M. Walid Joumblatt. Grand seigneur, il ajoute : « Je n'oublie pas qu'il est le fils de mon ami Kamal Joumblatt ».

Pourquoi est-il venu à Tripoli au moment où la bataille faisait rage dans la montagne ? « C'est parce qu'il y avait une menace contre les Palestiniens et l'O.L.P. C'était mon devoir d'être présent. Suite à une réunion à laquelle les responsables palestiniens et syriens étaient présents, j'étais d'accord pour prendre en considération tous les faits et réalités au Proche-Orient. De plus, l'initiative de Fès avait été acceptée par le mouvement des non-alignés, les pays du bloc socialiste, les nations islamiques. Même les pays de la C.E.E. la considéraient comme positive, c'est-à-dire la grande majorité des nations du monde. Maintenant, elle est gelée... ».

Avez-vous perdu tout espoir d'une solution diplomatique ? « J'ai déjà répondu à cette question à la récente conférence des Nations unies sur la Palestine à Genève. J'ai déclaré que les Palestiniens sont prêts à chercher une solution négociée avec tous ceux qui souhaitent un règlement juste, durable et global au Proche-Orient. Ne pensez-vous pas qu'il est un peu tard et que les dissidents du Fath ont réussi à affaiblir votre crédibilité sur le plan international ?

— Pas du tout, car nous conservons l'appui de l'ensemble

du peuple palestinien, notamment dans les territoires occupés. C'est un fait que même les Israéliens n'essaient pas de nier. Les dissidents n'ont, en revanche, effectué aucune percée en dehors de Damas et des zones contrôlées par les troupes syriennes. Tout récemment encore, en intervenant directement contre nos unités stationnées dans la Bekaa, les Syriens ont démontré qu'ils ne pouvaient compter sur leurs fantômes et leur cheval de Troie à l'intérieur du Fath. Ils ont été obligés de faire eux-mêmes le boulot. Il est clair maintenant qu'ils ont totalement échoué dans leur tentative de créer une « seconde O.L.P. ».

— Mais s'ils arrivent à liquider vos dernières positions militaires dans la région de Tripoli... « Je sais, ils croient que cela facilitera la création d'une O.L.P. aux ordres de Damas. Ils se trompent lourdement, l'O.L.P. n'est pas une base militaire que l'on prend d'assaut. C'est l'incarnation des droits de cinq millions de Palestiniens... Ce qui s'est passé à Beyrouth il y a environ un an a été la plus grande erreur stratégique jamais commise par les Américains et les Israéliens. Ces derniers, en bombardant par terre, mer et air, pour la première fois dans l'histoire, la capitale d'un pays arabe, ont déchaîné des forces difficilement contrôlables. Nous nous trouvons sur du sable mouvant. Nous savons comment les événements commencent, mais nous ignorons comment ils se termineront ».

#### M. Arafat :

il n'est pas trop tard

« Si vous aviez reconnu la résolution 242 du Conseil de sécurité, ainsi que vous le demandaient les Américains, les choses ne se seraient-elles pas passées autrement ? M. Arafat s'indigne.

— Pourquoi demander toujours des concessions aux victimes et jamais aux agresseurs. Le roi Hussein de Jordanie a reconnu cette résolution il y a belle lurette. Qu'a-t-il obtenu en échange ? Rien. Tout ce qu'ils veulent, c'est nous arracher le maximum de concessions sans rien céder en contrepartie. Ce que les Arabes ont accepté à Fès représente une concession et une chance historique que les Américains auraient dû saisir s'ils étaient sincères dans leur quête d'une solution. Pour la première fois, les Arabes, dans leur ensemble, étaient d'accord pour prendre en considération tous les faits et réalités au Proche-Orient. De plus, l'initiative de Fès avait été acceptée par le mouvement des non-alignés, les pays du bloc socialiste, les nations islamiques. Même les pays de la C.E.E. la considéraient comme positive, c'est-à-dire la grande majorité des nations du monde. Maintenant, elle est gelée... ».

— Avez-vous perdu tout espoir d'une solution diplomatique ?

— J'ai déjà répondu à cette question à la récente conférence des Nations unies sur la Palestine à Genève. J'ai déclaré que les Palestiniens sont prêts à chercher une solution négociée avec tous ceux qui souhaitent un règlement juste, durable et global au Proche-Orient. Ne pensez-vous pas qu'il est un peu tard et que les dissidents du Fath ont réussi à affaiblir votre crédibilité sur le plan international ?

— Pas du tout, car nous conservons l'appui de l'ensemble

du peuple palestinien, notamment dans les territoires occupés. C'est un fait que même les Israéliens n'essaient pas de nier. Les dissidents n'ont, en revanche, effectué aucune percée en dehors de Damas et des zones contrôlées par les troupes syriennes. Tout récemment encore, en intervenant directement contre nos unités stationnées dans la Bekaa, les Syriens ont démontré qu'ils ne pouvaient compter sur leurs fantômes et leur cheval de Troie à l'intérieur du Fath. Ils ont été obligés de faire eux-mêmes le boulot. Il est clair maintenant qu'ils ont totalement échoué dans leur tentative de créer une « seconde O.L.P. ».

— Mais s'ils arrivent à liquider vos dernières positions militaires dans la région de Tripoli...

« Je sais, ils croient que cela facilitera la création d'une O.L.P. aux ordres de Damas. Ils se trompent lourdement, l'O.L.P. n'est pas une base militaire que l'on prend d'assaut. C'est l'incarnation des droits de cinq millions de Palestiniens... Ce qui s'est passé à Beyrouth il y a environ un an a été la plus grande erreur stratégique jamais commise par les Américains et les Israéliens. Ces derniers, en bombardant par terre, mer et air, pour la première fois dans l'histoire, la capitale d'un pays arabe, ont déchaîné des forces difficilement contrôlables. Nous nous trouvons sur du sable mouvant. Nous savons comment les événements commencent, mais nous ignorons comment ils se termineront ».

— Certains Palestiniens parlent d'une recrudescence du terrorisme si vous perdez à Tripoli votre dernier réduit...

« Je suis contre le principe même du terrorisme, mais je ne pourrais rien faire pour m'y opposer. J'avais parlé au moment de quitter Beyrouth, l'année dernière, d'un volcan en éruption qui emporterait tout sur son passage. Or se trouvent maintenant Begin, Sharon et Alexander Haig ? Ce volcan n'a pas fini de faire des ravages. Ce ne seront pas seulement les Palestiniens qui seront ses victimes. Aucun pays de la région ne sera épargné... ».

JEAN GUEYRAS.

● Un démenti de l'agence Wafa. — Une « source palestinienne autorisée », citée mercredi 5 octobre par l'agence palestinienne Wafa, a démenti « les informations rapportées par certains organes de presse selon lesquelles cent quarante officiers et combattants du Fath auraient rallié le mouvement de dissidence d'Abou Moussa ». (Le Monde du 5 octobre). « La réalité, ajoute Wafa, est que les services de renseignements syriens ont investi le bureau des « opérations centrales » du Fath à Damas, organisé une conférence de presse d'une dizaine de dissidents et présenté une liste d'officiers et de cadres [comme ayant rallié la dissidence] qui ne pouvaient pas exprimer une opinion contraire. » (A.F.P.)

## A TRAVERS LE MONDE

### Grande-Bretagne

● LA VIE PRIVÉE DU MINISTRE DU COMMERCE. — M. Cecil Parkinson, ministre du commerce et de l'industrie, marié et père de trois filles, a reconnu, mercredi 5 octobre, avoir eu une liaison « de plusieurs années » avec son ancienne secrétaire, qui attend un enfant de lui pour le mois de janvier. Dans un communiqué diffusé par son avocat, M. Parkinson, qui est âgé de cinquante-deux ans et qui, en tant que président du parti conservateur, dirige la campagne pour les élections du 9 juin dernier, indique qu'il souhaite « mettre fin aux rumeurs » concernant la jeune femme, M<sup>me</sup> Sara Keays, et lui-même. Un porte-parole du 10 Downing Street a indiqué que le premier ministre, M<sup>re</sup> Thatcher, était au courant du communiqué de M. Parkinson, mais que la question de la démission du ministre « ne s'était pas posée et ne se poserait pas ». — (A.F.P.)

### Tanzanie

● ARRESTATIONS POUR SABOTAGE ÉCONOMIQUE. — Deux cent dix-huit personnes ont été récemment arrêtées en Tanzanie, dans le cadre de la cam-

agne contre le « sabotage économique » lancée depuis le mois de mars par les autorités de Dar-es-Salaam. Un responsable de la police a indiqué, mercredi 5 octobre, que les personnes arrêtées ont été placées en détention en attendant de comparaître devant le tribunal national chargé de juger les délits de sabotage économique. Au total, environ mille cinq cents personnes ont été appréhendées dans le cadre de la campagne en cours. Selon le quotidien gouvernemental Daily News, qui rapporte ces informations, ces arrestations seraient liées à des affaires de marché noir. — (Reuters).

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)  
Imprimerie : du « Monde », 5, rue des Italiens, PARIS-IX  
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.  
ISSN : 0395 - 2037.

Paule

CONSTANT

Balta

roman

“Chaque page de Balta fait rire ou serre le cœur. Paule Constant a réussi un rudement bon roman”

François Nourissier/Le Figaro Magazine

GALLIMARD

nr

**Le P.C.F. et le P.C.I.  
soulignent leurs «convergences»  
à propos du Liban et du désarmement**

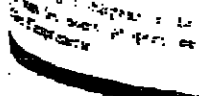
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

# AFRIQUE

**P. B.**

**ILC** **INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE**  
20 passage Dauphine  
75006 Paris - Tél. 325.41.37

— 212 —



# AMÉRIQUES

## LA VIGOUREUSE IMMIGRATION HAITIENNE AUX ÉTATS-UNIS

### I. - « Le seul côté positif du régime Duvalier »

De notre correspondante NICOLE BERNHEIM

New-York. - Ils sont partout : chauffeurs de taxi et professeurs d'université, femmes de ménage et chirurgiens, ouvriers agricoles, avocats, journalistes et commerçants. La communauté haïtienne des États-Unis est l'une des plus spécifiques, des plus vigoureuses et aussi l'une de celles dont l'image reste la plus flatteuse : honnête, dure à la tâche, respectueuse des lois et, souvent, intellectuellement brillante.

Mais personne ne sait combien il y a d'Haïtiens aux États-Unis : de trois cent mille à quatre cent mille dans la région de New-York, dit-on, une trentaine de milliers à Miami. D'autres importantes communautés se trouvent à Boston et à Chicago, sans parler des vingt-cinq mille immigrés de Montréal. Une forte proportion d'entre eux n'ont aucun statut officiel : ils sont « illégaux », arrivés avec un simple visa de touriste, et sont restés, comme six à sept millions d'autres immigrants des Caraïbes et d'Amérique latine, dans le seul pays de la région où ils pouvaient occuper un emploi, ce qui leur permet effectivement de travailler, voire de payer des impôts (surtout lorsqu'ils sont retenus à la source par leur employeur) et de vivre à peu près normalement, malgré les promesses répétées de l'administration Reagan de mettre fin à cette invasion de va-nu-pieds.

La grande immigration haïtienne aux États-Unis et au Canada date de la fin des années 50 et de l'avènement du régime Duvalier. Elle a commencé avec les opposants politiques, s'est poursuivie avec les vagues successives d'intellectuels d'obédiences diverses, puis avec une masse grandissante de réfugiés du naufrage économique et politique de l'île, qui a culminé avec l'arrivée spectaculaire des « boat-people » sur les côtes de Floride. C'est cette dernière immigration qui a attiré l'attention de l'opinion américaine. Surtout après que l'administration Reagan eut, en 1981, décidé d'interner les malheureux rescapés de traversées qui s'achevaient souvent en tragédie sur les plages de Floride. Les images télévisées de la moisson de

cadavres jetés jour après jour par la mer, à quelques kilomètres des stations de vacances à la mode, ont plus fait pour la cause haïtienne que tous les discours antiduvalistes.

Internés au camp de Krome, près de Miami, à Porto-Rico et dans plusieurs prisons des États-Unis, notamment à Brooklyn, les « boat-people » ont soulevé un extraordinaire élan de solidarité au sein de la communauté haïtienne, particulièrement dans celle de Miami, qui, malgré la situation économique peu enviable, les a accueillis, dès leur libération, à bras ouverts. Un contraste frappant avec l'accueil plus que mitigé réservé aux mariettos par les Cubains, pourtant fort à l'aise, de Floride.

La libération des « boat-people » a été obtenue grâce à l'aide apportée gratuitement par plusieurs douzaines d'avocats américains décidés à leur faire reconnaître le statut de réfugiés, qui leur est contesté par les services d'immigration. En attendant qu'il soit définitivement statué sur leur sort, la plupart des internés ont été relâchés, tandis que se développait une vigoureuse campagne de militants des droits civiques. Des militants qui clament que les derniers immigrés haïtiens

ont été arrêtés - alors que les Cubains anticastristes étaient accueillis en fanfare par les autorités américaines - en raison de leur couleur et du soutien que l'administration Reagan apporte au régime de Jean-Claude Duvalier.

Cette immigration massive a recréé aux États-Unis, et surtout à New-York, une société haïtienne en miniature, avec ses stratifications, ses castes, ses rivalités. Elle a provoqué des drames au sein des familles dispersées, nombre d'immigrés ne pouvant ni retourner en Haïti ni faire venir les leurs aux États-Unis. Mais elle a aussi donné des possibilités d'instruction et de qualification professionnelle à des Haïtiens qui ne les auraient jamais eues s'ils étaient restés au pays. C'est ce que M. Jean Dupuy, directeur de l'un des centres sociaux haïtiens de Manhattan, qui offre des cours gratuits d'alphabétisation, de couture et d'anglais, appelle « le seul côté positif du régime Duvalier ».

La vie reste pourtant difficile, surtout pour les illégaux, dans un pays aux services sociaux squelettiques. L'association des médecins haïtiens à l'étranger fait de son mieux pour soigner, plus ou moins

gratuitement, les plus démunis d'entre eux. Mais, comme nous l'indiquait le docteur Jean-Claude Compas, le manque de contrôles sanitaires systématiques accroît le taux de certaines maladies dans la communauté, comme le cancer de l'utérus.

#### Le périmètre menacé de la francophonie

Ces difficultés matérielles n'empêchent pourtant pas la plupart des parents d'accorder une priorité absolue à l'éducation de leurs enfants. Selon le Père Adrien, qui travaille à l'apostolat haïtien dans le diocèse de Brooklyn, nombre de familles se saignent aux quatre veines pour envoyer leurs enfants dans des écoles privées, où ils seront assurés d'avoir de bons professeurs et d'échapper à la violence des ghettos : cinq des écoles catholiques de Brooklyn sont ainsi à 60 % « haïtiennes ».

L'immigration a fait rebondir une grande querelle, celle du créole et du français : pour les tenants de la « créolophonie », la « vraie langue d'Haïti » doit servir, tout à la fois, de véhicule

d'alphabétisation, surtout dans un pays anglophone, et de gardien de la spécificité haïtienne ; pour les tenants du français, la langue de Voltaire et de Victor Hugo fait, elle aussi, partie de la spécificité haïtienne en milieu anglophone et elle assure, de plus, un moyen de communication essentiel avec le monde développé.

Qui croire quand tant de chauffeurs de taxi, tant de femmes de ménage, s'expriment dans un français parfois remarquable, parfois approximatif, mais toujours considéré comme un signe de promotion sociale ? quand des paroissiens demandent que la messe soit dite en français et non plus en créole ? quand de nombreuses émissions de radio destinées à la communauté, comme « L'heure haïtienne », parlent créole, comme parlent créole médecins, avocats ou enseignants haïtiens dès qu'ils se retrouvent entre eux ?

Pour des partisans du créole - comme les frères Dejean, René et Yves, qui font un cours de pédagogie bilingue, créole-anglais, au Bank Street College of Education, à Manhattan - la cause est claire : la communauté haïtienne aux États-Unis est composée de 90 % d'illettrés, et c'est la non-utilisation, pendant deux cents ans,

du créole comme langue nationale en Haïti qui en est la cause. Au surplus, tous les Haïtiens, cultivés ou non, parlent créole.

M. Léo Joseph, rédacteur en chef d'Haïti Observateur, un hebdomadaire qui tire à cinquante mille exemplaires, s'insurge cependant contre les élites haïtiennes, qui, sous prétexte d'authenticité, veulent « créoliser » la communauté, alors qu'elles parlent, elles, le français parfait qu'on enseigne chez les bons Pères. Il regrette que « la France ne fasse pas grand-chose pour maintenir le périmètre de la francophonie dans cet océan d'anglophonie ». Il aimerait que Paris se montre plus « agressif » sur ce chapitre et crée, à New-York, un « institut culturel pour les néo-francophones » (Antillais, Africains, etc.) et offre des bourses d'études, comme le font les Québécois. M. Léo Joseph, qui trouve aussi que l'Alliance française « fait trop confrérie » pour servir ce dessein et qui tient à ce que ses enfants parlent français, les envoie passer leurs vacances au Québec...

Prochain article :

UNE OPPOSITION IMPORTANTE MAIS DIVISÉE



**Dhahran**

Tous les mardis et jeudis, départ 20 h 50 d'Orly-Sud, arrivée 7 h 50 via Vienne.

Choisissez la qualité ! En première classe comme en classe Touriste, Austrian Airlines vous offre un service de haut niveau. Et le confort de ses DC9.

**AUSTRIAN AIRLINES**  
Austrian Airlines, Orly-Sud.  
Réservations : 266.34.66

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4287-23

**ABONNEMENTS**  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

**FRANCE**  
341 F 554 F 767 F 980 F

**TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE**  
661 F 1 194 F 1 727 F 2 260 F

**ÉTRANGER (par messagerie)**  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS  
381 F 634 F 887 F 1 140 F

**IL - SUISSE, TUNISIE**  
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous chèques) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**IV FAY BIANCHI**

**FESTIVAL DE LA MODE**

LE 4<sup>e</sup> FESTIVAL DE LA MODE FAIT DES GALERIES LAFAYETTE LA PLUS GRANDE GALERIE DU MONDE DE LA MODE.

LE 4<sup>e</sup> FESTIVAL DE LA MODE, LA MODE SE DÉCOUVRE DU 7 AU 14 OCTOBRE AVEC :

- DES DÉFILÉS PAR JOUR DE 11 H 30 A MINUS SUR LES THEMES CHIC ET TONIC
- DES TAIENES RONDIES QUI REUNISSENT JOURNALISTES, CRÉATEURS, STYLISTES ET PERSONNALITÉS
- DES ANIMATIONS PROPOSÉES PAR LES MAGASINS DE MODE
- PIRA, COSMOPOLITAN, DÉBATEUR, MODE
- ELLE, JARDIN, DES MODES, MADAME
- THIARD, MARI-CLAIRE ET VOYCE
- LES OSCARS DES CRÉATEURS ET DES GALERIES
- LAFAYETTE ENCLUSE LIVRE ET ASSIÈS LES

PRIX FESTIVAL PENDANT TOUTE LA DURÉE DU FESTIVAL ET 15% SUR LES MODELES DES DÉFILÉS ALORS VENEZ VITE DÉCOUVRIR LA MODE DE L'HIVER AU 4<sup>e</sup> FESTIVAL DE LA MODE.

**HAUSSMANN**  
MAGASIN D'ACCESSOIRES ANTI-INTERIEUR  
70, rue de la Harpe, 75005 PARIS

**DU 7 AU 14 OCTOBRE**

LES MANNEQUINS DES DÉFILÉS SONT COUTURÉS PAR LE SALON DE COUTURE DES GALERIES LAFAYETTE ET MARQUÉS PAR L'INSTITUT DE BEAUTÉ ORLAN DES GALERIES LAFAYETTE.

## AMÉRIQUES

### Le Guatemala, le Honduras et le Salvador relancent la coordination de leur défense

De notre correspondant

Mexico. — La décision prise le 2 octobre au Guatemala de relancer le Conseil de défense de l'Amérique centrale (CONDECA) suscite au Mexique une réelle inquiétude. Le journal *El Día*, proche du gouvernement, remarque dans un éditorial que « la Maison Blanche a décidé de redonner vie à cet organisme dans le but de régionaliser encore plus la crise ».

C'est à l'issue d'une réunion, qui s'est tenue près de la capitale guatémaltèque, le 2 octobre, qu'a été renoué le système militaire centraméricain. Il y avait là les généraux Mejia, président du Guatemala, Alvarez, chef des forces armées du Honduras, Videla, ministre de la défense du Salvador, et Noriega, chef de la garde nationale du Panama, auxquels s'étaient joints le général américain Gorman, chef du commandement sud des Etats-Unis, basé à Panama (1). Les participants ont publié un texte soulignant la nécessité de « renforcer conjointement et sur une base standardisée » les armées centraméricaines face à « une agression extra-continentale de caractère marxiste-léniniste ». Ils justifient en outre un recours à la force « pour la défense de la démocratie et pour protéger et promouvoir le développement ». En conséquence, la décision a été prise de restructurer cette organisation vieille de vingt ans.

#### Argentine

### LE PRÉSIDENT DE LA BANQUE CENTRALE A ÉTÉ LIBÉRÉ

Buenos-Aires (A.F.P.). — Le président de la Banque centrale d'Argentine, M. Julio Gonzalez Del Solar, arrêté lundi alors qu'il arrivait de Washington, et détenu à Rio Gallegos, en Patagonie, a été libéré le mercredi 5 octobre.

C'est le juge fédéral de Patagonie, M. Federico Pinto Kramer, qui avait ordonné l'arrestation de M. Del Solar, en l'accusant d'avoir agi « contrairement aux intérêts de la nation » et d'avoir « tenté de livrer le pays aux intérêts étrangers ». Le président de la Banque centrale était allé aux Etats-Unis pour négocier la dette de la compagnie nationale d'aviation Aerolineas Argentinas. L'accord devait servir de modèle pour les traités et une autres compagnies publiques argentines, qui sont endettées pour un total de 11 milliards de dollars. Le juge conteste la compétence de la juridiction américaine prévue par l'accord et rejette les « taux exorbitants » des conditions de refinancement.

Comme son action bloque toutes les démarches entreprises par le gouvernement argentin pour négocier la dette extérieure du pays, les juristes officiels tentent de démontrer l'incompétence juridique du juge de Rio-Gallegos et d'obtenir le transfert du litige devant une cour d'appel fédérale.

(Publicité)

### Deux mille prisonniers politiques Kurdes en grève de la faim contre la torture

La torture est la forme extrême de la terreur individualisée.

Depuis le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, elle est devenue « systématique » (rapport de la F.I.D.H.), une « pratique de routine » (rapport d'Amnesty International), dans la Turquie des généraux. Des dizaines de milliers de prisonniers politiques ont été victimes de cette terreur : Mazlum Dogan, Kemal Pir, Hayri Durmus, Ferhat Kurtay, Esref Anyak, Akif Yilmaz, Onder Demirok, Ali Sandal et Kasim Aslan sont morts dans les salles de torture, des centaines d'autres y ont été mutilés à vie.

Ce terrorisme d'Etat s'exerce avec une violence particulière sur les détenus kurdes dont souvent le seul crime est de se dire Kurde ou de revendiquer des droits démocratiques et culturels pour le peuple kurde qui constitue plus du quart de la population de la Turquie ou son existence même est déniée.

Depuis le 2 septembre 1983, environ deux mille détenus politiques kurdes de la prison militaire de Diyarbakir sont en grève de la faim pour protester contre la torture, contre les conditions de détention effroyables, pour le respect de la dignité humaine. Ils demandent à tous les Etats, membres de l'O.N.U., d'exiger de la Turquie le respect de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme dont l'article 5 stipule : Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Il est urgent qu'une mission d'enquête des organisations humanitaires internationales (Amnesty International, Croix Rouge, F.I.D.H.) puisse visiter la prison militaire de Diyarbakir. En continuant dans son refus d'autoriser la visite de telles missions, le régime militaire d'Ankara ne ferait que reconnaître sa culpabilité aux yeux de l'opinion mondiale.

ASSOCIATION FRANCE-KURDISTAN\*  
B.P. 29 - 75221 PARIS CEDEX 15

\* Cette association comprend notamment : P. Boudon, S. de Beauvoir, J. Bertolino, G. Chaland, J.-M. Domenach, R. Dumont, P. Halbwachs, A. Kastler, M. Lenoir, R. Manenstras, J. Minces, E. Monn, M. Rodinson, L. Schwartz, P. Thibault, Vercors, P. Vidal-Naquet.

## EUROPE

L'ATTRIBUTION DU PRIX NOBEL A M. LECH WALESA

### L'embarras des autorités de Varsovie

Les premières « réactions » du gouvernement de Varsovie à l'attribution du prix Nobel de la paix à M. Lech Walesa ont été éloquentes : six heures de silence complet à la radio, — alors que déjà toute la Pologne jubile, — avant de se décider à lâcher l'information. « Absence » de tous les porte-parole un tant soit peu autorisés (seul un adjoint de M. Jerzy Urban se dévoua pour expliquer, sur un ton navré et à titre personnel, que le prix Nobel est à présent « dévalué »). Et, le soir, visage lugubre de la présentatrice du journal télévisé qui annonce la nouvelle comme si c'était une catastrophe, avec ce commentaire tout à fait « classique » : la candidature de M. Walesa a été avancée par le Parlement ouest-allemand (ce qui a été aussitôt démenti à Bonn) ; le prix a déjà été décerné à des personnalités aussi peu recommandables qu'Henry Kissinger ou Menachem Begin (c'est dire en peu de mots que M. Walesa est à la fois l'homme des Allemands — en Pologne, le coup porte toujours, — des Américains et des Israéliens, tous supposés ennemis jurés du pays). Et, pour finir, la présentatrice remarqua que cette récompense est attribuée « au moment où s'accroissent la tension internationale et la campagne d'agression contre la Pologne et les autres pays socialistes ».

Un peu plus tôt, les services techniques de la télévision polonaise — utilisés par les télévisions occidentales qui souhaitent transmettre des images — avaient donné une idée des méthodes actuellement pratiquées à Varsovie : M. Lech Walesa, interrogé par des journalistes britanniques, après avoir fait semblant de ne pas croire à la nouvelle du Nobel, et sans cesser de croquer tranquillement sa pomme, commençait à dire : « En tout cas, je verserai l'intégralité du prix à... ». Coupure. M. Walesa s'apprêtait à poursuivre... « au fond d'aide à l'agriculture privée mis en place par l'Eglise », mais cette décision cadrait mal avec l'image d'un homme aisé, qui venait de donner de lui, et donnait sans doute trop de publicité à un organisme (encore à l'état de projet) considéré avec méfiance du côté officiel.

Les autorités vont désormais devoir y réfléchir à deux fois avant de se lancer dans des attaques frontales contre l'homme de Gdansk. Mardi encore, à la veille de l'attribution du prix, le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, évoquait devant les journalistes l'éventualité d'un procès contre M. Walesa, qui serait accusé de détention illégale des devises en Occident : rien n'est encore sûr, « cela dépend », avait-il ajouté. Peut-être cela dépendait-il, entre autres, de la décision du jury Nobel, qui visiblement ne s'est pas

laissé impressionner par la campagne contre M. Walesa déclenchée au moment précis (la fin du mois de septembre) où les parlementaires norvégiens prennent traditionnellement leur décision. L'affaire est donc embarrassante pour l'équipe du général Jaruzelski, mais, après tout, elle en a déjà vu d'autres : les dirigeants actuels ont bien su s'accommoder de la visite du pape, en juin dernier, et même en tirer un certain profit, à court terme. Mais l'encouragement donné par ce Nobel à l'opposition, le simple fait que la Pologne, grâce à Walesa, soit revenue à la « une » de la presse mondiale, tombe mal à propos, à une dizaine de jours de l'ouverture du plénum « idéologique » du comité central, un plénum si « délicat » qu'il a déjà fallu le reporter plusieurs fois, plénum qui devrait en principe être suivi par une visite du général Jaruzelski en U.R.S.S.

#### Le couronnement d'une œuvre

Dans ces conditions, il semble tout à fait exact que ce prix Nobel, déjà présenté à Moscou comme une « provocation », incite les autorités de Varsovie à aller à la rencontre de M. Walesa sur le chemin de « l'entente et du dialogue » : une réaction de crispation et de défi serait peut-être moins vraisemblable : à cet égard l'ouverture, présentée comme imminente, du procès des dirigeants du K.O.R. et éventuellement celle du procès des sept dirigeants élus de Solidarité accusés d'avoir voulu renverser le système socialiste seront le meilleur indicateur de l'attitude des autorités.

Quant à M. Walesa lui-même, il se trouve aussi dans une situation bien difficile : passé l'heure des vifs et des fleurs, il devra assumer une responsabilité rendue plus lourde encore. Pour l'instant, après avoir eu l'habileté d'être absent de chez lui au moment de l'annonce (il était « à la pêche » et ne s'est guère pressé de rentrer), il s'est contenté de répéter son attachement au « dialogue ». « Nous sommes condamnés à nous entendre, mais pour cela il nous faut de la vérité et de la bonne volonté », a-t-il ajouté avant de remarquer que, à travers lui, ce sont les idéaux de Solidarité que le jury Nobel a couronnés.

Pourtant le dirigeant ouvrier ne pourra se contenter de frapper éternellement à la porte d'un « dialogue » dont le pouvoir ne veut plus : il comptait prendre la parole le 17 décembre prochain, à l'occasion de l'anniversaire des émeutes ouvrières de 1970, et le discours qu'il devra préparer pour remercier le Parlement norvégien le 10 décembre lui

donnera aussi une occasion d'exposer ses intentions. Pour l'instant, il ne semble guère envisager de se rendre à Oslo, dans la crainte de ne pouvoir rentrer dans son pays.

Cependant, si M. Walesa, empêtré dans des conditions d'action extrêmement difficiles, ne parvient pas à renouveler son genre, ce prix Nobel risquera d'apparaître, à posteriori, comme le couronnement d'une œuvre désormais achevée.

#### « Bien fait pour eux ! »

Dans la Pologne profonde, l'heure est à la joie : dès mercredi matin, la décision du jury d'Oslo a frappé d'une stupeur émerveillée les passants. Pris à l'improviste. Une fleuriste offre un gros bouquet de roses à un journaliste qui lui apporte la bonne nouvelle : et un jeune homme barbu déclare en se frottant les

mains : « Après le pape polonais, qui déjà les embête tellement, ils ont un prix Nobel polonais, c'est formidable, et c'est bien fait pour eux ! ».

Ceux qui furent les conseillers les plus proches de M. Walesa, M.M. Bronislaw Geremek et Tadeusz Mazowiecki, ne cachent pas leur émotion : le cinéaste Andrzej Wajda « ne trouve pas de mots pour exprimer [son] immense bonheur ».

A l'épiscopat, on se déclare enchanté, même si, à Rome, le primat de Pologne, Mgr Glemp, ne se montre guère montré loquace, se contentant de lâcher un discret « Bien, bien ». Quant à M. Walesa lui-même, il est rentré chez lui, mercredi soir, porté en triomphe. Et jeudi matin, il est allé déposer au pied du monument aux victimes de 1970, tout près du chantier Lénine, les fleurs reçues la veille. — J. K.

#### POUR MOSCOU LA QUATRIÈME « PROVOCATION »

Pour la quatrième fois les autorités de Moscou considèrent le choix d'un prix Nobel comme une provocation. En 1958, Boris Pasternak, l'auteur de *Docteur Jivago*, accusé de diffuser une « idéologie antirévolutionnaire », fut forcé de renoncer au prix Nobel de littérature. En 1970, la même distinction récompensa Alexandre Soljénitsyne, malgré une campagne de calomnies dans la presse, accepta le prix, mais n'eut pas l'autorisation de se rendre à Stockholm pour le recevoir.

Enfin, le 9 octobre 1975, le comité Nobel de la paix désignait comme lauréat le physicien soviétique Andreï Sakharov. A cette occasion, le comité rappela que M. Sakharov avait démissionné de ses fonctions d'académicien aux autorités nationales de remplir les engagements contenus dans la déclaration des droits de l'homme des Nations unies, et dans l'acte final de la conférence d'Helsinki.

Les autorités soviétiques réagirent en qualifiant ce choix de « prix pour l'antibolsévisme ». Leur campagne contre M. Sakharov se poursuivait avec la publication dans les *Izvestia* d'une protestation signée par quelques membres de l'Académie des sciences soviétique. Enfin, le 12 novembre 1975, M. Sakharov se voyait refuser l'autorisation de se rendre à Oslo pour recevoir le prix Nobel, sous prétexte qu'il détenait des secrets d'Etat. C'est sa femme, M<sup>me</sup> Elena Bonner qui, se joignant alors à lui, reçut le prix Nobel. Elle donna lecture du discours préparé par l'académicien, qui déclarait notamment : « Dans la situation actuelle c'est un acte de courage intellectuel et de grande équité que de décerner le prix à un homme dont les idées ne coïncident pas avec les conceptions officielles des dirigeants d'un grand et puissant Etat. » Ces propos conservèrent toute leur valeur le 10 décembre 1983 à Oslo. Avec ou sans la présence de M. Walesa.

#### Le texte du comité Nobel

### « UNE SOURCE D'INSPIRATION ET UN EXEMPLE »

Voici le texte diffusé par le comité du prix Nobel de la paix :

Le comité Nobel norvégien a décerné le prix Nobel de la paix 1983 à Lech Walesa.

En prenant cette décision, le comité a tenu compte de la contribution que Walesa a apportée, au prix de sacrifices personnels considérables, pour assurer le droit des travailleurs à créer leurs propres organisations.

Cette contribution est d'une importance vitale dans la campagne plus large en faveur de la liberté universelle d'organisation, qui est l'un des droits de l'homme, tels qu'ils sont définis par les Nations unies.

Les activités de Walesa ont été caractérisées par la détermination à résoudre les problèmes de son pays, sans recourir à la violence, par la négociation et la coopération. Il a tenté de nouer un dialogue entre l'organisation qu'il représente — Solidarité — et les autorités. Le comité considère Walesa comme un interprète du désir de paix et de liberté, qui, en dépit de conditions diverses, demeure invaincu parmi tous les peuples du monde.

A plusieurs reprises, en décernant son prix, le comité a souligné qu'une campagne en faveur des droits de l'homme est une campagne pour la paix. En outre, le comité croit que la tentative de Walesa de trouver une solution aux problèmes de son pays contribuera au relâchement de la tension internationale.

En des temps où la détente et la solution pacifique des conflits sont plus nécessaires que jamais, la contribution de Lech Walesa apparaît à la fois comme une source d'inspiration et comme un exemple. — (A.P.)

#### A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Une séance éprouvante pour les communistes

L'attribution du prix Nobel de la paix à M. Lech Walesa ayant été rendue publique mercredi matin, avant la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, l'opposition a su en profiter. M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F., s'est fait applaudir par ses amis, mais aussi par quelques élus socialistes, quand il a déclaré qu'il fallait voir dans cette distinction « un hommage (...) à tous ceux, de par le monde, qui luttent contre toutes les formes de totalitarisme ».

Devoir entendre le premier ministre du gouvernement, que l'on salue, tenir, à peu de chose près, les mêmes propos — « son combat [de M. Walesa] contre l'arbitraire est digne et noble » — ne devait pas être très agréable pour les députés communistes. Il a fallu que le trébuchement de ce genre de débat, M. Robert-André Vivien (R.P.R., Val-de-Marne) fasse remarquer : « Les communistes ne vous applaudissent pas », pour que, sur les bancs de l'extrême gauche, quelques applaudissements discrets se fassent entendre, dont ceux de M. André Lajoinie, le président du groupe, quand M. Mauroy a ajouté : « Nous faisons de [M. Walesa] le symbole de la lutte pour la liberté, contre l'arbitraire et la dictature ». Il y a eu un peu plus de cœur pour applaudir, du bout des doigts quand même, quand le premier ministre a expliqué que, lui, il ne pensait pas seulement à la Pologne, mais aussi au Chili.

Les communistes n'en avaient pas fini avec les couleuvres : après Walesa, le Boeing sud-coréen détruit, le 31 août dernier, par l'aviation soviétique. Il leur a fallu entendre M. Claude Cheysson parler d'acte « inqualifiable », « choquant », de

« crime ». Seule et maigre consolation : le ministre des relations extérieures s'est montré totalement solidaire de celui des transports dans le refus des sanctions contre l'Union soviétique, mais c'était, aussi, une façon de rappeler que M. Charles Fiterman était, lui, solidaire de toutes les prises de position du gouvernement français. M. Lajoinie ne pouvait que contrôler la netteté de ses ongles, comme s'il était ailleurs.

● Le message de Jean-Paul II. — Le pape Jean-Paul II, dans le message de « cordiales félicitations » adressé à M. Walesa, déclare : « Le fait que de cette façon soient honorés la volonté et les efforts entrepris pour résoudre les difficiles problèmes des travailleurs et de la société en Pologne est particulièrement éloquent ».

● Le commentaire de l'Humanité. — L'Humanité commente, jeudi 6 octobre, l'attribution du prix Nobel de la paix à Lech Walesa en écrivant : « Si le comité a parfois couronné des personnalités qui ont joué un rôle éminent dans la lutte pour les libertés, ses choix ont été en d'autres occasions plus discutables : par exemple, il a décerné son prix à Menachem Begin ; avant, il est vrai, que celui-ci, s'illustrant dans la massacre de Sabra et de Chatila... ».

● Une déclaration de M. Pajetta (P.C.I.). — M. Glanville Pajetta, membre de la direction du P.C.I. et responsable des affaires internationales, a qualifié d'« étrange » l'attribution du prix Nobel à Lech Walesa, et a ajouté : « Si je devais donner un prix à Walesa, ce serait pour ne pas avoir réussi à faire déclencher la guerre ».

de la 10150

Le Monde

# politique

## Les nouvelles filières de l'extrême droite

(Suite de la première page.)

Bilan de l'assaut : plusieurs blessés parmi les étudiants rouennais dont l'un, victime d'une fracture du crâne, devra être trépané. Identifiés, treize membres, ou complices, du « commando » sont arrêtés. Presque tous sont étudiants à Paris ou dans la région parisienne. Il y a là, notamment, MM. Alain Madelin, Jack Marchal, Alain Robert, Patrick Devedjian et Gérard Longuet.

Trois d'entre eux mettront ensuite leurs convictions en veilleuse pour choisir la filière politique la plus classique. Seize ans plus tard, ils apparaîtront comme des notables. M. Madelin, trente-sept ans, est aujourd'hui député U.D.F. d'Ile-et-Vilaine. M. Longuet, trente-sept ans, a été de 1978 à 1981 député U.D.F. de la Meuse. M. Devedjian, trente-neuf ans, membre du R.P.R., dirige la liste de l'opposition qui brigue actuellement la mairie d'Antony (Hauts-de-Seine). Un seul, M. Marchal, trente-neuf ans, est resté ouvertement fidèle aux options de son adolescence : il est chargé des questions idéologiques au bureau politique du P.F.N.

### Un centre d'accueil

Le cinquième homme, M. Robert, qui était apparu comme le chef du « commando », a suivi un itinéraire intermédiaire qui donne aujourd'hui naissance à une filière originale. Cet ancien secrétaire général d'Ordre nouveau s'est d'abord fait l'un des principaux fondateurs, en 1974, du P.F.N., dont l'ambition était d'offrir à l'extrême droite une image modernisée - par opposition au Front national, jugé trop passéiste - et dont la stratégie s'accommodait

d'un certain opportunisme, dans l'espoir de sortir de la marginalité en préconisant un militantisme respectueux de la légalité.

Après avoir été, initialement, bien accueilli par le R.P.R., au moment, notamment, des élections municipales de 1977, cette démarche s'est terminée dans une impasse. Candidat de l'union de l'opposition dans la huitième circonscription de Seine-Saint-Denis (celle d'Aulnay-sous-Bois ?) aux élections législatives de 1981, sous l'étiquette du R.P.R., M. Robert a finalement quitté le P.F.N. à l'automne 1981, pour adhérer au Centre national des indépendants et paysans (CNIP). Cette dernière étape de son itinéraire personnel serait anecdotique si elle représentait seulement une évolution individuelle.

Tel n'est pas le cas. Bien au contraire, l'arrivée de M. Robert dans les rangs des héritiers spirituels de M. Antoine Pinay s'est inscrite dans un mouvement plus vaste qui s'apparente à une tentative d'O.P.A. sur le parti de M. Philippe Malaud, menée avec le consentement de celui-ci.

Le CNIP est, en effet, devenu le centre d'accueil privilégié des cadres du P.F.N. qui décident, il y a deux ans, de suivre le même chemin que M. Robert. Ces transfuges ont eu vite fait de faire leur « trou » dans une formation en mal de renouvellement. Outre M. Robert, honorable président du CNIP en Seine-Saint-Denis, et M. Gérard Gachet, ancien responsable du P.F.N. pour les affaires de presse, promu successivement président du CNIP du Val-d'Oise et membre du comité directeur de Paris, plusieurs dirigeants du P.F.N. ont participé aux dernières élections municipales sous les couleurs de M. Malaud. La plupart dans la région parisienne : M<sup>me</sup> Christine Audibert aux Lilas, M<sup>me</sup> Philippe Caignac, en qualité de tête de liste à Paris, Hervé Novelli à Sarcelles, Yves Van Ghelie à Aulnay-sous-Bois, Jean-Paul Vassil à Enghien. Plusieurs ont été élus en province, notamment à Marseille, où, par exemple, M. Jean-Pierre Berberian, conseiller d'arrondissement dans le sixième secteur, avait représenté, en juin 1979, la liste de l'Union française pour l'Eurodroite conduite par M. Jean-Louis Tixier-Vignancour lors des élections européennes.

Par l'intermédiaire de M<sup>me</sup> Robert et Gachet, qui siègent au comité directeur, ces indépendants-paysans aux drôles de sobriquets travaillent tranquillement à faire de leur nouvel instrument militant la « troisième composante de l'opposition », le « parti de la droite moderne et responsable ». Le voisinage des vieux notables leur conférant une respectabilité qu'ils n'avaient jamais pu acquérir jusqu'ici, ils s'emploient à faire du CNIP « un véritable parti » et à le doter d'une politique offensive qui rompe avec son attentisme traditionnel.

### Une école spéciale

Leur cible : la « mouvance modérée droite » qui regroupe, selon eux, entre l'U.D.F. et le R.P.R., « la plupart des électeurs qui s'étaient prononcés, à l'élection présidentielle de 1981, pour M. Michel Debré et M<sup>me</sup> Marie-France Giscard, ainsi qu'une fraction de l'électorat chrétien ». Leur stratégie : « L'opposition française ne peut pas se contenter d'attendre passivement le retour du balancier, ni compter uniquement sur les erreurs de l'adversaire pour forger sa victoire. Elle doit avoir une stratégie active, mais pas activiste. L'alternance se fera par la voie électorale et non pas dans la rue », mais « l'opposition doit se garder du légitimisme à l'égard de la nouvelle majorité ». Autrement dit : oui à l'opposition systématique.

Cette nouvelle filière droitiste présente la particularité d'abriter, en partie, un autre réseau, dont l'animateur principal est un personnage qui semble posséder le don d'ubiquité. Un homme à double visage et à multiples casquettes, qui partage sa vie militante entre les différents cercles d'opposition et les milieux catholiques intégristes, à la fois à Paris et en province.

Pour les uns, M. Bernard Antony - son vrai patronyme - possède assurément, à trente-neuf ans, d'une part une situation professionnelle bien assise, puisqu'il assume à Castres (Tarn) les fonctions de directeur des relations sociales du groupe Fabre, spécialisé dans les produits pharmaceutiques et cosmétologiques ; d'autre part, une position politique porteuse d'avenir, puisque, nouvel adhérent du CNIP, il en est devenu le président en Haute-Garonne et en a relancé les activités dans toute la région Midi-Pyrénées.

Pour les autres, ce cadre dynamique est connu sous le pseudonyme de Romain Marie (constitué par les second et troisième prénoms de son patronyme intégral : Bernard, Romain, Marie Antony) et par sa qualité de fondateur des comités Chrétien-Solidarité (12, rue Calmeil, 75018 Paris), qui se donne pour mission d'appuyer « les initiatives de mobilisation sociale contre le totalitarisme social-communiste », quitte à en prendre, « partout où il le faut, la direction » (Bulletin de juin-juillet 1983). Ces comités dépendent du Centre Henri-et-André-Charlier que M. Romain Marie présente comme « une œuvre de formation spirituelle, intellectuelle et morale de militants pour étudiants chrétiens », mais égale-

ment comme « un centre de réflexion et d'élaboration de projets variés à finalité religieuse, artistique, politique ou sociale, selon les vocations et les dons de ses adhérents ». Une école « à tout faire », au service de tous les courants de la droite et de l'extrême droite, ouverte « à tous ceux qui entendent œuvrer de la manière la plus efficace et complémentaire pour que, face au génocide qui vise la France et les

trème grande journée de l'Amitié française pour les libertés et l'indépendance du peuple de France contre la dictature des groupes de pressions occultes et des professionnels de la manipulation ». Ancien membre du mouvement Jeune nation, où il milita pour l'Algérie française aux côtés des jeunes partisans de M. Tixier-Vignancour et Le Pen, M. Bernard Antony incarne désormais, au

rat de droite de pousser l'U.D.F. et le R.P.R. à radicaliser leur opposition à la gauche : « A nos amis qui militent dans le R.P.R., nous disons de manifester leur indignation lorsque Chirac contribue à accréditer le mythe communiste d'une extrême droite épouvantable. Nous leur demandons de ne pas tolérer que s'élèvent encore de leurs tribunes les discours de haine contre les défenseurs de l'Algérie française dont les années qui passent disent combien ils ont eu raison et combien la France serait plus grande, plus forte et plus riche si la voix de la lâcheté ne l'avait pas emportée. Nous les exhortons à dire à leurs chefs qu'ils ne peuvent être suivis quand ils prétendent que la France a commencé en 1789 et lorsqu'ils se veulent héritiers d'une révolution très peu française, mais toute de sang et d'horreur ».

« A ceux du P.R., nous demandons de ne pas suivre davantage Giscard, Veil et Barre et les avortons qui nous sont conduits ou nous sommes, mais de favoriser la montée d'hommes nouveaux capables d'emprunter d'autres routes que celles de la veulerie libérale-socialiste ».

Il n'est pas étonnant que le capitaine Pierre Sergent, ancien membre éminent de l'O.A.S., se soit lui aussi senti attiré, en juin dernier, par le zèle de tels « paroissiens » dont l'éclectisme donne désormais au CNIP l'image d'un parti fourre-tout.

ALAIN ROLLET.

### Prochain article :

LE « RECENTRAGE » DES AVANT-GARDISTES



(Dessin de PLANTU.)

Francis, se développe la contre-offensive chrétienne et nationale ». La prochaine manifestation des comités aura lieu le dimanche 16 octobre au Palais de la mutualité à Paris, à l'occasion d'une « qua-

CNIP, le courant le plus traditionaliste de l'extrême droite, opposé aux velléités modernistes du P.F.N. Mais c'est sous son pseudonyme, dans la revue Chrétien-Solidarité, que, pour sa part, il presse l'electo-

### UNE COLISTÈRE DE M. STIRBOIS VICTIME D'UNE AGRESSION

Une jeune femme, M<sup>me</sup> Nathalie Richier, qui figurait sur la liste du Front national conduite par M. Jean-Pierre Stirbois à l'élection municipale partielle de Dreux (Eure-et-Loir), a été victime, mardi soir 4 octobre, dans cette ville, d'une agression dont M. Stirbois était, semble-t-il, la cible principale. Le secrétaire général du Front national, aujourd'hui adjoint du maire de Dreux, et sa colistière sortaient d'une salle municipale, vers 22 h 30, quand un ou plusieurs inconnus, qui n'ont pas été identifiés, ont projeté dans leur direction des billes d'acier, lancées, vraisemblablement, avec une fronde.

M. Stirbois n'a pas été touché, mais M<sup>me</sup> Richier a été atteinte à la tête par un projectile. Elle a été hospitalisée et sa blessure a nécessité plusieurs points de suture. Selon les témoins, l'auteur de cette agression, qui attendait M. Stirbois sur un parking, serait « un individu d'apparence maghrébine ».

Le président du Front national a « condamné avec indignation », à la suite de cet incident, « les campagnes d'agression et d'intimidation menées à l'instigation des socialistes et des communistes contre les membres de l'opposition ».

« Un cadre commercial tête de liste du Front national à Aulnay-sous-Bois. C'est un cadre commercial de quarante-six ans, père de trois enfants, M. Guy Vianango, qui dirigera la liste que le Front national a décidé de présenter, le 6 novembre, à l'élection municipale partielle d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). M. Vianango a adhéré récemment au parti de M. Jean-Marie Le Pen. Il n'a participé, jusqu'à présent, à aucune consultation électorale à Aulnay-sous-Bois, où il habite ».

### CONTROVERSE SUR LE MODE DE SCRUTIN

#### M. Chevènement favorable au « principe majoritaire »

Les déclarations faites à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la V<sup>e</sup> République sur une éventuelle réforme du mode de scrutin ont provoqué diverses réactions.

M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre, animateur du CERCES, se prononce « en faveur du principe majoritaire », même s'il admet « une certaine dose de proportionnalité ». Dans une interview à l'Est-Républicain du jeudi 6 octobre, M. Chevènement estime qu'« il serait néfaste que l'avenir de la France soit, comme sous la IV<sup>e</sup> République, à la merci de groupes charnières ».

« L'humanité, quotidien du parti communiste, estime que la proposition de M. Giscard d'Estaing de soumettre la modification du système électoral à un vote majoritaire de chacune des deux Assemblées « reviendrait à donner un véritable

droit de veto à la Chambre que contrôle la droite, c'est-à-dire le Sénat ».

M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, a exprimé ses réserves à l'égard de cette suggestion de M. Giscard d'Estaing : « La voie parlementaire ? Il y a une majorité pour la représentation proportionnelle à l'Assemblée nationale, et beaucoup de sénateurs y sont aussi favorables. La voie référendaire ? Je ne suis pas sûr que l'on puisse convaincre les Français des méfaits de la IV<sup>e</sup> République. Cela est loin. Si la campagne est habilement menée, les électeurs pourront être séduits par ce qu'on leur présentera comme une mesure assurant plus de justice ».

M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a affirmé que toutes les réformes envisagées par l'opposition sont « prématurées ».

**Madame de Sévigné a écrit les 111 plus belles lettres de toute la littérature française. Une mine pour les historiens, un régal pour les amateurs d'anecdotes, un chef-d'œuvre pour les amoureux de la littérature.**

Orpheline de père et de mère à dix ans, élevée à la dure mais avec soin par ses oncles Philippe de Coulanges et l'abbé du même nom, mariée à dix-huit ans, veuve à vingt-six ans, la jolie et pétillante Marquise de Sévigné refusa de se remarier et consacra sa vie à ses deux enfants avec une prédilection marquée pour sa fille Françoise.

**Une verve gaillarde**

Le mariage de Françoise de Sévigné avec le Comte de Grignan et le départ du couple pour la Provence, se vit un déchirement. Cette séparation marque le début d'une correspondance sans précédent où la Marquise se livre entièrement, rapportant à sa fille les faits divers de la vie parisienne et ses propres aventures avec une verve gaillarde, un esprit et une pénétration de l'âme humains qui font de ces Lettres un des monuments de la littérature du XVII<sup>e</sup> siècle.

**Son charme lui ouvre toutes les portes**

Son naturel, son humeur enjouée, son charme, sa culture et son nom lui ouvrent toutes les portes et tous les cœurs. Elle est notamment une des familières de l'Hôtel de Rambouillet où se côtoient les personnalités qui comptent dans les arts, les sciences et les lettres. Elle y rencontre Racine, Molière, Bossuet, La Rochefoucauld !

La vie sous le règne de Louis XIV nous apparaît fade et guindée s'il n'y avait ces lettres éblouissantes pour nous en montrer l'esprit familier, souvent dissimulé ailleurs sous les fracs de la trop grande histoire.

**Les 111 lettres sont données intégralement**

Le recueil que vous offre aujourd'hui Jean de Bonnot comprend les 111 lettres les mieux venues de Madame de Sévigné. Pourquoi cette sélection ? Parce qu'ici, comme dans toute correspondance privée, il convient d'écarter les billets sans intérêt, les lettres de politesse et tout le faras qui noient l'essentiel. Bien entendu, les lettres retenues sont données in extenso.

**Nos ouvrages sont conçus pour traverser les siècles**

Une doubleur invisible du dos assure une résistance supplémentaire. Nos livres sont présen-

**NOUVEAU : En un seul volume La vie parisienne sous le règne du Roi-Soleil à travers la plus spirituelle "commère" de tous les temps.**

**Les Lettres de Madame de Sévigné**

les sans jaquette car ils doivent respirer et être pris en main pour pouvoir se palmer. Aucun entre-tien n'est nécessaire. Nos décors sont gravés à la main, avec le procédé utilisé par les relieurs de la Renaissance. Pour chaque livre, nous utilisons un minimum de 85 cm de feuille d'or véritable tiré 22 carats. Ce n'est pas un luxe inutile, car seulement l'or véritable reste intangible.

**Livre d'art au prix éditeur**

Une œuvre de cette importance réclamant une édition dans la douceur lisse et l'odeur laud du cuir véritable dont chaque année améliore la patine. Reliure laconnée d'une seule pièce et ornée sur les plats et le dos. Titre et tranche supérieure dorés à l'or fin.

**CADEAU**

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale. Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot

### Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN de BONNOT 7, Faubourg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Où, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours "Les Lettres Choies" de Madame de Sévigné, en un seul volume 14 x 21 cm, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai, de toute façon, la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de la garder, je vous réglerai le montant de 123 F (+ 10,70 F de frais de port).

Nom ..... Prénoms .....

Adresse complète ..... Ville .....

Code postal ..... Signature .....

Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

# POLITIQUE

## LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU P.S.

### M. Jospin coupe court à une tentative locale de synthèse avec le CERES

M. Lionel Jospin a coupé court, mercredi 5 octobre, devant le bureau exécutif du P.S., à la tentative faite par M. André Laiguel, membre du secrétariat national, député de l'Indre, d'élaborer avant le congrès de Bourg-en-Bresse, au niveau de sa fédération, une motion de synthèse entre les courants 1 (MM. Jospin, Mauroy et Rocard) et 2 (le CERES de M. Chevènement).

Le premier secrétaire du P.S. a fait valoir qu'une telle démarche est contraire aux statuts du parti, 29 qui prévoient que les congrès fédéraux doivent se prononcer, une semaine au plus tard avant la date du congrès, sur les textes restés en présence au terme du comité directeur de synthèse qui précède le congrès. M. André Laiguel, proche de M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a admis cette remarque, et le bureau exécutif a approuvé à l'unanimité la prise de position de M. Jospin.

M. Laiguel, qui, comme les amis de M. Joxe, milite pour une synthèse avec le CERES dont il avait souhaité qu'elle soit réalisée dès le comité directeur des 10 et 11 septembre, avait défendu ses projets, avec succès, le 29 septembre devant la fédération de l'Indre. M. Laiguel avait obtenu que les militants locaux débattent d'une synthèse départementale qui insistait notamment sur « une nécessaire politique de croissance, condition de la réussite du combat pour l'emploi qui doit rester la priorité », et « une politique des importations, pour relancer l'offre intérieure et muscler l'appareil productif du pays ».

M. Jospin a rendu hommage, en ouvrant les travaux du bureau exécutif, à la manière dont M. Paul Quilès a rempli sa mission à la direction du parti jusqu'à son entrée au gouvernement. M. Jospin assurera, jusqu'au congrès, la tâche de M. Quilès, qui était membre du secrétariat national chargé des fédérations de l'organisation et du contentieux.

## DANS LE TREIZIÈME ARRONDISSEMENT DE PARIS

### Cousins et agaceries...

Le congrès sera-t-il chaud ? Rien n'est moins sûr. La réunion de la 13<sup>e</sup>-Est, en tout cas, est tiède. Et pas seulement à cause de la température. A deux pas de la porte de Choisy, la deuxième section parisienne du P.S., par ses effectifs, achève la préparation de Bourg-en-Bresse. Dans une semaine, le 11 octobre, chacun votera pour l'une des trois motions offertes à l'approbation des militants.

Ce n'est pas un secret : partisans du courant majoritaire du parti et ceux du CERES ne cohabitent pas en toute sérénité au sein de la 13<sup>e</sup>-Est. Une émulation souvent proche de la franche rivalité les rassemble sans trop d'harmonie.

A qui la faute ? L'envahissant voisinage de la 13<sup>e</sup>-Ouest et la trop grande influence du camarade Paul Quilès, ministre frais du jour, justement ? La rancœur des mitterrandistes, longtemps minoritaires, qui reviennent très fort ? Le secrétaire de l'écabre CERES, largement dominant ? La poêle des confits passés... ou de magouilles actuelles ? Tout cela, un peu.

Chacun n'a pas manqué de désigner l'autre du doigt : « Le CERES a voulu faire entrer en masse et sur le tard soixante-dix camarades, pour s'assurer un vote favorable à sa motion. Mais les instances supérieures ont refusé la manœuvre. » - « Et qu'ont fait d'autre depuis un an les majoritaires ? Sans que qui que ce soit s'en émeuve... »

Mais, ce soir, l'heure n'est pas aux invectives. Comme les gigantesques cousins qui pénètrent dans la salle par les fenêtres, ouvertes, les quelques quatre-vingts militants présents s'agitent les uns les autres mais ne se piquent point... « Faux procès », « Caricature », « Il ne faut pas se tromper... » Ces gracieuses prononcées sur tous les tons

ponctuent la longue tirade des explications de vote et prises de position.

Comme le font remarquer bon nombre d'orateurs, les uns pour ironiser, les autres pour s'en réjouir, il est beaucoup question de la motion 2 (celle du CERES). Dans la salle enfumée volant plus de M. Quilès, qui était membre du secrétariat national chargé des fédérations de l'organisation et du contentieux.

De reste, à quel bon tout cela ? Vaut-on obliger les militants à participer à un référendum déguisé sur la politique du gouvernement ? demandent les uns. Ou lui permettre d'aller de l'avant ? Qui veut le stimuler, l'aider, lui « tirer dans les pattes » ? Personne ne convaincra l'autre de changer d'avis, ni de la pureté inattaquable de ses propres intentions.

Les heures passent. L'attention se relâche. Une petite bande promotion 1 rigole. « C'est pire que les élèves de terminale D que je viens de me taper pendant six heures. Je ne veux pas voir ça dans mon parti. Je crève », s'indigne une prof. Le CERES est tout à coup accusé « d'emmerder tout le monde avec l'inflation quelques mois après s'en être fait tout comme de l'an quarante ». « Des noms ! » réclame, goguenard, un ami de M. Chevènement.

Les pragmatiques trouvent que tout cela est bien joli mais que, côté travail militant, « on ne fait plus rien » dans la section depuis deux ans. Leur désarroi n'est pas entendu.

MICHEL KAJMAN.

Des socialistes de Franche-Comté à Maitignon. Une délégation d'élus socialistes de Franche-Comté, conduite par M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre d'Etat, maire de Belfort, a été reçue, mardi matin 4 octobre, à l'hôtel Maitignon par le premier ministre, avec lequel elle s'est essentiellement entretenue des difficultés économiques de l'aire urbaine Belfort-Montbéliard-Héricourt. M. Chevènement a notamment indiqué, au terme des échanges de vues, que M. Mauroy avait assuré la délégation que le gouvernement n'avait donné aucune directive pour un éventuel transfert de l'usine Alstom de Belfort à Nancy, opération qui, selon l'ancien ministre, aurait entraîné une perte d'un millier d'emplois à Belfort.

**COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES**  
sur film ou sur papier photo Ilford Cibachrome  
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS-12<sup>e</sup> 3347.21.32

## Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 5 octobre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été publié :

### CONDUITE EN ÉTAT D'IVRESSE

Le ministre des transports a présenté au conseil des ministres un projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la route et du code des délits de boissons.

Ce projet vise à renforcer l'efficacité de la lutte contre l'alcoolisme au volant, qui est responsable chaque année de près de cinq mille accidents mortels de la route.

Il comporte deux séries de dispositions sur lesquelles un accord très large a été réalisé :

Déormais, la conduite en état d'imprégnation alcoolique constituera un délit à partir d'un taux d'alcool pur dans le sang de 0,80 gramme par litre (au lieu de 1,20 gramme actuellement) :

- Le dispositif de contrôle sera amélioré ; il pourra être tenu compte, pour caractériser le délit, du taux d'alcool pur contenu dans l'haleine ; les contrôles correspondants seront réalisés à l'aide de nouveaux matériels plus sûrs et plus fiables dont les indications numériques seront incontestables.

Le présent projet de loi élaboré conjointement par le ministre des transports et le secrétaire d'Etat à la santé est le premier élément d'un plan d'ensemble de lutte contre l'alcoolisme qui visera à améliorer la prévention et le traitement des maladies liées à la consommation des boissons alcoolisées.

### STRATÉGIE INDUSTRIELLE

Le ministre de l'industrie et de la recherche a présenté au conseil des ministres, qui les a approuvées, les orientations de la déclaration qu'il prononcera au nom du Gouvernement lors du débat à l'Assemblée nationale sur la stratégie industrielle de la France.

### PROBLÈMES MONÉTAIRES

Le ministre de l'économie, des finances et du budget, a rendu compte des réunions sur les questions monétaires et financières internationales qui ont eu lieu du 24 au 30 septembre 1983, dans le cadre du groupe des dix principaux pays industrialisés, dont il assure la présidence, ainsi qu'au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale.

Ces réunions ont permis de constater que les discussions de reprise de l'activité dans quelques pays industrialisés. Mais cette reprise est inégalement répartie. Elle devra être consolidée et élargie, si l'on veut que les efforts d'assainissement effectués par certains pays, développés ou en voie de développement, portent leurs fruits. Une diminution des taux d'intérêt, des financements suffisants et adaptés, ainsi qu'une amélioration sensible du système monétaire international sont les conditions indispensables pour que l'économie mondiale retrouve la voie d'une croissance durable et équilibrée.

Le rôle central du Fonds monétaire international pour préserver la continuité des relations économiques et financières internationales et résoudre les problèmes d'endettement a été souligné. Il est essentiel que les moyens financiers appropriés soient mis à sa disposition rapidement. Le Gouvernement français se félicite du compromis qui a permis de reconstruire, pendant un an au moins, la politique d'accès élargi aux financements du F.M.I. Il regrette, en revanche, qu'aucune décision concernant une augmentation suffisante des ressources de l'Association internationale pour le développement et de la Banque mondiale n'ait pu être prise.

L'appel lancé par la France pour examiner les améliorations à apporter au système monétaire international a rencontré de nombreux échos. Le ministre français a, pour sa part, proposé que les travaux portent notamment sur la création et la distribution des liquidités internationales, sur les relations entre les fluctuations désordonnées des changes et la croissance économique et sur le rôle futur du F.M.I.

La France est favorable à ce que, à titre de première contribution à cette amélioration du système monétaire international, il soit procédé à une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux, bénéficiant par priorité aux pays en voie de développement.

Au total, il est vital que les organisations internationales - et notamment le F.M.I. et la Banque mondiale - coopèrent plus étroitement en vue d'aider les pays en développement à résoudre simultanément leurs problèmes structurels et leurs difficultés conjoncturelles. Sinon, les crises financières de ces pays ne feront que ressurgir et s'aggraver. La France a plaidé, dans ce but, pour un accroissement des ressources mises à la disposition de ces organismes et pour un élargissement des possibilités d'intervention.

(Nos éditions datées 6 octobre.)

### PROGRAMME «PRODUCTIQUE»

Le ministre de l'industrie et de la recherche a présenté une communication sur la modernisation des industries manufacturières et sur le programme «productique».

I. - Le développement d'une industrie française des matériels productiques.

Les industries de la production, qu'il s'agisse des équipements de base (robots, manipulateurs, commandes numériques) ou de matériels spécialisés (machines pour le textile, l'agro-alimentaire...), verront leur croissance encouragée par des contrats de développement.

Des coopérations européennes seront recherchées dans ce domaine.

### II. - La formation.

Pour mener à bien l'effort considérable de formation et de qualification nécessaire dans les dix ans à venir, une première série de mesures a été arrêtée :

1) Le ministre de l'éducation nationale mettra en place d'ici à 1986 les formations nécessaires pour :

- Trois cents techniciens supérieurs et deux cents ingénieurs par an spécialisés dans la production ;

- Trois mille techniciens et mille cinq cents ingénieurs par an pour les industries utilisatrices ;

2) Un effort d'ampleur comparable sera engagé dans le domaine de la formation permanente par le ministre de la formation professionnelle et par le ministre de l'emploi.

### III. - La recherche.

L'effort de nos organismes publics de recherche, dont le niveau est aujourd'hui internationalement reconnu, sera accru. Un soutien particulier sera accordé à la recherche dans les entreprises industrielles. 110 millions de francs de crédits incitatifs sont prévus à ce titre en 1984.

Le programme ainsi défini doit permettre :

- D'inverser la tendance des dix dernières années et d'engager la modernisation de nos industries traditionnelles pour y consolider deux millions d'emplois ;

- D'assurer la création progressive d'une industrie française compétitive dans le domaine des techniques d'automatisation.

Ce programme devrait ainsi apporter une contribution majeure au traitement économique des problèmes d'emploi.

### RENTRE SCOLAIRE

Le ministre de l'éducation nationale a présenté le bilan de la rentrée scolaire de 1983. Toutes les informations convergent pour montrer que cette rentrée s'est déroulée dans de bonnes conditions.

Certes, quelques difficultés demeurent. Elles concernent notamment la préscolarisation des enfants de deux à trois ans dans certaines régions, l'absence d'enseignants pour certains postes dans les disciplines scientifiques et technologiques et l'existence de classes à effectif élevé. Mais ces difficultés sont moins importantes que par le passé et les résultats sont globalement satisfaisants. Ils ont été perçus comme tels par la presse et l'opinion publique.

En particulier, le taux de présence effective des enseignants dans les classes, dès le jour de la rentrée, a été, dans l'ensemble de la France,

en amélioration très sensible par rapport à celui constaté lors des années précédentes.

Au total, c'est un effort supplémentaire non négligeable qui a été demandé aux enseignants pour qu'ils accueillent cinquante-cinq mille élèves de plus dans les lycées et cinq mille élèves supplémentaires dans les lycées d'enseignement professionnel.

La rentrée 1983 n'a pu être réussie que grâce à la conjonction des efforts de l'administration, d'une concertation plus poussée avec les syndicats et les associations de parents et, enfin, de la discipline et de la loyauté des personnels, qui ont su répondre à l'appel que leur avait lancé le gouvernement.

### COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé des techniques de la communication, a présenté au conseil des ministres le bilan de l'application de la loi du 29 juillet 1982 et tracé les perspectives d'une politique d'ensemble dans le domaine de la communication audiovisuelle.

I. - La loi du 29 juillet 1982 a créé un cadre juridique adapté aux besoins de communication d'un pays moderne. Cette loi a maintenant reçu l'essentiel de son application :

- Plus de soixante textes réglementaires, sur les soixante-dix-sept qu'elle prévoit, ont été pris ;

- Les nouvelles structures du service public ont été mises en place ;

- La Haute Autorité et le Conseil national de la communication audiovisuelle exercent les missions qui leur ont été dévolues et garantissent la liberté de l'information ;

- Les droits des personnels ont été améliorés (décrets sur la mobilité et sur le droit de grève, conventions collectives) ;

- Le droit de réponse est désormais reconnu dans des conditions comparables à celles offertes par la loi de juillet 1981 sur la presse.

II. - Le budget de 1984 permettra de poursuivre la rénovation du service public dans quatre directions :

- La création audiovisuelle sera encouragée : 230 millions de francs de mesures nouvelles sont prévues à cet effet dans le budget des sociétés de programme ;

- L'action internationale se poursuivra, dans le cadre du plan quinquennal de Radio-France internationale ; les heures de diffusion seront augmentées ; les zones couvertes seront élargies par la mise en place en 1984 d'un centre émetteur ondes courtes de Guyane ;

- Un pas en avant important a été accompli dans la direction de la décentralisation du service public, le 5 septembre dernier, par le lancement sur FR3 de trois heures de tranches régionales de programmes ;

- Un effort de rigueur et de transparence sera demandé au service public dans la présentation et l'exécution de ses budgets et de ses comptes.

III. - Au cours des prochaines années, des possibilités nouvelles et importantes apparaîtront en matière de communication. L'industrie et la création culturelles françaises devront être à même de les utiliser. Le service public ne doit pas rester à l'écart. Pour ces raisons, le gouvernement a décidé trois séries de mesures :

- Les disponibilités existant dans les réseaux hertziens seront utilisées dès 1984, d'une part avec la mise en œuvre du projet de télévision par abonnement (quatrième chaîne), d'autre part par l'affectation des espaces hertziens restant libres à la communication institutionnelle et sociale ;

- Le plan de câblage du territoire, qui s'inscrit dans une logique à long terme de développement des services interactifs, permettra des expérimentations de nouveaux programmes et services sur des réseaux existants, à l'initiative de la mission interministérielle pour la télédiffusion ;

- Un effort particulier sera accompli en faveur de la production publique et privée de programmes, grâce à la mise en place du Fonds de soutien aux industries de programme.

## LE NOUVEAU BUREAU DU SÉNAT

Après la réflexion, lundi 30 octobre, de M. Alain Fohrer (Un. cent., Val-de-Marne) comme président, le Sénat a procédé, mercredi 5 octobre, à la désignation des quatre vice-présidents et des trois questeurs ; à la ratification de la liste établie à la proportionnelle des huit secrétaires et à la nomination des membres des six commissions permanentes et de celle chargée de vérifier et d'apurer les comptes de la Haute Assemblée.

Le nouveau bureau est ainsi constitué :

- Vice-présidents : MM. Pierre-Christian Taittinger (R.I. Paris), élu avec 244 voix ; Etienne Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne), élu avec 241 voix ; Pierre Carous (R.P.R., Nord), élu avec 237 voix ; Félix Cicolini (P.S., Bouches-du-Rhône), élu avec 190 voix ;

- Questeurs : MM. Pierre Schiès (Un. cent., Haut-Rhin), élu avec 244 voix ; Edmond Valcin (R.P.R., Martinique), élu avec 235 voix ; Jacques Bialski (P.S., Nord), élu avec 161 voix ;

- Secrétaires : MM. Jean Béranger (M.R.G., Yvelines), sortant ; Charles Bonifay (P.S., Bouches-du-Rhône) ; Raymond Bouvier (Un. cent., Haute-Savoie) ; Pierre Ceccaldi-Rayard (Un. cent., Essonne) ; Georges Dagnia (P.S., Guadeloupe), sortant ; Roland du Luart (R.I., Sarthe), sortant ; James Marson (P.C., Seine-Saint-Denis) ; Dick Ukeiwé (R.P.R., Nouvelle-Calédonie).

Les commissions, réunies jeudi matin 7 octobre, devaient désigner leur bureau, les discussions menées entre les groupes de la majorité sénatoriale aboutissant à élire un groupe socialiste l'une des deux présidences de commission qu'il détenait. Le groupe R.P.R. en hérite, afin de compenser la perte d'un poste de questeur, que le groupe R.P.R., en raison de l'augmentation de ses effectifs, avait revendiqué avec succès. M. Jean-Pierre Fourcade (R.I., Hauts-de-Seine) remplace M. Robert Schwint (P.S.-Doubs) à la tête de la commission des affaires sociales. Les présidents des cinq autres commissions ont été reconduits dans leurs fonctions.

M. Charles Pasqua, sénateur des Hauts-de-Seine, a été réélu, mardi 4 octobre, président du groupe R.P.R. du Sénat. Le nouveau bureau est ainsi constitué : président, d'homme, M. Pierre Carous (Nord) ; vice-président d'homme, M. Geoffroy de Montalambert (Seine-Maritime) ; vice-présidente, M. Michel Alloncle (Charente) ; Hubert d'Andigné (Orne), Amédée Bouquerel (Oise), Raymond Bourguin (Paris), Jacques Chaumont (Sartre), Jean Chérioux (Paris), François Collet (Paris), Jacques Delong (Hauts-de-Seine), Paul Malassagne (Cantal), Arthur Moulin (Nord), Roger Komantini (Paris) et Maurice Schumann (Nord) ; trésorier, M. Paul Kaus (Bas-Rhin).

M. Jacques Pelletier, sénateur de l'Aisne, a été réélu, mardi 4 octobre, président du groupe de la Gauche démocratique du Sénat. Le bureau est ainsi constitué : premier vice-président M. Charles Despert (Loir-et-Cher) ; vice-présidents MM. Jean Béranger (Yvelines), Jean-Pierre Cantegrit (Français de l'étranger) et Josy Moynet (Charente-Maritime) ; trésorier M. Pierre Jeannin (Jura) ; secrétaires MM. Joseph Raybaud (Alpes-Maritimes), Emile Didier (Hauts-Alpes), Pierre Tajan (Tarn-et-Garonne), Paul Robert (Cantal) et Stéphane Bonduel (Charente-Maritime).

Les chemises  
**Arrow**  
toutes tailles  
tous les jours  
Dépôt  
**JOCKEY-CLUB**  
840 bis, bd Saint-Germain, 10<sup>e</sup> arr.  
167, rue de la Pompe  
Prix avenue Bergère

**TARIFS PRÉFÉRENTIELS ICELANDAIR - VOLS RÉGULIERS** (au départ de Luxembourg)

**NEW YORK ou WASHINGTON (BWI) CHICAGO**

A.S. F 1.750	A.S. F 2.050
A.R. F 2.890	A.R. F 3.290

D'autres tarifs aller-retour très avantageux, à partir de F :

BOSTON	F 3.230	MIAMI	F 4.740
DALLAS	F 4.120	NEW ORLEANS	F 5.140
HOUSTON	F 4.120	SAN FRANCISCO	F 5.640
LOS ANGELES	F 4.730	TAMPA	F 4.120

Consultez votre Agent de Voyages ou

**ICELANDAIR**

742.52.26

9, bd des Capucines 75002 Paris

40/11/10/15/20

# POLITIQUE

## ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Le statut des fonctionnaires territoriaux tente de concilier décentralisation et uniformité

L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 5 octobre, le projet de loi « portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale », qui constitue le titre III du nouveau statut général de la fonction publique. Les députés du P.S. et du P.C. ont voté pour, ceux du R.P.R. et de l'U.D.F. contre (le Monde des 4, 5 et 6 octobre).

M. Pierre Tabanou, député socialiste du Val-de-Marne, va pouvoir souffler un peu. Conseiller général, maire de L'Hay-les-Roses, il s'est fait depuis longtemps une spécialité du dossier des collectivités locales et, spécialement, de leurs problèmes de personnel. Rapporteur, au nom de la commission des lois, sur le projet qui va doter d'un statut les quelque huit cent mille agents des collec-

tivités locales était pour lui une forme de couronnement.

Certes, la tâche n'était pas aisée puisque, en cherchant à améliorer le texte du gouvernement, il fallait, comme celui-ci, trouver une voie moyenne entre la volonté décentralisatrice et le souci de créer un statut, valable aussi bien à Bordeaux que dans la plus petite commune alsacienne. Les écueils ne manquaient pas : corporatisme des uns, avantages acquis des autres, spécificité de tous. En juin dernier, de larges concertations aidant, M. Tabanou pouvait penser être arrivé à bon port, mais l'ordre du jour de la session de printemps n'avait pas permis que ce projet vint alors en discussion.

L'été a porté conseil à bien des groupes de pression, d'autant que, la campagne électorale professionnelle aidant et chaque syndicat voulant se

montrer le meilleur défenseur de ses mandants, M. Tabanou et ses collègues de la majorité ont été submergés de pétitions et de télégrammes, parfois sur des points de détail. De nouveaux arbitrages ont dû être rendus par le premier ministre ou par le groupe socialiste, et le rapporteur a été amené à renoncer à quelques-unes des innovations auxquelles il tenait. Est-ce à dire, comme l'a affirmé l'opposition, que ce projet porte plus l'empreinte centralisatrice de M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat (communiste) à la fonction publique, que la marque décentralisatrice de M. Gaston Defferre ?

S'il est vrai que les changements apportés, en séance publique, aux propositions de la commission des lois ont, en général, donné satisfaction aux syndicats, M. Tabanou peut faire observer que l'essentiel a été préservé, et le ministre de l'Intérieur souligne qu'il s'est dépossédé d'un certain nombre de ses responsabilités au profit de l'ensemble des élus locaux. Le R.P.R. et l'U.D.F. ne

sont pas, eux-mêmes, exempts des contradictions qu'ils ont reprochées à la majorité : eux qui voulaient réserver la pleine autonomie des élus locaux, ils auraient souhaité, en revanche, que cette même loi intervînt au maximum pour encadrer les libertés syndicales reconnues aux fonctionnaires territoriaux.

Il reste que ce texte tire la conséquence leçon des pouvoirs accrus accordés aux maires, ainsi qu'aux présidents de conseil général et régional. En légalisant la création de « cabinets » autour d'eux, en facilitant le changement des titulaires des principaux postes administratifs des mairies, des départements et des régions, lors de l'arrivée de nouveaux élus, il généralise, au niveau local, une pratique courante au sommet de l'Etat. L'administration française fait un pas de plus vers « le système des députés », qualifié par les perdants de « chasse aux sorcières », et qui, théoriquement, ne fait pas partie de ses traditions.

THIERRY BRÉHIER.

Une motion de censure dans les prochains jours. — Comme l'avait souhaité M. Michel Debré, lors des journées parlementaires d'Avignon, le groupe R.P.R. a décidé de déposer, dans les prochains jours, une motion de censure critiquant la politique générale du gouvernement. Comme il est de tradition, depuis 1981, le groupe U.D.F. s'y associera.

M. Paul Quilès sera remplacé à l'Assemblée nationale par son suppléant, M. Serge Blisko. Né le 6 janvier 1950, médecin, M. Blisko est conseiller (P.S.) du treizième arrondissement et administrateur de l'Office H.L.M. de Paris.

M. Jean Gatel sera remplacé à l'Assemblée nationale par son suppléant, M. Jean-Pierre Lambert. Instituteur, né le 18 novembre

1945, M. Lambert est maire (P.S.) de Lapalud (Vaucluse).

Au cabinet de M. André Labarère. — M. Olivier Guérin a été nommé, par arrêté paru au Journal officiel du 2 octobre, directeur de cabinet du ministre délégué aux relations avec le Parlement. Il succède à M. Jean-Marie Lebaron, qui, administrateur du Sénat, regagne le palais du Luxembourg.

Né le 12 avril 1943 à Castres (Tarn), M. Olivier Guérin est diplômé d'études supérieures de droit privé et ancien élève du Centre national d'études judiciaires (aujourd'hui Ecole nationale de la magistrature). Après avoir été substitut à Béziers, à Valenciennes et à Lille, il était premier substitut au tribunal de grande instance de Paris, quand, en janvier dernier, il avait été nommé conseiller technique au cabinet de M. Labarère.

### LE DÉBAT A PROPOS DE LA SURTAXE SUR LE REVENU

#### Le P.C. pourrait accepter une solution de progressivité

La position du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, à propos de la surtaxe sur l'impôt sur le revenu, prévue par le projet de budget pour 1984, s'est éloignée de celle du groupe communiste. Les députés socialistes ne demandent plus le relèvement du seuil du déclenchement de la surtaxe de 20 000 francs à 30 000 francs (le Monde du 6 octobre). Les parlementaires communistes, de leur côté, maintiennent, pour le moment, cette revendication, et ils demandent l'application d'un taux de 5 % (au lieu de 8 %) entre 30 000 et 40 000 francs.

Toutefois, M. Parfait Jans, député (P.C.) des Hauts-de-Seine, a

indiqué, mercredi 5 octobre, que son groupe pourrait accepter une solution de progressivité. La recherche d'une position commune avec les parlementaires du P.S. est toujours à l'ordre du jour, « à condition », a précisé M. Jans, que cela ne soit pas une demi-mesure.

Le responsable du groupe communiste à la commission des finances a proposé à son homologue du P.S., M. Jean-Paul Planchou, député de Paris, « l'organisation d'une rencontre, afin de confronter les points de vue internes à la majorité et débattre des questions soulevées par le projet de loi de finances ».

Du samedi 24 septembre au samedi 8 octobre

## QUINZAINE DE LA MESURE INDUSTRIELLE

# -20%

## MADELIOS

Place de la Madeleine, Paris  
Pour ceux qui savent choisir

40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »

« Le Monde » vient d'éditer une brochure illustrée rassemblant, dans une deuxième livraison, quarante nouvelles publiées par « Le Monde Dimanche »

93 pages, 25 F. En vente chez tous les revendeurs de journaux et au « Monde » 5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09

le temps des sciences  
Collection dirigée par Odile Jacob

Marc Jeannerod

## Le cerveau-machine

Physiologie de la volonté

Fayard le temps des sciences

DANS LA MÊME COLLECTION

Claude Allègre : *Le chaos de la Terre*  
Jean-Pierre Changeux : *Le cerveau et la pensée*  
Antoine Danchin : *Le langage*  
Emile Henrici-Olive : *La biologie*  
François Jacob : *Le langage du gène*  
André Leroi-Gourhan : *Le développement du cerveau*  
André Leroi-Gourhan : *Le langage et la pensée*  
André Lwoff : *Le langage du gène*  
Philippe Meyer : *Le langage du gène*  
Claude Olivenstein : *Le langage du gène*  
Jacques Ruffié : *Le langage du gène*  
Daniel Widlocher : *Le langage du gène*

Fayard

# Bonjour bonheur



Bonjour Bonheur ! La crise nous aura appris une chose : les Français ont envie d'être heureux. De se faire plaisir. De s'éclater.

Je tricote. Tu planches-à-voile. Il sexemaniacque. Vous faites du fric...

Egoïste le Français ? Eh oui, ou plutôt non ; individualiste.

Cette semaine, le Nouvel Observateur vous parle d'un sujet tabou. Vous. Une grande enquête et un sondage surprenant pour un dossier à mettre d'urgence entre toutes les mains : le Bonheur.

La sinistrose n'est plus dans le coup. Avec le Nouvel Observateur, recyclez-vous.

SPECIAL BONHEUR  
CETTE SEMAINE DANS LE NOUVEL  
**observateur**

LE NOUVEAU BUREAU DU SÉNAT

Après la réélection, lundi 3 octobre, de M. Alain Poher (R.P.R.), Val-de-Marne) comme président du Sénat, a procédé, mercredi 5 octobre, à la désignation des quatre vice-présidents et des trois questeurs, à la ratification de la liste établie à la proposition des huit secrétaires et à la nomination des membres des commissions permanentes et de celle chargée de vérifier et d'approuver les comptes de la Haute Assemblée.

Le nouveau bureau est ainsi constitué :

— Vice-présidents : MM. Pierre Christian (R.P.R.), Val-de-Marne, élu avec 244 voix ; Etienne Dailly (Gauche dém.), Seine-Maritime, élu avec 241 voix ; Pierre Galas (R.P.R.), Nord, élu avec 247 voix ; Félix Giscard (P.S.), Bouche-du-Rhône, élu avec 241 voix.

— Questeurs : MM. Pierre Schéle (Gauche dém.), Haute-Marne, élu avec 244 voix ; Edmond Vialon (R.P.R.), Martinique, élu avec 235 voix ; Jacques Buisson (P.S.), Nord, élu avec 241 voix.

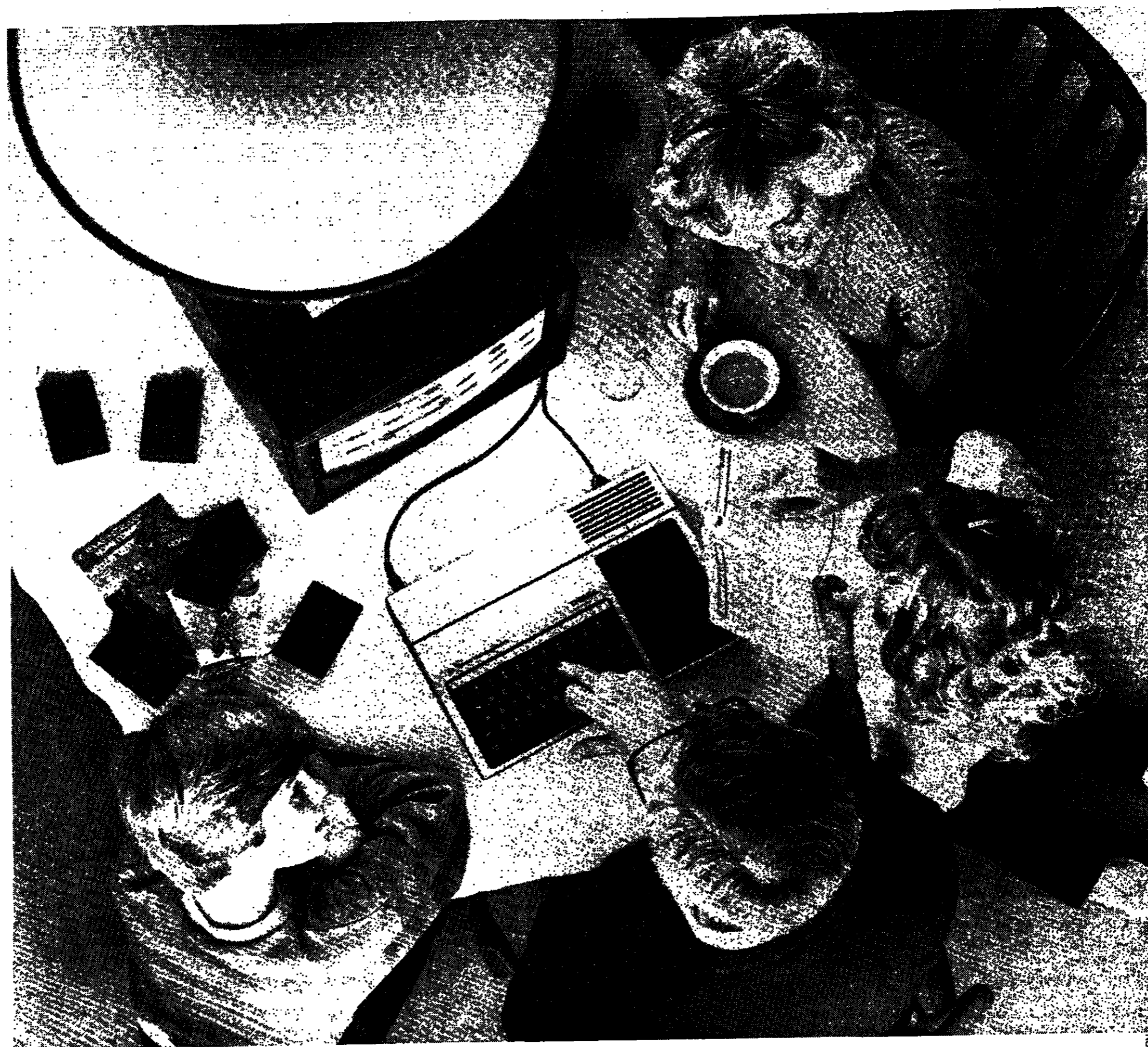
— Secrétaires : MM. Jean Benoit (M.R.G.), Vendée, élu avec 241 voix ; Charles Bonifas (P.S.), Bouche-du-Rhône, élu avec 241 voix ; Raymond Bouteiller (Gauche dém.), Haute-Savoie, élu avec 241 voix ; Pierre Escoffier (P.S.), Haute-Savoie, élu avec 241 voix ; Georges Huguier (P.S.), Gers, élu avec 241 voix ; Jean-Louis Lenoir (R.P.R.), Seine-Maritime, élu avec 241 voix ; Pierre-Marie Lenoir (R.P.R.), Seine-Maritime, élu avec 241 voix ; Pierre-Marie Lenoir (R.P.R.), Seine-Maritime, élu avec 241 voix.

Les commissions permanentes ont été constituées le 5 octobre. Elles se réuniront sur convocation du président du Sénat. Les groupes ont élu leurs présidents et leurs secrétaires. Le groupe R.P.R. a élu pour président M. Jean-Louis Lenoir (Seine-Maritime) et pour secrétaire M. Pierre-Marie Lenoir (Seine-Maritime). Le groupe P.S. a élu pour président M. Félix Giscard (Bouche-du-Rhône) et pour secrétaire M. Pierre Schéle (Gauche dém.). Le groupe Gauche dém. a élu pour président M. Etienne Dailly (Seine-Maritime) et pour secrétaire M. Pierre Christian (Val-de-Marne).

Le groupe U.D.F. a élu pour président M. Jean-Louis Lenoir (Seine-Maritime) et pour secrétaire M. Pierre-Marie Lenoir (Seine-Maritime). Le groupe R.P.R. a élu pour président M. Jean-Louis Lenoir (Seine-Maritime) et pour secrétaire M. Pierre-Marie Lenoir (Seine-Maritime). Le groupe P.S. a élu pour président M. Félix Giscard (Bouche-du-Rhône) et pour secrétaire M. Pierre Schéle (Gauche dém.). Le groupe Gauche dém. a élu pour président M. Etienne Dailly (Seine-Maritime) et pour secrétaire M. Pierre Christian (Val-de-Marne).

CHISES  
ANTON  
JOCKEY-CLUB

ANDAIR  
75002 Paris



## L'incroyable TI 99/4A, l'Ordinateur Familial de Texas Instruments: des programmes jamais vus à la télé!

L'Ordinateur Familial de Texas Instruments, c'est très facile à utiliser : sans connaître l'informatique, il suffit d'enficher une cartouche et le programme peut commencer.

Vous pouvez par exemple, gérer votre budget familial, apprendre à jouer aux échecs et composer de la musique. Les enfants peuvent apprendre les maths ou la grammaire. Et il y a même une fantastique série de jeux comme "PARSEC" et "OTHELLO" qui permettent à tous de passer d'excellents moments. Car Texas Instruments a déjà une très grande bibliothèque de programmes et n'arrête pas de l'enrichir.

L'Ordinateur Familial de Texas Instruments, avec son langage BASIC intégré est immédiatement prêt à vous initier à l'informatique. Et, le moment venu, vous pouvez avec lui évoluer facilement vers les langages de programmation plus sophistiqués : Assembleur, Logo, Pascal, etc.

L'Ordinateur Familial TI 99/4A est conçu de telle façon qu'il puisse répondre à tous vos besoins. Il dispose en option d'une large gamme de périphériques, du magnétophone à cassette au système de mémoire à disquettes, en passant par le synthétiseur de parole.

Pour un prix très familial de 1.800 F\*, le TI 99/4A de Texas Instruments vous offre vraiment d'incroyables possibilités.

Essayez-le, vous comprendrez vite pourquoi l'Ordinateur Familial TI 99/4A de Texas Instruments constitue le meilleur choix pour toute la famille et s'est déjà vendu à plus d'un million d'exemplaires dans le monde.



**TEXAS  
INSTRUMENTS**

\* Prix couramment pratiqué au 20.08.83.

0120 1150

## POLITIQUE

### A L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION

#### Les réformes décidées par le gouvernement contestées par certains anciens élèves

L'association des Anciens élèves de l'ENA devait se réunir en assemblée générale jeudi 6 octobre. Certains membres de l'association reprochent à l'actuel bureau d'avoir eu un comportement trop « compréhensif » à l'égard des réformes de l'ENA mises en œuvre par M. Le Pors, secrétaire d'État à la fonction publique, et de ne pas avoir protesté après la mise en cause récente des tribunaux administratifs dont les juges sont des « énarques ». M. Anicet Le Pors, secrétaire d'État chargé de la fonction publique et des réformes administratives, a installé, le 27 septembre, le nouveau conseil d'administration de l'École nationale

d'administration. Par rapport au précédent, ce nouveau conseil compte davantage de représentants des syndicats de fonctionnaires et des personnels administratifs de l'École.

Dans l'allocution qu'il a prononcée, M. Le Pors a dressé un bilan tout à fait satisfaisant, à son avis, des réformes qu'il a mises en place depuis 1981. Celles-ci sont toutes inspirées, a-t-il dit, par deux objectifs : « l'ouverture sociale et l'amélioration de la qualité des fonctionnaires formés à l'ENA ». Au titre du premier principe, le ministre a insisté non seulement sur l'accroissement des places offertes aux « candidats fonctionnaires », qui seront aussi nombreuses en 1984 que celles réservées aux « candidats étudiants », mais surtout sur la création d'une « troisième voie d'accès » pour les candidats ne possédant pas les diplômes requis aux deux autres concours. Ces derniers candidats viennent en effet, selon M. Le Pors, des « couches sociales défavorisées » et ils « enrichissent l'administration en lui fournissant des fonctionnaires de qualité ayant auparavant mis leur compétence et leur dévouement au service de l'intérêt général ».

● M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a estimé mercredi 5 octobre que M. Giscard d'Estaing inventait « la République paralytique » en voulant donner au Sénat « des pouvoirs qui sont contraires à l'esprit et à la lettre de la Constitution du général de Gaulle ». M. Mermaz se réfère au discours prononcé par l'ancien président de la République mardi à l'Hôtel de Ville. M. Giscard d'Estaing estimait qu'un changement de loi électorale ne doit être « approuvé que s'il recueille la majorité de chacune des deux assemblées ».

● M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a déclaré mercredi 5 octobre à propos de la célébration du vingt-cinquième anniversaire des institutions de la V<sup>e</sup> République : « Cela m'a rappelé ces photos anciennes dont les couleurs sont un peu passées. Ce climat-là ne paraît pas aller dans le sens d'un respect de la Constitution ». Évoquant les propos qui ont été tenus à cette occasion à l'Hôtel de Ville de Paris sur le rôle du Sénat ou la réduction du mandat présidentiel à cinq ans, M. Gallo a ajouté que cela lui semblait « plutôt qu'une commémoration, un découpage et une modification ».

Pour ce premier concours d'un nouveau genre qui se déroule actuellement, quarante-sept candidats ont été retenus pour les dix emplois offerts. Toutefois, le ministre reconnaît que le nombre des responsables d'associations est faible (deux seulement) contre onze élus locaux et trente-quatre responsables syndicaux, essentiellement C.G.T. Dès l'année prochaine, quatorze places seront offertes à la troisième voie.

Le nombre des candidats a augmenté en 1983 pour les autres voies. Il y a, en effet, 588 candidats fonctionnaires au concours interne contre 446 en 1982. Et pour le concours externe réservé aux étudiants, 981 contre 924 l'année dernière, alors que le nombre de places

a légèrement diminué. En fait, pour des étudiants de plus en plus nombreux, les concours administratifs présentent d'autant plus d'attraits qu'ils permettent, en cette période de récession et de chômage, d'obtenir la garantie de l'emploi et les protections sociales que seule offre la fonction publique.

La tâche de M. Le Pors n'est pas terminée avec la mise en place de ces réformes. Il estime ainsi que le système universitaire « reproduit et aggrave les inégalités sociales ». Plus spécialement, les instituts d'études politiques, « n'ont que partiellement rempli leur rôle de démocratisation ». Il envisage donc une réforme des conditions d'accès à Sciences-Po. Il prévoit aussi une unification des conditions de diplôme exigées pour l'accès à l'ENA et aux instituts régionaux d'administration. M. Le Pors étudie également la revalorisation des indices, c'est-à-dire des traitements des élèves à la sortie de l'École, dans le souci de ne pas pénaliser ceux de la troisième voie.

Mais le ministre compte aussi s'attaquer à un problème qui risque de susciter davantage de réticences ou tout simplement de procès d'intention, car il touche au politique : celui de la réforme du contenu de la scolarité à l'École. Pour le moment, M. Le Pors pose seulement quelques principes. Il affirme ainsi : « On ne sert pas l'État comme on sert une société privée ou une multinationale ; le service public correspond à une fonction sociale ». Il précise enfin que c'est dans l'administration que la notion d'efficacité doit trouver son meilleur champ d'expression, « sans copier ni déformer les critères utilisés dans la sphère marchande ». M. Le Pors, en résumé, estime que les caractères fondamentaux de l'enseignement à l'ENA doivent se caractériser ainsi : « républicain, scientifique, efficace et social ».

ANDRÉ PASSERON.

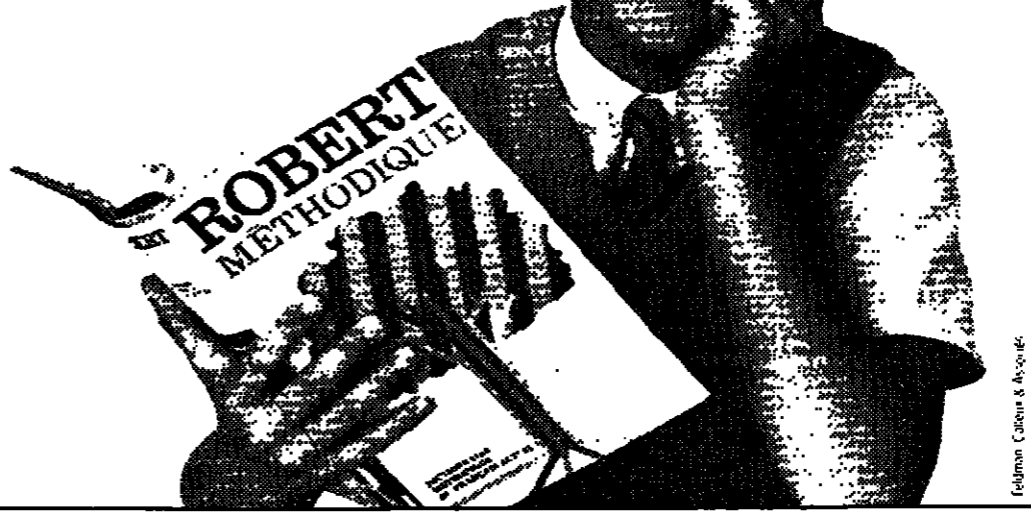
## LE GRAND JEU DE CONSTRUCTION DU FRANÇAIS.

Plus spécialement conçu pour les élèves, allié précieux des professeurs et des parents, le Robert Méthodique est le premier dictionnaire qui aille aussi loin dans la description du français.

Le Robert Méthodique permet d'établir instantanément des rapports entre les mots à partir des éléments qui leur sont communs.

Cette analyse morphologique du français, radicalement nouvelle, stimule l'esprit de découverte et facilite la mémorisation du lexique.

### DICTIONNAIRES LE ROBERT



## L'aluminium fait briller le silence.



Nous sommes au cœur d'un quartier qui vit tambour battant, à portée d'oreille d'un grand carrefour, et pourtant écoutez... savourez le silence. L'aluminium a coupé le son. Par cette fenêtre, la lumière entre sans bruit, s'installe partout, donne de l'espace, de la chaleur. Et les calories n'ont pas plus d'issues que les décibels n'ont d'entrées : avec sa coupure thermique, sa faible dilatation, son double vitrage, une fenêtre en aluminium offre une isolation parfaite. Elle nous protège contre le temps qu'il fait et défie le temps qui passe, l'anodisation la rendant pratiquement indestructible. Un minimum d'entretien, un maximum de

surface vitrée, l'aluminium, c'est une façon merveilleuse d'encadrer la lumière.

**l'aluminium**  
la matière de la lumière.

ALUMINIUM CONSEIL  
Tél. 720.31.33

uments:  
a télé!

aux très familiers de  
de Texas Instruments  
d'inventivité  
à vous convaincre  
ministre Famille  
uments conviendrait  
pour la famille  
d'un million  
dans le monde

TEXAS  
RUMENTS

## L'AFFAIRE BARBIE DEVANT LA COUR DE CASSATION

## La première étape d'une course d'obstacles

Huit mois après l'expulsion de Bolivie de Klaus Barbie, suite de son arrestation, le dossier, instruit contradictoirement contre l'ancien chef de la section IV du S.D. (Service de sécurité du Reich) de Lyon, inculpé de crimes contre l'humanité, est soumis, ce jeudi 6 octobre, à la chambre criminelle de la Cour de cassation. Il ne s'agit pas encore, bien sûr, pour celle-ci de dire si l'ancien S.S. peut être déféré à une juridiction de jugement. Elle a seulement à se prononcer sur la valeur d'un arrêt de la chambre d'accusation de Lyon qui confirmait, le 8 juillet, une ordonnance du magistrat instructeur, M. Christian Riss, rendue le 10 juin, et rejetant une demande de mise en liberté fondée sur l'illégalité de la détention de Klaus Barbie qui aurait été victime d'une extradition déguisée.

C'est le premier acte d'un débat de procédure qui va en compter d'autres. M. Jacques Vergès, qui depuis le 15 juin est le défenseur de Klaus Barbie, ne le dissimule pas. Avant même que la Cour de cassation ait statué sur cette première demande de liberté, une deuxième a été déposée, fondée cette fois sur la loi du 26 décembre 1964 qui, dans

un article unique, a constaté l'imprescriptibilité, « par leur nature », des crimes contre l'humanité tels qu'ils sont définis par la résolution des Nations unies du 13 février 1946. Car, pour l'avocat, cette loi ne saurait avoir un effet rétroactif. Elle s'applique, soutient-il, à des crimes qui n'étaient ni définis ni réprimés à la date où ils ont été commis. Le juge d'instruction n'en a pas moins rejeté cette nouvelle demande le 27 septembre.

La chambre d'accusation, juridiction d'appel, est de nouveau saisie. Tout indique que la Cour de cassation aura à son tour à « plancher » une fois encore sur une question qu'elle pensait avoir réglée à l'occasion des autres procédures en cours, visant d'autres inculpés de crimes contre l'humanité : Paul Touvier, l'ancien milicien lyonnais toujours en fuite, et Jean Leguay, ancien délégué à la police en zone Nord du gouvernement de Vichy de 1942 à 1944. C'est dire que la course d'obstacles est désormais bien engagée.

C'est dire aussi que M. Vergès, sinon Klaus Barbie lui-même, entend utiliser tous les moyens de droit susceptibles à ses yeux de faire douter de la volonté proclamée par

la chancellerie et le parquet de Lyon de juger Barbie dans les seules limites permises par la loi. C'est pourtant par un effet de cette volonté que les actions et les opérations retenues à charge contre l'ancien chef de service du S.D. lyonnais sont relativement peu nombreuses. Elles ne concernent que des assassinats, arrestations, séquestrations ignorés des juridictions militaires qui, en 1952 puis en 1954, eurent à juger Barbie par contumace. C'est pour la même raison que l'affaire Jean Moulin, pourtant ignorée par ces mêmes juridictions, n'est pas davantage retenue à charge. Il a été considéré que les arrestations et tortures, et même les déportations de résistants, ne constituaient pas des crimes contre l'humanité mais seulement des crimes de guerre qui, eux, se trouvent aujourd'hui prescrits.

Dans cette affaire, la forme est inséparable du fond. La répression des crimes contre l'humanité, telle qu'elle a été voulue par les Alliés à la fin de la seconde guerre mondiale, même le droit interne traditionnel des Etats et un droit international qui, pour n'avoir que quarante ans, reste sans doute encore à parfaire. L'examen de l'arrêt rendu le 8 juillet par la chambre d'accusation de Lyon et qui constitue, aujourd'hui, le cœur du débat devant la chambre criminelle, le montre particulièrement.

La demande de liberté de Klaus Barbie était fondée sur l'illégalité de sa détention. L'inculpé faisait valoir que son arrestation en Guyane française, le 5 février, était la conséquence d'une remise opérée par voie coercitive, puisque le gouvernement bolivien l'avait expulsé. Il voyait là un « détournement de procédure visant une extradition sous le simulacre d'une expulsion ».

## Un ordre répressif international

La chambre d'accusation a écarté l'argument. Même si Barbie n'est pas entré en France de son plein gré, on ne saurait, à-t-elle dit, en déduire l'illégalité de son arrestation. Il ne peut y avoir d'extradition déguisée puisqu'il n'y eut pas de procédure d'extradition. D'autant moins qu'aucune convention n'existe en ce domaine entre la France et la Bolivie. Dès lors, il s'agit que le gouvernement bolivien l'ait expulsé. Il voyait là un « détournement de procédure visant une extradition sous le simulacre d'une expulsion ».

La chambre d'accusation ne s'est pas contentée de dire que l'exécution d'un mandat d'arrêt contre une personne réfugiée à l'étranger n'est « nullement subordonnée au retour volontaire de celle-ci en France ». Elle a relevé la spécificité du cas Barbie inculpé de crimes contre l'humanité. De tels crimes, dit-elle en substance, ne relèvent pas seulement du droit pénal interne français ; ils concernent un ordre répressif international auquel la notion de frontière et les règles d'extradition qui en découlent sont fondamentales.

## FAITS ET JUGEMENTS

## « C'est un Arabe, je vais me le faire ! »

## VINGT ANS DE RÉCLUSION CRIMINELLE

La cour d'assises du Bas-Rhin a condamné, mardi 4 octobre, Jacky Helix, vingt-trois ans, à vingt ans de réclusion criminelle, et Christian Klein, vingt ans, à quinze ans de la même peine.

Les deux jeunes gens répondaient du meurtre d'un ouvrier algérien, Mohamed Bouffan-Choucha, cinquante-trois ans, sur lequel ils avaient tiré plusieurs coups de feu le 16 juillet 1982 dans la banlieue de Strasbourg.

Pour tout mobile, il y avait cette phrase prononcée par Helix à la vue de la victime : « C'est un Arabe, je vais me le faire ! » (Le Monde du 22 juillet 1982.)

• Deux interpellations à Biarritz. Membres présumés des commandos autonomes anti-capitalistes, ont été interpellés mercredi 5 octobre à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques). Les policiers ont découvert plusieurs pistolets et deux pistolets-mitrailleurs à l'intérieur du bateau à bord duquel se trouvaient les deux hommes qui ont été placés en garde à vue à Bayonne.

• Un notaire de Louviers est inculpé et écroué. — M. Max Kreienhuber, trente-neuf ans, notaire à Louviers (Eure), a été inculpé, le 4 octobre, de faux en écritures privées, usage de faux et complicité d'escroquerie et placé sous mandat de dépôt par M. Jean-Pierre Mi-

ment étranger. Elle admet volontiers que les structures organiques permanentes de cet ordre répressif international « restent encore à parfaire ». Mais il lui apparaît que son entité n'en est pas moins « un fait constant de l'histoire contemporaine ».

L'arrêt se réfère ici aux déclarations, résolutions et engagements « souscrits par les nations civilisées à l'ONU », et plus particulièrement encore au statut du tribunal militaire international et à l'accord de Londres du 8 avril 1945 instituant cet ordre répressif. Ce sont là autant de textes qui ont valeur de traité international et sont, du même coup, d'une autorité supérieure à celle de la loi interne. Il est aussi rappelé que, le 13 février 1946, une résolution des Nations unies recommandait à ses membres de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les responsables de crimes contre l'humanité soient arrêtés et ramenés dans les pays où ils avaient agi pour y être jugés conformément aux lois de ces Etats.

## Deux griefs

Dans ces conditions la mesure d'expulsion prise par le gouvernement bolivien et qui permit assurément l'arrestation de Barbie ne peut être considérée comme entachée de fraude. Elle n'a pas eu pour but ni pour résultat de porter atteinte à un droit ou à une liberté fondamentale de celui qui se plaint aujourd'hui. Elle s'inscrit dans le cadre des principes supérieurs du droit international dont relève, par leur nature propre, les crimes contre l'humanité.

Cet arrêt peut-il encourir censure ? Le mémoire de M. de Chaise-Martin lui fait essentiellement deux griefs : il lui reproche de ne pas avoir apprécié suffisamment la manière dont Barbie a été expulsé de Bolivie. Il ajoute que, pour éluder cet examen, on a invoqué un ordre répressif international qui n'aurait pas sa place dans le débat. Mais, sous la rédaction tranquille et froide de ce mémoire, il faut lire en filigrane ce que M. Vergès soutient, lui, beaucoup plus brutalement et à déjà exprimé à plusieurs reprises. Il y aurait eu un accord occulte passé entre le gouvernement français en place depuis le 10 mai 1981 et le gouvernement bolivien de M. Hernan Siles Suazo. Pour qu'il aboutisse il fallait que Barbie, alors détenu à La Paz pour dette, reste en prison, bien qu'il ait payé son créancier et soit déchu de la nationalité bolivienne.

Autrement dit, une opération politique qui s'apparenterait à une extradition déguisée, à une entente concertée. Bref, on serait en présence d'une sorte de nouvelle version des tribulations du colonel Antoine Argoud qui, au temps de l'O.A.S., fut enlevé en Allemagne par des « barbouzes », emmené, dûment ficelé, dans une camionnette jusqu'à Paris où il fut arrêté, inculpé et jugé, arrêté, inculpation et jugement que la Cour de cassation devait tenir pour légaux par un arrêt fameux rendu le 4 juin 1964.

J.-M. THÉOLLEYRE.

## Une enquête administrative sur les initiatives du capitaine Barril

## Ordres de l'Elysée ou actions « personnelles » ?

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a annoncé, mercredi 5 octobre, que l'inspection générale de la gendarmerie a été chargée d'une enquête sur les éventuelles « initiatives personnelles » du capitaine Paul Barril, ancien chef du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.). Ces éventuelles « initiatives personnelles » concernent les contacts que le capitaine a eus au cours de l'année avec le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) et le groupe d'ultra-gauche Action directe dans le cadre de la lutte antiterroriste.

« S'il apparaît que des initiatives personnelles ont été prises, ce rapport [de l'inspection générale de la gendarmerie] ne fournira les éléments d'appréciation sur les dimensions et les formes de celles-ci, à ajouter aux conclusions. En attendant, je demande qu'on prenne garde aux informations infondues qui ont tendance à se multiplier. Les nombreuses missions du capitaine Barril en Corse avaient été révélées dans le Monde du 28 septembre, ses contacts avec Alain Orsini, militant du F.L.N.C. et ses tentatives de contact avec le fondateur d'Action directe, Jean-Marc Roullan, dans le Canard enchaîné des 28 septembre et 5 octobre.

La déclaration de M. Hernu fait suite à celle du porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, qui assure que le capitaine Barril « n'appartient pas et n'a jamais appartenu aux services de l'Elysée ». Faisant référence au fac-similé de la lettre, à l'entête de l'Elysée, du capitaine au fondateur du groupe Action directe publié dans le Canard enchaîné, M. Gallo a indiqué : « L'enquête ré-

vélera dans quelles conditions il a pu utiliser du papier à en-tête de la présidence de la République. »

D'autre part, le ministre de la défense a donné des précisions sur le statut de M. Barril alors que la direction de la gendarmerie nationale se contentait jusqu'à présent d'indiquer qu'il était « en congé sans solde ». M. Hernu a déclaré : « Le capitaine Barril a commandé le G.I.G.N. en second jusqu'au 9 juin 1983. A cette date, il titre conservateur. Je l'ai suspendu pour quatre mois. Il est, depuis le 16 septembre, affecté au commandement des écoles de gendarmerie à Maisons-Alfort. »

En fait, le capitaine Barril, avec lequel les autorités semblent prendre de plus en plus de distance, s'est retiré dans les Alpes à la demande de ses supérieurs, selon son avocat, qui affirme que son client a agi sur ordre de l'Elysée (Le Monde du 6 octobre).

• Réaction syndicale après la garde à vue d'un journaliste en Corse. — Le comité directeur de l'U.N.S.J. (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T.), dans un communiqué émanant de la garde à vue du correspondant de l'A.F.P. (Le Monde du 6 octobre) et la récente inculpation du responsable de Radio-Corse, estime que « si les deux affaires sont juridiquement de nature différente, elles procèdent pourtant de la même volonté : intimider et faire pression sur les journalistes en Corse, pour les dissuader, à l'avenir, de tout contact avec certains milieux indépendants et de toute recherche d'information dans certains secteurs. Une telle attitude est en contradiction avec la nécessité d'une information libre, destinée à un public adulte. »

## APRÈS AVOIR ÉTÉ INNOCENTÉS

## Les trois « Irlandais de Vincennes » ne veulent pas quitter la France

« Blanchie », mercredi 5 octobre, par la justice française, les trois « Irlandais de Vincennes », selon la formule consacrée, peuvent être d'un moment à l'autre expulsés de France. Innocentés, dans la mesure où l'inculpation qui leur a valu neuf mois de détention préventive est aujourd'hui annulée, ils sont, depuis mercredi, dans une situation des plus précaires. Tel est le paradoxe qu'a voulu souligner le comité de soutien aux trois Irlandais de Vincennes, lors d'une conférence de presse à laquelle participaient les trois inculpés et leurs défenseurs, M. Antoine Cornette et Marc Portehaut.

L'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris est sans ambiguïté : il annule l'ensemble de la procédure concernant l'arrestation, le 28 août 1982, à Vincennes, de Stephen King, Michael Plunkett et Mary Reid (Le Monde du 6 octobre). En conséquence, ceux-ci ne peuvent plus être poursuivis dans cette affaire, pas même pour leurs faux papiers d'identité ou pour l'arme unique que Plunkett a reconnu posséder pour sa sécurité personnelle. Selon leurs amis, le sens de cette décision va au-delà du seul respect de la légalité : c'est, de facto, la reconnaissance de la « véritable personnalité des trois », non des « superterroristes » internationaux, mais des militants républicains et socialistes irlandais, membres d'un parti officiel, l'R.S.P., avec « il ne le ca-

chent pas » — ce que cela suppose, dans le climat de guerre civile, rampante de l'Irlande du Nord, de clandestinité et de surveillance policière. C'est ce que les « trois » disent avoir le plus mal vécu : avoir été « insultés » dans leur engagement politique, en étant « assimilés à des terroristes ».

Or, aujourd'hui, ils veulent vivre en France. Par choix personnel, par conviction sur la répression dont ils seraient victimes en Irlande et par lucidité sur la « réputation » qui leur a été faite dans d'autres pays européens. Tel est leur désir que, selon leurs amis, le gouvernement français devrait satisfaire. « Qu'il agisse avec justice et humanité en régularisant notre situation », demande Michael Plunkett. Une situation actuellement très incertaine, puisque, jusqu'à mercredi, ils ne possédaient pas de permis de séjour mais un document renouvelé chaque mois et justifié par la seule nécessité de se tenir à la disposition de la justice.

Désormais, les trois Irlandais de Vincennes sont parties civiles dans l'une des deux instructions ouvertes afin de découvrir la vérité du « montage » — fabrication de fausses pièces à conviction — dont ils ont été victimes. Une quête que les « trois » jugent vraiment bien engagée quand ils bénéficieront d'un statut véritable... et en France.

EDWY PLENEL

## DÉFENSE

## M. FRANÇOIS CAILLETEAU DEVIENT DIRECTEUR DES AFFAIRES JURIDIQUES

Sur proposition de M. Charles Hernu, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 5 octobre a nommé M. François Cailleteau au poste de directeur des affaires juridiques, au ministère de la défense, en remplacement de M. Jean-Claude Roqueplo qui sera appelé au secrétariat général de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIA). [Né le 17 mai 1938 à Limoges, M. François Cailleteau, licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques, est sorti de Saint-Cyr comme officier dans les troupes de marine. En 1974, il entre dans le corps du contrôle général des armées. Il a appartenu, comme chargé de mission, puis conseiller technique, à plusieurs cabinets ministériels à la défense (du temps de MM. Yvon Bourges et Marcel Bigard). En juin 1981, il est nommé directeur adjoint du cabinet civil et militaire de M. Hernu dans le gouvernement de M. Pierre Mauroy.]

البيان 1550

# LA FORMATION EN TEMPS DE CRISE

**E**n temps de crise, la formation professionnelle ou continue fait l'objet de toutes les attentions. Elle devient un enjeu stratégique. Non seulement elle permet de freiner ou de modérer l'arrivée sur le marché du travail des jeunes qui n'y trouveraient pas de débouchés — en raison notamment de l'absence de qualification, — mais elle favorise aussi la nécessaire adaptation des adultes aux mutations technologiques.

D'où un enchevêtrement de projets, de mesures, de plans et de « filières » qui paraissent tout obscurs à l'heure, chaque ministère, groupe d'études ou mission semblant avancer sa propre solution. Or, il y a pourtant une cohérence qui veut que les stages « Rigout », dans lesquels entrent les contributions du ministère de la formation professionnelle et de l'éducation nationale, s'adressent aux jeunes (seize à dix-huit ans et dix-huit à vingt et un ans) qui sont les perdants du système scolaire. Viennent ensuite les contrats « Raffie », emploi-formation, emploi-adaptation, emploi-orientation, qui intéressent également une population de jeunes (dix-huit à vingt-cinq ans), dont le niveau de qualification est déjà plus élevé, et qui ont parfois connu le chômage de longue durée en étant à la recherche d'un premier emploi.

Dans les deux cas, la préoccupation est tout à la fois le chômage et l'adaptation. Ensuite vient la formation continue, qui a été reconnue par la loi de 1971, et qui concerne les adultes. Il s'agit là, typi-

quement, d'une adaptation et d'une possibilité de promotion sociale.

Or, sur tous ces fronts, extrêmement imbriqués du fait de la situation de l'emploi, les choses ne cessent de bouger, et cette rentrée 1983 en apporte une nouvelle preuve. On n'en finit pas d'ajuster la formation à la diversité des problèmes posés par notre société.

Ainsi, dans le cadre du IX<sup>e</sup> Plan, on apprend la semaine dernière que 1,046 milliard de francs seraient consacrés, de 1984 à 1988, à la formation continue dans la « filière » électronique. Des contrats entre l'Etat et les régions et des conventions seront signés en ce sens, comme celle qui vient de l'être avec l'U.L.M.M. (Union des industries métallurgiques et minières), qui prévoit mille huit cents places de stagiaires d'ici à 1985. Outre une modernisation de l'AFPA, qui développera une formation appropriée, un plan de rattrapage devrait permettre de former, d'ici à 1985, onze cents ingénieurs, trois mille techniciens supérieurs et trois cents formateurs.

Ainsi, au nom de la décentralisation, le Journal officiel du 21 septembre a publié un décret définissant les attributions des comités régionaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi qui auront pour mission de favoriser, en liaison avec le conseil économique et social régional, « la mise en œuvre d'une politique cohé-

rente de formation et d'emploi ». Paritaire, chaque comité régional sera composé de cinq représentants des organisations syndicales, de cinq représentants des organisations patronales ou consulaires et sera présidé, alternativement, par le commissaire régional de la République ou par le président du conseil régional.

Mais, en cette rentrée, les deux éléments les plus importants — d'ailleurs liés l'un à l'autre — seront sans doute la négociation paritaire sur la formation en alternance, d'une part, et l'examen par l'Assemblée nationale, du 12 au 14 octobre, du projet de loi de M. Rigout sur la formation professionnelle continue, d'autre part.

Théoriquement, il est prévu que l'accord que rechercheront les syndicats et le patronat au cours de quatre réunions (le 12 septembre, puis les 3, 10 et 26 octobre) donnera lieu à un article nouveau qui sera intégré au projet de loi, avant son acceptation définitive. Tout cela n'est pas acquis, malgré l'apparent consensus dont se réclament chacun des partenaires, soucieux de définir un nouveau contrat de travail pour les jeunes, distinct du contrat d'apprentissage, favorisant la formation alternée dans un organisme et dans l'entreprise.

Mais il se trouve que cette négociation, comme tant d'autres en cette rentrée sociale, se déroule avec en toile de fond une discussion encore plus préoccupante : celle qui va s'ouvrir le 21 octobre sur l'avenir du système d'assurance-chômage

(UNEDIC), pour lequel il faudra trouver des moyens nouveaux de financement pour faire face à un déficit alarmant.

La tentation est donc grande, dans ces conditions, d'utiliser l'une ou l'autre des négociations, voire plusieurs, pour opérer une diversion et dissimuler que tel ou tel partenaire social refuse de contribuer davantage à l'assurance-chômage.

La formation en alternance pourrait faire les frais de cette manœuvre, tout comme le projet de loi sur la formation continue. Déjà M. Chotard, vice-président du C.N.P.F., a fait savoir, depuis mai dernier, qu'il considérait comme un *casus belli* l'obligation de négocier un accord de formation dans l'entreprise, prévue par le projet de loi, s'il n'existait pas d'accord de branche. Et la C.G.T. n'est pas loin d'accréditer ce point de vue puisqu'elle admet, effectivement, que cette possibilité sera utilisée par les syndicats, même en cas d'accord de branche. « Il faut toujours profiter d'un rapport de forces favorable », disait récemment M. René Lomet, secrétaire de la C.G.T. « Les accords de branche adoptent souvent un profil bas. On peut obtenir plus dans certaines entreprises. »

Enjeu stratégique, la formation deviendrait alors un pion pour d'autres enjeux, tout aussi stratégiques.

ALAIN LEBEAUME.

## Le projet de loi apporte des améliorations au dispositif de formation continue

**L**e projet de loi réformant la formation professionnelle continue, présenté par M. Marcel Rigout, reprend et complète la loi du 16 juillet 1971 qui correspondait aux rêves de l'expansion d'alors. Ce faisant, le projet de loi met également de l'ordre dans les textes et circulaire qui, depuis, avaient accompagné le dispositif d'origine.

Tout cela nécessitant une harmonisation ainsi que de nouvelles définitions, préparées par des consultations et des négociations dont la plus importante a débouché, le 21 septembre 1982, sur la signature d'un avenant à l'accord national interprofessionnel sur le congé individuel de formation.

Quels sont donc les points importants de ce projet de loi qui doit venir en discussion, à partir du 12 octobre, à l'Assemblée nationale ?

Tout d'abord, sur le 1,1 % que les entreprises de plus de cinquante salariés doivent verser au titre de la formation permanente; elles remettront 0,10 % de cette somme à des organismes paritaires pour le financement des congés individuels de formation. Ainsi, le stagiaire continuera à percevoir son salaire de la

part de son employeur, qui, lui-même, sera remboursé par l'organisme paritaire collecteur. Ce même organisme paritaire pourra passer des conventions avec des collectivités locales, qui pourront participer au financement. Des organismes interprofessionnels régionaux veilleront à la procédure d'agrément des stages.

Grâce à ce 0,10 % aussi, le projet de loi garantit l'égalité absolue des droits à la formation de tous les salariés, qu'ils travaillent dans une entreprise de moins de dix salariés ou dans une entreprise de plus de cinquante salariés. Cette disposition, espère-t-on, devrait permettre de dépasser le chiffre des soixante mille congés individuels annuels atteints depuis 1971, alors que l'on estime la population intéressée à trois millions de personnes. Dans le cas d'une entreprise de moins de cinquante salariés, il est prévu qu'un travailleur pourra être embauché à la place du titulaire, pendant la durée du stage. A la fin de son contrat de travail à durée déterminée, l'indemnité à laquelle il a droit sera versée par l'organisme paritaire.

Un amendement à l'article 5 qui prévoit les modalités de rémunéra-

## LES PETITES ENTREPRISES ET LE CONGÉ INDIVIDUEL Des salariés irremplaçables ?

**I**rremplaçables. Les salariés travaillant dans les petites ou très petites entreprises sont irremplaçables si l'on en croit les statistiques de la formation professionnelle. Le temps et la difficulté de trouver le frère jumeau, la copie conforme, du travailleur qui s'absente s'érigent en obstacles principaux à la demande de formation et à l'utilisation du congé individuel de formation. Et cette difficulté, la future loi sur la formation professionnelle ne pourra la contourner, même si elle en aménage financièrement les aspects. Les problèmes de compétence et d'organisation du travail ne se règlent pas à coups d'indemnités.

« Presque 98 % des petites entreprises n'ont pas de cadres. Elles ne reproduisent pas, en modèle réduit, les grosses sociétés », explique M. Jean Brunet, vice-président délégué de la C.G.P.M.E. (1). Le patron, gestionnaire, directeur de la commercialisation, etc., travaille avec un secrétaire comptable et, au mieux, un chef d'atelier. Sans maître, mais avec un personnel qualifié qui ajoute à cette qualification professionnelle sa connaissance du métier, son savoir-faire et son ancienneté dans la maison. Car une petite entreprise vit sur une subtile organisation du travail entre les uns et les autres, construite avec le temps, sur des habitudes et des préférences, qui contribuent, ô combien, à la productivité.

Ce réseau informel de relations supprime les hiérarchies, rectifie les anomalies. En un mot, gagne du temps, donc évite de perdre de l'argent. Sans parler du « saccage de la production » toujours possible avec un novice.

Qualifiés, les salariés de ces très petites entreprises savent être autonomes, prendre des initiatives, faire face à l'imprévu, « sans avoir besoin d'un contremaître dans le dos ». Souvent, ils cumulent les fonctions : le secrétaire s'occupe aussi de la publicité, l'agent d'entretien saura aider le magasinier. Mais tout cela ne s'improvise pas. « Dans les P.M.E., on cherche des gens opérationnels immédiatement et capables en quinze jours de s'adapter aux particularités de l'entreprise. »

Or cette perle rare n'abonde pas sur le marché de l'emploi. « La future loi propose d'embaucher un intérimaire pour remplacer un salarié, mais on a déjà du mal à trouver des ouvriers qualifiés à qui nous proposons des emplois stables. »

Alors, pour faire un petit tour et repartir, personne n'est volontaire. Voilà pourquoi cette loi soutenue par M. Rigout, ministre de la formation professionnelle, pleine de bonnes intentions, ouvrant « le droit fondamental » à la formation aux salariés des entreprises de moins de dix personnes risque de faire un beau « flop » malgré sa générosité et, en dépit de quelques « couacs » patronaux, l'acquiescement des partenaires sociaux. Une enquête réalisée au mois de mars 1983, pour le compte du ministère de la formation professionnelle, révélait que 56 % des employeurs de moins de 10 salariés étaient favorables à l'extension de la loi à leurs entreprises, 26 % s'y opposaient, mais, parmi eux, 13 % acceptaient de revenir sur leur déclaration si la modification ne s'accompagnait pas d'une augmentation de leurs charges. Cette clause est prévue par le projet de loi. Rien ne garantit, cependant, que les petites entreprises usent de ce droit. Or, comme les autres, elles ont besoin de la formation pour se développer ou même se maintenir.

### L'enjeu

L'enjeu parfois les dépasse largement. Par exemple en mécanique automobile. M. Gilson, concessionnaire en banlieue parisienne, avec une cinquantaine d'employés, connaît bien son secteur professionnel. « Sur 85 000 entreprises dans ma branche, 30 000 n'ont pas de salariés, 30 000 en ont de 1 à 10, 25 000 se situent entre 10 et 50, 200 seulement dépassent un effectif de 50 personnes. Nos voitures sont entretenues par ce réseau de petites sociétés. Ce qui ne va pas sans incidences sur la production industrielle. Le client a vite fait le transfert de la panne ». Si sa voiture est insuffisamment réparée ou remise en état, il fait retomber la faute sur le constructeur. « Nos voitures ne valent rien », nous disent-ils. De plus, aujourd'hui, nous sommes confrontés à une évolution technologique considérable. Bientôt il faudra être ingénieur électronique pour réparer les voitures. Un bon mécanicien spécialiste des moteurs n'a plus de raison d'être : on ne répare plus, on change ! La voiture qui « parle » n'est encore qu'un gadget, mais ne le restera pas longtemps. Le réparateur devra connaître le langage de la disquette, donc avoir assimilé les techniques élec-

D'abord, il y a la situation de l'emploi. Rares sont ceux qui peuvent se permettre d'abandonner leur travail à un autre. Il faut y être contraint et forcé, se casser une jambe pour l'accepter. Même avec la certitude du retour assuré. Et puis, entend-on dire, les travailleurs sont individualistes. « On va mettre le nez dans mes affaires », se disent-ils. Leurs astuces de travail, ils n'ont aucune envie de les partager avec un remplaçant. Ensuite, l'école a laissé un mauvais souvenir.

Dans l'hôtellerie, la restauration, où l'on observe la même dispersion et le même regroupement des travailleurs (pour un effectif d'environ 600 000 personnes, 93 % des entreprises de moins de 10 salariés occupent 50 % des effectifs), les difficultés sont identiques. « Les salariés savent bien la gêne que leur absence va occasionner. Alors, ils n'ont pas demandé », indique la C.F.D.T. Services. De plus, dans ce secteur, des problèmes de temps subsistent : durée du travail, durée du repos, et passent en priorité dans l'esprit des salariés, avant la formation. Et l'organisation de la profession empêche certains d'en bénéficier.

CHRISTIANE GROLIER.  
(Lire la suite page 15.)

(1) C.G.P.M.E. : Confédération générale des petites et moyennes entreprises.



**Université de Paris 1  
Panthéon-Sorbonne**  
centre d'éducation permanente  
14, rue Cujas - 75230 Paris cedex 05  
☎ 354.67.80 - 329.75.23  
329.12.13 P.3317

Notre Centre à vocation pluridisciplinaire propose à des entreprises, des administrations et à des participants individuels des formations de courte et longue durée sanctionnées ou non par un diplôme :

- DROIT (de la Vie Courante - Social - Administratif - des Affaires - du Cadre de Vie)
- ECONOMIE GÉNÉRALE ET INTERNATIONALE
- AUDIOVISUEL - ERGONOMIE
- ÉCONOMIE SOCIALE - ANGLAIS
- CULTURE GÉNÉRALE - CONCOURS ADMINISTRATIFS
- INFORMATIQUE - FORMATION DE FORMATEURS

Programme 83-84 des stages inter ou intra-entreprises sur simple demande

Ministère de l'Éducation Nationale  
Conservatoire National des Arts et Métiers

# INTEC

Préparation au D.E.C.S. en 1983/84

**NOUVEAU RÉGIME :**  
Cinq unités de valeur constitutives du certificat préparatoire aux études comptables et financières (décret du 12 mai 1981)

**ANCIEN RÉGIME :**  
Trois certificats constitutifs du diplôme d'études comptables supérieures

**ATTENTION : FIN DE L'ANCIEN RÉGIME 1985**

**L'INSTITUT NATIONAL DES TECHNIQUES ÉCONOMIQUES ET COMPTABLES**  
292, rue Saint-Martin, 75141 PARIS CEDEX 03  
Téléphone : 271-29-62, poste 518

Université de Paris 1 - Panthéon-Sorbonne

## INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

162, rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15

### L'IAE DE PARIS c'est :

- 5 DIPLOMES NATIONAUX DE 3<sup>e</sup> CYCLE programmés sur le temps de travail et sans interruption de la vie professionnelle :
- C.A.A.E. (DESS de généraliste à la gestion)
- DESS "Finance"
- DESS "Développement de la Fonction Personnel"
- DESS "Systèmes d'Information"
- DESS "Contrôle de Gestion et Audit"

### L'IAE DE PARIS c'est aussi :

- l'organisation d'un DIPLOME DE L'UNIVERSITÉ, le DIPLOME DE FORMATION A LA GESTION (Formation axée sur la gestion des petites et moyennes organisations)
- Un éventail très large de formations de courte durée organisées en :
- INTRA ou
- INTER-ENTREPRISES dans toutes les disciplines de la gestion

Pour tout renseignement, s'adresser au :

Service de FORMATION CONTINUE : 558.02.28 - 557.28.41

Allez vivre les langues sur place !

**DEUTSCH**  
Köln / Zürich

**ENGLISH**  
London / Bournemouth  
Brighton / Cambridge  
Dublin / Edinburgh

**ESPAÑOL**  
Madrid / Barcelona

**FRANÇAIS**  
Paris / Lausanne / Neuchâtel  
Cap d'Ad / Antibes

**ITALIANO**  
Firenze

Stages intensifs 3, 4, 12 semaines, toute l'année. Jeunes, adultes, F.P. Demandeurs d'emploi. Professeurs de langues. Programme culturel, excursions. Hébergement en famille.

**EUROCENTRES**  
FONDATION SAINT BUT LUTHER  
13 G. passage Dauphine,  
75006 Paris, tél. 325-81-40

# ÉCOLE COMMERCIALE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



**CEDIME CEREL**  
au service de la formation continue  
**GESTION • INFORMATIQUE • LANGUES**  
Stages standard, intensifs ou discontinus  
Stages intra-entreprises  
3, rue Armand-Moisant, 75015 PARIS (Montparnasse)  
Tél. : 320-08-82

**INITIEZ-VOUS A LA MICRO-INFORMATIQUE**  
• Stages intensifs en semaine  
• Formule du samedi ou du soir  
(1) 544.05.14  
**INFORMATIQUE ET COMMUNICATION**

Centre culturel latino-américain pour travailler avec **L'AMÉRIQUE LATINE** pour mieux connaître ses langues, ses cultures pour réussir vos contacts et défendre vos projets  
Stages d'espagnol, de portugais-brésilien et de quechua - cours à la carte  
**CETECLAM**  
Organisme formateur n° 11750225575  
4, rue des Fossés-Saint-Jacques  
75005 PARIS - Tél. : 336-56-04

**CPSS**  
Pour obtenir un **DIPLOME D'ÉTAT de TRADUCTEUR COMMERCIAL (B.T.S.T.C.)**  
Pour valoriser vos qualifications et faciliter votre **INSERTION PROFESSIONNELLE**  
Adressez-vous au **C.P.S.S.**  
**Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris**  
41 bis, rue de Tocqueville - 75017 PARIS  
Tél. : 766-51-34

**FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE**  
Initiation et perfectionnement  
**COMPTABILITÉ GESTION INFORMATIQUE**  
• PRÉPARATION AUX EXAMENS D'ÉTAT : C.A.P., B.P., D.E.C.S., B.T.S., Stages de formation professionnelle continue, enseignement à temps complet, cours du soir.  
• **LE NOUVEAU PLAN COMPTABLE**  
Dates des sessions sur simple appel.  
• **FORMATION EN ENTREPRISE, SEMINAIRES.**  
• **INFORMATIQUE ET COMPTABILITÉ :** de l'initiation à la maîtrise d'un système. Travail sur matériel I.B.M. Renseignements et inscriptions : Société de Comptabilité de France Association loi 1901  
2, rue d'Athènes / 21 rue de Clichy 75009 PARIS  
**Tél. : 280.65.13**

**SCIENCES HUMAINES et GRAPHOLOGIE**  
Cours par correspondance, cours oraux et conférences à Paris  
Sessions de formation  
**ÉCOLE de PSYCHO-GRAPHOLOGIE**  
ORGANISME PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT À DISTANCE, FONDÉ EN 1983  
12, villa Saint-Pierre  
B. 3 - Dép. LM  
94220 CHARENTON  
Téléphone (1) 376-72-01  
Préparation à la profession de graphologue  
Conventions de formation permanentes  
Inscriptions reçues toute l'année  
Documentation gratuite  
Analyses et sélections par professeurs.

**OISE OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH**  
agréée par le British Council  
**APPRENEZ VRAIMENT L'ANGLAIS EN ANGLETERRE**  
Stages individuels intensifs à Oxford  
toute l'année, toute durée  
21, rue Théophraste Renaudot  
75015 PARIS - Tél. : (1) 533.13.02  
Ann. 1981 - No. 1 1982

**Le Monde DE L'ÉDUCATION QUI COMMANDE ?**  
Jeunes face à la crise : ceux qui créent des entreprises  
Jeunes face à la crise : ceux qui créent des entreprises  
Jeunes face à la crise : ceux qui créent des entreprises

## UN AN APRÈS LEUR MISE EN PLACE Où en sont les « stages Rigout » ?

Dispositifs exceptionnels mis en place il y a maintenant un an, le plan de formation des 16 à 18 ans et les stages pour les 18 à 21 ans devaient favoriser, à l'heure de la montée du chômage, l'insertion professionnelle des jeunes sans formation ni qualification qui sortent chaque année du système scolaire et qui figurent

aussitôt parmi les premiers rejetés du marché du travail.

Pour eux, il fallait créer un marche-pied, au risque de voir le fossé se creuser irrémédiablement.

La préoccupation était certes sociale, mais également économique : en période de muta-

tion technologique, il faut fournir des efforts pour faciliter l'adaptation de la main-d'œuvre, surtout si elle est jeune.

Ces deux programmes d'urgence, dont on peut maintenant faire un bilan, ont été reconduits pour 1983-1984.

**P**LUS DE 150 000 jeunes de 16 à 25 ans ont été accueillis, au cours de la campagne 1982-1983, par les 850 permanences d'accueil d'insertion et d'orientation (PAIO) ou par les 90 missions locales. 28 000 d'entre eux y ont trouvé une solution immédiate, soit qu'ils aient pu s'orienter vers l'apprentissage, retourner vers le système scolaire, bénéficier d'un contrat emploi-formation, soit encore, dans la meilleure hypothèse, obtenir une embauche.

Et les autres ? 84 000 jeunes de 16 à 18 ans, au 15 juin 1983, avaient suivi un stage d'insertion, puis un second stage. 16 500 jeunes avaient suivi un stage d'orientation et 31 500 avaient suivi un stage de qualification. Parallèlement, 35 000 jeunes de 18 à 21 ans étaient également en stage.

Tel est le bilan chiffré, après une année d'existence, du plan de formation des 16 à 18 ans décidé en mars 1982 et de son additif, le plan de formation des 18 à 21 ans qui peut parfois s'appliquer jusqu'à 25 ans, décidé en septembre 1982. Un résultat impressionnant - on s'était fixé pour objectif 100 000 jeunes accueillis - qui n'a pourtant pas été obtenu sans difficultés et qui ne permet pas de savoir, actuellement, ce que sont devenus ces milliers de jeunes à l'issue de leur formation, en juin. Les premières indications sur ce point, croit-on, ne pourront être connues qu'en novembre...

### Des améliorations

En l'état, l'expérience prouve que la complexité du dispositif ne rend pas le jugement aisé : un jeune de 16 à 18 ans peut en effet parcourir un itinéraire sinueux qui le mènera d'un stage d'orientation à une formation alternée, d'un ou deux stages d'insertion à un stage de qualification, voire à toute autre formule. La multiplication des possibilités perturbe les données puisque le même jeune peut apparaître plusieurs fois dans les comptes. C'est ainsi que l'on apprend que, au titre de la campagne de formation 1982-1983, il restait 25 000 places disponibles pour les stages de qualification, en septembre, pour les jeunes sortant d'un stage d'insertion. De même, il restait 3 600 places pour les jeunes qui viennent de terminer un stage d'orientation.

Pour la campagne 1983-1984, pro- prement dite, qui s'adresse aux 80 000 jeunes de 16 à 18 ans sortis du système scolaire en juin dernier, et qui sont attendus dans les permanences d'accueil ou les missions locales, le ministère de la formation professionnelle a dégagé, dès cette rentrée, 55 000 places de stages d'orientation approfondie. L'enveloppe globale du dispositif 16-18 ans, qui était de 2,250 milliards de francs en 1983, sera ramenée à 2,045 milliards de francs puisque l'on estime que le nombre de jeunes à accueillir sera de 15 % inférieur à celui de 1982, notamment en raison de l'effort de rattrapage réalisé l'an passé.

Pour le dispositif des stages 18 à 21 ans, le nombre des places disponibles sera le même que pour la campagne 1982-1983, soit 35 000.

Mais les deux dispositifs, à la lumière des enseignements de la campagne passée, doivent être également complétés, modifiés et améliorés. Dans les semaines qui viennent, M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, va donc reprendre son bâton de pèlerin et tenir des réunions dans treize villes dont Paris bien sûr (les 14 et 15 novembre). Des circulaires, en date du 8 juillet et du 22 juillet, res-

pectivement, ont déjà été expédiées dans ce sens. Vers quoi s'orientent-ils ? Pour l'accueil, le ministre recommande le développement des permanences d'accueil (PAIO) et des missions locales dont on sait maintenant qu'elles sont plus facilement fréquentées par les jeunes que l'A.N.P.E. Il s'intéresse aussi aux commissions locales 16-18 ans, souvent d'initiative municipale. Cette tâche est confiée, notamment, à la mission d'appui et de développement, menée par M. Bertrand Schwartz.

Si des certificats de formation générale peuvent être délivrés à ceux qui auront achevé un cycle de formation (y compris les stagiaires de la campagne 1982-1983, en vertu d'une circulaire de juillet 1983), le souci du ministère est également d'assurer le suivi du jeune stagiaire, tous les trois mois si possible, afin de fournir une formation adaptée à ses besoins.

On touche là l'un des problèmes qui sont apparus avec l'expérience. En effet, si les « stages Rigout » s'adressent en priorité à des jeunes qui, à l'issue du système scolaire, ne sont pas à même d'aborder la vie du travail dans de bonnes conditions, et particulièrement du fait de leur absence de qualification, on a aussi découvert que leur niveau était sensiblement inférieur à ce qu'on pouvait imaginer. A preuve : 57,5 % d'entre eux ont dû suivre un stage d'insertion, c'est-à-dire de mise à niveau, avant qu'on puisse envisager de les transférer dans un stage de qualification. Parfois même, et ce depuis juin 1983, il a fallu doubler ces stages d'insertion d'une durée maximale de 5 mois pour les porter à 10 mois avant de pouvoir offrir une « formation qualifiante » ou une autre solution.

D'où la nécessité, retenue pour la campagne 1983-1984, de diversifier les niveaux et les durées de stages pour correspondre à la variété des situations.

### L'itinéraire du stagiaire

Désormais, tous les jeunes accueillis dans le cadre du plan de formation des 16-18 ans commenceront leur cycle par ce que le ministère appelle un « module collectif de première orientation » (durée : deux jours et demi) qui devrait déterminer le profil du futur stagiaire. A partir de là, ils devraient être dirigés, soit vers les stages d'orientation collective approfondie, les stages d'insertion, les stages de qualification, soit vers la formation alternée, ou encore toute autre formule extérieure au dispositif (retour dans le système scolaire, apprentissage, contrat emploi-formation, embauche, etc.). De quoi s'agit-il ?

Le stage d'orientation collective approfondie, d'une durée de six semaines (dont une semaine en entreprise), destiné à choisir une activité professionnelle s'adresse surtout aux jeunes de 16 à 18 ans qui ont suivi un enseignement général, et notamment les jeunes filles, nombreuses dans ce cas. Pour elles d'ailleurs, un effort particulier sera entrepris, par exemple en leur proposant des professions que l'on considère, souvent à tort, comme exclusivement masculines.

Ensuite, le stage d'insertion sociale et professionnelle, d'une durée maximale de cinq mois (dont 50 % en entreprise), et qui peut être effectué une deuxième fois pour la moitié des stagiaires, concerne les jeunes qui ont des difficultés à la sortie du système scolaire. Après la période de « remise à niveau », qui

peut donc atteindre une durée de dix mois, ils pourront entreprendre un stage de qualification, ou emprunter une autre voie.

Les stages de qualification, d'une durée de huit mois (dont 30 % en entreprise), constituent le « sommet » du dispositif. Ils s'adressent aux jeunes qui ont satisfait aux premières exigences - c'est-à-dire qui ont été reconnus aptes à recevoir une « formation qualifiante » - et leur permet, du moins théoriquement, d'affronter le marché du travail avec le certificat de formation générale en poche.

A ce stade, toutefois, le périple dans la formation du jeune peut ne pas être achevé. Pour compléter sa qualification, et atteindre enfin le niveau souhaitable, il pourra encore avoir recours aux contrats emploi-formation, à l'apprentissage, ou au congé jeune travailleur.

### Le séjour en entreprise

La dernière possibilité offerte par le plan de formation 16-18 ans, en fin, concerne la formation alternée qui, l'an passé, n'a pas donné beaucoup de résultats, notamment en raison du peu d'emplacement qu'ont manifesté les grandes entreprises.

C'est ici qu'apparaît l'une des difficultés du dispositif. Le risque existe, en effet, de voir les jeunes se diriger souvent par manque d'information vers des secteurs d'activité dont l'avenir n'est pas assuré ou qui, encore, ne sont pas « porteurs » sur le marché du travail. Par manque d'imagination aussi, ils peuvent choisir des qualifications traditionnelles.

A ces tendances naturelles s'ajoute également l'attitude des employeurs à l'égard de la formation. Les petites et moyennes entreprises ou les artisans, qui connaissent bien le système de l'apprentissage pour le pratiquer ou pour l'avoir eux-mêmes expérimenté, ont souvent répondu aux besoins de formation (les trois quarts des stagiaires Rigout ont fait un passage dans les entreprises). Cela n'a d'ailleurs pas été sans difficultés puisque les jeunes en question réclamaient une autre attention que les jeunes apprentis auxquels les patrons sont habitués. Ce problème devrait être mieux abordé cette année, en tenant compte des modalités inventées sur place, qui

### Les stages pour les 18 à 21 ans

Le plan de formation pour les 18 à 21 ans sera également revu pour la campagne 1983-1984 et sera surtout mis en harmonie avec le dispositif prévu pour les 16 à 18 ans dont il ne diffère que sur quelques points.

C'est ainsi que les types de stages sont les mêmes, s'étalent sur la même durée, si l'on excepte le « module » collectif de première orientation qui n'existe pas. Le temps de présence dans l'entreprise est également plus court (un mois pour le stage de qualification) et des secteurs prioritaires sont développés, avec la filière électronique, par exemple, qui donne lieu à des efforts particuliers.

Pour cette raison, le ministère de la formation professionnelle recommande d'ailleurs, dans certains cas, l'ouverture de stages « mixtes » ou les 16 à 18 ans et les jeunes demandeurs d'un premier emploi ou chômeurs de longue durée, âgés de 18 à 21 ans, se côtoient. Certes, les uns et les autres ne sont pas indémontés de la même façon (700 francs par mois pour les jeunes de 16 à 18 ans, 30 % du SMIC pour les jeunes âgés de 18 à 21 ans, 40 % au-delà de 21 ans et 90 % du même SMIC dans certains cas) mais ils affrontent, peu ou prou, le même problème. Ces jeunes, en effet, ont tous quitté le système scolaire sans atteindre un niveau qui leur permettrait de s'intégrer aux formules traditionnelles de formation telles qu'on les retrouve dans le contrat emploi-formation. Pour eux, il s'agit de faire une pré-formation, en quelque sorte. Voir, l'expérience de l'an passé l'a prouvé avec les stages d'insertion, de faire un cours de rattrapage.

A. L.

### Les missions de l'AFPA remises à jour

**A**PPELÉE à la rescousse pour une « mission d'urgence d'intérêt national » (le plan de formation des 16-18 ans, les stages des 18-21 ans), l'AFPA a été bien perturbée, ces derniers temps. Du fait de la crise économique et de la lutte contre le chômage, l'AFPA a dû modifier son intervention, parfois au détriment de ses missions traditionnelles.

Aujourd'hui, après tant de secousses, on considère, tant au sein de l'AFPA qu'au ministère de la formation professionnelle, qu'il est temps d'agir pour préserver un équilibre. Si la mission d'urgence est devenue, dans les faits, une préoccupation permanente, il faut aussi veiller à une articulation avec une politique de formation professionnelle des adultes à plus long terme.

Bien loin d'envisager une réforme de fond en comble, il s'agit donc de renforcer cette pièce maîtresse de la formation

continue pour adultes que représente l'AFPA, en liaison avec l'éducation nationale, pour lui permettre de répondre au devenir économique et industriel du pays. Déjà l'AFPA a travaillé sur ces questions, notamment pour le plan à deux ans, et depuis dans le cadre du D.C. Plan.

Pour aller plus loin encore, une commission de réflexion va être mise en place au cours de ce trimestre. Elle poursuivra son travail en 1984, avec l'objectif d'aboutir à des mesures concrètes en 1985. Ce groupe de travail, composé de quatre personnalités et de représentants de l'AFPA et du ministère de la formation professionnelle, aura pour tâche de procéder à un examen de la « production de formation par l'AFPA » et de vérifier si celle-ci est adaptée aux besoins actuels. Au terme de sa mission d'audit, la commission définira le rôle et la place de l'AFPA.

### FORMATIONS cycles longs

- Entraînement-éducation
  - Animation de formation
  - Psychologie de la relation
  - Morphologie-graphologie
  - Caractérologie
  - Aide en travail social...
- Stages agréés par les ASSEIC et les services de la FORMATION CONTINUE  
L.C.H. (E) privé d'ens. et de form.  
20, rue Joubert 75008 Paris Tél. : 874-43-80

Anglais - Américain - Italien  
**CAVOP** 8500 élèves depuis 1968  
114<sup>ème</sup> bd Jean-Jaurès  
92100 Boulogne-Billancourt  
605-75-11  
Espagnol - Allemand  
Français pour étrangers

### LANGUES ÉTRANGÈRES pour la vie professionnelle

prenez en charge votre formation

L'étude ou le perfectionnement d'une langue étrangère est aujourd'hui indispensable si l'on veut élargir sa compétence et assurer son emploi. Quels que soient vos occupations et votre niveau actuel, vous avez intérêt à compléter votre formation sur ce plan. Et surtout à la concrétiser en préparant un des examens suivants, très appréciés dans le monde du travail : **Chambres de Commerce Étrangères, Université de Cambridge, B.T.S. Traducteur Commercial...** Ces examens ont lieu chaque année dans toute la France.

Langues et Affaires en assure la préparation complète par correspondance et permet ainsi à chacun de prendre en charge sa formation, selon sa disponibilité, quel que soit son domicile. Cours tous niveaux, supports audio-oraux, cours oraux complémentaires facultatifs. Formation continue. Inscriptions toute l'année. Docum. gratuite à L. et A. service 4.063, 35, rue Collonge, 92383 Paris-La Collette (tél. 1) 46.80.00 ou 270-81-88 (stabil. privé).

Langues et Coopération  
**lanco** Langues comme LANCO  
• Survivre à San Francisco, Tokyo ou Madrid...  
• Être autonome dans des rencontres internationales.  
• Disposer d'une parfaite aisance face à des interlocuteurs ou partenaires étrangers.  
• Votre problématique se situe à l'un de ces niveaux.  
Nos programmes semi-autonomes et/ou notre médiathèque, ouverte du matin au soir, vous permettront d'y répondre en un minimum de temps.  
4, avenue Marceau - 75008 Paris Tél. : 720-88-86 - 720-88-87.

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS  
292, rue Saint-Martin - 75003 Paris  
**INSTITUT FRANÇAIS D'INGÉNIERIE**  
Cycle de formation continue de CHARGÉ D'AFFAIRES À L'EXPORTATION  
Documentation à adresser à :  
Nom : .....  
Adresse : .....



## CRÉDIT GRATUIT 12 MOIS\*

### SUR TOUS LES PIANOS

du 1<sup>er</sup> au 29 octobre 1983

**PAUL BEUSCHER**  
15, boulevard Beaumarchais - PARIS-BASTILLE  
Tél. : 272-05-41



ZIMMERMANN III V: 12 445 F  
Acajou satiné avec sourdine

\* A PARTIR DE 10 000 F D'ACHAT, après versement comptant de 30 %, sous réserve d'acceptation du dossier par CRED. Assurances facultatives à la charge du client.

## LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir  
**assistant-réalisateur**  
**script-girl**  
**monteur-monteuse**

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)

**CLCF**  
16, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. 874.85.94  
Documentation M sur demande

## INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES

(I.L.E.R.I.)  
Établissement privé d'enseignement supérieur  
12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS  
Tél. : 296-51-48

Fondé en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique, économique et commercial aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

## CARRIÈRES INTERNATIONALES

L'enseignement est assuré par des professeurs d'Université, des hauts fonctionnaires et des praticiens du commerce international. Le diplôme est admis en dispense de la deuxième partie de l'examen de quatrième année de droit (arrêté ministériel du 16 février 1967) et donne accès aux doctorats.

Recrutement sur titres - Baccalauréat exigé - Statut étudiant  
Secrétariat ouvert du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

Pour votre  
**DEMENAGEMENT**  
**ODOUL**  
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 208 10-30

## PUBLICATION JUDICIAIRE

### IMITATION ILLICITE DE LA MARQUE

**DE LA SOCIÉTÉ CHANEL**  
Par son jugement définitif du 29 novembre 1982, la troisième Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris :

Dit que  
« La Société LA POMPADOUR et la Société Les Produits Plastiques BLARINGHEIM ont commis des actes d'imitation illécite de la marque » de la Société CHANEL, telle qu'enregistrée en France ;  
dit qu'elles ont commis ces actes, la première en offrant à la vente et en vendant des tailleurs pour dames ornés de boutons comportant un « C » ; la seconde en fabriquant et en vendant lesdits boutons ;

EN CONSEQUENCE :  
Interdit à chacune de ces Sociétés de faire usage de cette marque, sous quelque forme que ce soit, et ce sous astreinte de CENT FRANCS (100 FF) par infraction constatée passé un délai d'un mois à compter de la signification du présent jugement ;

Condamne  
La Société LA POMPADOUR à payer à la Société CHANEL la somme de HUIT MILLE FRANCS (8 000 FF) à titre de dommages et intérêts  
et la Société Les Produits Plastiques BLARINGHEIM au solde de SOIXANTE MILLE FRANCS (60 000 FF) ;  
Autorise la Société CHANEL à publier le dispositif du présent jugement dans trois journaux de son choix et aux frais de la Société Manufacture de Produits Plastiques de BLARINGHEIM le coût global de celles-ci ne pouvant excéder QUINZE MILLE FRANCS (15 000 FF) ;

Condamne la Société LA POMPADOUR et la Société Manufacture des Produits Plastiques de BLARINGHEIM à payer respectivement à la Société CHANEL les sommes de DEUX MILLE FRANCS (2 000 FF) et de SIX MILLE FRANCS (6 000 FF) sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile.

Condamne in solidum la Société LA POMPADOUR et la Société Manufacture des Produits Plastiques de BLARINGHEIM aux dépens... »

## ÉDUCATION

### LE DÉBAT SCOLAIRE

## Incident à l'Assemblée entre l'opposition et le ministre de l'éducation nationale

Le R.P.R. et l'U.D.F. ont saisi l'occasion de la première séance de questions d'actualité, mercredi 5 octobre, à l'Assemblée nationale, pour interpeller le gouvernement au sujet de l'enseignement privé.

En réponse à une première attaque de M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F., qui s'indignait du refus du gouvernement d'obliger les communes à participer au financement des écoles privées, le premier ministre annonce : « M. le ministre de l'éducation nationale précisera, la semaine prochaine, les orientations et les objectifs retenus par le gouvernement pour ce qui est des rapports entre l'enseignement public et l'enseignement privé ».

Quand vient le tour du R.P.R. d'interroger le gouvernement, M. Claude Labbé demande au premier ministre : « Êtes-vous d'accord avec la définition suivante : l'école de la République est un ensemble formé par l'école publique et l'école privée, entièrement libres de leurs enseignements, égales dans leurs expressions et dans leurs moyens ? » M. Labbé accuse, au passage, le gouvernement d'aborder la négocia-

tion « avec des dossiers déjà bouclés ».

M. Mauroy, qui estime avoir déjà répondu à M. Gaudin sur ce thème, passe le flambeau à M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale. Vexé, M. Labbé prévient : « Si je n'ai pas sa réponse [celle du premier ministre], je n'écouterai pas la sienne ».

M. Savary reprend la parole. M. Labbé quitte alors l'hémicycle, suivi par la plupart des représentants de l'opposition. C'est donc devant une salle parfaitement calme que M. Savary affirme : « Le souci de concertation du gouvernement paraît être certain (...) Pourquoi dénoncer à l'avance une procédure que nous avons définie voici deux ans déjà ? Si le gouvernement avait eu des arrière-pensées de coup de force, il lui était facile de passer à l'acte. Mais il est animé par une volonté de la fois de paix scolaire et de changement. Que chacun reste dans son rôle. Quand s'ouvrira un débat législatif, le Parlement, opposition comme majorité, exercera tous ses droits ».

J.-L. A.

## Un entretien avec M. Laurent Schwartz

(Suite de la première page.)

Les enfants de milieu modeste entrent rarement à l'Université non sélective, ils préfèrent les formations courtes, les enseignements en relation avec les milieux professionnels, qui permettent d'obtenir un diplôme reconnu.

« Comment imaginez-vous cette sélection « positive » à l'entrée de l'Université ? »

« La sélection ne signifie pas forcément un examen supplémentaire. Je considère qu'en France, contrairement aux États-Unis, il n'est pas nécessaire de créer un concours après le baccalauréat. Ce dernier conserve une réelle valeur. Il est possible, grâce à la consultation des dossiers scolaires des lycéens, portant sur plusieurs années, d'effectuer un recrutement dans une université. Personnellement, j'ai confiance en l'enseignement secondaire et en ses professeurs, et je crois qu'une collaboration est possible entre eux et les universités. »

« Autre méthode, l'entretien d'une heure à une heure et demi qui permet de déceler l'originalité, la diversité des candidats. C'est le contraire d'un examen qui, lui, est normatif. Je pense que ces deux systèmes facilitent les conseils des enseignants, ce qui signifie une sélection-orientation. »

« Mais si un élève n'est pas admis là où il voudrait l'être ? »

« Il faut garantir à chaque étudiant la possibilité de s'inscrire dans une université, mais pas forcément la plus proche de chez lui ni celle de son choix. Chaque lycéen doit être informé de la réalité des établissements avant son baccalauréat. Ensuite, il demande son admission dans plusieurs universités. Des universités diverses et possédant des filières de niveaux différents. »

« Vous décrivez l'autonomie et l'émancipation des universités... concurrençant... »

« Qui publie un palmarès des universités ? C'est bien le Monde de l'éducation. Les différences existent déjà entre les établissements et on n'évitera pas que les universités se spécialisent, certaines étant très exigeantes, d'autres de niveau moins élevé ou ne comportant que des premiers cycles. La diversification des établissements est inévitable. Ce qui est important, c'est de ménager des passerelles énormes pour que les étudiants puissent passer de l'une à l'autre. Les vingt-sept campus de l'université de l'État de New-York offrent la possibilité d'aller d'une petite université vers une grande. Inversement, un étudiant qui éprouve des difficultés peut être réorienté vers un établissement qui correspond mieux à ses capacités. Il ne s'agit pas d'un dépôt, mais d'un endroit où l'on accueille des élèves faibles pour les mener à un niveau plus élevé. »

« Vos détracteurs vont crier à l'élitisme. »

« L'élitisme, ne serait-ce pas au contraire le système actuellement en vigueur en France ? En premier cycle, tous les étudiants sont mélangés quel que soit leur niveau. À la fin de la première année, les meilleurs s'en tirent, les autres, sans aide personnelle, sont simplement poussés à quitter l'Université. »

Il me semble que nous assistons aujourd'hui en France à un non-renouvellement des élites. Un meilleur dépistage des élèves, un suivi attentif des étudiants devraient permettre de préparer les futurs cadres et chercheurs de haut niveau, issus de toutes les classes sociales.

### « Egalitarisme primaire »

« Des enseignants critiquent le décret publié au début du mois de septembre qui organise des horaires nouveaux pour les universitaires. »

« Ce texte a été ressenti comme une gifle et je crois qu'il est d'une très grande maladresse. Comme le dit un de mes amis membre du P.S. : « On a l'air de vouloir mettre au pas les universitaires. »

« Est-ce à dire que vous êtes opposé à une augmentation des horaires des enseignants ? »

« Non, je ne suis pas contre le fait que l'on demande à certains professeurs d'enseigner quatre heures ou même plus pendant trente-deux semaines au lieu de trois heures pendant vingt-cinq, à condition que cela soit proposé de façon souple et différenciée. Mais le problème essentiel demeure celui de la recherche. Les enseignants du supérieur sont, de par leur statut, des enseignants-chercheurs. Selon moi, recherche et enseignement sont étroitement liés. Un bon chercheur doit avoir envie de faire des cours en premier ou en second cycle... mais avec les nouvelles normes de service que le ministère impose, l'envie disparaît. Et puis le pouvoir des syndicats, avec ses dangers et son égalitarisme primaire, peut effrayer des jeunes chercheurs. »

« Les syndicats d'enseignants sont-ils vos ennemis ? »

« Absolument pas. J'ai été syndiqué à la FEN pendant plus de trente ans et j'ai toujours respecté les syndicats. Je serais bien adhérent de la C.F.D.T., mais pas de son syndicat enseignant. Je comprends que des syndicats défendent les personnels, mais je n'accepte pas qu'ils jugent de la qualité des enseignants. Ils ont dépassé leur rôle lorsqu'ils utilisent leurs pouvoirs ou leur mandat pour décider des promotions ou des nominations. Quand ils essaient de faire croire que les universitaires sont tous des travailleurs semblables, ils trompent tout le monde. Non, nous ne sommes pas 42 000 êtres pareils. Il est temps de rompre cette artificielle convivialité et de reconnaître les compétences. »

Propos recueillis par  
**SERGE BOLLOCH.**

Publié  
**COURS D'ESPAGNOL**  
organisé par le  
**LYCÉE ESPAGNOL DE PARIS**  
Quatre niveaux : débutants, moyen I, moyen II et supérieur. Les trois premiers niveaux en deux options : cours de base et cours intensifs.  
Lycée agréé par la convention de la formation professionnelle continue.  
Inscriptions en cours  
Renseignements au lycée :  
38, bd Victor-Hugo, Neuilly  
(M<sup>o</sup> Louise-Michel ou Seillons)  
Tél. : 757.51.75

## SPORTS

### FOOTBALL

## MATCH NUL (1-1) ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE

### L'épidémie de forfaits

Qualifié d'office pour le prochain championnat d'Europe, l'équipe de France souffre de désaffection. De la part du public, qui n'apprécie plus que les matchs de compétition. De la part aussi des joueurs, très sollicités par leurs clubs à cette période de l'année. Pour fêter Marius Trésor, qui battra, le 5 octobre au Parc des Princes, le vieux record de Roger Marche avec soixante-quatre sélections, les tribunes n'étaient pas tout à fait pleines et les footballeurs espagnols n'ont pas fait de cadeau au capitaine français, en arrachant un résultat nul (1 à 1) à huit minutes de la fin du match.

Pas plus que Roger Marche ne s'attendait à marquer le premier but de sa carrière internationale pour sa dernière apparition sous le maillot de l'équipe de France, contre l'Espagne de Kubala, Di Stefano, Suarez et Gento, le 17 décembre 1959 à Colombes, Marius Trésor n'espérait plus battre le record des sélections nationales. Michel Hidalgo, directeur des équipes de France, n'avait plus fait appel à lui depuis novembre 1982 aux Pays-Bas, et la récente déroute de Bordeaux en Coupe d'Europe contre les Allemands de l'Est de Leipzig (3 à 2 et 4 à 0) ne plaçait guère en sa faveur.

Marius Trésor n'ignorait pas qu'il devait son rappel au forfait de Maxime Bossis (traitements cutanés), son successeur au poste de défenseur libre. Le Nantais n'était d'ailleurs pas le seul à avoir renoncé à la sélection, puisque Manuel Amoros (écrasement du cou-de-pied), Patrick Battiston (entorse cervicale), Thierry Tousseau (claquage), Jean Tigana (entorse de la cheville), Alain Giresse (dérangement), José Touré (angine) et Daniel Bravo (fracture de l'orteil du pied droit) étaient dans le même cas. Ainsi, des « anciens » que Marius Trésor avait côtoyés en équipe nationale, seuls Michel Platini et Dominique Rocheteau étaient au rendez-vous.

Une telle épidémie de forfaits suscite des questions. Sur le calendrier des compétitions notamment. De tous les footballeurs professionnels, les Français sont ceux qui disposent de plus courtes vacances estivales : deux semaines environ avant la reprise des entraînements. Quarante-sept jours se sont écoulés entre la fin de la Coupe de France et la première journée du championnat. A titre de comparaison, cette coupure a été de soixante-dix jours en République fédérale d'Allemagne, quatre-vingt jours en Belgique, cent cinq jours en Angleterre, cent dix-neuf jours en Italie et cent-vingt-six jours en Espagne.

Contraints de renoncer à une préparation fondatrice, les Français n'en sont pas moins soumis à un programme surchargé des premiers mois. Entre le 7 septembre et le 8 octobre, les internationaux opèrent dans les clubs qualifiés en Coupe d'Europe devant disputer dix matches en trente et un jours : deux avec l'équipe de France, deux en Coupe d'Europe et six en championnat. Aucun des joueurs concernés n'a pu suivre ce régime et disputer les dix matches...

Il faut au minimum quatre à cinq jours, suivant les organismes, pour récupérer après les efforts exigés par un match de compétition, explique le docteur Villac, médecin de l'équipe de France. Si ce délai n'est pas respecté, la fatigue

s'implante dans l'organisme. Cette fatigue provoque d'une part des pertes de vitesse et de souplesse et elle augmente les temps de réaction, ce qui accroît les risques d'accidents. D'autre part, elle s'accompagne de micro-lésions au niveau des muscles et des tendons, dont l'accumulation débouche sur des blessures non provoquées par des coups.

### Inexpérience

Dans ce contexte, les efforts des joueurs français pour assurer le spectacle étaient d'autant plus méritoires que les Espagnols ne semblaient guère disposés à les aider. Miguel Muñoz, le sélectionneur qui a succédé à son ancien coéquipier du Real Madrid José Emilio Santalucia, après l'échec retentissant de l'Espagne en Coupe du monde, a renouvelé les deux tiers des joueurs. Mais, faute d'avoir trouvé un vrai meneur de jeu, il est resté fidèle à la tactique du « contre » de son prédécesseur.

Démobilisés par l'absence d'enjeu, les Français n'ont pas su concrétiser leur domination. Par manque de détermination devant le but, à l'image de Michel Platini ratant plusieurs contrôles ou reprises en bonne position. Par timidité ou inexpérience des nouveaux arrivés latéraux, William Ayache et Jean-Louis Zanon, dans leur soutien offensif. A cause, aussi, du « laisser faire » de l'arbitre italien, M. Lo Bello, souvent abusé par les petites irrégularités des défenseurs espagnols ou incapable de faire respecter la distance des 9 mètres sur les coups francs.

Il faudra le but de Dominique Rocheteau, d'un tir de 20 mètres, après un heure de jeu, pour inciter les Espagnols à prendre enfin quelques initiatives. Pour le public, ce sera l'occasion de saluer de vibrants « olé ! » quelques interventions de Marius Trésor, subtilisant le ballon dans les pieds de ses adversaires par ces tacles glissés dont il a le secret. Ses « vieilles jambes » seront pourtant prises de vitesse sur une percée de Juan Antonio Senor, accroché irrégulièrement par le gardien de but Joël Bass. Le penalty, indiscutable, était alors transformé par Senor, mais Marius Trésor mériterait d'autres adieux pour ses douze ans de carrière exemplaire en équipe de France.

GÉRARD ALBOUY.

« Vainqueurs des Luxembourgeois par 2 à 0 le 5 octobre à Epinal, les « espoirs » français (joueurs de moins de vingt et un ans) ont assuré leur qualification pour les quarts de finale du championnat d'Europe. »

## Trésor, le recordman

Né le 15 janvier 1950 à Sainte-Anne (Guadeloupe), Marius Trésor a commencé sa carrière métropolitaine à l'Atlético Club d'Ajaccio en septembre 1969. Depuis, il n'a connu que deux autres clubs professionnels : l'Olympique de Marseille (1972-1980) et les Girondins de Bordeaux. Pour son premier match en équipe de France, le 4 décembre 1971, à Sofia, il avait été retenu au poste d'arrière latéral ; mais il est devenu bien vite l'un des meilleurs défenseurs libres du monde grâce à ses qualités athlétiques (puissance, détente, souplesse).

Titulaire indiscutable à ce poste en équipe de France jusqu'à ces derniers mois, il a participé aux Coupes du monde de 1978 et de 1982. Depuis sa première sélection, il a manqué vingt-huit matches par suite de blessures, notamment un déplacement du bassin, qui lui valut d'être opéré par erreur d'une hernie en 1977, des dérangements, des claquages à répétition à une cuisse entre 1978 et 1980, et une opération d'une pubalgie en septembre 1980.

Tout au long de sa carrière en équipe nationale, Marius Trésor a connu trois entraîneurs, Georges Boulogne, Stéphane Kovacs et Michel Hidalgo, a côtoyé cent-sept coéquipiers, rencontré des sélections de trente pays et marqué quatre buts, toujours à l'étranger : contre le Brésil, le 30 juin 1977 à Rio-de-Janeiro ; le Luxembourg, le 7 octobre 1978 ; la République fédérale d'Allemagne, le 13 octobre 1973 à Gelsenkirchen, puis le 8 juillet 1982 à Séville, en demi-finale de la Coupe du monde.

Capitaine de l'équipe de France pour la première fois en 1978 contre la Bulgarie, Marius Trésor a retrouvé son brassard pour la vingt-cinquième fois, sur l'initiative de Michel Platini, pour célébrer sa soixante-quatrième sélection. Deux joueurs peuvent menacer son record dans les deux prochaines années : Michel Platini (vingt-huit ans, quarante-six sélections), et surtout Maxime Bossis (vingt-huit ans, cinquante sélections).

G. A.

**Alfa Romeo**  
la maestra automobile  
VENEZ ESSAYER L'ALFETTA 2000  
**GAP**  
Concessionnaire  
PARIS-EST : NOISY-LE-SEC 93130 - 122, rue Vaillant-Couturier (1) 843.93.99  
REPUBLIQUE : PARIS 11<sup>e</sup> - 32, avenue de la République (1) 806.00.76  
PARIS 12<sup>e</sup> - 37, avenue Michel Bizot (1) 340.80.47

Alfa Romeo 1500

FOOTBALL  
VITE LA FRANCE ET L'ESPAGNE  
mie de forfaits

Le prochain championnat d'Europe, l'équipe nationale. De la part du public, qui n'apprécie pas la période de l'année. Pour être sûr de gagner l'Europe des Nations, le mieux est de sélectionner les équipes qui ont le plus de chances de gagner. Les équipes qui ont le plus de chances de gagner sont les équipes qui ont le plus de chances de gagner.

Inexpérience  
Dans ce monde, l'expérience est une chose précieuse. Elle est la base de tout succès. Sans elle, on est perdu. On est perdu dans ce monde où tout change si vite. On est perdu dans ce monde où tout est si complexe. On est perdu dans ce monde où tout est si incertain.

Narcissisme et démocratie  
Gilles Lipovetsky, lui, ne s'attarde pas sur la logique économique, qui ne constitue, à ses yeux, qu'un élément d'une vision plus complexe. S'inscrivant dans la tradition de la pensée de la société, il voit dans le narcissisme contemporain, dans cette plasticité molle qui régit les rapports humains, une victoire de l'individu, un nouveau pas en avant dans la longue marche des sociétés occidentales vers la démocratie.

le recordman  
Dans ce monde, le recordman est une personne qui a accompli une grande chose. C'est une personne qui a réussi là où les autres ont échoué. C'est une personne qui a été le premier à faire quelque chose. C'est une personne qui a été le premier à briser une barrière. C'est une personne qui a été le premier à ouvrir une nouvelle voie.

le recordman  
Dans ce monde, le recordman est une personne qui a accompli une grande chose. C'est une personne qui a réussi là où les autres ont échoué. C'est une personne qui a été le premier à faire quelque chose. C'est une personne qui a été le premier à briser une barrière. C'est une personne qui a été le premier à ouvrir une nouvelle voie.

le recordman  
Dans ce monde, le recordman est une personne qui a accompli une grande chose. C'est une personne qui a réussi là où les autres ont échoué. C'est une personne qui a été le premier à faire quelque chose. C'est une personne qui a été le premier à briser une barrière. C'est une personne qui a été le premier à ouvrir une nouvelle voie.

le recordman  
Dans ce monde, le recordman est une personne qui a accompli une grande chose. C'est une personne qui a réussi là où les autres ont échoué. C'est une personne qui a été le premier à faire quelque chose. C'est une personne qui a été le premier à briser une barrière. C'est une personne qui a été le premier à ouvrir une nouvelle voie.

le recordman  
Dans ce monde, le recordman est une personne qui a accompli une grande chose. C'est une personne qui a réussi là où les autres ont échoué. C'est une personne qui a été le premier à faire quelque chose. C'est une personne qui a été le premier à briser une barrière. C'est une personne qui a été le premier à ouvrir une nouvelle voie.

le recordman  
Dans ce monde, le recordman est une personne qui a accompli une grande chose. C'est une personne qui a réussi là où les autres ont échoué. C'est une personne qui a été le premier à faire quelque chose. C'est une personne qui a été le premier à briser une barrière. C'est une personne qui a été le premier à ouvrir une nouvelle voie.

le recordman  
Dans ce monde, le recordman est une personne qui a accompli une grande chose. C'est une personne qui a réussi là où les autres ont échoué. C'est une personne qui a été le premier à faire quelque chose. C'est une personne qui a été le premier à briser une barrière. C'est une personne qui a été le premier à ouvrir une nouvelle voie.

le recordman  
Dans ce monde, le recordman est une personne qui a accompli une grande chose. C'est une personne qui a réussi là où les autres ont échoué. C'est une personne qui a été le premier à faire quelque chose. C'est une personne qui a été le premier à briser une barrière. C'est une personne qui a été le premier à ouvrir une nouvelle voie.

le recordman  
Dans ce monde, le recordman est une personne qui a accompli une grande chose. C'est une personne qui a réussi là où les autres ont échoué. C'est une personne qui a été le premier à faire quelque chose. C'est une personne qui a été le premier à briser une barrière. C'est une personne qui a été le premier à ouvrir une nouvelle voie.

# Le Monde

## billet

### Deux regards sur la modernité

DEUX essais, venus de deux planètes différentes, nous proposent une réflexion sur la modernité. L'un — appelé précisément De la modernité, de Jean Chesneau — est le troisième ouvrage d'un universitaire marxiste parisien, ayant un long passé de théoricien de l'histoire et de militant d'extrême gauche proche du maoïsme (1). L'autre — l'ère du vide, de Gilles Lipovetsky — est le premier livre d'un philosophe de trente-neuf ans, professeur de lycée à Grenoble, formé par la pensée gauchiste et post-marxiste des années 60.

Ces deux approches, opposées par leurs références et leur sensibilité, partent d'un constat analogue : la ruine des grands systèmes de valeur et la mise en place d'un marché mondial de la consommation ont rendu l'individu fragile, dépendant, tourné vers lui-même, indifférent, vide. Mais, par-delà ces convergences, on est frappé par la façon dont ces deux auteurs se situent par rapport à ce qu'ils décrivent.

Jean Chesneau fait du monde moderne une analyse d'abord économique : il décrit le fonctionnement d'un système mondial de production-consumption régi par le profit capitaliste et l'idéologie du progrès, et aboutissant au conditionnement total des individus. Sa vision du monde est dramatique, son pessimisme profond : soumis à la terreur douce de la société marchande, l'homme moderne est normalisé, « menagé », dépossédé de sa personnalité. Les grands mouvements révolutionnaires s'étant ralliés à la dictature du marché et de la technologie, l'homme ne peut échapper à l'écrasement que par une résistance individuelle ou par des actions marginales de harcèlement.

### Narcissisme et démocratie

Gilles Lipovetsky, lui, ne s'attarde pas sur la logique économique, qui ne constitue, à ses yeux, qu'un élément d'une vision plus complexe. S'inscrivant dans la tradition de la pensée de la société, il voit dans le narcissisme contemporain, dans cette plasticité molle qui régit les rapports humains, une victoire de l'individu, un nouveau pas en avant dans la longue marche des sociétés occidentales vers la démocratie.

La société technologique, par la délocalisation sociale qu'elle entraîne, la multiplication des choix et des comportements qu'elle autorise, permet à l'individu d'échapper aux pressions des institutions, aux diktats des idéologies. Par-delà les déconforts d'une société plurielle, décentralisée, banalisée, l'homme retrouve finalement plus de liberté. Ce monde élargi — que Gilles Lipovetsky, après d'autres, qualifie de « postmoderne », dans la mesure où il refuse la croyance en la vertu du progrès moderniste — est plus humain et plus démocratique que celui qui prétendait imposer ses valeurs, ses codes sociaux et ses valeurs morales.

Avec son optimisme débridé, son amorosisme, sa déraison hyperboliciste, le penseur de la nouvelle génération s'est éloigné du désarroi qui habite l'humanisme progressiste de l'antienne école. Leurs univers intellectuels ont divergé. Des années-lumière séparent les deux générations.

FREDERIC GAUSSEN.  
\* DE LA MODERNITE, de Jean Chesneau. La Découverte-Maspero, « Cahiers libres » 379, 269 p., 79 F.  
\* L'ERE DU VIDE. ESSAIS SUR L'INDIVIDUALISME CONTEMPORAIN, par Gilles Lipovetsky. Calmann-Lévy, collection « Les Essais », 247 p., 85 F.

(1) Jean Chesneau a publié notamment : Mouvement ouvrier chinois de 1919 à 1927 ; le Vietnam, étude politique et d'histoire ; Une lecture politique de Jules Verne ; le passé faisons table rase ; Promesses sur le Larzac ; le P.C.F. un art de vivre.

## Ces prodigieuses dames anglaises...

ON n'en finit jamais de découvrir ces prodigieuses romancières anglaises (voir déjà « Le Monde des livres » du 28 janvier 1983). En effet, on sait trop peu de choses en France sur ces écrivaines femmes, d'une diversité et d'une vitalité étonnantes, qui occupent une place de premier plan dans la littérature britannique (on lira avec profit à ce sujet le numéro du Magazine littéraire d'octobre 1981, qui leur est consacré).

Jane Austen, George Eliot, les sœurs Brontë, Virginia Woolf et Ivy Compton-Burnett, mais aussi les plus jeunes, Iris Murdoch, Eryl Bainbridge, Margaret Drabble, Angela Carter, Eva Figs, tant d'autres.

On leur a fait fête, on les a oubliées, on les redécouvre avec le même plaisir et le même étonnement : chez elles, le terrifiant, le scabreux, la folie, ne sont jamais très loin sous l'apparence bien élevée. Elles écrivent comme elles respirent, sans mensonge, cherchant profondément à comprendre l'autre et soi-même.

Sans chercher à faire du féminisme, à rester confinées dans le ghetto de ce qu'on appelle l'imagination féminine, Rosamond Lehmann, aujourd'hui octogénaire, que la jeunesse actuelle lit grâce à des rééditions en France et en Angleterre, nous a reçues. (« Que pensez-vous de la nouvelle vague en France ? nous demande-t-elle. Nathalie Sarraute ?... ») Elle continue à être une étonnante lectrice, attentive à tout.

L'Age d'homme, qui publie Mère et fils, cet automne, annonce neuf autres titres d'Ivy Compton-Burnett. Christian Bourgois réédite Elizabeth Bowen, lance une inconnue célèbre, Clemence Dane (Légende, Régiment de femmes). Flammarion nous fait découvrir May Sinclair, et aussi Carolyn Blackwood, la femme du poète Robert Lowell.

Mais qu'y a-t-il donc chez les Anglaises qui les prédispose au roman ?...

Visite à ROSAMOND LEHMANN

### « Je suis une survivante... »

LONDRES, dans le quartier de Kensington. Une petite maison, tout au fond de ce qu'on appelle « Grove », une rue plantée d'arbres, un bosquet. La ville est derrière la rue, à deux pas, avec ses grèves de mineurs et ses banderoles (« Le socialisme, c'est la liberté »), ses embouteillages de « cabs », son exposition d'avant-garde russe de la collection George Costaki — qui aura été présentée dans la plupart des capitales du monde, mais pas à Paris.

Au coup de sonnette, elle vient ouvrir, presque étonnée qu'on se souvienne encore d'elle plus d'un demi-siècle après Poussière, qu'on traverse la Manche pour la rencontrer, alors que ses contemporains ont plutôt tendance à l'oublier. « Rosamond Lehmann ? Elle vit encore ? », interrogent, crissant ceux qui l'ont vue, avant la guerre. Cela ne la peine pas vraiment, elle s'est habituée à la mort, elle la fréquente assiduellement, elle l'attend même. Sa vie s'est mise en attente, en route libre, depuis vingt-cinq ans, depuis que sa fille Sally est morte, très loin dans l'île de Java, jeune mariée éblouissante de vingt-quatre ans, enlevée en un éclair. Elle qui avait toujours été athée, dans une famille agnostique, elle s'est lancée à corps perdu dans des expériences spirituelles, la parapsychologie. « Je crois que les morts survivent. Je ne le crois pas, je le sais, dit-elle calmement au cours de l'après-midi. Avez-vous lu Jung ? C'est ma bible. Il est le grand découvreur de l'humanité du vingtième siècle. »

\* C'était très osé à l'époque... »

Rosamond Lehmann... Elle a été une des romancières anglaises les plus célèbres depuis la fin des années 20 jusqu'à l'immédiat après-guerre. Elle était l'auteur de Poussière, un roman — son premier — qu'elle avait publié à l'âge de vingt-cinq ans et qui eut plus d'un million d'exemplaires dans le monde. Un beau livre plein de rêve et de nostalgie, sur le passage à l'âge adulte, sur l'apprentissage de la vie (édité en deux collections de poche françaises différentes, cet ex-bestseller est aujourd'hui introuvable dans les librairies). Poussière lui valut la gloire, l'estime de E.M. Forster, l'auteur de la Route des Indes. Un succès si rapide qu'elle semble presque le regretter.

« Les grands critiques m'ont considérée avec un air supérieur, se souvient-elle, et ont pensé que cette fille avait fait son autobiographie et n'écrivait jamais rien d'autre. Mais ce n'était pas mon autobiographie ! J'ai reçu un courrier formidable, beaucoup de jeunes femmes et de jeunes filles m'ont écrit, et aussi des lettres de famille, très choquées par les relations de Judith et de Jennifer. C'était très osé à l'époque ; ça ne l'est plus. (Elle sourit, se renforce dans son fauteuil près de la fenêtre, dans cette maison pleine de livres qui, manifestement, ont été lus et relus.)

En 1929, le roman a paru en France. D'après Annette, est devenu Poussière, ce qui n'était pas un bon titre. Il y eut une merveilleuse traduction de Jean Valéry, qui était une femme charmante, Mme Leveau. Je suis venue en France, j'ai rencontré ma traductrice et Gabriel Marcel, qui dirigeait la collection « Feux croisés » chez Plon, j'ai rencontré Gide, et Cocteau, et Colette. On a beaucoup parlé dans la presse de moi, de cette jeune femme qui bravait la ligne Albion.

Et vous étiez jeune, aristocratique, très belle.

Oui. Je dis oui, parce que c'était vrai.

Aujourd'hui, à quatre-vingt-deux ans passés, elle a gardé ces yeux sombres, étirés, à la fois rêveurs et malicieux, constamment attentifs à l'interlocuteur qui la questionne, à l'hôte. « Et vous, qu'avez-vous pensé du Jour enseveli ? Etiez-vous choquée par Poussière ?... » Sans cesse,

elle s'intéresse à vous, vous interroge sur vous-même, et en français parfois, comme si c'était une forme de courtoisie.

C'est vrai qu'elle a dû être éblouissante, cette fille d'un membre du Parlement (« libéral », tient-elle à préciser) et d'une Américaine de Boston. Une grande famille de gens cultivés ; elle a toujours été entourée de livres, de musique et de peinture. Le grand-père, qui était de Hambourg, avait émigré en Écosse, à Edimbourg, autour de 1830, et était l'ami de George Eliot, de Charles Dickens, de Robert Browning. Son grand-oncle, Henri Lehmann (1814-1882), qui était peintre, vint à Paris et eut son heure de gloire.

Portraitiste, décorateur, élève d'Ingres, Henri Lehmann fut l'ami de Liszt et de Marie d'Agoult, dont il a laissé des portraits... On lui doit aussi la décoration de l'église Saint-Louis-en-l'Île de Sainte-Clotilde, de Saint-Merri, du Sénat... Et une exposition de ses œuvres vient justement de s'achever au musée Carnavalet, début septembre. Rosamond Lehmann montre le catalogue. « Je ne suis pas allée à Paris. Je ne voyage plus maintenant, dit-elle. Je suis arrivée grand-mère, j'ai cinq petits-enfants, deux arrière-petits-enfants. Et quand ils découvrent mes livres, ils s'étonnent de ce qu'a écrit leur aïeule... »

Mon frère John Lehmann, qui est plus jeune que moi, poursuit-elle, est écrivain, poète, éditeur. Ma sœur Beatrix, qui était une actrice célèbre, est morte il y a deux ans. Elle a vécu dans un monde de culture et de prospérité, profondément imprégnée des traditions anglaises, mais sans vraiment se soucier des conventions (« un monde effroyablement upperclass » — de la haute, — lui aurait-il reproché un jour Anthony Burgess).

Nous n'allions pas à l'école, nous avons reçu une éducation à la maison. J'ai parlé français depuis l'âge de cinq ans, avec un gouvernant, et l'on me dit que j'ai l'accent belge (elle sourit). A dix-sept ans, je suis allée à Cambridge. Je me suis mariée. C'était une triste erreur, j'étais très malheureuse, et j'ai commencé à écrire Poussière. Depuis, je n'ai plus cessé d'écrire. Le livre a été accepté immédiatement par un éditeur. C'était un rêve, vous savez, un succès fantastique. J'avais trouvé ce qui préoccupait les gens à cette époque. »

\* Mais je n'ai jamais reçu une seule lettre personnelle de mon éditeur français ; seulement le contrat. Et rien depuis. C'est peut-être l'habitude des éditeurs français », conclut-elle, malicieuse, mélancolique.

### « Le drame intime des relations humaines »

Elle est très satisfaite que Christian Bourgois ait réédité des titres mal connus, mais auxquels elle tient. « En France, on ne me parle que de Poussière. Pourquoi ? » Romancière du souvenir, de la nostalgie, du temps qui passe, elle met au jour des secrets de femmes, de jeunes filles, d'hommes aussi, avec une cruauté douce et lucide à propos de bonheurs fragiles et de destins manqués. Toute son œuvre est une plongée dans la vie intérieure des gens, ce qu'Edmond Jaloux appelait dans un bel article sur la littérature anglaise « les plus grandes expériences de l'âme, de la douleur et de la vie ».

C'est bien cela, acquiesce-t-elle, le drame intime des relations humaines.

Est-elle féministe ? « Non, répond-elle. Nous sommes des voisines. Mais les féministes m'apparaissent comme des sortes de gens qui mènent une croisade anti-hommes. Moi, j'essaie seulement de raconter la vérité telle qu'elle est, et je ne suis pas sûre que la cause féministe soit bonne pour les femmes. Peut-être que je me trompe, mais tout cela me semble tellement dépourvu d'humour. Y a-t-il beaucoup de féministes en France ? » (Sur une table, près d'elle, en haut d'une pile, le dernier livre de Benoît Groult ; elle ne l'a pas encore lu.)

Grâce à Virago Press, une maison d'édition féminine qui fait un remarquable travail, tous ses livres (à part Intempéries, chez Penguin) ont été réédités. « C'était pour moi une sorte de résurrection », dit-elle.

Elle n'a jamais cessé d'attacher une importance capitale à la traduction. Elle-même a traduit les Enfants terribles, de Cocteau, Geneviève, de Jacques Lemarchand.

Est-il encore critique de théâtre ? demande-t-elle. — Il est mort. — Ah ! (Elle rit doucement.) Je suis une sorte de survivante.

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLE ZAND.

(Lire la suite page 20)

## le feuilleton

### « RICHE ET LÉGÈRE », de Florence Delay « PARIS-PLAGE », de Brigitte Favresse

## Giralduciennes

VOICI un bain d'intelligence, la bonne, celle qui profite au cœur. On en sort avide de mieux savoir et dire, comme l'auteur, ce que toute rencontre a d'unique, de tremblé.

Ce qui se passe dans Riche et légère ? Rien qui se raconte. Des étres et des états d'âme sont tirés de leur flou, puis y retombent. Les personnages n'ont d'autres besoins que de démailler leurs complications, ou de s'y enfoncer. Sophistication de luxe ? Absolument ! Comme chez les princesses raciniennes et dans les cours d'amour. On ne raffine jamais assez sur les sentiments. Laisser cela aux riches, ce serait leur abandonner le meilleur de leurs privilèges et condamner les simples aux fadeurs de la limpidité.

Lucie parle de ses proches, tout en nuances, du dedans. On sait peu de chose d'elle, au sens où les romans disent : elle était fille de banquier et châtaine. Elle est « agent », croit-on, c'est-à-dire qu'elle approche les artistes, sans en être. Elle est en vacances. Son cœur, aussi, souffre. C'est de son être profond qu'il s'agit, sous les péripéties de palaces. Si son tournant pouvait se résumer en une phrase, il n'y aurait pas de livre. En fermant le roman, on ne la connaît toujours pas. Mais on a eu du bonheur à l'approcher à travers ses notations aléatoires, contradictoires, frissonnantes. Qui sait si Lucie n'est pas curieuse des autres pour se cacher qu'ils l'indiffèrent, si elle ne les aime pas opaques, exprès, parce que les apparences voulues renseignent mieux que des aveux en bonne et due forme ?

C'EST l'été, le temps d'un été, autour de Malaga puis à Porquerolles. Les lieux sont de ceux qui obligent les hôtes à psychologiser, à chasser l'essentiel sous le frivole, à fomentier de la crise pour la crise. Passe-temps menacé de fausse suavité, car il réclame des virtuoses de l'intensité et du verbe.

par Bertrand Poirot-Delpech

Lucie est une « pro », dans ce domaine. Elle ne fréquente que des mystérieux haut de gamme, conquérants sans terre, glorieux sans biographie, pour qui un instant réussi vaut une carrière et la séduction d'un soir, toutes les constances zélées.

Parmi les portraits dont le livre forme galerie, citons un vieux docteur riche de ce qu'il ne s'est pas abaissé à devenir, un de ces causeurs avec qui, dit-on à leur mort, une époque se clôt ; une petite Anglaise attachée à déchiffrer cette richesse comme on sonde une œuvre ; un banquier catholique qu'une jalousie perverse aide à se croire moins banal qu'il n'est ; de cousins dignes d'être des frères, des demi-cousins avec qui il fait bon goûter, des mères mariées tard et follement, des amants après de qui s'assurer qu'on sait encore éprouver le manque, tellement plus intéressant que la complétude. Indio, qui regarde si bien par les fenêtres ; Inigo Jones, avec sa petite flaque de souffrance dans son regard clair comme une goutte d'eau dessinée par un enfant...

LES corridors aspergés en coin de tableau font pendant à ces approches perplexes, à cette connaissance par l'esquive et la colère, à ce culte des débuts dont l'aboutissement importe peu. Au fond, si Lucie préfère le subreptice et la fragilité, ces échanges chastes et brûlants par la fente des yeux, c'est qu'elle en a assez de l'obligation, à quoi condamner trop d'après, de choisir au lieu d'être choisie, de ne jamais se fondre dans autrui, et de rompre la première.

Si Lucie a tant de goût à scruter, chez les autres, les points incandescents de vérité, à camper dans leur passé, à changer ses besoins d'absence et ses envies de pureté en intuitions brutales, à paraître conduire chacun vers son destin, c'est qu'elle n'est pas sûre d'aimer, ni de savoir. (Au fait, comment dit-on à vouloir aimer ? en espagnol, puisqu'un seul verbe vaut pour les deux actions ?) Lucie l'hispanisante erre du côté de cette énigme grammaticale, et elle ne s'en trouve pas si mal. Rien de plus violent, retors et fier que le désir de puissance né de l'impuissance à désirer. Une certaine Dorotea voit juste : Lucie « juge les autres indignes d'une passion qu'elle n'éprouve pas pour eux et qui, au centre d'elle-même, attend le déluge ».

F AUTRE de cette subversion aussi redoutée qu'espérée, son attention s'aiguise, et son art de dire tend au cristal. Lucie aime comme personne le mystère des gens, leurs moments cruciaux. Elle y met parfois un excès de recherche, une pointe de gongorisme. Mais c'est sûrement volontaire, comme tout ce qu'elle fait ; et l'observation crue ne tarde jamais à casser la tentation de la pure analyse. Ainsi d'une scène de ragolement au bois de Boulogne, d'un flirt sur une plage, d'un concert romain de cloches et de flûte, d'une description de la lumière telle qu'elle s'abat sur les ponts de bateau, sans ombre, sans angle...

Florence Delay n'a jamais trouvé un emploi si juste et étincelant à son intelligence sans faille, à son art giralducien de la notation à la fois moraliste et imagée. Bonheur de la nuance, bonheur d'expression ; bonheurs contagieux...

(Lire la suite page 21)

Manz'ie

Ses mots dérapent, cognent, surprennent, mettent au jour l'inavouable. Ils grincent, éblouissent au moment où on l'attendait le moins, comme des fuses.

Michel Nuridsany / Le Figaro

Manouche de la parole éclatée, Manz'ie a un saxo hurleur dans le corps.

Patrice Delbourg / Les Nouvelles

Répertoire pour un piaf masculin

## HENRI COULONGES

A l'approche  
d'un soir  
du monde

"Henri Coulonges appartient à la cohorte  
aux effectifs réduits des grands romanciers."  
Jean Clémentin / LE CANARD ENCHAÎNÉ

"Une étonnante réussite. A la fois réussite  
romanesque et réussite intellectuelle."  
François Nourissier / LE FIGARO MAGAZINE

"Encore un personnage difficilement oubliable  
que trace là Henri Coulonges."  
Françoise Xénakis / LE MATIN

"Henri Coulonges a le mérite de nous apporter  
l'euphorie des grands espaces et des vies héroïques."  
Pierre Sipriot / LE FIGARO

512 pages, 89 F

par l'auteur de  
"L'ADIEU À LA FEMME SAUVAGE"

Stock

## Henri-François Rey



## Le Sacre de la putain

roman

"Un roman flamboyant, excessif et somptueux."

Jean-Pierre Enard / V.S.D.

"Flamboyance, goût du baroque, sens des personnages  
démoués et pathétiques."

Françoise Xénakis / Le Matin

"Un opéra, un drame réaliste, une comédie à l'italienne."

Olivier Maurais / Le Quotidien de Paris

"Un opéra somptueux, un livre un peu fou, un exploit  
de maestro du roman."

Jean-Jacques Brochier / Le Magazine Littéraire



## Jean des Cars

Elisabeth  
d'Autriche  
ou la fatalité

"Jean des Cars, après cinq années  
de recherches, s'est attaché à  
faire revivre Sissi avec une minutie  
presque maniaque, tout en  
donnant à sa biographie un  
charme romanesque."

ROLAND JACCARD "LE MONDE"

"Au-delà des révélations et des  
inédits que contient ce livre, ce qui  
importe le plus, c'est d'y retrouver,  
intact, présent, le rayonnant  
pouvoir de séduction de Sissi en  
des pages éblouissantes."

JEAN CHALON "LE FIGARO"

"Le fruit de cinq ans de recherches  
où le journaliste a donné la main à  
l'historien, et qui apporte maintes  
révélations sur un personnage  
statufié par le mythe."

PIERRE PRIER "LE JOURNAL DU DIMANCHE"

Perrin

## la vie littéraire

La passion judiciaire  
d'Émile Zola

La garde des sceaux, M. Robert Badinter, et le ministre de l'Agriculture, M. Michel Rocard, ont participé, dimanche 2 octobre au pèlerinage annuel Émile-Zola à Médan (Yvelines), qui a rassemblé quelque six cents personnes. Cette manifestation, organisée par la société littéraire des Amis d'Émile Zola — on célébrait cette année le quatre-vingt-unième anniversaire de sa mort — réunit chaque année de nombreuses personnalités politiques et littéraires pour une journée de réflexion sur l'œuvre de l'écrivain.

M. Rocard a évoqué un Zola moderne et économe. M. Badinter s'est, lui, attaché à décrire « la passion judiciaire d'Émile Zola », son long combat pour les libertés. « De l'entreprise qu'il a conduite au service de la vérité et de la justice, a notamment déclaré le garde des sceaux, il n'aura éprouvé que les larmes, les blessures, jamais la victoire, seulement le combat qui, à travers des obstacles successifs, s'est écrit dans la vie du romancier. Libérateur de la vérité, il est mort sur la route de la libération. Sans doute, sans lui, la justice aurait fini par l'emporter. Mais sans lui, assurément, sa victoire n'aurait pas revêtu le même éclat, la même force, qui fait que d'âge en âge, à chaque fois que se lève l'injustice, des hommes se dressent pour la combattre en se souvenant de Zola. »

## Démystifications !

Dans « Le Monde des livres » du 30 septembre, l'article de Jacqueline Piatier qui analysait un roman de Frédéric Tristan, les Égarés (Baland) avait été titré *Frédéric Tristan mystificateur* et mystique. Le titre, en soi, n'est pas étonnant, ne formule qu'une appréciation d'ordre littéraire. Rattée sans doute puisqu'elle couronnait un article en première page de notre supplément. Mais il a suscité ces commentaires de Frédéric Tristan :

« Cervantes était-il don Quichotte ? Goethe a-t-il été tenté par le suicide et l'occultisme ?

Shakespeare peut-il être accusé de récidive ? Telles sont les intéressantes questions que le lecteur pouvait se poser en lisant ce titre : « Frédéric Tristan mystificateur et mystique. »

« Serait-ce que ledit Tristan est une manière de Raspoutine mâtiné de Cagliostro ? Et encore sur-tout la chance que l'on confondit son identité et celle de Voltaire, qui, dans son roman les Égarés, commence en disant : Jean et finit en disant : Antoine ! Car si l'on avait choisi son double, Cyrille, le titre aurait été : F.T. rond de cuir et athée, ou l'énigmatique Margaret : F.T. prostitué et fasciste... » Quelle foudre serait tombée si l'aventure était advenue à Elle Wiesse !

« En fait, tout écrivain se situe entre le « Madame Bovary, c'est moi » et le « Je suis un mensonge qui dit la vérité », non pas mystificateur, certes, mais démystificateur parce qu'il débusque les idées reçues, les images convenues, les valeurs surannées ; et dans le même temps il est un « mystificateur » parce qu'il recrée l'enjeu dans un jeu différent dont il s'agit de honnêtement le caractère à la fois séducteur et nécessaire. Un exemple de cette honnêteté (et de cette pudeur) : Borges. Quant aux mystiques, ils brûlent ou on les brûle... Vite ! Fermons le ban. »

« La Quinzaine littéraire »  
continue

La Quinzaine littéraire continue. En effet, plusieurs dizaines de lecteurs ont répondu à l'appel de Maurice Nadeau et se sont portés acquiescements des parts disponibles de la société éditrice, la Solis. L'un des actionnaires, Armando Verdigione, avait mis en demeure la Solis de racheter sa participation (200 000 F). Devant l'incapacité de la Solis, Armando Verdigione, on le sait (« Le Monde des livres » du 30 septembre), avait demandé la dissolution de la société au Tribunal de commerce.

A la suite de notre information, Armando Verdigione nous a adressé un long texte, dans

lequel il écrit notamment : « C'est Spirales qui a une participation dans la Quinzaine et non pas moi. Dans Spirales, je suis le président honoraire, même pas le conseiller délégué (...). Les associés de Spirales sont des jeunes intellectuels qui ont investi leur épargne dans Spirales et ont accepté de collaborer avec la Quinzaine dans des conditions précises (...). Ces conditions n'ont eu aucune suite (...). Spirales, comme d'autres revues culturelles en Europe occidentale, est menacée dans son existence : c'est pourquoi elle vend la participation d'actions qu'elle a dans la Quinzaine. Je fais de mon mieux pour que Spirales et la Quinzaine, ces deux revues auxquelles j'attache un très grand prix, puissent vivre et non pas survivre, absoudre et non pas se dissoudre. »

Maurice Nadeau assure, de son côté, que les conditions auxquelles fait allusion Armando Verdigione ont été respectées pour ce qui le concerne.

## Nestor Burma surréaliste

Les éditions de la Butte aux Cailloux republient les Poèmes surréalistes de Léo Malet. Le père de Nestor Burma les écrivit de 1930 à 1945. Il y mêlait l'esprit boulevardier, le souci d'enquêter sur la vie, les rêveries les plus extravagantes, et les coups de revolver de l'humour.

Léo Malet a enrichi la présente édition de quatre poèmes datant de 1983. Voici un extrait de *Trois roses éparpillées* :

Fille à l'imper  
rouge  
rouge l'impérieuse  
les hauts talons de tes chaus-  
sures  
sont des baguettes magiques  
tes jambes croisées haut  
dans une écume de nylon  
posent l'X des interrogations.

Tout cela, avec les compliments de Nestor Burma... (éd. de la Butte aux Cailloux, 158 p. avec une bibliographie).

## vient de paraître

## Récits

ELAISE CENDRARS : *Don Yack, le plan de l'Aigüille et les Confessions de Don Yack*. — Rédaction de deux ouvrages parus en 1927 et 1929 dans lesquels Cendrars raconte les péripéties étonnantes d'un aventurier ainsi que la démarche spirituelle de son fabuleux héros. (Denot, 204 p., 65 F et 168 p., 58 F.)

## Lettres étrangères

HENRY JAMES : *Owen Wingrave*. — Une anthologie de nouvelles fantastiques éditée par Jacques Fissac. (Nouvelles Éditions Oswald, 188 p., 29 F.)

## Poésie

FRANÇOIS COMBES : *Les Plus Beaux Poèmes pour la paix*. — Une anthologie de poèmes réunis en hommage à la paix en 1927 et 1929 dans lesquels Cendrars raconte les péripéties étonnantes d'un aventurier ainsi que la démarche spirituelle de son fabuleux héros. (Denot, 204 p., 65 F et 168 p., 58 F.)

JEAN RISTAT : *Tombes de Monsieur Aragon*. — Un recueil de deux longs poèmes, *Le Feu*, *Le Glacé*, composés en hommage à Aragon. (Gallimard, 28 p., 38 F.)

## Texte

HELENE CIXOUS : *Le Livre de Prométhée*. — Un recueil de textes de deux créatures qui se vouent à aimer comme au temps des légendes ou des quêtes épiques. Par l'auteur de *Dehors*, prix Médias 1969. (Gallimard, 250 p., 80 F.)

## Critique littéraire

MAURICE MÉNARD : *Bolzac et le complot*. — Une anthologie de textes de deux créatures qui se vouent à aimer comme au temps des légendes ou des quêtes épiques. Par l'auteur de *Dehors*, prix Médias 1969. (Gallimard, 250 p., 80 F.)

## Recueil

MORVAN LEBESQUE : *Chroniques bretonnes*. — Les dernières chroniques (1968-1969) du célèbre moraliste du *Canard enchaîné*, mort il y a treize ans, publiées dans le *Peuple breton*, et qui contribuent à la réconciliation des idées bretonnes avec la panache des idées bretonnes. (Éditions Breizh, Kerguelin, 29231 Taulé, 70 p., 45 F.)

## Souvenirs

ANDRÉ ROUSSIN : *Aideux gris et habit vert*. — Après la *Botte à couleurs*, voici le second livre de souvenirs d'André Roussin. L'auteur narre les étapes de sa carrière théâtrale, de Marseille à l'Académie française. (Albin Michel, 280 p., 69 F.)

## Philosophie

YVES MICHAUD : *Hume et la fin de la philosophie*. — À travers l'étude des divers aspects de la pensée théorique de Hume, l'auteur « cherche à dégager l'étrangeté et la nouveauté d'une œuvre qui n'a pas cessé d'en finir avec la philosophie ». (PUF, 288 pages, 190 F.)

## Correspondance

HECTOR BERLIOZ : *Correspondance générale, tome IV (1851-1855)*. — La quatrième volume couvre un peu plus de quatre ans, tourne autour de la cin-

quantaine du compositeur et collabore avec les débats du Second Empire. Berlin, durant cette période, connaît enfin son premier grand succès et une vie familiale épanouie avec la mort de sa femme, puis son mariage avec son épouse par Pierre Giron, Yves Castel et Hugh J. Mac Donald (Flammarion, 792 pages).

## Histoire

PAUL GUICHONNET : *Histoire de l'union de la Savoie à la France et ses dossiers secrets*. — L'analyse du processus qui devait conduire à l'annexion de la Savoie par la France et à des ligues féodales avec l'Italie. (Flammarion, 42120 Le Coteau, Rouanne, 356 p.)

HERVÉ LE COFF : *Les Grands Travaux de l'histoire*. — Du *Journal d'Anne Frank* à l'attitude belléphone de l'histoire (Albin Michel, Universelle). Ces deux prix sont dotés d'un montant de 20 000 F.

## en poche

## Un «tombeau» de Freud

VOICI, accessibles à tous, une biographie de Freud et l'histoire de la naissance d'une «nouvelle mythologie», la psychanalyse, qui est aussi une science et une thérapie. Roland Jaccard, qui donne un essai sur la folie à la collection «Que sais-je ?», a un faible pour l'apophore. Sachant faire court, adversaire de la prose absconse qui monde le marché, il propose plus qu'une introduction à Freud et à ses idées : un bref et élégant retour aux origines de «l'ère du soupçon».

Freud enfant, puis étudiant, amoureux, médecin et leader, Jaccard, historien économe, le replace dans son temps. En quelques scènes, il condense les étapes de sa carrière, ses amitiés, les crises et les découvertes. Par exemple, s'il raconte les dernières promenades avec Lou, chauve et vieillie (automne 1928), c'est pour montrer Freud, déjà touché par le cancer, sans illusions, attendant le trépas et l'exil.

Le freudisme, Jaccard n'en esquive aucun des aspects. Il consacre plusieurs pages au cas d'Anna O., et à son traitement par Breuer, analyse le rôle de Fliess, l'influence de Schitzler, l'arrivée avec Jung. Sur le nouveau rôle du psychiatre défini par Freud, sa morale sexuelle, sa prédilection pour la mort, Jaccard, lumineusement, dit l'essentiel. Il aborde les points les plus ardue de la doctrine, comme la «réaction thérapeutique négative», pour élever un «tombeau» de Freud où les couleurs du deuil finissent par tout recouvrir... et tout magnifier.

RAPHAËL SORIN.

\* FREUD, de Roland Jaccard. Presses universitaires de France, collection «Que sais-je ?», 128 p., 20 F.

● EN 1800, UN MOUSQUETAIRE FRANÇAIS, Jacques Margeret, prend du service chez le tsar Boris Godounov. Dès 1801, famine, choléra, jacqueries, désastres militaires s'abattent sur la Russie. Boris Godounov exerce une terreur polémique contre toutes les grandes familles qu'il accuse de comploter contre lui. Puis un faux prétendant à la succession du légendaire Ivan le Terrible s'oppose à Boris Godounov... Le capitaine Margeret participe à ces terribles événements qu'il relatera dans ses *Mémoires*, qui constituent un document passionnant et foisonnant d'anecdotes. Sous le titre *Un mousquetaire à Moscou*, cette relation est rééditée par «la Découverte/Maspero», avec introduction, notes et bibliographie d'Alexandre Benigne.

● L'OUVRAGE DE MARTIN HEIDEGGER, *le Principe de raison*, qui a apporté une contribution décisive au problème de la raison, question majeure de la philosophie, est réédité dans la collection «Tel/Gallimard», dans la traduction de l'allemand d'André Prêtre et avec une préface de Jean Beaufort.

● A LA FIN DE 1974, LES TÉLÉSPECTATEURS des trois chaînes virent, au cours d'une soirée sous le signe du programme minimum, l'émission réalisée par Daniel Karlin sur l'école orthographe de Chicago animée par Bruno Bettelheim, spécialiste des thérapies d'enfants autistes. Les propos tenus dans cette émission chaleureuse et vivante, *Un autre regard sur la folie*, ont fait l'objet d'un livre réédité dans la collection «Pluriel», avec une préface de Bruno Bettelheim et des compléments de Daniel Karlin.

● LA QUATRIÈME BOURSE GONCOURT DE LA BIOGRAPHIE, parrainée par la Ville de Nancy, a été attribuée à *Château de Villerupt* pour son ouvrage, *Madame de Staël* (Paris). L'écrivain recevra ainsi 25 000 F de la Ville de Nancy.

● L'ACTION CULTURELLE fera l'objet d'une réflexion au cours de rencontres organisées les 15 et 16 octobre à la Maison de la culture de Berger (Paris). Les participants seront : Jean-Claude Passerat et Genevieve Pajot.

● LE CABINET DE LECTURE, animé par des intellectuels de différentes disciplines désireux de discuter, avec un large public, des textes qui font à l'écrit de la mode, l'actualité théorique, reprend ses activités au mercredi de chaque semaine, à 18 h 30, à la salle d'actualité du Centre Pompidou. Voici le programme des prochaines rencontres :

— «Le cerveau et la pensée» à propos du livre de Jean-Pierre Changeux, *L'Homme neuronal* (Fayard). Débat animé par Dominique Lecourt et Alain Pichard, avec la participation de l'auteur (12 octobre).

— «Boulevard privé, espace public», à propos des livres d'Albert Hirschman, *Boulevard privé, actions publiques* (Fayard), de Claude Nicias, *La ville publique en France* (Gallimard), et de Claude Nicias, *La ville publique en France* (Gallimard). Débat animé par Pierre Hirschman avec Michèle Perrot et Jacques Jellard (16 novembre).

— «Existe-t-il un paganisme ?» à propos du livre de Marc Angé, *Général du paganisme* (Gallimard). Débat animé par Nicole Loraux avec Marcel Detienne (14 décembre).

● LE MINISTRE DES AFFAIRES INTER-GOUVERNEMENTALES DU QUÉBEC communique 325 000 F cette année à la promotion du livre québécois en France. Les huit millions d'édition québécoises qui se partageront cette somme devront conclure un accord avec une maison de distribution française, et devront financer elles-mêmes la moitié au moins du coût total du projet soumis. Ce programme est le pendant budgétaire du programme français de promotion du livre scientifique au Québec.

● LA REVUE DE CRÉATION POÉTIQUE «LE TEMPS PARALLÈLE» dirigée par Pierre Portet (Le Fan, 13810 Eyglar, Toulon, 90) 95-96-98) publie notamment dans son dernier numéro (25 F) des poèmes inédits d'Enguise Montale, en hommage au prix Nobel italien mort en 1981.

Notons que l'équipe de la revue a chargé ses activités à la publication de livres en créant une maison d'édition (Le Temps parallèle-Édition, 7, rue Elzévir, 93470 Saint-Maximin), dirigée par Jean Siccardi. Constitué en association régie par la loi de 1901, cette maison édite des œuvres de création (poésie, théâtre, récit, nouvelle et essai). Figurent déjà son catalogue des recueils poétiques de Frédéric Dubois, Claude Moya, Jean Avon, Pierre Portet et Jean Siccardi, un roman d'Alain Besson, un récit de Michel Dubois et des pièces de théâtre de Gérard Blaz et de Jean-Pierre Clément, etc.

10/10 10/10 10/10

## Au fil des lectures

## Romans

## Avoir vingt ans en 1940

Les conflits changent, les problèmes humains demeurent : où est le bon choix, comment survivre aux tourments des sentiments essentiels, quel est le bilan positif d'après, opposé, vers lequel on s'est orienté avec la même exigence du bien et de la patrie ? Dans cet *Avant-guerre*, largement déformé sur le « pendant » et l'« après », des jeunes gens du même âge et de formation à peu près équivalente vont être révélés à eux-mêmes par la poussée des événements, se meurtrir les uns les autres, se retrouver pour se perdre.

La seule faiblesse de Jean-Marie Rouart est de recourir quatre sur cinq de ses personnages principaux dans une toute petite fraction de la société où l'on n'a de soucis ni de travail ni d'argent. Pierre Lenhart, excepté, dont le père est poète, tous sont des privilégiés de la fortune, ou, quand elle s'est effritée, d'un nom qui ouvre les portes. Leur préoccupation majeure, même au milieu de l'engagement le plus rude, reste « les femmes », ce qui les rend plus « hommes » mais fausse un peu la démonstration. L'ambition l'a toujours emporté sur l'amour (à plus forte raison sur la bagatelle), et l'action de même. Sinon, on est en plein romantisme, tout le contraire des années 30 et 40, dont, par ailleurs, Rouart rend bien les courants divergents, les tentations intellectuelles contradictoires, la girouette politique affolée et, après la fallacieuse douceur de vivre, l'explosion.

Faut-il absolument souligner qu'il s'agit là d'un roman à clés, traversé par quelques ombres : Pierre Lenhart, Bert, Emmanuel d'Assier de La Vignière, d'autres encore, moins faciles à dépeindre ? Ce serait réduire au romanier l'accent même de sa voix. A travers les destins qu'il entrecroise et dont chacun est une surprise pour celui qui le forge ou qui le subit, devant ces chemins qui tous ont leur justification, Rouart s'interroge. Qu'aurait-il fait dans ces circonstances troubles, si j'avais eu vingt ans en 1940 ? Comment aurais-je réagi, évolué ?

Comme Lenhart, nourri de l'action française, fasciné par Doris, devenu secrétaire d'état à l'indépendance sous Vichy, puis, au double jeu qu'il mène, débarquant à Alger, le peloton d'exécution au bout de l'aventure, règlement « du bien qu'il avait fait ou du mal qu'il n'avait pas empêché » ?

Comme Eric de Spém, disciple des mêmes maîtres, et qui plonge dans le communisme ? Comme Roland de Neuville, si peu armé pour la bagarre, passé de l'engagement dans la Résistance, gaillarde du bout des lèvres, rêvant d'une France « républicaine », et finalement déçu ? Comme Xavier Forquet, parti pour s'engager dans la L.V.F., et qui se retrouve combattant des Forces françaises libres ? Comme Roger Lanché, diplomate traversant l'époque sans dommage, en faisant le gros dos ? Ou comme Weissenberg, joueur s'il en fut, prêt à écrire un livre, *Contre les juifs*, lorsqu'il est transformé par le suicide de son parent, et, prenant conscience de ses « différences », prêt à l'engagement sioniste ?

Il n'y a pas de réponses à des questions qu'il est bonhôte de se poser aujourd'hui, mais qui se résolvait, à l'époque, de manière abrupte, par les détours du cœur, ceux de la pensée, des intérêts, ou tout simplement et cruellement parfois par l'incompréhensible *fatum*. De ces déchirements, Jean-Marie Rouart tire une œuvre d'élégance, riche de réflexion et rythmée, en sourdine, par l'ambiguïté.

G. GUTARD-AUVISTE.

\* AVANT-GUERRE, de Jean-Marie Rouart, Grasset, 324 p., 75 F.

## Geneviève Gennari aux portes du palais

Le talent de Geneviève Gennari est varié : romancière, nouvelliste, essayiste, historienne à l'occasion, et son goût pour le fantastique est bien connu des lecteurs de *La Fugue irlandaise* ou des *Nouvelles du temps et de l'espace*. Après un essai religieux : *Dien et son ombre* (1), elle revient au roman, situant les *Portes du palais* dans le dix-neuvième siècle, le temps historique et l'irréalisme fantastique érotiquement emmêlés.

Un roman très romantique. Romantique même. « N'est-ce pas à l'inconscience qu'il faut prétendre ? N'est-ce pas l'inconscience seule qui a du prix ? » s'écrit le héros, racontant son histoire lorsque Cordola est morte. Cordola son amour, une idole qu'il s'est construite dès l'enfance et

qui calmement, sans le comprendre, a navigué sa vie. Est-ce déflorer l'œuvre que de prévenir le lecteur ? Le narrateur parle d'« ailleurs », devenu lui-même une ombre et le village de Beaumont, où s'est déroulé son destin, s'est depuis longtemps transformé en une cité d'insectes sans liens entre eux, sans mémoire, sans racines.

On aimera, si l'on a l'âme tendre, suivre le trajet d'une passion impossible entre le fils de la blanchisseuse et la demoiselle de château, rien d'autre qu'une bourgeoisie, mais que les barrières sociales de l'époque plaquent sur un piédestal. On peut aimer aussi ce roman pour une autre raison.

Le chaud climat qui règne dans le logis dénué de la veuve, les liens viscéraux et intelligents qui l'unissent à son fils, le bruit des sabots sur le chemin caillouteux, la rage d'appréhender chez un gamin hors du commun, son obscurité, ensuite, à grimper dans l'échelle sociale pour atteindre son rêve, l'ascension du petit paysan pauvre passé par son travail et son ambition dans le monde industriel naissant en Angleterre, puis dans le monde des affaires, tout cela, qui n'a pas été vécu par Geneviève Gennari, à quel rien, dans ses origines, ne la rattache, qui a donc été étudié « sur pièces », est devenu si vivant, si humainement, si humblement vrai, qu'on le ressent, qu'on y croit.

L'aspect « documentaire » de l'œuvre permet qu'on ne perde pas pied dans son contexte extraordinaire et que le va-et-vient entre un passé lointain, un présent vu de l'au-delà et l'aventure intermédiaire s'effectue harmonieusement.

G. G.-A.

\* LES PORTES DU PALAIS, de Geneviève Gennari, Julliard, 215 p., 60 F.

(1) Librairie académique Perrin, 1982.

## colloque

## Kafka à la Sorbonne

APRÈS la presse, le théâtre, la télévision, on attendait la contribution de l'université française à l'Année Kafka. Voilà qui est chose faite.

Le public était venu si nombreux au colloque international organisé du 26 au 28 septembre, à la Sorbonne, à l'initiative de l'Institut autrichien et de l'Institut d'études germaniques, qu'il fut impossible de transporter en catastrophe dans une autre salle.

Parmi les thèmes abordés : la fonction de l'écriture, l'environnement pragmatique, la tentation mystique, la traduction... Venues des États-Unis, Walter H. Sokel explique la technique utilisée par Kafka pour créer son fameux humour, et Joseph P. Strala propose une interprétation psychanalytique du *Médecin de campagne*. Edward Goldschmidt (Grande-Bretagne), évoque la tentative de celui qui se considérait comme « le plus juif occidental », pour rompre l'exil en récupérant le passé. A la question : « Que reste-t-il de Kafka ? », Marthe Robert répondit que l'intemporalité de son œuvre était la meilleure garantie pour sa pérennité (à noter, pour ceux qui douteraient encore, que chaque semaine paraît dans le monde un ouvrage sur Kafka).

\* LES ACTES DU COLLOQUE seront publiés, en principe, dans la revue *Études germaniques*.

## Trois « Procès »

C'EST un coup, deux nouvelles traductions du *Procès*, celles de Bernard Lortholary et de Georges-Arthur Goldschmidt font leur apparition sur le marché. Faut-il crier à la pléthore et au gaspillage ? Faut-il se réjouir, au contraire, de disposer désormais, avec la première traduction d'Alexandre Vialatte, datant de 1953, reprise depuis lors dans la collection « Folio », de trois versions françaises, d'un prix accessible, pour découvrir le célèbre roman de Kafka ?

Un traducteur est, vis-à-vis du texte original, ce qu'est un metteur en scène pour une œuvre dramatique. Pourquoi le lecteur n'aurait-il pas, dans ces conditions, le choix entre plusieurs versions d'une œuvre étrangère, alors que personne ne trouve à redire à la présence simultanée sur plusieurs scènes d'une même pièce de Molière ou de Shakespeare ?

Les difficultés commencent, à vrai dire, lorsqu'il s'agit d'établir un ordre de préférence parmi ces traductions concurrentes. Et c'est, à la fois, parce qu'on a affaire ici, dans les trois cas, à des traductions d'une qualité exceptionnelle et parce que, face à un texte d'une sagesse fonctionnelle comme celui de Kafka, le travail de création du traducteur est moins évident qu'avec un roman baroque comme le *Tambour*, de Günter Grass.

Quel choix proposer ? La version Vialatte est la plus bavardée. Un peu trop, c'est indéniable, pour le goût actuel. Celle de Goldschmidt, toute en demi-teintes, met le mieux en valeur le déchirement douloureux du principal personnage. Celle de Lortholary, la plus brutale, me paraît, tout compte fait, la plus forte. Un point de vue purement personnel.

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

\* LE PROCÈS, traduit de l'allemand par Bernard Lortholary, Grasset-Flammarion, 310 p., 20 F.

\* LE PROCÈS, traduit par Georges-Arthur Goldschmidt, Presses Pocket, 226 p., 16 F.

\* LE PROCÈS, traduit par Alexandre Vialatte, Gallimard, « Folio », 380 p., 20,50 F.

\* A L'OCCASION DU CENTIÈME ANNIVERSAIRE DE KAFKA, le Musée d'art juif de Paris organise une exposition sur le thème : « A la recherche de Franz Kafka ». Elle comportera des photos, des objets, des textes, sur l'auteur, sur Prague et sur le judaïsme tchécoslovaque. (Du 3 novembre au 18 décembre, sauf les vendredis et samedis, de 15 à 18 heures, 42, rue des Saules, 75018 Paris.)

## Paule Constant et la ville cruelle

Dans *La Mégale*, une grosse capitale africaine, on se presse aux docks, au marché, sur les trottoirs en face du Prisme. La foule des miséreux, les marchands de citrons, les lépreux de service tangent. Cela fait un désordre coloré, odorant, et triste.

Balta, le petit garçon noir, est prêt à tous les étonnements. Arrivé de son village de brousse avec un paquet de livres symboliques, il faudrait qu'il échappe au destin, à l'ignorance, à la dérive dans la ville carnivore. La mère lui a dit : va-t'en, débrouille-toi. Il faudrait connaître toutes les lettres, et c'est sans espoir. Il lui reste les rencontres, Willie, le peintre, et ses portraits magiques ; Ray Sugar, le copain à qui il doit de perdre au fur et à mesure tous les trésors arrachés à la ville : un ballon, la tendresse d'un petit gibbon beige et soyeux. Balta est trop fragile pour résister au chaos de la ville sans âme.

Lucien Ferre a débarqué le même jour à La Mégale. C'est la rentrée universitaire. Il est coopératif. L'Afrique, il ne l'avait pas rêvée comme ça : la paperasse, la poussière, les bâtiments de briques du campus, l'hostilité. Il pénètre sans arrière-pensées, sans stratégie, dans la société sournoise et codée de la faculté des lettres. Il se fait piquer en beauté par ces nouveaux colons qui aiment Sartre, les Africains-qui-sont-bien, et ne jurent que par le mûrissement culturel. Quelques perfides, une pétition, il saura vite qu'on ne veut pas de lui ici : sans mauvaise intention, sans rien faire à vrai dire, il se fait hâler de ce petit monde de complaisances veules et d'ambitions mesquines. Au premier choc, il est exilé.

Paule Constant pratique une violence masquée, insidieuse. Une langue feutrée, polie, qui met à distance. Les pièces du procès s'accumulent.

sans qu'elle s'en mêle, elle ne sort de sa réserve qu'à travers des dialogues rapides et cruels.

Quand on est poli, pour raconter des choses terribles, il ne reste que l'humour. Un humour ravageur pour éterniser le capitaine Konan, commandant de la garde présidentielle, un méchant, fasciné par sa propre image, qui se fait faire deux cent cinquante portraits retouchés, et une statue.

GENEVIEVE BRISAC.

\* BALTA, de Paule Constant, Gallimard, 258 p., 65 F.

## Les maléfices de Nicolas Bréhal

Les deux premiers romans de Nicolas Bréhal, *Les Etangs de Woodfield* en 1978, et *Portrait de femme*, l'autisme, en 1980, s'étaient imposés par une grâce onctueuse de l'écriture et une atmosphère où l'on retrouvait à la fois les romantiques anglais et les mystères plus solaires d'André Pieyre de Mandiargues. Surtout, on y goûtait une étrange musique des brumes et des sentiments ambigus. *Le Pâleur* et *Le Sang* est une tentative plus ambitieuse, plus tourmentée et plus inégale, dans la mesure où, parmi les sortilèges, figurent des passages réalistes, que le poète de Nicolas Bréhal ne sait pas encore maîtriser.

En pays breton, dans une île baignée de tempêtes et de malédictions, les Bowley mènent une vie de travaux mais aussi de superstitions. Bernard, le mari, gère ses terres comme il peut et essaie d'échapper au mauvais sort ; les légendes qui l'entourent semblent l'affecter assez peu, et il incarne la raison, ce qui exaspère son entourage. Sa femme, Hélène, s'isole de lui et s'éloie, jusqu'au jour où Conneri, un jeune garçon de ferme plein de vigueur et de bestiale certitude, devient son amant.

La génération suivante n'est ni plus simple ni plus heureuse. Le fils, Loïc, préfère partir sur le continent et se prêter dans les intrigues parisiennes ; quand il reviendra, beaucoup plus tard, il s'engagera avec difficulté dans la vie de l'île. Quant à sa sœur, Isabelle, elle est sans doute le personnage le plus complexe du roman. D'abord très proche de Loïc, au point de suggérer l'inceste, elle est la proie de tous les maléfices. Ne va-t-elle pas jusqu'à s'offrir — ou presque — à l'amaïeur de sa mère, Conneri ? Elle se reprendra, mais cherchera d'autres mystères, d'autres moyens d'aliénation. Bernard mourra dans la tempête, victime de son rationalisme, et peut-être de n'avoir pas accepté les forces obscures du lieu.

A leur tour, Hélène et Conneri connaîtront une mort violente, par la faute de qui ? On peut s'interroger sur le rôle d'Isabelle dans leur assassinat. Loïc, lui, est bien tenté de quitter l'île à jamais. En dehors de l'atmosphère grave et fatale du livre, on en aime particulièrement le « nous » : un groupe de jeunes gens, autour d'Isabelle, qui fait figure de chœur antique, toujours présent, toujours invisible.

ALAIN BOSQUET.

\* LA PALEUR ET LE SANG, de Nicolas Bréhal, Mercure de France, 256 p., 72 F.

## Poésie

## Les ultimatums de Guy Benoit

Guy Benoit n'écrit pas, comme tant d'autres, pour se faire une place au soleil « des lettres », mais pour adresser des ultimatums au double qui a l'outrecuidance d'habiter son miroir. La démarche et les usages de ce poète agacent quelquefois mais forcent le respect, et sa voix s'est imposée, depuis plus de dix ans, comme l'une des plus insolites du paysage poétique contemporain.

En attendant une issue acceptable à l'inconfort d'être habillé d'un corps, il nous convie dans « Que tout intègre », son dernier recueil à partager ses angoisses et ses inconnues. Guy Benoit conjugue, pour notre plaisir, le malheur à la première personne du singulier et s'offre, par l'écriture, « l'illusion de marcher dans les pas des grands marcheurs de la Réalité ultime ».

PIERRE DRACHLINE.

\* « QUE TOUT ITINÉRAIRE », de Guy Benoit, Éditions Mai hors saison (chez l'auteur, 1, place de la Résistance, logt. 1122, 93170 Bagnolet), 32 p., 30 F.

## Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections

manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

## Henri RACZYMOW "On ne part pas"

roman

"Un humour digne du meilleur Woody Allen."

Louise Lambert / La Croix

GALLIMARD *mf*

## Ghislain de Diesbach

## Madame de Staël

"Ghislain de Diesbach la fait revivre comme elle a vécu, passionnée, superbement intelligente et superbement folle."

GINETTE GUITARD-AUVISTE "LE MONDE"

"Si les peintres en allégories existaient encore, comme aux siècles derniers, ils auraient pu peindre Ghislain de Diesbach en grand historien que soutiennent le dieu de l'esprit et la déesse de l'érudition."

JEAN CHALON "LE FIGARO"

## Bourse GONCOURT de la biographie 1983

Perrin

## DU MONDE ENTIER

## PARUTIONS DE SEPTEMBRE 1983

## Thomas BERNHARD

Le souffle - une décision

Traduit de l'allemand par Albert Kohn

## Griselda GAMBARD

Dieu ne nous veut pas contents

Roman - Traduit de l'espagnol par Françoise Rosset

## Peter MATTHIESSEN

Le léopard des neiges

Récit - Traduit de l'anglais par Suzanne Nétillard

GALLIMARD *mf*

## lettres étrangères

## Les mondes inquiétants de Caroline Blackwood et de Beryl Bainbridge

• Des monstres et des fous.

Le roman anglais contemporain affiche une prédilection certaine pour les thèmes à résonances sociales ou sociologiques. Des auteurs aussi différents que Beryl Bainbridge, Allan Silcott, Eva Figs ou Ian McEwan rendent compte chacun à sa manière d'une réalité souvent retravaillée par le biais du microcosme familial, lieu d'observation privilégié où s'expriment toutes les tensions environnantes. Caroline Blackwood apparaît sans conteste à cette école. Un récit comme *Renata* (publié chez Flammarion) nous avait déjà permis d'apprécier son regard acide et sans illusion. Elle récidive avec *Le Destin de Mary Rose*, un roman qui porte à la fois sur la crise d'une société et sur le malaise des êtres qui l'habitent.

A l'origine, un fait divers. Dans un paisible et coquet village du Kent, une fillette de six ans a été assassinée. On recherche le meur-

trier. Emoi de la population locale. Les médias s'agitent. On devine la suite : la *vox populi* s'enflamme, qui crie vengeance. La haine a gagné. Une femme, Cressida, va cependant vivre les choses d'une manière plus saine. Elle ne connaît ni la victime ni un quelconque membre de sa famille, mais, forte de tous les éléments diffusés par la presse, elle va complètement investir ce drame. Pis encore, elle contraindra sa propre fille, Mary Rose, à la suivre sur cette voie.

Ce meurtre est pour Cressida l'occasion d'exprimer tous ses refoulements, qu'ils soient d'ordre sexuel ou affectif. Elle règle ses comptes avec son mari d'abord (c'est lui le narrateur du récit), mais celui-ci a les moyens de lui répondre ; avec Mary Rose ensuite, à qui elle fait chèrement payer le droit à l'existence. Cressida est un monstre de la pire espèce, l'un de ceux qui, sous couvert d'altruisme et d'abnégation, n'en n'imposent que davantage leur agressivité et leur égoïsme. En somme, elle s'occupe de faire rejeter l'échec de sa propre vie sur celle des autres.

Caroline Blackwood a fort habilement traité son sujet. *Le Destin de Mary Rose* est une sorte de récit policier dont les protagonistes sont avant tout des personnalités qui s'affrontent et se déchirent. La machination, quant à elle, repose sur ce mécanisme de l'hystérie latente que ne demande qu'à être encouragée. C'est ici que la romancière montre du doigt les médias coupables de surexploiter l'événement. Caroline Blackwood dépasse heureusement les limites de ce schéma quel que peu réducteur. Le gros plan sur la famille de Cressida est aussi l'occasion pour elle de dépeindre les mœurs et la mentalité de ces esprits qui, forts du malheur des autres, s'érigent en juges ; nul ne les a désignés, mais ils sont toujours prêts à faire tomber les têtes.

Une touriste disparaît en U.R.S.S.

Agée de quarante-neuf ans, Beryl Bainbridge vit à Londres et a publié une dizaine de romans. Aux États-Unis, et surtout en Angleterre, ses livres sont lus par un très large public. Graham Greene lui voue une admiration sans bornes et déclare à qui veut bien l'entendre qu'elle est « la plus grande romancière anglaise contemporaine ». Malgré quatre romans traduits ici — un cinquième vient de s'y ajouter, toujours chez Flammarion — Beryl Bainbridge n'a jamais réellement réussi à prendre sur nos rivages la place qu'elle mérite. Peut-être l'exotisme britannique nous semble-t-il encore trop... raffiné ? Ou trop confiné ?

Beryl Bainbridge se complait à faire évoluer ses personnages dans des milieux clos (comme dans *la Courrière* ou dans *Ce très cher Williams*). Avec *Jardin d'hiver*, la romancière transporte son univers en Union soviétique. Nous sommes contés les curieuses aventures de quatre citoyens britanniques invités par l'Union des artistes. Au cours du séjour, l'une des femmes de ce petit groupe disparaît. Son amant, un dénommé Ashburner, s'inquiète. A-t-elle été enlevée ? Emprisonnée ? Ou, pis encore, assassinée ?

Evidemment, on attend Beryl Bainbridge au tournant. Va-t-elle y aller de son couplet antibolchevique ? Pas du tout. Plus finement, elle utilise la réalité politico-ubuesque du pays comme toile de fond à la dérive d'Ashburner, ce petit-bourgeois anglais complètement coincé dont les structures intellectuelles vont voler en éclats. En fait, sa folie le submerge parce qu'il en rencontre une autre, institutionnelle celle-là.

Bainbridge est tout à fait à l'aise dans ce genre d'investigation. Elle pousse son lecteur à se livrer à une véritable course aux indices, et ce afin d'essayer de trouver des repères, une logique. Mais la fin du récit, déconcertante, tendrait à indiquer que la raison n'existe plus en ce monde-là. Seulement une gigantesque hallucination. Un désert fou.

Le plus étonnant, c'est que Beryl Bainbridge ouvre les portes de ce gouffre sans sacrifier au rituel de la floriture. Son écriture est forme banale. Mais, attention, quelle force et quelle acuité !

BERNARD GENIES.

\* LE DESTIN DE MARY ROSE, de Caroline Blackwood, traduit de l'anglais par David Guinsbourg, Flammarion, 244 p., 70 F.

\* JARDIN D'HIVER, de Beryl Bainbridge, traduit de l'anglais par Michel Courtois-Poorey, Flammarion, 212 p., 75 F. Ce roman sera en vente à partir du 2 novembre.

## CES PRODIGIEUSES DAMES ANGLAISES...



\* Dessin de BÉRENICE CLEEVE.

• Conversations et sous-conversations

NÉE à la même époque, à peu près, que les « géants » du roman moderne, Joyce, Woolf et D.H. Lawrence, Ivy Compton-Burnett (1892-1969) n'en ignore pas moins superbement ses contemporains, leurs efforts et leurs expériences en matière de technique romanesque (de V. Woolf, elle disait : « J'admire la façon dont elle utilise les mots, j'aime son œuvre, mais je ne dirai pas que c'est une bonne romancière »). Compton-Burnett se contenta de mettre au point une méthode absolument originale qu'elle allait utiliser avec une « opacité monotone » au cours de quarante ans de travail (1925 à 1969) et à travers quelque vingt volumes.

Tous les romans de Compton-Burnett sont constitués d'une longue suite de dialogues ; tous sont situés dans le même contexte, celui dans lequel elle vécut son enfance et auquel elle demeura obstinément attachée, y mettant les mêmes personnages et résolvant, de façon identique, avec une régularité de machine, les mêmes problèmes. Et tous les romans ont des titres qui se ressemblent : deux substantifs reliés par « and », ce « et » représentant bien l'idée centrale de l'œuvre, c'est-à-dire la division absolue, irrémédiable, la non-communication traitée sur un mode tragi-comique tant avec le monde extérieur (d'ailleurs réduit à néant) qu'entre les membres d'une même famille. Les deux substantifs reliés expriment des relations de parenté (*Mère et fils*, ou *Frères et sœurs*, *Parents et enfants*...) ou celles, très proches, de pouvoir et de devoir (*Une famille et une fortune*, *Une famille et son chef*).

Rapports de puissance d'un côté, de dépendance de l'autre, qui déterminent l'équilibre pyramidal et inébranlable de la famille. Chaque élément a une fonction essentielle dans cette structure serrée, celle du souffre-douleur n'étant pas moins importante que celle du tyran, ogre et martyr ayant besoin l'un de l'autre pour être pleinement eux-mêmes.

Tout se joue à l'intérieur de ce cercle clos. Aucun souffle venu du monde moderne ne vient jamais perturber cette construction compacte, limitée à elle-même, et pour tant exemplaire de tout système.

## Visite à Rosamond Lehmann

(Suite de la page 17.)

« Tous mes contemporains sont morts. Elizabeth Bowen, qui était une grande amie, m'a quittée il y a dix ans. »

Son dernier livre, *The Swan in the Evening* (le Cygne au crépuscule), qui date de 1967, vient d'être réédité par Virago avec une postface de 1982. « J'avais une fille, dit-elle ; ce livre raconte ce qui m'est arrivé quand Sally est morte... » On trouve dans ces « fragments d'une autobiographie spirituelle » une tendresse, un rapport mère-fille tout à fait exceptionnels et chargés d'émotion. Elle conclut ainsi : « Je sais que l'éternité ne viendra pas, car nous y sommes. (...) Avec les années, j'ai appris un peu de ce que ce sera quand je m'éveillerai après m'être dépouillée de mon corps. Aussi, j'attends, j'attends. Il

« D'une certaine façon, disait Compton-Burnett, mes romans sont un microcosme de la société tout entière. »

Dans *Mère et fils*, la société est représentée par deux groupes étroitement liés. L'équilibre se joue d'un groupe à l'autre, se faisant et se dé faisant au fur et à mesure que les personnages permutent. La situation initiale de paix relative est troublée par la mort subite du chef de clan, Miranda Hume. Non que cette mort ait quelque importance en elle-même ni qu'il soit besoin d'insister sur le chagrin (limité ou inexistant) des membres de la famille ; elle ne compte que dans la mesure où elle menace l'état de stabilité, nécessitant l'édification d'une structure nouvelle. Une mort, c'est une chose vide, et donc une menace d'effondrement de l'édifice. Aussi le jeu et la lutte qui vont se dérouler autour du remplacement de Miranda Hume vont désormais constituer l'axe du roman : Miss Hester Wosley, la gouvernante, prendra-t-elle cette place, ou sera-ce Emma, son amie, ou encore Miss Burke, la gouvernante évincée ?

Les mensonges qui assurent la paix

En outre, la disparition de Miranda Hume s'accompagne de révélations extraordinaires, ce glissement dans la construction familiale provoquant des déplacements en chaîne : les mensonges qui assurent la paix générale, un à un apparaissent au grand jour. C'est d'abord Julius Hume qui confesse son infidélité : ses trois neveux tendrement aimés sont en fait ses enfants naturels. Mais, par un juste effet de symétrie, la découverte de l'infidélité de Miranda suit de peu celle de Julius : son fils, Rosebery, à qui elle vouait un attachement exclusif et qui le lui rendait bien, n'est pas, lui non plus, un enfant légitime.

Cette organisation géométrique — une infidélité en annule une autre, — Ivy Compton-Burnett la considérait comme une simple « ossature » sur laquelle greffer le reste des développements : « Une intrigue est comme l'ossature d'un être : elle n'a pas d'importance en tant que manifestation d'une expérience, mais en tant que support d'un tout. »

Ce « tout », ce sont ces « mouvements souterrains, impatients et

importe peu que Sally soit partie bien avant moi, elle m'attendra comme elle l'a promis. Elle me fera passer la porte. »

Pour l'instant, elle continue à rédiger son autobiographie au stylo (« Je n'ai jamais pu écrire à la machine »), sans appréhension de la mort, faisant penser inamoviblement à la dernière remarque de Judith dans *Poussière* : « Elle n'avait plus personne qu'elle-même, et c'était mieux. »

Propos recueillis par NICOLE ZAND.

\* Romans de Rosamond Lehmann traduits en français : *Une note de musique* (1931) très remarquable, *Intempéries* (1936), *l'invitation à la vague* (1932) et *le Jour sacré*, récemment d'être réédités chez Christian Bourgois, 10/18 ; *la Ballade et la Source* (1944) est disponible au Livre de poche.

## Ivy Compton-Burnett dans les lieux nocturnes de l'âme

crainifs — qui ne sont pas formulés explicitement mais transparaissent pourtant dans le dialogue, et auxquels l'événement sert de détonateur. Ils se logent, ces mouvements inavouables, impulsions de meurtre, jalousie, goût de la domination, ou simplement sadisme, plus redoutables pour être enrobés des expressions d'une inquiétude affectueuse, des marques d'une tendresse attentive. Ils se dissimulent dans « les longues phrases guindées, à la fois rigides et sinuées (qui) ne rappellent aucune conversation entendue » et sont situées, disait Nathalie Sarraute dans *l'Ere du soupçon*, « quelque part sur cette limite fluctuante qui sépare la conversation de la sous-conversation ». Les mots captent, autant qu'ils protègent, ces impulsions venues du dedans, trahissant à tout moment la lutte entre les conventions, attitudes acquises et apprises, et les instincts qui percent sous la surface.

Les mots qui tuent

« On parle d'abîmes insondables, constate Emma Greatheart, mais je ne demande si ces choses-là existent. » C'est qu'aucun recroin de l'âme humaine n'est jamais assez obscur pour demeurer étranger aux personnages de Compton-Burnett. Ils sont les habitants familiers de ces lieux nocturnes où rôdent des forces qui, dans le cadre étroit de la famille, ne se déploient, fautes de mieux, que furtivement, mesquinement, à petites doses, mais qui, rassemblées chez des millions d'individus, dit Compton-Burnett, provoquent les guerres, les révolutions et les régimes totalitaires : « Je pense que l'impulsion formidable qui suit l'Allemagne provient de la présence de ces forces chez des millions d'individus — pas seulement chez Hitler. »

L'instinct de destruction est ici incarné, de façon comique, par deux chats, *Plante* et *Le Tigre*, qui satisfont tranquillement les impulsions meurtrières que dissimule, tant bien que mal, leur entourage. Aussi, Emma et Hester ne s'y trompent pas, qui les traitent en êtres humains à part entière. Si dans un cas il n'est, pour tuer, que de donner un coup de patte, dans l'autre il suffit de prononcer quelques mots : l'effort est le même. Les mots tuent (Mrs Hume meurt du choc causé par un discours malvenu). C'est pourquoi prononcer le mot, celui qui fait loi, est l'apanage des puissants : les faibles et les victimes ne trouvent de liberté que dans le déchiffrement du langage tordu (Rosebery ne sera pas autorisé à parler).

Ainsi, rôles et places peuvent changer : l'équilibre des voir reste le même. La conversation commune — lieu des oppositions, écarts et dérobades — se poursuit, « magnifique conversation familiale, pleine de chagrin, de malveillance et d'ambivalence ». Elle continue de roman en roman... nous parvenant aujourd'hui en français avec la parution de *Mère et fils*, précédée par celle d'autres romans chez Gallimard, et bientôt suivie par neuf nouveaux volumes à *L'Age d'homme* (1).

CHRISTINE JORDIS.

(1) A paraître en janvier 1984 : *Frères et sœurs* et en mars : *Présent et passé*.

\* MÈRE ET FILS, d'Ivy Compton-Burnett, traduit de l'anglais par Claude Clergé et Evelyn Perloff, L'Age d'homme, 206 p., 69 F. Le livre ne sera en librairie que le 20 octobre.

\* UNE FAMILLE ET SON CHEF, vient d'être réédité chez Gallimard, coll. *Flammarion*.

## Muriel Spark sorcière et visionnaire

VOLONTIERS, les romans de Muriel Spark s'ouvrent sur la vision d'un cinéaste, quand ils ne finissent pas sur la découverte d'une pile d'ossements, faite au cours de quelque exploration souterraine. Dans ce monde où l'on se livre à des folies de tout genre, rôdent sorcières, diables et grands prêtres. Non que l'univers de cette catholique convertie soit divinisé, comme l'est, par exemple, celui de Graham Greene ; peuplé d'une série de monstres et d'extrêmes fantastiques, il est plutôt présenté comme un mystère. A ce mystère la religion n'apporte pas de solution : pour en rendre compte, Muriel Spark, prêtant l'indiscrétion du romancier, forge ses propres mythes.

« Sans sa mythologie, un roman n'est rien », écrit Fleur Talbot, l'héroïne-écrivain de *Intentions suspectes*, le véritable roman-culte, celui qui corrépond à l'œuvre comme un poème à l'interrompu, est un feu de mythes. » Et Fleur Talbot, en écrivant *Warrender Chase*, crée une mythologie qui bientôt semble coïncider avec le réel. N'est-elle pas un peu sorcière, elle qui, dans son roman, prévoit la mort des individus et joue, selon les apparences, sur le cours des événements ?

Pouvoir artistique et pouvoir diabolique

Ici, comme dans *The Comforters* le premier roman de Muriel Spark publié en 1957, le mystère est celui de la perversité. Sir Quentin Oliver, sorte de Jack l'Eventreur psychologique, sado-puritan de la pire espèce, a, en guise de passe-temps, rassemblé autour de lui un groupe de personnes choisies pour leur faiblesse et leur extravagance, afin de les « guider » dans la rédaction de leur autobiographie.

Pourquoi avoir élu le petit Sir Eric Findlay (chevalier de l'Ordre de l'Empire britannique), la baronne Clotilde du Loiret, Meisler Young, qui écrivait « un traité inintelligible sur le cosmos et l'Etre en tant que Devenir », ou Mrs Vilks, un jour violée (aimait-elle à penser) par un soldat russe

Mais tandis que l'écrivain agit sur un monde recréé, fictif, Sir Quentin intervient sur la matière brute constituée par les êtres. Aussi les résultats différent-ils radicalement : en exigeant de ses disciples qu'ils lui disent toute la vérité, Sir Quentin les accule à la folie, à la dépression et au suicide. Fleur, en revanche, mêlant l'invention à la vie et truffant les biographies de petites plaisanteries, donne à tous les personnages un surcroît d'existence.

Sorcière, visionnaire et artiste, son arme est le mensonge de la fiction qui lui permet de recréer le monde. Paradoxalement, c'est ici le mensonge qui a pouvoir de salut ; c'est aussi lui qui triomphe du mystère de la perversité : dans le combat qu'il mène contre Fleur, Sir Quentin, génie du mal, sera finalement défait et mourra exactement comme elle l'avait prévu dans son livre.

Au cours de douze romans écrits entre les années 50 et 70, sans effort ni fracas mais de façon parfaitement originale et non sans une bonne dose d'humour noir, Muriel Spark s'est attachée à démontrer que le monde est une fiction « la fiction surprime », comme l'écrit la critique anglaise F. Kermode, car elle est absolument vraie même si elle est étrange ».

CH. J.

\* INTENTIONS SUSPECTES, de Muriel Spark, traduit de l'anglais par Alain Delahaye, Fayard, 245 p., 69 F.

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées

OCTOBRE

COCTEAU

La chronologie de sa vie. Son œuvre par thèmes : le roman, la poésie, le dessin, le cinéma, le théâtre, la musique. Des lettres inédites. Cocteau au quotidien, par Jean Marais. Entré : Paul Veyne

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 54 F. Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- ☐ Cette science humaine, la guerre.
- ☐ Théories du terrorisme, de Hébert à Baudouin.
- ☐ Maupassant.
- ☐ J.-L. Borges.
- ☐ Jacques Prévert.
- ☐ La Beat Generation : Burroughs, Ginsberg, Kerouac.
- ☐ James Joyce (+ dossier supplémentaire : Suisse romande).
- ☐ Littérature italienne (1960-1980).
- ☐ Mishima.
- ☐ La littérature espagnole en liberté.
- ☐ Les enjeux de la science.
- ☐ Valéry Larbaud.
- ☐ Jean Genet par lui-même.
- ☐ Figures de Sartre.
- ☐ Les romanciers anglais.
- ☐ Gabriel Garcia Marquez.
- ☐ Julien Gracq.
- ☐ Femmes, une autre écriture ?
- ☐ Le réveil de l'islam.
- ☐ Boris Vian.
- ☐ L'intellectuel et le pouvoir.
- ☐ Musil.
- ☐ Les écrivains de Montmartre.
- ☐ Écrivains du Brésil.
- ☐ Cent ans de critique littéraire.

Nom : .....

Adresse : .....

Règlement par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire  
40, rue des Saints-Pères  
75007 Paris (France)

Cher Monsieur



## portrait

Daniel Depland  
dans son jardin de Londres

DANIEL DEPLAND est assis sur une chaise bancale, dans son jardin de Hackney, à Londres. Herbes folles, dizaines d'escargots, vignes sauvages, ce coin de l'East End a échappé au sarclage et aux désherbants. La maison que Depland partage avec un ami, ancien fossoyeur passé à la brocante, est remplie de meubles et de bibelots trouvés un peu partout. Sur plusieurs étages branlants, elle répond à la fantaisie de ses hôtes, à leur anarchie bonhomme.

« Il faut déceler le langage ! » Ce credo esthétique, Depland — machos en brousaille, voix saccadée — l'emprunte à Pierre Guyotat. Avec six romans, depuis la Java jusqu'à l'Homme vêtu de lin, il n'a cessé de déconstruire le langage, de chercher à reproduire la force de percussion de la parole.

« Je vis ici depuis dix-sept ans, au milieu des Jamaïcains, loin de Soho et de Chelsea. Avec des raids à Paris ou à Saint-Jurien, dans le Limousin, ma ville natale. Pour l'Homme de lin, j'ai fait deux voyages, l'un au Nord-Yémen, l'autre en Gambie, deux pays fous, complètement « parano ». Mais le cœur de l'action est en France, dans une petite ville du Midi. »

L'Homme vêtu de lin est un drôle de livre, fébrile, emporté, de construction savante, doté d'une clé métaphysique. On s'y amuse tout le temps. Il tourne autour de la mort mystérieuse d'un cafetier — crime ou suicide — et de l'arrivée d'un inconnu, vêtu d'une longue tunique blanche. L'apparition de ce « chevalier ou martyr au cœur incandescent » met en branle une sorte de gigue, où chavira la géographie. Depland, comme un lièvre imaginaire, tire sur quatre fils à la fois, réunissant Londres au Yémen, Propiac à Banjul.

« Le fait divers, dit-il, est un prétexte. J'ai donné un fils et un frère au cafetier, pour déclencher dans plusieurs points du globe une série d'événements qui se répondent, s'éclairent ou s'éclip-

sent. Des gestes, des mots, prononcés ou accomplis à des milliers de kilomètres les uns des autres, finissent par se compléter, comme les pièces d'un immense puzzle. Un morceau manquera toujours. C'est sans doute pour le trouver que j'écris. »

Les races  
et les désespoirs  
se ressemblent

Depland a le sens de l'image, le don des couleurs. Des fenêtres en ogive taillées dans l'ocre de l'ancien palais des princes de Kawakaban à une villa en perdition près de Banjul, il enchaine les séquences, comme les cinéastes modernes. Les races et les désespoirs se ressemblent. L'excès est universel. La folie quette. « Les romanciers français sont trop sages. Je joue du blues, comme parfois Duvert et Manz'ie. Ou bien je rêve de faire avec des phrases ce que Fellini et Bunuel ont obtenu avec des visages : des mélanges explosifs. »

Depland, à l'écart du monde littéraire, perdu dans un quartier bariolé, plein d'églises en ruine, de magasins de légumes exotiques, et de pubs désoirs, travaille à son prochain roman. « Il se passera à Brighton, un endroit anistère, cocasse aussi. J'y vais souvent, avec une délectation morose. J'évoquerai, dans ce livre, une autre de mes passions, le théâtre, en jouant sur les relations entre les planches et le monde réel. Pour le moment, j'entasse en désordre des impressions, des bouts d'histoires. »

L'Homme vêtu de lin est aussi sorti d'un fatras, après un accouchement difficile. On n'y sent jamais, cependant, l'effort ni la contrainte. C'est un régal pour les yeux et les oreilles. La vie palpite, mystérieuse, hagarde...

RAPHAËL SORIN.

★ L'HOMME VÊTU DE LIN, de Daniel Depland. Calmann-Lévy, 262 p., 74 F.

## histoire

Jules Roy  
mène l'enquête et  
organise le procès...

Le 3 juillet 1940, onze jours après l'armistice, une flotte britannique, commandée par l'amiral sir James Somerville, se présente devant la base navale de Mers-El-Kébir, près d'Oran. La flotte française de l'Atlantique, sous le commandement de l'amiral Marcel Gensoul, est mouillée dans la rade, en partie désarmée. Somerville lui communique un ultimatum rédigé à Londres sur l'ordre de Churchill : la flotte française a le choix entre gagner un port anglais et combattre aux côtés des Britanniques, ou, sous le contrôle de ceux-ci, gagner la Martinique pour y être désarmée. Gensoul refuse mais fait traîner les négociations.

## Qui était responsable ?

Somerville ouvre le feu. Le cuirassé Bretagne chavire, le cuirassé Provence est hors de combat, le croiseur de bataille Dunkerque est échoué. Le Strasbourg, frère puîné du Dunkerque, réussit à appareiller et gagne Toulon. Mille trois cents marins français ont péri. Cette attaque souleva contre les Britanniques une grande partie de l'opinion dans un pays encore sous le choc de la défaite et dans une marine traditionnellement rivale de la Royal Navy. Le 27 novembre 1942, la flotte française se sabordera à Toulon pour ne pas tomber aux mains des Allemands...

Tout cela, on l'a oublié : les Français comme les Anglais. Les premiers parce que les Anglais étaient redevenus des amis et des alliés et

## Le drame de Mers-El-Kébir

qu'il était plus facile de coller sur l'affaire l'étiquette Darian et l'étiquette Vichy. Les Anglais parce qu'ils ne pouvaient tirer gloire de ce que le Times du 5 juillet 1940 appellerait « une victoire mélancolique ».

Jules Roy a déterré le vieux drame. Avec acharnement, avec fureur, il a voulu savoir non pas seulement ce qui s'était passé, mais qui était responsable. Gensoul ? Darian ? Churchill ? Somerville ? Il a rencontré des survivants, d'autres ont refusé de le recevoir. Tant de sentiments, de principes, tant de cas de conscience, étaient en jeu, qu'il a inventé un procès de Haute Cour, convoqué président, jurés, avocats, témoins, pour tâcher de voir clair. En jugeant un absent, Marcel Gensoul, mort paisiblement en 1973, à quatre-vingt-trois ans, et dont la casquette étoilée est posée symboliquement sur le fauteuil de l'accusé.

Incidents de séance, envolées indignées de la défense, grandes émotions silencieuses, interventions véhémentes de l'abbé Autric, ancien enseignant à bord du Dunkerque, aujourd'hui gérant d'un asile de clochards à Toulon. Pourquoi Gensoul n'a-t-il pas communiqué tout le texte de l'ultimatum à Darian — et notamment la proposition de départ pour la Martinique ? Darian, le personnage-clé : la flotte française, c'est lui qui l'a créée. Il s'en estime le propriétaire. Elle n'a pas été vaincue, c'est un atout pour la France et pour lui-même. Après Mers-El-Kébir, il passera d'une position « résistante » à une semi-collaboration comme dauphin de Pétain.

Mais le matin du 3 juillet, le chef de la marine française n'est pas au bout du fil. Un fil bien tenu : l'armistice français est installé dans Nérac (Lot-et-Garonne), flanqué

d'une camionnette de transmissions. Darian est en route vers Clermont-Ferrand. Il interviendra trop tard et, mal informé, à contretemps.

Et pourquoi les navires français étaient-ils amarrés de telle façon que leurs canons ne pouvaient pratiquement tirer que vers la terre ? Pourquoi — l'abbé Autric y revient inlassablement — le commandant du Dunkerque n'avait-il pas mieux préparé l'appareillage et le largage des amarres ?

Et pourquoi Somerville, qui s'était embarqué tout joyeux avec son canari et le portrait de sa femme, était-il si malheureux à son retour ? Parce qu'il avait cru que les Français s'inclinaient, à l'inverse de l'amiral North, bientôt disgracié, et du porteur de l'ultimatum, le pauvre commodore Holland, qui aimait tant la France et qu'on avait choisi pour cette raison même ?

Un « excité de la  
conscience nationale »

Le tribunal installé dans la tête de Jules Roy triture tout cela. En n'insistant pas assez, peut-être, sur la situation dramatique de la Grande-Bretagne, cette île assiégée dont le sort pouvait basculer si la quatrième flotte mondiale passait dans le camp allemand. Darian avait juré de ne pas la livrer à Hitler. Mais Darian pouvait disparaître, être remplacé... Et son aîné avait combattu à Trafalgar.

Mais tout cela n'est rien à côté de la grande question : où était l'honneur ? Dans cet amiral Gensoul toujours de marbre, qui dort le soir du drame, qui ne croit pas que les Anglais tireront, qui tergiverse, cherche à éviter toute provocation, se prive ainsi de pouvoir appareiller et

riposter, et sauve peut-être, en s'engageant pas le combat d'entrée de jeu, d'autres vies ? Pauvre Gensoul, Darian, qui l'a placé là parce qu'il était un de ses hommes liges, ne le recevra jamais après Mers-El-Kébir et le mettra au rancart.

L'honneur était-il de combattre les alliés d'hier, de leur passer sur le ventre et de rentrer à Toulon ? L'honneur, dans ce cas, n'avait rien à voir avec la politique, avec la poursuite de la guerre ? L'honneur, pour Jules Roy, n'était pas gaulliste.

Jules Roy, c'est lui le personnage principal. Il a organisé ce « procès » pour y voir clair. Et il n'arrive pas à se décider, cet « excité de la conscience nationale », comme l'appelle, sous sa dictée, la défense, cet ancien séminariste devenu colonel de l'armée de l'air, et qui a quitté l'armée du napalm et de la torture en Indochine. Il en est toujours à Vigny et à Servitude et grandeur militaires : « L'honneur, c'est la conscience, mais la conscience exaltée... Tantôt il porte l'homme à ne pas survivre à un affront, tantôt à le soutenir avec un éclat et une grandeur qui le réparent et en effacent la souillure. »

Le tribunal acquiesce la casquette de Marcel Gensoul. Que faire d'autre ? Lui reprocher d'avoir été de quelques peintures au-dessous des héros de légende ?

Le 26 avril 1964, un escorteur d'escadre a transféré d'Alger à Mers-El-Kébir le cercueil de François Darian, tombé avec son gros tas de secrets, le 24 décembre 1942, à Alger, sous les balles d'un garçon sans mystère, mais qui croyait à l'honneur.

JEAN PLANCHAIS.

★ UNE AFFAIRE D'HONNEUR. MERS-EL-KÉBIR, 3 JUILLET 1940, de Jules Roy. Plon, 445 p., 100 F.

Notre classe économique  
n'a qu'un rival sérieux:  
notre première classe.

La plupart des compagnies aériennes proposent maintenant toutes sortes de classes nouvelles. Résultat : beaucoup de passagers ne s'y retrouvent plus. A la Lufthansa, rien de semblable. Sur tous nos vols, nous maintenons la première classe pour satisfaire les plus exigeants. Notre classe économique est, elle aussi, à la hauteur, avec son service complet, comprenant cuisine soignée, journaux et magazines, et même un service bar gratuit. Le genre de services que d'autres vous facturent en plus. Volez sur Lufthansa, c'est votre intérêt.



Lufthansa

Pour tous renseignements complémentaires veuillez contacter votre agence de voyages ou Lufthansa  
21-23, Rue Royale, 75008 Paris, Tél. : 265.37.35. Lyon, Tour Crédit Lyonnais 129, Rue Servient, Tél. : (7) 863.66.66.  
Aéroport Nice Côte-d'Azur 06056, Tél. : (93) 83.02.80. Strasbourg, 48, Rue du Vieux-Marché-aux-Vins,  
Tél. : (66) 22.20.20. Toulouse, 76, Allées Jean-Jaurès, Tél. : (61) 62.80.66.

Désirant m'initier à l'édition  
et participer au  
**financement**  
d'un ouvrage,  
l'étudier toutes propositions  
sur dossier précis d'un  
**jeune éditeur**  
déjà structuré.  
Réponse à toutes lettres  
Tous documents rendus  
**Mme LAMBEY**  
68, av. de Saxe, 75015 Paris

LIVRES  
**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-6  
Tél. : 326-51-09

Nathalie  
SARRAUTE  
EnfanceGALLIMARD *nrf*

PAUL TOINET

Collection "Avec"

## LUTHER EN LUI-MÊME

Effort de compréhension du drame personnel de Luther  
par un ancien professeur de l'Institut Supérieur  
d'Etudes Ecuméniques de l'Institut Catholique de Paris.

éditions **FAC** 30, rue Madame, 75006 Paris

4691201520

Le Monde

# culture

## THÉÂTRE

COCTEAU-MARAIS, à l'Atelier

### L'Ange déguisé en croque-mitaine

Jean Cocteau, dans son journal, analyse les raisons de l'ascendant physique qu'exerce Jean Marais sur le public, sur quiconque. Il ne voit là rien de sensuel. Il pense que, avant tout, l'enfance « habite » Marais, que la « bonté de ses regards et de ses attitudes vient de là ».

Sur la scène de l'Atelier, aujourd'hui, Jean Marais, qui doit avoir pas loin des soixante-dix ans, par là, est droit comme un peuplier, souple, comme une truite, beau comme un dieu. Et ce n'est pas seulement l'enfance qui l'habite, c'est aussi une bonté, une gentillesse.

Il a les yeux étoilés et les cheveux de feu, de flammes, que Jean Cocteau a tracés sur ses portraits de garçons à partir de 1937, l'année de sa rencontre avec Marais. Et comme les années, tout de même, ont un peu bûné ce visage de bon mauvais ange, Jean Marais, à présent, « ressemble à un lion habillé en dompteur », comme disait Cocteau d'un autre émergence, mais d'un dompteur adepte de la manière douce.

Bref, Marais est irrésistible, comme il l'était dans *Les Parents terribles*, dans *l'Éternel Retour*, dans *Orphée*. Toutes ces œuvres de Cocteau auxquelles la présence si attachante, si capricieuse et chaudière sympathique de Jean Marais, a apporté une dimension de plus.

Cocteau est mort il y a vingt ans, et Jean Marais joue une suite, un assemblage de fragments de textes de Cocteau, qui ont été découverts et collés par M. Jean-Lac Tardieu. Et c'est on ne peut plus décevant, peut-être pour deux raisons.

La première, c'est que le choix et le patchwork de bouts de pages de Cocteau ont été faits comme par quelqu'un qui n'aurait pas le sens, l'écoute, du génie particulier de Jean Cocteau. Les fragments collés sont trop courts, la plupart du temps choisis dans des moments de moindre génie de l'auteur, et cela donne un ensemble plutôt plat, et même plutôt ordinaire, ce qui, s'agissant de Jean Cocteau, est un comble.

La seconde raison, c'est que, pour dire ce petit-mélo méconnaissable, Jean Marais, malgré sa présence toujours généreuse et solitaire, emploie une voix flûte, une voix artificielle, qui dénature encore la poésie et l'intelligence de Jean Cocteau.

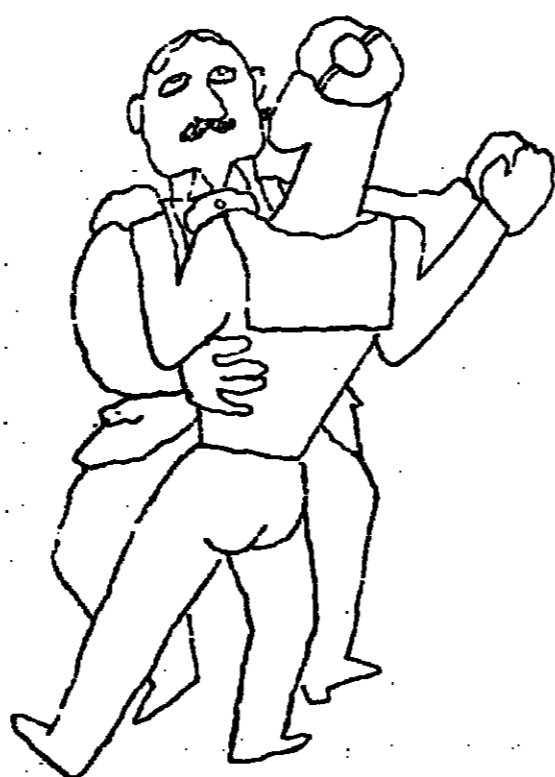
Marais a ici une voix de croque-mitaine, de carabosse, de gros gendarme moustachu, qui n'est pas sa

vraie voix. Marais avait gardé longtemps sa vraie voix, qui sur le moment surprenait, parce que c'était un peu la voix d'un garçonnet qui n'a pas mué encore, une voix très claire, mais le spectateur s'habitue très vite à cette voix décalée parce que c'était la vraie voix de l'acteur, et l'acteur en usait librement, entièrement, à sa guise, avec un immense talent, si bien que la splendeur du jeu de Marais s'imposait avec cette voix, même lorsqu'il jouait *Andromaque* ou *Britannicus*.

Et puis, il y a quelques années, Marais a joué le *Roi Lear*, et il a

L'ennui, c'est que cette voix de tonnerre n'en est pas maître, elle lui échappe, elle va toute seule son chemin, dans les profondeurs de la terre, cette voix n'accommode pas le texte prononcé, ne l'habite pas, ne l'éclaire pas, et le texte s'en trouve tout nigaud, tout incolore, tout inanimé.

Alors pendant deux heures et plus se traîne sur la scène de l'Atelier un monologue plutôt naïf, bravahe, qui na rien à voir avec la poésie si vivante, si aiguë, de Jean Cocteau. C'est bien triste. Mais il y a le bon et



SOUVENIR DE TOULON

(Dessin de Jean Cocteau.)

crainait que cette voix claire, haute, détonne cette fois par trop. Et il est parvenu à modifier artificiellement son timbre, il a pris une voix très basse, d'ogre de l'âge de bronze, enrouée, cavernueuse, coléreuse, c'est même à se demander comment il a obtenu cette métamorphose, en se gargarisant soixante fois par jour avec du brou de noix ? De l'alcool à brûler ? Mystère.

le beau visage de Jean Marais, et sa dégaîne superbe, l'un des hommes les plus sympathiques de nos scènes, de nos écrans, et comme tout le monde a le droit de se planter un jour ou l'autre, le public applaudit Jean Marais à tout rompre, et il a raison.

MICHEL COURNOT.  
\* Atelier, 20 h 45.

## MUSIQUE

A L'OPÉRA DE LYON

### Naissance d'un orchestre

Lyon. — Formé il y a dix-huit jours à peine, l'Orchestre de l'Opéra de Lyon a reçu, lundi 3 octobre, le baptême du feu, adopté d'emblée par son public.

Il est rarissime en France que l'on crée un orchestre de toutes pièces, surtout en période de crise économique. Ses parrains, la ville de Lyon, le département, la région Rhône-Alpes et le ministère de la culture ont mis dans sa corbeille la bagatelle de 9 millions, et l'Orchestre philharmonique de Lyon, dirigé par Serge Baudo, devrait maintenant pouvoir remplir sa mission symphonique régionale, tandis que le nouvel ensemble permettra à l'Opéra une programmation plus harmonieuse.

Louis Erle et Jean-Pierre Brossmann ont confié le soin de former cet orchestre à John Eliot Gardiner, célèbre chef baroque, auquel nous devons notamment les *Rameau d'Aix-en-Provence*, mais dont une partie de la carrière, restée dans l'ombre, a été consacrée aux répertoires classiques et moderne, tant en Angleterre qu'au Canada, où il a dirigé pendant trois ans l'Orchestre de Vancouver.

Ce grand Anglais de quarante ans, mince et souple, au visage presque rectangulaire, où les yeux jettent des éclairs flamboyants

De notre envoyé spécial

d'intelligence derrière les fines lunettes, sort de Cambridge et a travaillé à Paris avec Nadia Boulanger. Homme tout à la fois de bibliothèque et d'action, il s'est lancé avec passion dans cette nouvelle aventure. Les candidats à l'Orchestre n'étaient pas nombreux au départ : s'installer en province pour descendre dans une fosse ! Gardiner s'est montré aussi séduisant qu'exigeant sur la qualité, et le bouche-à-oreille à joué : il a pu enfin choisir ses cinquante-six musiciens parmi plus de mille candidats, des instrumentistes jeunes (vingt-six ans de moyenne) représentant douze pays, dont presque aucun n'avait encore appartenu à un orchestre. En deux semaines, il leur a fallu apprendre, aux cordes surtout, à ne plus se comporter en solistes, à jouer d'une même main, à harmoniser leurs sonorités, à « jouer ensemble » au sens fort du terme.

Lundi soir : l'*Ouverture du directeur de théâtre*, de Mozart (peut-être en hommage à Erle) ; le *Prélude à l'après-midi d'un faune*, de Debussy ; les *Variations et Fugues sur un thème de Purcell*, de Britten ; la *Symphonie inachevée*, de Schubert, et l'*Oiseau de feu*, de Stravinsky.

Un « programme fou », selon Gardiner lui-même. Il n'est pas question de juger l'orchestre sur un concert aussi précoce, mais les Marie-Louise ont vaillamment tenu le choc. Malgré le trac, les fautes instrumentales ont été très limitées dans le terrible *Oiseau de feu* ; les solistes des vents ont prouvé leur excellent niveau, avec des sonorités souvent belles et originales ; les cordes, un peu ternes dans Mozart, se sont éclaircies dans Schubert, entraînées par deux premiers violons de haute qualité. Jean Estournet et Peter Csaba.

Mais le rodage n'est pas terminé. La couleur générale manque encore de fond, de transparence et d'ampleur. Et le discours souvent trop timide ne respire pas encore librement. Il faut du temps pour atteindre le « repos dans la lumière », dont parlait Joubert. Sans doute aussi la direction de Gardiner est-elle trop stricte et minutieuse pour conforter l'enfant qui fait ses premiers pas, ce qui ne l'empêche pas d'être pleine de finesse, d'intensité intérieure et souvent d'insolence. On en saura plus long lors du premier spectacle d'opéra avec *Iphigénie en Tauride*, de Gluck, le 12 octobre.

JACQUES LONGCHAMPT.

## DANSE

JIRI KYLIAN ET LE NEDERLANDS DANS THEATER

### Fluide comme le temps

Décidément, on peut suivre Jiri Kylian à la trace. Du Festival de Venise au Théâtre de la Ville, à la cour d'honneur d'Avignon, à Montpellier ; à présent au Festival international de Paris, après l'hommage à Balanchine, il est devenu un chorégraphe très recherché.

Qui est Jiri Kylian ? Un jeune homme pâle et barbu, au profil florentin, formé comme Neumeier à Stuttgart, chez Cranko, et directeur du Nederlands Dans Theater. Il possède les techniques classiques et modernes, et les mêle hardiment dans un langage contemporain où s'expriment l'angoisse et la difficulté d'être. Le sujet n'est pas nouveau, mais il l'aborde avec conviction en faisant confiance à sa sensibilité, sans trop se soucier des modes.

Passer des géométries épurées de Balanchine aux clairs-obscurs de Kylian cause un véritable choc et il n'est pas sûr que *Wieniged* (berceuse), dansé sur le concerto pour violon de Berg, soit une bonne ouverture de spectacle. Dans une sorte de hall posé de guingois par le décorateur MacFarlane, avec de superbes éclairages en contre-jour de Jennifer Tipton, plusieurs couples se relaient dans une sorte de mouvement perpétuel, fluide, rapide, avec des ruptures, des chutes, des glissades et des coulés, extrêmement complexes à réussir. Leurs échanges ne réservent aucune respiration. L'expressionnisme appuyé de leur gestuelle déconcerte dans la mesure où elle ne débouche sur aucune théâtralité. Il y a vite saturation malgré l'admirable interprétation de la troupe.

*Stampingground* apporte une détente. Jiri Kylian s'y est inspiré des mœurs des aborigènes austra-

liens pour composer une bande dessinée avec des gestes cocasses et des gags de film muet du style « Moi, Jane, moi Tarzan ». Marly Knobel y joue les petits formats aux prises avec de grands mâles. Tout cela est traité au premier degré ; le public s'amuse bien.

La *Symphonie des psaumes*, musique de Stravinski, reste le morceau de bravoure de Jiri Kylian, mais il vaut mieux être placé haut et dominer la scène pour apprécier la variété des évolutions qui se déroulent comme des vagues d'assaut à la conquête de l'espace. Les garçons prennent appui sur la tête des filles, ils les déploient sur leur dos comme des papillons, les couchent comme des gigantesques. Tout reste fluide et tendre à l'image d'une humanité inquiète qui s'interroge sur le sens de la vie et disparaît doucement sans laisser de traces.

MARCELLE MICHEL.  
\* Théâtre musical de Paris, 20 h 30.

## SCULPTURE

### Nuits de colère

(Suite de la première page.)

Prix de Rome, ancienne marière, les Poirier (artiste biophrase, sans le moindre nuance de monstruosité) étaient en Italie : leur « démarche » pseudo-scientifique fut celle des archéologues — ils étaient pratiquement les seuls, les autres allaient plutôt vers l'anthropologie, l'anthropologie et les sciences naturelles. Ils se sont employés à relever, à reconstituer des traces du passé, à les entourer de tout un appareil documentaire, et de commentaires écrits.

Depuis, ils n'ont pas cessé de procéder ainsi, d'approcher les ruines, de creuser les strates, allant et venant de la surface au souterrain, de la façade aux caves, où, plus clairement, ils reconstruisent dans les enfantes froides du palais de Néron l'incendiaire l'obscur architecture du caveau. La *Domus aurea*, et toutes ses chambres de mémoire, moulages, bases, colonnes, herbiers, livres et architectures noires de sites ruinés, dont ceux d'une bibliothèque et d'une ville imaginaire, Ausée, fut montrée au Centre Georges-Pompidou en 1978.

Leur travail a pris ensuite d'autres dimensions : On peut même parler d'escalade, avec les fragments de statues et de colonnes de temples colossaux ; dont les tambours roulés au sol (un exemple demeure sur le parvis du Musée d'art moderne de la Ville de Paris) provoquent un immense chambardement visuel.

Dans la chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, pour le Festival d'automne, ils ont installé trois nouvelles sculptures. Des pièces-chocs, immenses, étonnantes, même lorsqu'on connaît leur passé et que l'on reconnaît les éléments de leur langage plastique, hautement maîtrisé. Une des sculptures est encore une maquette de ville antique ruinée, calcinée, noyée dans une ombre

verte, argentée de poussière et de charbon de bois ; elle se reflète dans l'eau noire laquée d'un littoral, dans laquelle un énorme éclair est fiché.

« Le paysage foudroyé » est le titre de cette proie nouvelle de la colère des dieux. Les deux autres sculptures minent la mort d'Enclade et de Mimas, les deux géants des volcans. L'une est un éboulement de blocs de marbre brut, auxquels sont mêlés des fragments de statues colossales, des moulages d'yeux sur tout, et au sommet duquel est planté une flèche de bronze. L'autre pièce, c'est un œil, un œil de bronze immense, immergé dans un bac, dont la pupille laisse s'écouler, superbe raffinement, un filet d'eau, une larme. L'œil est encadré de deux flèches décochées d'en haut, l'une plantée dans l'eau du bassin d'où émergent quelques ruines, l'autre dans le sol, au-dessous.

En fait, le spectacle est un peu ridicule. Il est indescriptible. C'est du théâtre, du grand spectacle, une mise en scène fabuleuse, contrôlée d'un bout à l'autre, qui nous conduit exactement là où Anne et Patrick Poirier entendent nous mener, par des voies souterraines et toute leur culture, la nôtre : au pied d'un monde inhumain (?) où s'affrontent des forces contraires, les unes brutales, élémentaires (les géants), les autres civilisées, les dieux destructeurs des monstres, fondateurs des villes (et des arts).

Les Poirier ont cette science de l'éclairage qui vous enlève le morceau, un éclairage modulable de l'intérieur-nuit, qui nécessite un long temps d'accoutumance, aux effets crus de couleurs, de matière, de reflets, d'ombre et de lumière et d'eau qui brillent, obscures, métalliques, trempées de nuit et de rêves insondables. Il faut y ajouter un jeu d'échelles passionnant, compliqué

per la possibilité d'observer les détails infimes et méticuleux de la ville cendrée, avec une paire de jumelles ; une façon encore de brouiller, embrouiller la vision, de l'isoler, de l'entretenir hors espace et hors temps, de la porter loin, à distance, dans le cercle mythique. Toute une histoire qui tourne autour de l'œil, de la connaissance, à multiples significations, riche de toutes les lectures qu'on voudra y faire. Où le chemin des ruines ouvert sur des contrées inexplorées, mystérieuses de grottes et de recoins obscurs, s'enfoncent au plus sombre de l'inconscient, là où s'ancrent les pulsions de vie et de mort, où résident les monstres prêts à prendre à nouveau possession du monde. En suivant les ruines, on ne sait jamais ce que l'on trouve : nœuds de vipères cachées sous les pierres et tortues géantes croulant dans les marécages, comme à Milet ; ou encore lumière aveuglante comme dans la métropole de Hiéropolis.

De ces trois œuvres des Poirier, l'une, *l'Œil géant*, mériterait quelque place superbe dans un parc parisien, dans un jardin — c'est une fontaine — comme d'autres œuvres des Poirier ont trouvé leur place en Italie, où elles prolongent avec d'autres la folie de l'artiste de Bomarzo.

Ces lieux mentaux dévastés après la tempête pourraient être vus aussi comme un terrible raccourci de l'histoire de l'art occidental, depuis la Grèce archaïque qui exploite plastiquement la Gigantomachie, à la Rome décadente qui se fige dans l'image des statues colossales. Avec les Poirier, à l'anatomie du mental on est tenté de greffer l'autopsie d'une civilisation.

GENEVÈVE BRÉRETTE.

\* Chapelle de la Salpêtrière jusqu'au 4 décembre.

Entrée de Roger VITRAC au répertoire !

**COMEDIE FRANÇAISE**  
296.10.20

**VICTOR**  
ou les enfants au pouvoir  
mise en scène  
Jean BOUCHAUD

16 représentations exceptionnelles  
du 1<sup>er</sup> octobre au 1<sup>er</sup> novembre

**THEATRE DE LA VILLE**  
★ EN ALTERNANCE ★

**DELPHINE GEORGES SEYRIG WILSON**

**SARAH**  
PRESSE ENTHOUSIASTE POUR 2 TRIOMPHES

**RAYMOND GEROME**  
dans sa comédie

**L'EXTRAVAGANT MISTER WILDE**  
avec FRANCE DELAHALLE

**CAVEAU DE LA REPUBLIQUE**  
"TROIS HEURES DE MIEUX"

**ON PERD LES PETALES**  
avec PIERRE DOUGLAS JACQUES MAILHOT Les Chansonniers

21 h, mardi dim. 15 h 30  
Agences et 278 44 45  
1 BO SAINT MARTIN

**ITT** les Fédérés - Scarface Ensemble

**VATER LAND**  
Le pays de nos pères  
Wenzel - Bloch

théâtre de la tempête cartouche 329-36-36

**2 JOURS POUR RADIO-LIBERTAIRE -- 89,5 MHz**  
8 ET 9 OCTOBRE -- 14 h à 24 h -- ESPACE BASF -- M° BALARD

Pour être sa rémission avec les mêmes horaires, les mêmes chroniques et la même fréquence qu'avant la saisie, Radio-Libertaire organise une grande fête de soutien.

Au programme : Armando Altai, Alain Aurenche, Rachid Bahri, Jean Bourbon, Michel Buzon, Christian Camerlynck, Louis Capart, Max-Roy Carrouges, Gil Cersant, Jean-Luc Debatisse, Jean-Philippe Didier, Egha et Robin, Mélanie Fournier, Jacques Florent, Fost et Val, Bernard Haillet, Pierre Haralambou, Paco Raux, Xavier Lacouture, Gilbert Laffaille, Gilles Langrouau, Hedris Londo, Francesco Montanar, Gilles Serret, Jean-Paul Sèvres, Francesca Solleville, Jean Sommer, Tchouk Tchouk Nongah, Théophile, Daniel Vachée, France Valmore, Anne Vanderlove, Wassaburo et Paul Cestier, Elizabeth Wieser.

Des stands et des débats, avec la participation de : la Ligue des droits de l'homme, la Libre Pensée, l'Union pacifiste, la Confédération nationale du travail (espagnole et française), le Mouvement espérantiste, l'Union fédérale des consommateurs, l'Association Force ouvrière des Cosmopolites, le Syndicat des correcteurs CGT, diverses sections syndicales CFDT, FO, CGT, FEN... des revues le Fou parle, Paroles et musique, Plages, l'Impatient, Fluide glacial... des radios libres : Ici et Maintenant, Gilda, Vo-Ka, Paris Ile-de-France, Carbone 14, Algre.

Prix des places : 60 F la journée, 100 F les deux jours (80 F pour les porteurs de la carte d'auditeur de R.-L.).

Fédération anarchiste : 145, rue Amelot, Paris-11<sup>e</sup>, tél. : 805.34.08.

omique  
aux:  
esse.  
briennes  
sortes de  
eaucoup  
it plus. A la  
Sur tous  
première  
exigeants.  
elle aussi,  
complet,  
journaux et  
ice bar  
ue d'autres  
e intérêt.



Lufthansa

## théâtre

**HILLE - Stéphane HILLEL**  
**II - Jean PAREDES**  
**Arg. 208-23-50 - AGENCES et FNAC**  
**activités - Groupes : 878-50-79**

# SPECTACLES

# COMMUNICATION

## Point de vue

## L'application de la loi sur l'audiovisuel

### II. Une politique globale

par GEORGES FILLIQUET (\*)

M. Georges Filliquet a présenté au conseil des ministres du mercredi 5 octobre un bilan de l'application de la loi du 29 juillet 1982 et des perspectives d'avenir, notamment pour les nouvelles technologies de la communication. M. Filliquet estime que les réformes actuelles correspondent à l'apprentissage de nouvelles libertés (le Monde du 6 octobre), et à l'instauration progressive d'une concurrence. Le gouvernement, estime-t-il, a désormais une politique globale en la matière.

Parmi les mots à résonance variable que le monde des médias agit à temps et à contretemps, celui de la publicité se fait le plus fort. D'autant plus fort que chacun le pousse pour étouffer les autres. Ceux qui en vivent pourraient penser que l'interdiction de la publicité sur les radios locales et sur Canal Plus, que la limitation - en volume et en nature - de la publicité à la télévision, résultent de choix qui n'ont aucune règle intangible n'impose. Quant à ceux qui en révent, ils devraient aussi songer. Songer par exemple que la redistribution à naître n'est pas conçue principalement comme un nouveau support pour la publicité de marque et leur campagne électorale permanente. L'une aide l'autre. Personne ne peut attendre de cette innovation l'autorisation automatique de diffuser des programmes de télétravaux, et de financer à 80 % par des ressources commerciales une opération avant tout destinée à servir à des fins de propagande.

#### La télévision vitrine du câble

La télévision par câble aura aussi le privilège exclusif de l'interactivité que lui confère l'architecture retenue pour la constitution des réseaux et le recours aussi rapide que possible à la technique de la transmission optique. Ces choix tendent à transformer le rapport personnel de l'usager à l'image en relevant un nouveau mode d'utilisation des produits livrés à domicile par la magie électronique et informatique. Il est temps de dire à ce sujet et contrairement à tant d'idées reçues que l'ambitieux plan de câblage envisagé, dont le coût en infrastructure est de l'ordre de 50 milliards de francs, s'inscrit bien davantage dans la logique de développement des télécommunications que dans le champ de la communication audiovisuelle.

Celle-ci est la vitrine devant laquelle on rêve et qui déterminera le plus souvent l'engagement des collectivités locales et la décision d'abonnement des particuliers, mais elle ne sera pas la principale utilisation des réseaux qui vont se créer et ne saurait prétendre à justifier à elle seule l'importance des investissements à consentir.

Il reviendra pourtant aux créateurs d'images la responsabilité lourde de fournir les programmes dont le besoin se trouvera ainsi généré. D'où la nécessité de développer parallèlement à l'industrie des réseaux, l'industrie des programmes. Le pari n'est pas facile à tenir. Car les enjeux n'ont pas, de part et d'autre, la même évidence. Il faut pourtant le gagner. Sinon nos programmes seront à dominante américaine et japonaise. Le choix du renforcement de notre capacité de production a donc été posé, et s'est déjà traduit par des inscriptions au 1<sup>er</sup> Plan et des décisions budgétaires inscrites dans la loi de finances pour 1984 - notamment pour l'institution du fonds de soutien à la création audiovisuelle - l'identification dans le budget pour 1984 du service public d'un crédit de 230 millions de francs alloué à la création, les dispositions prises ou prévues en faveur de la Société française de production (S.F.P.), la rationalisation des efforts pour l'exportation de nos productions grâce à la société de commercialisation (France media international).

La compétition sera dure. La France n'a pas d'autre choix que d'y consentir. Elle a trop longtemps mené des combats d'arrière-garde, en paralysant toutes les possibilités et tentatives d'évolution, en démantelant le service public, en interdisant le câble, en se cachant peureusement derrière le monopole.

Mais la réalité a plus de force. Les technologies ont plus de poids que les articles de loi et les arrêtés ministériels. Les besoins des hommes s'imposent aux filologies politiques partisanes. L'espace ne connaît pas les frontières. Ainsi si

(\*) Secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication.

nous n'avons pas, dans les années à venir, notre propre satellite, d'autres et tous les autres envahiront notre conscience, notre culture, notre marché. Il n'est donc plus temps de se défendre, il faut mener l'offensive. Avec tous les moyens mobilisables. Sans négliger l'indispensable apport du secteur privé et des initiatives individuelles, le secteur public est un instrument irremplaçable. Mais il faut aussi qu'il s'adapte. Mieux encore qu'il s'aligne. Il porte en lui-même toutes ses chances.

Il doit aussi combattre ses démons familiers. Se faire à la concurrence. Accepter désormais de lutter sur les terrains où il est moins protégé. Mieux organiser sa transparence, ce qui sera fait à travers les règles comptables nouvelles qui ont été instituées. Améliorer sa productivité, ce qui impose quelques révisions des méthodes en cours et des exigences admises. La radiotélévision nationale a tous les talents et tous les savoir-faire. Elle dispose, en outre, du secret de les enseigner et de les apprendre. Cependant tous ces éléments de force, pour être pleinement efficaces, doivent être au service d'une volonté collective rassemblée, qui passe par une prise de conscience individuelle de tous ceux qui y consacrent leur intelligence, leur imagination créatrice et leur force de travail.

Tous ceux-là et les autres ont un rôle à tenir dans la construction du projet est maintenant dessinée. Jusqu'ici il était peut-être encore permis d'hésiter tant qu'il n'y avait pas volonté marquée de tracer l'avenir.

Le fait nouveau est qu'aujourd'hui, enfin, une politique globale de la communication est définie pour accompagner les révolutions technologiques, économiques et culturelles que nous vivons à la fin de ce siècle. Il ne reste plus qu'à la mettre en œuvre.

FIN

## LE NEUVIÈME VIDCOM A CANNES

## La Caisse des dépôts entre dans la danse

De notre envoyé spécial

M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, tenait une conférence de presse, le 6 octobre, dans le cadre du neuvième Vidcom International de la Marché International de la Vidéo-Communication (Vidcom). Le premier établissement financier de France se lance dans l'audiovisuel en investissant dans la mise en place des réseaux de télévision par câble, dans leur exploitation et dans la production de programmes.

Cannes. « Nous serons les avocats d'une approche globale et prospective ». En lançant tout le poids financier de la Caisse des dépôts dans le développement de la télévision par câble et de la communication locale, M. Robert Lion souhaite aussi définir les règles du jeu et clarifier les enjeux. Il n'hésite pas à dénoncer « le désordre foisonnant d'initiatives qui se neutralisent faute de cohérence ou de coordination suffisante » entre, d'une part, la quatrième chaîne, la télématique et la micro-informatique.

Rejetant les approches sous l'angle de l'infrastructure ou les stratégies marchandes à court terme, la Caisse des dépôts se veut

résolument « du côté de l'usager et de son porte-parole, la collectivité locale ». Quels que soient les médias (câble, radio locale, vidéotransmission), M. Robert Lion pose une question préalable : quelle sera la programmation locale, son impact culturel et social, sa cohérence en termes de services rendus à l'usager ? Le reste, le choix des technologies comme de l'architecture des réseaux, dépend de la réponse à cette première question.

Si elle doit financer la mise en place des réseaux, la Caisse des dépôts s'intéresse donc d'abord au contenu, aux programmes, tout en respectant une stricte neutralité. « Il n'y a pas, affirme M. Robert Lion, des conceptions commerciales privées s'opposant à des conceptions publiques et socialisées. Il y aura de bons et de mauvais projets ouverts ou non les portes de l'enrichissement culturel et de la communication sociale, respectueux ou non des consciences et du pluralisme ». Cette implication dans la programmation va jusqu'à associer M. Jean-Pierre Guérin, ancien rédacteur en chef de TF1, comme consultant auprès de la Caisse des dépôts sur cette nouvelle politique.

« Il s'agit de se hâter lentement ». M. Robert Lion met ainsi en garde les collectivités locales contre la précipitation et les invite à mesurer les conséquences financières de leurs projets. Il note que les propositions actuelles des P.T.T. (quinze cents francs par prise pour un réseau câblé) représentent soixante pour cent de l'investissement mensuel moyen par foyer dans des villes de plus de trente mille habitants et que les collectivités devront choisir entre le câble et d'autres équipements. Mais ce choix est pour le directeur

de la Caisse des dépôts un choix d'avenir, un « choix de société ». Il met donc au service des collectivités locales, des acteurs de l'économie sociale toutes les structures de la Caisse des dépôts et de ses filiales.

La Caisse interviendra dans le financement des études préalables du câblage en proposant des prêts à taux privilégiés qui compléteront les subventions de la mission télédistribution. Un G.I.E. (groupe d'intérêt économique) rassemblant toutes les filiales du groupe déjà spécialisées dans la télématique, la télédistribution ou la formation, jouera un rôle d'« assemblée de la communication » : de l'étude préalable au montage juridique et financier des structures de gestion, de la définition des services à l'ingénierie des réseaux.

La Caisse des dépôts financera les infrastructures et les matériels de communication : radios locales, réseaux de micro-informatique, réseaux de vidéotransmission. La télévision par câble reste bien sûr un objectif prioritaire, et M. Robert Lion s'est clairement prononcé « pour un rythme soutenu de raccordement à défaut, la France ne développera pas une industrie de programmes ». La Caisse propose également sa participation à l'exploitation des réseaux sous forme de souscription au capital de sociétés d'économie mixte, de régie ou de concessions. Enfin, le groupe annonce son intention de financer la distribution de programmes sous forme de régie nationale ou régionale et d'investir dans la production, prenant « le risque de la création et du développement d'entreprise ».

Cette mobilisation de la Caisse des dépôts dans la communication audiovisuelle pèsera d'un poids financier non négligeable. La part

de la Caisse serait de 7 à 9 millions de francs soit 25 milliards de francs, coût du programme prévu par les pouvoirs publics d'ici à 1989 pour les infrastructures. Sur cinq ans toujours, le groupe pourrait investir 80 millions de francs dans les sociétés d'exploitation.

Souhaitée par les pouvoirs publics, attendue par tous les partenaires de la communication, l'entrée en force de la Caisse des dépôts vient à point nommé pour dynamiser un marché qui paralysait encore des incertitudes politiques ou économiques plus ou moins fondées. Le service public de l'audiovisuel et les P.T.T. souffrent à l'évidence de restrictions budgétaires et de lourdeurs administratives. Les grands groupes privés observent et hésitent à investir. M. Robert Lion ne saurait pas que son intervention a aussi pour but d'amener d'autres acteurs à clarifier leurs intentions.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## A PROPOS DU BLANC

Afin de dissiper tout malentendu, la Maison « FRED FOREST » avise son aimable clientèle, les pouvoirs publics, les fabricants de lessive, les populations de Dreux et de Poitiers, qu'elle est étrangère à l'actuelle campagne du blanc dans la presse, ses propres stocks ayant été épuisés au cours de l'année 72. Cette précision n'enlève rien (au contraire !) à notre jubilation profonde devant cet envahissement du blanc, combien sympathique, salutaire et réconfortant, qui nous comble d'aise. La publicité ce n'est pas notre rayon : nous sommes des épicuriens du blanc.

## TRIBUNES ET DÉBATS

**JEUDI 6 OCTOBRE**  
M. Yves Sautoum, maire P.C. de Nanterre, participe au journal de 92 Radio, à 18 h 45 (Nanterre, 91,1 MHz).

**VENDREDI 7 OCTOBRE**  
M. Jacques Godfrain, député R.P.R. de l'Aveyron, est l'invité de l'émission « Plaidoyer », sur R.M.C., à 8 h 15.  
M. Yves Guizot, président du C.N.P.F., est reçu au journal de 12 h 30, sur Radio Soliarité (Paris, 89,8 MHz).

## Lisez

Le Monde des PHILATÉLISTES

J.-F. L.

42-62) ; Colisée, 9 (359-29-46) ; Bismarck Montparnasse, 15 (344-25-02) ; Muret, 16 (651-99-75) ; - V.I. : Berlin, 2 (742-60-33).

**FRÈRE DE SANG** (A. v.a.) : 7<sup>e</sup> Art Beaubourg, 4 (376-94-15) ; s.p.

**FURVO** (Imp. v.a.) : U.G.C. Marbeuf, 9 (225-18-45) ; Studio Cujas, 9 (354-89-22).

**GANDEI** (Brit. v.a.) : Cluny Palace, 9 (354-20-12) ; Elysée Lincoln, 9 (359-36-14) ; - V.I. : Capri, 2 (508-11-69).

**LE GÉNÉRAL DE L'ESPACE** (A. v.a.) : Rex, 2 (333-89-93).

**HANNA K.** (Fr.-A.) : Quinze, 9 (633-79-38) ; Ambassade, 9 (359-19-08) ; Paroissien, 14 (320-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (375-79-79) ; - V.I. : Berlin, 2 (742-60-33).

**L'HOMME DE LA RIVIERE D'AR- GENT** (Aust. v.a.) : Espace Galilé, 14 (325-95-94) ; St-Lambert, 15 (352-91-48) (Hsp.).

**LA FEMME VILLE AU CARTON A CHAPEAU** (Sov. v.a.) : Studio des Ursulines, 9 (354-39-19).

**JOY** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Etoile, 9 (359-15-71).

**KRYANUSOATSI** (A. v.a.) : Eclair, 15 (707-26-04).

**LA LUNE DANS LE CANVEAU** (Fr.) : Lucerna, 6 (544-57-34).

**LIBERTY BELLE** (Fr.) : Nation, 12 (343-04-67) ; Paroissien, 14 (329-83-11).

**LUDWIG-VISCONTI** (Il. v.a.) : Saint André des Arts, 6 (326-48-18).

**LE MONDE SELON GARY** (A. v.a.) : Saint-André, 11 (700-69-16).

**MOUVIT PYTHON, LE SENS DE LA VIE** (A. v.a.) : Quinze, 9 (633-79-38).

**CEIL POUR CEIL** (A. v.a.) : Arcades, 2 (234-54-58) ; Paris Clés, 18 (770-21-71).

## LES FILMS NOUVEAUX

**FORT BRONX**, New York Connec- tion, film américain de Robert Butler, v.a. : Paramount City, 9 (562-77-66) ; v.o. : Max Linder, 9 (770-40-44) ; Paramount Opéra, 9 (329-83-11) ; Paramount Galaxie, 13 (380-18-03) ; Paramount Montparnasse, 18 (606-34-25).

**HONEYTONE MAN**, film américain de Clint Eastwood, v.a. : Forum Opéra, 15 (723-43-43) ; Bismarck, 9 (326-12-12) ; Ambassade, 9 (359-19-08) ; Paroissien, 14 (329-83-11) ; - V.I. : Lumière, 9 (359-19-08).

**LES JOUEURS D'ÉCHECS**, film indien de Satyajit Ray, v.a. : Forum, 15 (297-53-74) ; Olympia-Luxembourg, 6 (633-79-79) ; Olympia-Balzac, 6 (561-10-40) ; Olympia, 14 (345-35-38) ; Paroissien, 14 (329-83-11).

**OCTOPUSSY**, film américain de John Glen, v.a. : Gaumont-Halles, 15 (297-53-74) ; Cluny-Palace, 9 (354-07-16) ; Paramount Opéra, 9 (329-83-11) ; Publicité Saint-Germain, 6 (222-72-80) ; Marignan, 9 (359-22-82) ; Publicité Champ-Élysées, 9 (720-76-45) ; Normandie, 9 (359-41-18) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (375-79-79) ; - V.I. : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; Paramount-Mariavaux, 2 (296-80-40) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Paramount Opéra, 9 (740-63-31) ; Paramount-Bastille, 12 (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13 (331-60-74) ; Paroissien, 14 (329-83-11) ; Paroissien-Orléans, 14 (340-45-91) ; Montparnasse-Patée, 14 (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; U.G.C. Convention, 15 (828-20-63) ; Paramount-Maillot, 17 (575-24-24) ; Images, 18 (522-47-94) ; Paramount-Montparnasse, 18 (606-34-25) ; Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-40).

**POUSSIERE D'EMPIRE**, film franco-allemand de Lutz L. Rex, 2 (236-83-93) ; Cluny-Beaubourg, 4 (376-94-15) ; Sévigné, 9 (354-50-91) ; U.G.C. Rodonde, 6 (633-08-22) ; Bismarck, 9 (359-22-82) ; U.G.C. Boulevards, 9 (246-66-44) ; Cluny-Bastille, 12 (343-79-17) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (375-79-79).

**LES TROIS COURONNES DU MA- TILLOT**, film français de Razon Ruiz, 14-Juillet-Racine, 6 (326-19-68) ; 14-Juillet-Paroissien, 6 (326-19-68) ; Elysée-Lincoln, 9 (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11 (357-90-81) ; Olympia-Europé, 14 (345-35-38).

**UNDERGROUND U.S.A.**, film américain d'Eric Mitchell, v.a. : Action Christine, 6 (325-47-46).

**UNE PIERRE DANS LA BOUCHE**, film français de Jean-Louis Leconte : Gaumont-Halles, 15 (297-53-74) ; Berlin, 2 (742-60-33) ; Saint-Germain-Eugène, 9 (633-63-20) ; Colisée, 9 (359-29-46) ; Paroissien, 14 (329-83-11) ; Gaumont-Convention, 15 (828-20-63).

**VIVE LA SOCIALE**, film français de Gérard Mordillat, v.a. : Forum, 15 (297-53-74) ; Sévigné, 9 (354-50-91) ; U.G.C. Opéra, 6 (325-10-08) ; Bismarck, 9 (359-22-82) ; Marignan, 9 (359-22-82) ; U.G.C. Boulevards, 9 (246-66-44) ; Maxéville, 9 (770-72-80) ; U.G.C. Gare-Lyon, 12 (343-01-59) ; Fauvette, 13 (331-60-74) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Cluny-Patée, 18 (522-46-01) ; Sévigné, 19 (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-40).

3 octobre au 3 novembre 16 dernières

COMEDIE FRANÇAISE 296.10.20

LES ESTIVANTS Maxime GORKI

Texte Français Michel VINAVER mise en scène Jacques LASSALLE

Le Monde RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

KAFKA LA COLONIE PENITENTIAIRE le lierre théâtre 22, rue du Chevaleret (13<sup>e</sup>) 338.55.23

KAFKA LA COLONIE PENITENTIAIRE KAFKA

CHAILLOT • GRAND THEATRE 21 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES 23 SEPTEMBRE - 23 OCTOBRE 727.81.15

# hamlet

VERSION INTEGRALE

# COMMUNICATION

Jeudi 6 octobre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : Disparu le 7 octobre, de D. Fabre.  
22 h 10 Rencontres au jardin des musiciens.  
Réal. J. Kerschbrun.  
23 h 5 Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Série : Massada.  
D'après E. K. Gurn, réal. B. Sagal.  
Une épopée à la Ben Hur avec Peter O'Toole.  
22 h 5 Magazine : Résistances.  
23 h 20 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma 16 : le Refus, de P. Jamin. Avec C. Collet, C. Bouillotte, A. Sterling, H. Serré.  
21 h 15 Journal.  
22 h 35 Boîte aux lettres.  
Magazine littéraire de J. Garcia.  
Avec André Roussin et Pierrette Sartin.  
23 h 40 Prélude à la nuit.  
Trois romances, op. 94, de Schumann, par H. Boschi, piano, et A. Angster, clarinette.

## FR 3 PARIS ÎLE DE FRANCE

17 h 6, Documentaire.  
19 h 10, Samedi et Cie.  
19 h 35, Feuilleton : Les Mobiliers de Paris.

## FRANCE-CULTURE

20 h, Nouveaux répertoires dramatique : « Les Découps », avec M. Galard, J. Bouvia, T. Quentin, F. Rachaud, suivi d'un entretien avec les auteurs.  
21 h 45, Profession : spectateur, Guy Dumar.  
22 h 30, Nuits magiques.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h, Jazz.  
20 h 30, Concert « Mavra », opéra-bouffe en un acte, « le Rossignol », conte lyrique en trois actes sur un livret de Minkowski, de Stravinski, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, dir. L. Friend; chef des chœurs, J. Jouineau; chef de chant, M. Paubon.  
22 h 30, Fréquence de nuit : feuilleton « Paris-Athènes ».

Vendredi 7 octobre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

19 h 18 Série : Ton amour et ma jeunesse.  
19 h 20 Le village dans les nuages.  
19 h 40 Variétés.  
19 h 55 7 heures moins cinq.  
19 h 58 Météorologie.  
19 h 59 Émissions régionales.  
19 h 59 Jeu : Marion-Les.  
20 h 35 Variétés : Si tu étais le Bon Dieu : Jacques Bral.  
Réal. E. Le Hung.  
21 h 40 Série : Les uns les autres, de Claude Lelouch. Avec Robert Hossein, N. Garcia, J. Cail.  
22 h 40 Bravo.  
Émission de J. Artur et C. Garbino.  
« Chacun sa vérité », de Pirandello, mise en scène de F. Poirier à la Comédie des Champs-Élysées : « Cyrano de Bergerac », d'E. Rostand, spectacle de J. Savary au Théâtre Mogador : Festival d'automne : Chanson : Poco Ibanes : Danse : interview de R. Nouriev; extraits de « Moïse », de Rossini, mise en scène de L. Rocconi, etc.  
23 h 35 Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

19 h 40 Reprise : Lire, c'est vivre.  
« Les dernières cartes », d'A. Schnitzler. (Diff. le 20 septembre.)  
19 h 40 Histoires.  
De S. Richard.  
Brésil : empire du soja, engraissement de la faim.  
19 h 45 Récré A2.  
19 h 50 C'est la vie.  
19 h 55 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 58 Émissions régionales.  
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.  
20 h 35 Journal.  
20 h 35 Feuilleton : Les brigades du Tigre.  
Les amies folles : les princesses de la nuit, réal. V. Vicas. Avec J.-C. Bouillon, P. Maguelon, E. Margolin.  
21 h 35 Apostrophes.  
Magazine littéraire de B. Pivot.  
Sur le thème : « La liberté d'écriture », sont invités : Breyten Breytenbach (Mourot), Petru Dumitriu (la Liberté), Mohr Semblable, mon frère), Heberto Padilla (dans mon jardin paissent les héros : Héritages), Vladimir Dimitrijev (pour Vie et destin de V. Grossman et le Cas Grossman, de S. Marichal).  
22 h 50 Journal.  
23 h Ciné-club (cycle Sacha Guitry) : Faisons un rêve.  
Film français de S. Guitry (1936), avec S. Guitry, Raïnou, J. Delbosc, R. Seiler et des vedettes invitées (N).

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h 18 Télévisions régionales.  
Programmes autonomes des douze régions.  
19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.  
20 h 30 Les jeux.  
20 h 30 D'accord pas d'accord.  
20 h 35 Vendredi : Valéry Giscard d'Estaing.  
Magazine d'information d'A. Campana.

L'ancien président de la République face à Ivan Lévai, C. Clerc et M. Naudy, en direct du studio 101.  
21 h 55 Musique : Art Zoyd.  
Réal. D. Poteau.  
22 h 50 Prélude à la nuit.  
Une pensée pour Georges Auric.

## FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 6, Feuilleton : A skis redoublés.  
17 h 30, Decauville : un peuple en lutte (1<sup>re</sup> partie).  
17 h 57, Court métrage.  
18 h 5, Aïe! sont-ils.  
18 h 30, Le second des mélodrames différents.  
18 h 55, Informations nationales et internationales.  
19 h 10, Samedi et compagnie.  
19 h 15, Informations régionales.  
19 h 35, Feuilleton : Les Mobiliers de Paris.

## FRANCE-CULTURE

8 h 50, Échec au hasard.  
9 h 7, La matinée des arts du spectacle.  
10 h 45, Le texte et la marge, avec Denise Mayer pour « René Mayer ».  
11 h 2, Musique : (en direct de Strasbourg, Musica 83) : Strasbourg-Rome (et à 13 h 30 et 16 h).  
12 h 5, Nous tous chacun.  
12 h 45, Passerama.  
14 h, Soma.  
14 h 5, Un livre, des voix : Hôtel des Piranhas, de P. de Balzac.  
14 h 47, Les après-midi de France-Culture : Les inconnus de l'histoire : Marc Antoine Julien.  
18 h 30, Feuilleton : l'Hôtel Saint-Pol.  
19 h, Actualité magazine.  
19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : le temps et sa mesure.  
20 h, École privée, école publique.  
21 h 30, Musique : Black and Blue.  
22 h 30, Nuits magiques.

## FRANCE-MUSIQUE

8 h 10, Magazine.  
9 h 2, D'une œuvre l'autre : œuvres de Piazolla, Beethoven, Tchaïkovski, Mozart, Gabriel, Schoenberg, Monnet, Debussy, Granados.  
12 h, Actualité lyrique.  
12 h 35, Jazz, s'il vous plaît.  
13 h, Avis de recherche.  
13 h 30, J'aime les solistes : œuvres de Strauss/Schoenberg, Tansman par la « Camerata de Versailles ».  
14 h 4, Équivalences.  
14 h 30, Les enfants d'Orphée.  
15 h, L'après-midi des musiciens : Gounod et l'académisme français. Œuvres de Gounod, Massenet, Guilmant, Delibes, Lalo.  
17 h 5, Répertoire contemporains : K.-H. Stockhausen.  
18 h, L'imprévu.  
19 h, Studio-concert : œuvres de Couperin, Forqueray, Leclair, Rameau, Balbastre par le trio Sonnerie.  
20 h, Jazz : Le clavier bien tempéré.  
20 h 20, Concert : ouverture du Roi d'Ys, de Lalo, Ballade pour piano et orchestre, de Fauré, Variations symphoniques pour piano et orchestre, de Franck, Symphonie en si bémol majeur, de Chausson par l'Orchestre de la radio symphonique de Strasbourg, dir. J. Fournet, sol. M. Dalberto, piano.  
22 h 15, Fréquence de nuit : Feuilleton « Paris-la lune » à 23 h 5, Gala de portrait : Albert Ayler.

# CARNET

## Naissances

Marc  
est né le 17 septembre 1983.

De la part de Marie-Françoise et Christophe FREREBEAU et Cécile.  
Brioux-en-Boutonne (Deux-Sèvres).

## Mariages

Le docteur et M<sup>me</sup> Pierre POULAIN, et M<sup>me</sup> Jacques LEDOUX, ont la joie d'annoncer le mariage de leurs enfants

Pascal et Thierry,

qui a été célébré dans l'intimité, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), le 24 septembre 1983.  
73, avenue de la Marne, 35800 Saint-Malo.  
L. rue Alfred-Bruneau, 75016 Paris.

## Décès

M. et M<sup>me</sup> Angustin Alline, ses parents, Bertrand et Maryse de Kerimel, Jean-Pierre et Monique Abraham, Henri et Catherine Alline, Jean-Marie et Marie-Odile Alline, François-Xavier et Geneviève Lacoste-Alline, François Alline, Yves et Alysse Coutegon-Alline, Jean-Louis et Claire Fagnon-Alline, frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, et ses seize neveux et nièces, ont l'immense peine de faire part du décès accidentel, à l'âge de vingt-huit ans, de

Michel ALLINE.

Le service religieux aura lieu en l'église de Chérisy, près de Dreux (Eure-et-Loir), le vendredi 7 octobre à 10 heures, suivi de l'inhumation au cimetière familial à Ermenonville (Val-d'Oise), à 15 heures, au cimetière ancien.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
Le Prêtre, 2, rue d'Anet, Fernandocourt, 28300 Vermonville.  
Le docteur et M<sup>me</sup> Raymond Braun, Thierry, Valérie, Joséphine et Thomas, M<sup>me</sup> Jean Schoenfelder, M<sup>me</sup> Ernest Schmitt, ont le deuil de faire part de la mort de

Hervé BRAUN,

après une courte maladie, au domaine du Bonfin, à Fréjus (secteur de la Fraternité blanche universelle), le 20 septembre 1983, à vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Kaysersberg (Haut-Rhin), le samedi 8 octobre 1983, à 15 heures.

Les dons peuvent être adressés au Centre de documentation et d'éducation contre les manipulations mentales (C.C.M.M., 19, rue Turgot, Paris-9<sup>e</sup>), 18, rue des Fleurs, 68100 Mulhouse.

— On nous prie d'annoncer le décès accidentel de

M. Marcel DARTY,

survécu à Paris le 4 octobre 1983.

De la part de  
M<sup>me</sup> Marcel Darty, son épouse,  
M<sup>me</sup> Anny Moret,  
M<sup>me</sup> Claude Darty, enfants,  
Et toute sa famille.

Les obsèques auront lieu le vendredi 7 octobre 1983.

On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 10 h 15.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Delpal et ses filles Marie-Christine et Catherine, ont la douleur de faire part du décès de

M. René DELPAL, âgé de cinquante et un ans, professeur au lycée Pierre-de-Fermat.

Les obsèques religieuses auront lieu le jeudi 6 octobre 1983 dans la plus stricte intimité, en l'église de Saint-Agnès-Saint (12<sup>e</sup>), 29, rue des Arènes, 31240 L'Union.

**Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS**

— Royan.  
M<sup>me</sup> Robert Dunand et son fils Dominique. Ainsi que les familles : Dunand, Beson, Dougoud, Ducayla, Lafitte, Roy et Talbot, font part du décès de

M. Robert DUNAND, survenu le 3 octobre 1983.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 8 octobre 1983, à 10 heures, en l'église réformée de Royan.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
12, avenue de Maine-Geoffroy, 17200 Royan.

M. et M<sup>me</sup> Pierre Ernoult, M<sup>me</sup> Yves Ernoult, M. et M<sup>me</sup> Patrick Ernoult et leur fils, M. Xavier Ernoult, M<sup>me</sup> Zorah El Ghazani, Les familles parentes et alliées, ont l'immense douleur de faire part de la mort de

Sylvaine ERNOULT,

à l'âge de trente ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 8 octobre 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-Paul et Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine, Paris-4<sup>e</sup>.

Une messe, suivie de l'inhumation, sera célébrée le lundi 10 octobre 1983, à 15 h 30, à Bouchevilliers (Eure).

27150 Etrepagny.  
— M<sup>me</sup> Jean Ladavière, M<sup>me</sup> Jean Ladavière, ses fils, ont le deuil de faire part du décès de

M. Pierre LADAVIÈRE, survenu le 3 octobre 1983 à l'âge de soixante-dix ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 7 octobre 1983, à 9 h 15 précises, en l'église Sainte-Marie-Madeleine de Massy (91300), place Jules-Ferry, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Massy-Sud dans le caveau de famille.

Priez pour lui.  
MM. Jean et Marc Ladavière, 29, avenue Georges-Clemenceau, 91300 Massy.

— M<sup>me</sup> Jeanne Patoillet, son épouse, Marie-Bernard, Marie-Claude, Claire, Jean-Dièdre, Philippe et Thomas, ses enfants et petits-fils, M<sup>me</sup> Marthe Patoillet, sa sœur, M. et M<sup>me</sup> Henri Bittard et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean PATOUILLET, ancien directeur à la société Antar, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, survenu brusquement, le 4 octobre 1983, dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 7 octobre 1983, à 8 h 30, en l'église Sainte-Bernadette, 7, rue Saint-Nicolas, 78000 Versailles.

8, rue du Général-Pershing, 78000 Versailles.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Georges FEIDENIS, ingénieur des ponts et chaussées, officier de la Légion d'honneur, survenu le 26 septembre 1983 à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière du Père-Lachaise.

— M<sup>me</sup> Jeanne Perrée, sa femme, Les docteurs Arlette et Jean-Paul Bochet, M<sup>me</sup> Marthe Perrée-Fauvet et le docteur Jean-Elie Fauvet, ses enfants, Sophie et Marine Bochet, Servais et Raphaële Fauvet, ses petites-filles, M<sup>me</sup> Suzanne Poteau et M<sup>me</sup> Christiane Perrée, ses belles-sœurs, ses nièces, petites-nièces et cousins, sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès accidentel du

docteur Pierre PERRÉE, chevalier de l'ordre des Palmes académiques, survenu le 3 octobre 1983.

Les obsèques civiles auront lieu le samedi 8 octobre 1983, à 14 h 30, à Saint-Malo-Saint-Servan, au petit cimetière du Rosail, où l'on se réunira.

10, chaussée du Sillon, 35400 Saint-Malo.

— Le Centre médico-chirurgical de l'Europe, 78560 Le Port-Marly, a le regret de faire part du décès de

docteur Annie YUENOU, spécialiste en dermatologie, survenu le 2 octobre 1983 au Port-Marly.

Les obsèques seront célébrées à Guilvieux (Finistère) dans l'intimité, 9 bis, rue de Saint-Germain, 78560 Le Port-Marly, 107, rue Leblanc, 75015 Paris.

— M<sup>me</sup> Louis Morder, M. et M<sup>me</sup> Paul Goussinger et leurs filles Flore, Danièle et Cécile, M<sup>me</sup> Suzanne Enaut, M<sup>me</sup> veuve A. Picard, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> veuve Henri VIET, née Jeanne Morder, chevalier du Mérite social, commandeur de la Légion universelle du bien public,

leur belle-sœur, tante, arrière-grand-tante et parents, survenu, le 29 septembre 1983, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Regrets.  
La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, en l'église réformée du Foyer de l'Âme, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise dans la sépulture de famille.

17, boulevard Richard-Lenoir, 75001 Paris.

## Remerciements

— M. Abdelhamid Messadi Et toute la famille, profondément touchés des marques de sympathie qu'ils ont reçues lors du décès, le 18 septembre 1983, de

Yassine SMAÏL,

et dans l'impossibilité de répondre individuellement à toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil cruel, vous prient de trouver ici l'expression de leur reconnaissance émue et de leurs remerciements.

— Madeleine Koukila et les enfants remercient les familles, amis et habitants de l'immense de leur présence chaleureuse dans ces moments douloureux.

Georges KOUKILA, décédé le 21 septembre 1983, entouré d'amour.

## Anniversaires

— Pour le deuxième anniversaire de la disparition de

Robert CYPKIN, médaille de l'aéronautique,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Il y a dix ans

Dider HLOUZ fut victime d'un accident. Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

## Services religieux

— Le Consistoire central israélite de France annonce que pour le premier anniversaire du décès de

baron Alain de ROTHSCHILD, ancien président du Consistoire central,

un service religieux à sa mémoire sera conduit par M. Jacob Kaplan, grand rabbin du Consistoire central, le jeudi 10 octobre 1983, à 17 h 30, à la grande synagogue de Paris, 44, rue de la Victoire.

Cette cérémonie sera présidée par M. René-Samuel Sirat, grand rabbin de France.

## Avis de messes

— Une messe sera célébrée le mercredi 12 octobre 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, 75007 Paris, à la mémoire de

M. Jacques SEGARD, décédé le 14 juillet 1983.

## Communications diverses

— Le groupe 8 de Chelles d'Aspey International, organise une soirée Rock'n'Roll, le vendredi 7 octobre, à 21 heures, à la Maison du temps libre de l'Arche-Guédon, à Torcy (77), avec le groupe Travelling Band. Entrée : 20 F.

## Soutenances de thèses

### DOCTORAT D'ÉTAT

— Université de Haute-Bretagne (Rennes-II), jeudi 6 octobre à 14 h 30, salle B 363, M. Jean-Pierre Mouchon : « Contraintes climatiques et espace géographique : les précipitations en Irlande ».

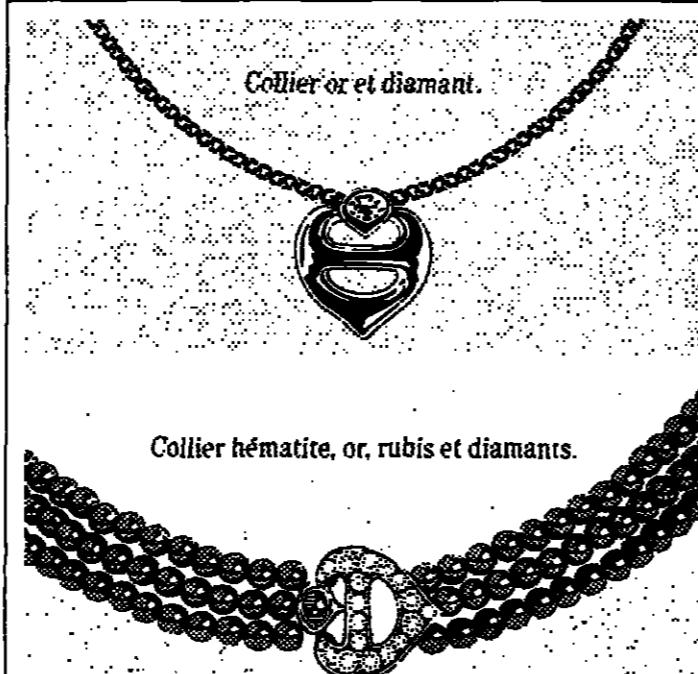
— Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), vendredi 14 octobre à 14 heures, salle Bourgas, M<sup>me</sup> Georges Odé-Assamoi : « L'enseignement de l'anglais en Côte-d'Ivoire de 1946 à 1977 ».

— Université Paris-VII, mardi 18 octobre à 10 heures, salle des thèses, M. Carlos Moore : « Le castor et l'Afrique noire, 1959-1972 ».

### Dîners-débats

— La Société industrielle de Rouen organise, vendredi 14 octobre à 20 heures, au Palais des congrès, un dîner-débat ayant pour thème : « Redresser la France : à quelles conditions », avec la participation de M. Jean-Maxime Lévesque, président-fondateur d'UNIR, Renseignements et inscriptions à la Société industrielle de Rouen, 25, place de la Cathédrale, 76000 Rouen (71-14-48).

## BIJOUX CATHERINE DENEUVE



Collier or et diamant.

Collier hématite, or, rubis et diamants.

### FRED Joaillier

8, rue Royale, Paris 8<sup>e</sup>, Tel. 281.30.65 - Le Claridge, 74, Champs-Élysées - Hôtel Meridien, Paris - Aéroport d'Orly - La Croisette, Cannes - Hôtel Louis, Monte-Carlo - 20, rue du Marché, Genève - New York - Beverly Hills - Houston - Dallas.

الجمهورية الجزائرية



# OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

**VENTE sur saisie immobilière au PALAIS DE JUSTICE A PARIS, le jeudi 27 octobre 1983, à 14 heures**  
**APPELÉMENT A PARIS (14°)**  
au 4<sup>e</sup> étage, bâtiment A, 2 pièces, cuisine, W.C., petite pièce  
2, impasse Sainte-Léonore et 22, rue Fernery  
**MISE A PRIX: 110.000 FRANCS**  
S'adresser à M<sup>re</sup> J. DEVOS-CAMP, avocate, 12, square Desbats à Paris (15°), tél. 579-29-49; et à tous avocats près les Tribunaux de PARIS, CRÉTEIL, BOBIGNY et NANTERRE.

**VENTE sur saisie immobilière au PALAIS DE JUSTICE A CRÉTEIL, le jeudi 27 octobre 1983, à 9 h 30**  
**UN IMMEUBLE DE SIX APPARTEMENTS**  
**37, RUE ÉTIENNE-DOLET A CACHAN (94)**  
**MISE A PRIX: 150.000 F**  
S'adr. M<sup>re</sup> Guy BOUDRIOT, avocat à la cour, 55, bd Malesherbes, Paris (8°), 522-04-36.

**Vente Palais de Justice de NANTERRE, Mercredi 19 octobre - 14 h**  
**EN UN SEUL LOT**  
**VANVES (92) LOCAL COMMERCIAL**  
et d'HABITATION  
34, avenue Victor-Hugo et 2, rue de Solferino, à l'angle de ces voies  
Rez-de-cha. : BOULANGERIE dans laquelle se trouve une descente à la Cave, Salle de café, 2 pièces, cuisine, w.c., entrée, débarras, Grande CAVÉ.  
Au sous-sol et les parties communes correspondantes.  
**MISE A PRIX: 150.000 F s'adresser :**  
**M<sup>re</sup> BURG** Avocat à Paris  
1, rue Georges Berger, Tél. : 766-21-03, à la fois avocats pr Tribunaux gde instance, PARIS, BOBIGNY, CRÉTEIL et NANTERRE, sur place pour visiter.

**VENTE sur surenchère au PALAIS DE JUSTICE A EVRY, rue des Mazères, le mardi 18 octobre 1983, à 14 heures**  
**IMMEUBLE A SAULX-LES-CHARTREUX**  
(Essonnes)  
de deux étages avec cour, jardin, dépendances, d'une superficie totale de 29 ares 13 centiares  
13, rue de la Division-Lacour  
**MISE A PRIX: 463.100 FRANCS**  
Consignation préalable pour enchérir. S'adresser pour renseignements au Cabinet de M<sup>re</sup> AKOUN et TRUXILLO, avocats associés à Evry (91), 4, boulevard de Evry (91), tél. 079-39-45; M<sup>re</sup> PAVIE, avocat, tél. 077-57-72; M<sup>re</sup> COHEN, avocat, tél. 448-28-28.

**Vente Palais de Justice de NANTERRE, Mercredi 19 octobre - 14 h**  
**EN UN SEUL LOT**  
**MAISON RUEIL-MALMAISON (92)**  
14, rue Alexandre-Dumas  
div. s. : terre-plein R.-de-cha. : 3 p., cuis., appentis, jard. Commerce 220 m<sup>2</sup>  
**MISE A PRIX: 105.000 F s'adresser à :**  
**M<sup>re</sup> BURG** Avocat à Paris  
1, rue Georges-Berger, Tél. : 766-21-03, à la fois avocats pr Tribunaux gde instance, PARIS, BOBIGNY, CRÉTEIL et NANTERRE, sur place pour visiter.

**VENTE sur saisie immobilière au PALAIS DE JUSTICE A CRÉTEIL, rue Pasteur-Valléry-Radot, le jeudi 27 octobre 1983, à 9 h 30**  
**PROPRIÉTÉ A ST-MAUR-DES-FOSSES**  
5 a 24 ca  
**MISE A PRIX: 250.000 F**  
S'adr. M<sup>re</sup> J. NICOLAS, avocate, Paris, 9, r. Moncey; tous avoc. près Trib. Grande Inst. de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre.

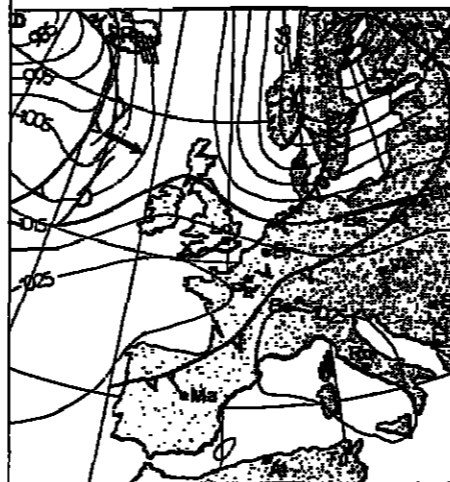
**VENTE sur saisie immobilière au PALAIS DE JUSTICE A BOBIGNY, le MARDI 18 OCTOBRE 1983, à 13 h 30**  
**UN APPARTEMENT A SEVRAN (93)**  
1, allée Maryse-Hilsz  
au 1<sup>er</sup> étage, de 3 pièces, cuisine, salle de bains, cellier, loggia  
**PRIX: 150.000 F - S'adr. M<sup>re</sup> M. AYOUN,** avocat, 124, boulevard Malesherbes, Paris (17°), tél. 622-47-02.

LOTTERIE NATIONALE			LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER														
TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS																	
TRANCHE DE L'AUTOMOBILE																	
TIRAGE N° 64 DU 5 OCTOBRE 1983																	
TERMI-NAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES A PAYER	TERMI-NAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES A PAYER												
1	211	500	5	37 695	10 000												
	841	500															
	1 781	2 000	6	15	200												
	24 831	10 000			076	500											
	183 991	4 000 000			3 746	2 000											
2				83 526	10 000												
	22	200	7														
	392	500			7	100											
	572	500			97	300											
	882	500	8	437	500												
09 332	10 000			3 057	2 300												
20 862	10 000	9															
54 022	10 000			2 818	2 000												
79 462	10 000		4 958	2 000													
3	33	200	0	069	500												
	483	500			289	500											
	573	500			439	500											
	84 843	10 000			1 829	2 000											
4	4	100		6 039	2 000												
	314	500		7 379	2 000												
	804	500		17 089	10 000												
5	3 504	2 100		91 369	10 000												
				355 319	1 000 000												
	045	500															
6	085	500		99	200												
	225	500		548	500												
	385	500		160	500												
				4 850	2 000												
PROCHAINES TIRAGES LE 12 OCTOBRE 1983																	
TRANCHE DES PAILLONS A MALAKOFF (Paris-14°) L'ARLEQUIN A PARIS																	
<table><tr><td>1</td><td>2</td><td>6</td><td>23</td><td>35</td><td>47</td></tr><tr><td colspan="6">NUMERO COMPLEMENTAIRE 34</td></tr></table>						1	2	6	23	35	47	NUMERO COMPLEMENTAIRE 34					
1	2	6	23	35	47												
NUMERO COMPLEMENTAIRE 34																	
PROCHAIN TIRAGE LE 12 OCTOBRE 1983 VALIDATION JUSQU'AU 11 OCTOBRE APRES-MIDI																	

## INFORMATIONS « SERVICES »

### MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6.0.83 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 6 octobre à 0 heure et le vendredi 7 octobre à 12 heures.  
Toujours des hautes pressions sur le proche Atlantique et sur l'Europe occidentale, mais entre les deux cellules, la France se trouve dans une zone de moindre résistance et un front pénétrera vendredi sur le pays.

Vendredi matin, des brumes et des brouillards formés au lever du jour se dissipent assez rapidement. Deux zones de nuages : une première des Pyrénées orientales au sud du Massif Central et aux Alpes, donnant quelques ondées éparpillées sur le relief; une deuxième plus étendue abordable les côtes de la Manche avec des vents d'ouest à sud-ouest et donnant des pluies intermittentes et faibles.

En début de matinée, températures de 7 à 10 degrés sur la majeure partie du pays, 12 à 13 degrés près de la Manche et 13 à 16 degrés dans le Midi méditerranéen.

Dans la journée, les nuages et les pluies du nord-ouest vont gagner vers l'intérieur pour atteindre et couvrir les régions allant des Charentes au nord du Massif Central et aux Vosges. Plus au sud, assez beau temps avec belles éclaircies, mais aussi menace d'orages locaux, sur le relief. Sur le quart nord-ouest des éclaircies également et seulement une faible risque d'averses. Il fera 18 à 20 degrés sur la moitié nord, 21 à 24 degrés sur la moitié sud.

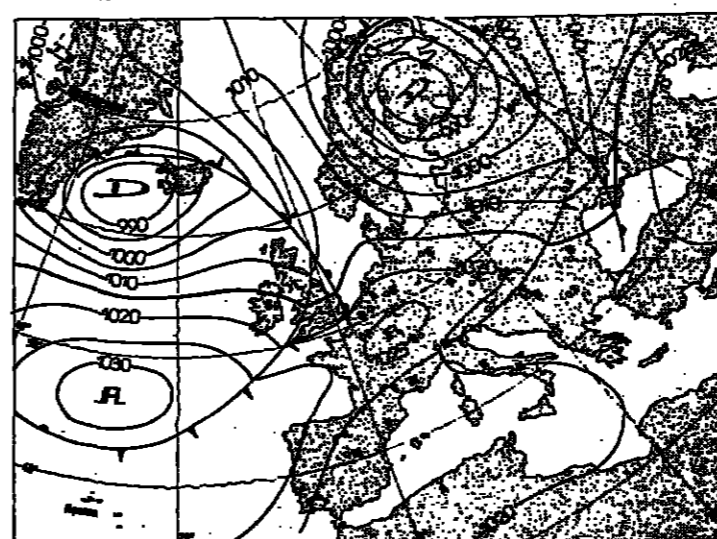
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 6 octobre 1983 à 7 heures, de 1 025,5 millibars, soit 769,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 octobre; le second le minimum de la nuit du 5 octobre au

PRÉVISIONS POUR LE 7.0.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 7 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



6 octobre) : Ajaccio, 23 et 11 degrés; Biarritz, 28 et 14; Bordeaux, 28 et 14; Bourges, 23 et 14; Brest, 18 et 10; Caen, 20 et 10; Cherbourg, 17 et 11; Clermont-Ferrand, 27 et 14; Dijon, 23 et 13; Grenoble, 25 et 10; Lille, 21 et 9; Lyon, 26 et 14; Marseille-Marignane, 25 et 15; Nancy, 22 et 12; Nantes, 19 et 10; Nice-Côte d'Azur, 23 et 16; Paris-Le Bourget, 22 et 7; Pau, 27 et 15; Perpignan, 23 et 16; Rennes, 20 et 8; Strasbourg, 25 et 15; Tours, 20 et 12; Toulouse, 27 et 18; Poitiers-Poitou, 34 et 24.  
Températures relevées à l'étranger : Alger, 32 et 17 degrés; Amsterdam, 17

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

### MOTOCYCLE

#### La K 100 de B.M.W. rompt avec soixante ans de tradition

Alors que le Salon du cycle et du motocycle - qui ferme ses portes dimanche prochain - bat son plein à la porte de Versailles, un événement dans le monde de la motocyclette vient de se produire : une nouvelle B.M.W. à quatre cylindres arrive sur le marché.

Face à la concurrence sauvage des constructeurs de motos japonaises, la firme allemande B.M.W. se devait de réagir et de le faire avec éclat. Voici, en effet, un temps où le renom ne suffit plus à faire la différence quand se succèdent dans les vitrines, à un rythme souvent effréné, de nouveaux modèles. En présence de sa nouvelle moto, la B.M.W. K 100, une machine de 1 000 centimètres cubes de cylindrée, la firme de Munich a donc voulu frapper les esprits, et elle y a réussi. Le contraste est saisissant.

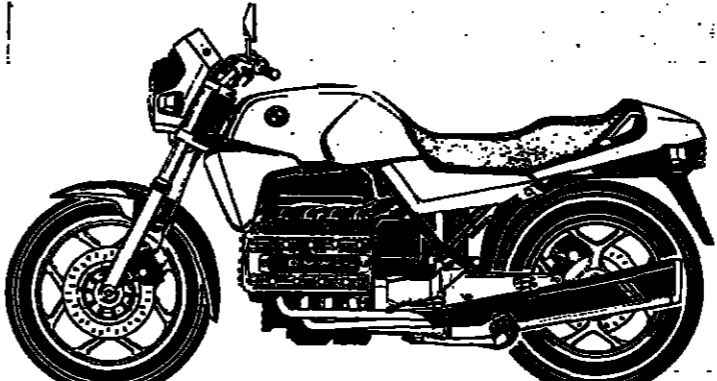
La nouvelle K 100 n'a rien à voir avec les modèles qui l'ont précédée. Fini le recours au fameux moteur flat-twin (deux cylindres opposés) dont la première version est apparue sur le marché en 1923. Soixante ans de tradition s'écroulent donc, même si B.M.W. rappelle qu'elle continue de commercialiser dix modèles de machines équipées de ce flat-twin parvenu, selon la firme, à ses limites de développement pour des puissances supérieures à 70 chevaux. Pour cette raison, B.M.W. a donc résolument opté pour une technique différente et réalisé un quatre cylindres en ligne moderne : double

arbre à cames en tête, injection électronique, refroidissement par eau et coupure d'alimentation du carburant en période de décélération.

Cet ensemble propulsif est monté longitudinalement dans le cadre de la machine, mais basculé de 90 degrés par rapport à la verticale. Ce choix, dicté notamment par des raisons de facilité d'entretien, donne à la K 100 un aspect inhabituel qu'ac-

compagne une transmission par cardan relativement douce, ne rechigne pas, non plus, à l'ouvrage; mais seul un essai plus prolongé permettrait d'en mieux cerner les limites.

Si B.M.W. a souvent innové avec réussite sur cette machine de 239 kilogrammes (tous pleins faits) en faisant appel à des solutions techniques originales ou éprouvées - roue arrière montée sur le monobras os-



cent le dessin parfois anguleux de la machine. Développant, pour 1 litre de cylindrée, une puissance de 90 chevaux à 8 000 tours par minute, ce moteur, qui permet d'atteindre les 215 kilomètres à l'heure, se révèle très souple. En cinquième, il est, en effet, possible de reprendre des 2 000 tours par minute sur un fillet de gaz. Avantage significatif des lors que le pilote « enroule » sur un parcours tourmenté. « Cravachée », la K 100, servie par une boîte à cinq

cillant qui a fait le succès des motos de la firme au Paris-Dakar, freinage confié à des étriers Brembo, poignée escamotable pratique pour le légalage, tableau de bord avec jauge à essence et indicateur des rapports de boîte, - elle semble, en revanche, avoir un peu sacrifié le confort légendaire des « Bêhèmes » et persisté dans quelques erreurs : clef de contact absurde et système de bécailage latéral mal conçu. A cela s'ajoute enfin, même si chacun s'est plu à reconnaître que les services de marketing de B.M.W. avaient, à cette occasion, fait un effort réel, le prix de vente de l'engin, qui atteint les 39 950 francs pour la version de base. Quant à la version sport (K 100 RS), il en coûtera à l'acheteur 48 350 francs pour disposer en fin de compte d'un simple carénage en plus.

J.-F. AUGEREAU.  
\* La nouvelle B.M.W. K 100 sera proposée en trois versions : une version de base, la K 100, disponible sur le marché dès le 1<sup>er</sup> octobre, une autre sport, la K 100 RS, disponible à la fin de l'année, et une troisième enfin, grand tourisme, la K 100 RT, qui apparaîtra au printemps prochain.

Caractéristiques techniques. Moteur : quatre cylindres en ligne de 987 centimètres cubes. Puissance : 90 chevaux. Poids : 239 kilogrammes pour la version de base. Vitesse maximale : 215 kilomètres à l'heure. Capacité du réservoir : 22 litres. Consommation : 5 litres à 90 kilomètres à l'heure et 6,3 litres à 120 kilomètres à l'heure.

### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3553

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Maître répétiteur. - II. Dans son école, on parlait beaucoup pendant la classe. On peut y admirer les prestations de Sébastien Le Prestre. - III. Substance non hydrolysable. Titre d'apprentissage aux immortels. - IV. Négation. Arrêt facultatif. - V. Fonction de rimes ou de roi des cimes. - VI. Se faire de la moussou ou ne pas s'en faire du tout. - VII. Tours de cou propres à réchauffer ou refroidir. Négation. - VIII. Donne à la farce un goût de galéjade. Miroir orné de coraux. - IX. Article. Cabote. - X. Un principe la dévora des yeux dès qu'elle fut à poil. Inféction accompagnant une éjection. - XI. Personnage coiffant des pages.

VERTICALEMENT

1. S'ils ont du succès auprès des dames, ils connaissent aussi des échecs. Peut réchauffer sur le pouce ou refroidir sur le pré. 2. On y pend les victimes d'un meurtre n'ayant rien d'enchanteur. Ce qu'on peut trouver de tendre dans un cœur de pierre. 3. Bmet un écho forestier. Porte-aiguilles ou porte-bouteilles. 4. Note. Implique un certain esprit de suite. Donne l'occasion de souffler quand on a longtemps poursuivi le cerf. 5. Protecteur du Christ béat. Le saint le plus laïc de Marianne. 6. Sorte de pollution sonore. 7. Travailler d'une manière mécanique. Permet de distinguer le gardien du poulet. 8. Action pour un chicanier. Motif pour un autre chicanier. 9. Appareil de projection. Lignes modernes ou jeunes flâmes.

Solution du problème n° 3552

Horizontalement

I. Tapageurs. - II. Asymétrie. - III. Pêtil. Im. - IV. Indes. CS. - V. Sums. Age. - VI. Séant. Ode. - VII. Avion. - VIII. Epee. Io. - IX. Ré. Exigu. - X. Escopette. - XI. Soucieux.

Verticalement

1. Tapageurs. - 2. Asymétrie. - 3. Pyromane. Cu. - 4. Amidon. Oc. - 5. Gédé. Ta. Epi. - 6. Et. S.A. Verbe. - 7. Uri. Got. Ita. - 8. Rince-doigts. - 9. Sens. Encoûte.

GUY BROUZY.

### PARIS EN VISITES - SAMEDI 8 OCTOBRE

« L'île de la Cité », 14 h 30, parvis de Notre-Dame; M<sup>re</sup> Brossais.  
« Les Invalides », 15 h, Cour d'honneur; M<sup>re</sup> Allaz.  
« Hôtel de Sully », 15 h, 62, rue Saint-Amand; M<sup>re</sup> Gaudier-Abbe (Collection nationale des monuments historiques).  
« Les Impressionnistes », 10 h 30, Musée du Jeu de paume, M. Bonchard.  
« Bourg Saint-Germain-des-Près », 15 h 15, devant l'église, M. Czorny.  
« L'île Saint-Louis », 15 h, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).  
« Hôtel de Bourbon-Condé », 15 h, 12, rue Monsieur; M<sup>re</sup> Farnaud.  
« La maison de Balzac », 15 h 47, rue Raynouard (Histoire et archéologie).  
« Cimetière Montparnasse », 15 h, métro Raspail, P.-Y. Jastet.  
« Autour de Beaubourg », 10 h 30, 2, rue du Renard (Paris autrefois).  
« L'école des beaux-arts », 15 h, 17, quai Malaquais (Paris et son histoire).  
« Quartier Saint-Sulpice », 15 h, métro Saint-Sulpice (Réaumur du passé).  
« Un centre d'acupuncture », 15 h, 12, rue de Ponthieu (Tourisme culturel).

### BREF

#### COLLOQUES

QUEL AVENIR POUR L'HOMME ? - Le neuvième colloque des Compagnons de la fraternité Edmond-Michel aura lieu les samedi 15 et dimanche 16 octobre à Brive (Corrèze). M<sup>re</sup> Anthoz (Général de Gaulle), M<sup>re</sup> Etienne Borne, Roger Durmaigne, François Dausset, Pierre Maigret, Rémy Montagne, Emile Popplet, Joseph Rouan, Louis-Eugène Sirvent, Louis Terrenoire, Jacques Rivière, Etienne Patier, Etienne Achille, le Père René Costa et l'abbé Jean Vignon participeront à cette réunion, organisée sur le thème : « Quel avenir pour l'homme ? » \* 38, boulevard Raspail, 75007, Paris.

afm 10150

Le Monde

# économie

## La France deuxième emprunteur mondial pour les neuf premiers mois de 1983

Au cours des trois premiers trimestres de 1983, la France s'est située au deuxième rang des emprunteurs mondiaux, avec 12 milliards de dollars, derrière les Etats-Unis (12,4 milliards de dollars), devant le Japon (9,4 milliards de dollars), le Canada (6,6 milliards de dollars) et le Mexique (5 milliards de dollars), selon l'O.C.D.E.

Le total des 12 milliards de dollars comprend l'ensemble des prêts à court, moyen et long terme accordés aux emprunteurs français, y compris les 4 milliards d'ECU (3,7 milliards

de dollars) de l'emprunt communautaire reversé à la France, que l'O.C.D.E. ne reprend pas dans ses calculs pour notre pays.

Selon les experts interrogés par l'A.F.P., la dette brute à moyen et long terme de la France atteint, maintenant, 53 à 55 milliards de dollars, soit 420 à 435 milliards de francs, contre 44 milliards de dollars à la fin de 1982 (chiffre officiel). L'an dernier, la France avait emprunté 14,6 milliards de dollars (100 milliards de francs).

## Les investissements des entreprises publiques du secteur non concurrentiel auront baissé d'environ 3,5 % en 1983

Les investissements des entreprises publiques (hors secteur non concurrentiel) auront baissé de 3,5 % en 1983, selon les prévisions de la D.G.E., l'organisme de planification de l'Etat. Ce chiffre est en baisse par rapport à 1982, qui avait été de 60,7 milliards de francs. Compte tenu de la hausse des prix, la baisse des investissements en volume est d'environ 3,5 % d'une année sur l'autre.

Cette baisse s'explique par la baisse des dépenses décidées par M. Delors en février et juillet derniers sur les programmes d'investissement des entreprises publiques, économies qui ont porté sur 2,6 milliards de francs et ont touché surtout l'E.D.F. (- 2,3 % avec 1 milliard d'économies), Charbonnages de France (- 7 % avec 217 millions de francs), Gaz de France (- 7,7 % avec 321 millions de francs). Des économies ont également été faites sur les programmes de la S.N.C.F. (460 millions de francs, soit - 5 %), la R.A.T.P. (235 millions de francs, soit - 8 %), l'Aéroport de Paris (133 millions de francs, soit - 25 %), la Compagnie générale maritime (- 123 millions de francs, soit - 42 %), la Société nationale maritime Corse-Méditerranée (- 89 millions de francs, soit - 35 %). (2). Seule Air France (+ 15 millions de francs, soit + 0,8 %) échappe aux coupes.

## LA COOPÉRATION ENTRE LA C.E.E. ET LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ASSOCIÉS

### Les négociations sur le renouvellement de la Convention de Lomé s'ouvrent dans l'ambiguïté

De notre envoyé spécial

Luxembourg (Communautés européennes). — Les négociations en vue du renouvellement de la convention de Lomé, qui rassemble actuellement les dix Etats de la Communauté et soixante-trois pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, ont débuté formellement les 6 et 7 octobre à Luxembourg. Elles sont prévues pour durer une année, alors que la nouvelle convention devrait normalement entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1985.

Ces négociations s'ouvrent dans l'ambiguïté, voire le malentendu. Le conseil des ministres des Dix a certes confié un mandat à la Commission européenne, qui, comme à l'accoutumée, négocie en son nom. Mais sur des points capitaux, comme le montant de l'aide financière à accorder aux A.C.P. au cours de Lomé 3, mais aussi la nature des réformes à imposer à la convention, ce mandat est muet ou bien vague. Il a été entendu qu'il devait être précisé en cours de route.

L'exercice n'a pas tout seul tant les arrières-pensées des uns et des autres sont contradictoires. La majorité des gouvernements membres voudraient renouveler le texte aux mêmes frais. Cependant, M. Edgard Pisani, le commissaire européen, soucieux de « renouveler l'esprit de la convention pour renforcer son efficacité », propose une politique de coopération axée sur la recherche de l'autofinancement et sur le développement rural. Pour leur part, les A.C.P., bien décidés à mener cette négociation de manière solidaire, sans recourir aux idées de M. Pisani, le suivent avec des nuances et mettent surtout l'accent sur la nécessité pour l'Europe d'accroître, de manière très substantielle, les moyens financiers qu'elle mobilise en faveur du développement de ses partenaires de Lomé.

Les Dix voudraient engager d'entrée de jeu un débat général sur les objectifs à assigner à Lomé 3, mais ils préfèrent en exclure à ce stade le volet financier. Les A.C.P. sont prêts à accepter l'idée de ce débat d'orientation, mais à la condition qu'on y traite du montant de l'aide. Ce pourrait être l'occasion des premiers escamotages, mais la négociation est en partie biaisée par le fait que, sauf très grande surprise, même s'ils se risquent parfois à en agiter la menace, aucun des A.C.P. qui n'arrive, ne partira en claquant la porte. Au contraire, il y a tout lieu de penser que deux nou-

veaux partenaires très importants, l'Angola et le Mozambique, viendront rejoindre le groupe.

En ces temps où le tiers-monde frise la banqueroute de façon permanente et où le dialogue Nord-Sud se limite à dresser le catalogue des exigences du F.M.I., la convention de Lomé est indispensable. « C'est notre conception de la coopération au développement, la conception blanche, qui est la cause des erreurs du passé plus que la convention qui est une moindre erreur », commente M. Pisani. « Les professionnels de la négociation ne peuvent pas imaginer une négociation différente de la précédente : la nature les conduit à la répétition », note le commissaire dont une des tâches sera d'alerter les Dix sur les dangers d'une telle attitude.

Décevoir les A.C.P., même s'ils signent à nouveau, altérerait l'image de la Communauté. M. Pisani rappelle que l'établissement de liens privilégiés avec l'Afrique figure dans le traité de Rome. « L'Europe joue de ses relations avec les pays en voie de développement (P.V.D.) pour construire sa silhouette dans le monde. C'est la dimension stratégique de l'accord », explique-t-il.

Le caractère original et positif de la politique de Lomé n'est guère mis en cause, même par les plus contestataires des A.C.P. « Lomé est très supérieur aux autres types d'aide. C'est une aide qui est négociée collectivement et pour partie gérée collectivement. Elle est durable et donc politiquement neutre », résume M. Pisani. A cette neutralité politique, les A.C.P. sont d'autant plus sensibles que certains pays industrialisés, au premier rang desquels figurent

les Etats-Unis, ont désormais tendance à faire dépendre leur concours du bon choix politique.

L'attachement à Lomé n'empêche pas de constater que la convention n'a pas atteint ses objectifs. Il n'y a pas eu croissance, mais au contraire régression des exportations des pays A.C.P. vers la Communauté. Leur performance sur ce terrain des échanges a été, pour la plupart d'entre eux, moins bonne que celle des autres P.V.D. Une telle évolution illustre le relatif échec du Stabex, le Système de stabilisation des recettes d'exportation, mis en place lors de la première convention, et dans lequel les Européens, comme les Africains, avaient placé tant d'espoirs.

La production agricole par habitant a diminué. Les A.C.P. constatent aussi que l'essor de leur industrialisation, sur laquelle ils avaient jadis beaucoup insisté, n'a été qu'un mirage. Ces échecs sont reconnus par tous. Personne ne nie qu'ils sont en partie imputables à des causes extérieures : ainsi le Stabex est « une invention géniale pour faire face à des accidents, mais il est conçu à partir de l'hypothèse d'une régulation mondiale des cours des produits de base qui n'a pas eu lieu », indique M. Pisani. Les A.C.P. reconnaissent qu'ils ont leur part de responsabilités.

M. Pisani se prononce pour « une novation dans la pratique de la convention » : il conviendrait, par un dialogue avec les A.C.P., de favoriser un développement autonome avec une priorité donnée à l'agriculture et la satisfaction des besoins alimentaires. Il ne s'agit pas de bouleverser, rassure-t-il : « La part de l'agriculture a augmenté, et on a

introduit un système plus proche des politiques que des ouvrages », mais d'accélérer l'évolution ainsi amorcée. Le commissaire admet que « ce concept de dialogue sur les politiques inquiète un peu les A.C.P. », qui redoutent sans doute que cette forme, même atténuée de conditionnalité, ait comme résultat de limiter leur liberté de choix... et le montant de l'aide.

Tel est bien en effet l'espoir caressé par certains Etats membres : aider mieux pour donner moins pourrait être leur slogan. Ce n'est d'aucune manière le point de vue de la Commission. M. Pisani déplore, comme ses prédécesseurs, la myopie des Etats membres qui feignent d'ignorer les retombées de l'aide : chaque fois qu'on accorde un ECU en aide, on en exporte dix en biens, résume-t-il. Il est parfaitement conscient que l'amélioration qualitative du soutien européen implique un accroissement des moyens.

La priorité qu'il donne à l'agriculture et au développement rural ne signifie pas l'impasse sur le développement industriel ou minier, même si là aussi les voies et moyens sont à revoir, par exemple en essayant de combiner davantage l'effort public et l'investissement privé. Les A.C.P., quant à eux, rappellent qu'en termes réels l'aide financière de la Communauté a fortement baissé de Lomé 1 à Lomé 2. Il est donc, à leur avis, indispensable maintenant de corriger le tir. Ils insistent pour obtenir une augmentation du montant de l'aide qui aille au-delà de la simple prise en compte de l'inflation. Cela est, selon eux, d'autant plus nécessaire que leur population, et par conséquent les besoins, a fortement augmenté au cours de la présente décennie.

PHILIPPE LEMAITRE.

## ÉTRANGER

### LE BRÉSIL SOUHAITE OBTENIR DES DÉLAIS PLUS LONGS POUR LE REMBOURSEMENT DE SA DETTE

Brasilia (A.F.P.). — Le Brésil va tenter d'obtenir de ses principaux créanciers des délais d'amortissement et de grâce de neuf ans et de cinq ans respectivement, pour le paiement de sa dette extérieure, exigible en 1983 et 1984, a-t-on appris le 5 octobre auprès de la Banque centrale. Le président de la Banque centrale, M. Alfonso Pastore, n'est pas satisfait des délais que les créanciers seraient prêts à accorder au Brésil (huit ans pour les amortissements et de deux à quatre ans de délai de grâce). « Nous nous battons pour obtenir les délais les plus longs possibles », a déclaré M. Pastore, qui vient d'entreprendre une tournée des grands créanciers du Brésil (Washington, Honolulu, Tokyo, Bâle, Londres et Zurich).

Pour 1983 et 1984, le Brésil aura besoin de 11,2 milliards de dollars, selon le ministre des finances, M. Ernane Galves : 6,5 milliards de prêts nouveaux des banques commerciales internationales, la consolidation de 2 milliards de dettes garanties par le Club de Paris, 2,5 milliards en lignes de crédit pour l'exportation et l'importation, fournis par l'Eximbank américaine et les institutions similaires d'autres pays, et 200 millions de la part d'institutions financières internationales, comme la Banque mondiale. Selon le ministre, il faudra au Brésil, avant la fin de l'année, 3,5 milliards de dollars pour résorber son déficit en comptes courants, ce qui s'ajouterait aux 6,5 milliards du prêt bancaire.

Pour sa part, M. Carlos Langoni, ancien gouverneur de la Banque centrale, a souligné, à Londres, que le Brésil devrait obtenir, pour couvrir ses besoins de financement, au minimum 8,5 à 9 milliards de prêts bancaires. Un autre ancien gouverneur, M. Paulo Lima, a préconisé un moratoire partiel de cinq ans sur la dette extérieure brésilienne. Cette suspension exclurait les prêts de la Banque mondiale et de la Banque internationale de développement, ainsi que toutes les dettes à court terme résultant de transactions commerciales.

### Au Pérou

### DES IRRÉGULARITÉS COMPTABLES POURRAIENT ENTRAVER LE REFINANCEMENT DE LA DETTE EXTÉRIEURE

Lima (A.F.P.). — Le Fonds monétaire international (F.M.I.) a relevé des irrégularités dans l'exécution du plan de redressement économique du Pérou qui pourraient entraver le processus de refinancement de la dette extérieure de ce pays, a-t-on appris le 4 octobre dans les milieux financiers péruviens. Selon ces mêmes sources, qui affirment tenir cette information de Washington, il s'agit essentiellement de « pratiques comptables absolument inacceptables » employées dans les documents péruviens qui ont servi de base à l'évaluation de l'application du plan.

Le F.M.I. estime que le Pérou ne pourra pas atteindre les objectifs économiques fixés pour la période septembre-décembre 1983, et a accepté d'envoyer une mission à Lima pour réexaminer les chiffres, à la condition que le gouvernement prenne immédiatement des mesures de réorganisation cambiale et fiscale.

Le Pérou devrait principalement abandonner le système de réajustements monétaires trimestriels adopté le 9 août dernier. Il devrait aussi s'orienter vers une réduction du déficit budgétaire, que le F.M.I. évalue actuellement à 9,6 % du produit intérieur brut.

Dans les milieux économiques péruviens, on estime qu'il faudra attendre la fin de novembre, après les élections municipales du 13 de ce mois, pour savoir si les avertissements du F.M.I. se traduiront effectivement par un blocage du refinancement de la dette extérieure. Les accords conclus à ce sujet, cette année, concernent 5 des 11,6 milliards de dollars de la dette. Sur ces 5 milliards, 3,4 ont été renégociés avec les banques privées internationales, 1 milliard avec le Club de Paris et 650 millions avec le F.M.I.

### LES RÉSERVES DE CHANGES DE LA CHINE ONT AUGMENTÉ DE 2 MILLIARDS DE DOLLARS AU PREMIER SEMESTRE

La Banque populaire de Chine détenait à la fin du premier semestre de cette année 12,67 milliards d'onces d'or (environ 393 tonnes) et 13 milliards de dollars de réserves, vient d'indiquer l'agence Chine nouvelle.

Citant un responsable de la Banque centrale, l'agence précise que les réserves en or de la Chine n'ont pas varié depuis 1982. En revanche, à la fin de l'an dernier, les réserves chinoises en devises étrangères ne s'élevaient qu'à 11,1 milliards de dollars (1). Elles ont donc augmenté de près de 2 milliards de dollars entre janvier et juin 1983.

Cette forte progression, qui a permis de quasiment tripler le montant des réserves par rapport à 1981, s'explique par les bons résultats du commerce extérieur de la Chine. En 1982, l'excédent de la balance commerciale chinoise avait atteint 4,6 milliards de dollars, et à la fin du premier semestre de cette année, il s'élevait à 2,42 milliards de dollars.

(1) A titre de comparaison, la France déclinait notamment 8,8 milliards de dollars de devises étrangères et 32,6 milliards de dollars en or. Au total, les réserves de la France s'élevaient à 420,4 milliards de francs, soit environ 53 milliards de dollars.

• L'endettement de l'Argentine. — Le rééchelonnement de la dette extérieure argentine va pouvoir reprendre son cours, à la suite d'une décision du tribunal fédéral d'appel de Comodoro-Rivadavia, située à 2000 kilomètres au sud de Buenos-Aires. Cette instance judiciaire a fait droit à une requête du pouvoir exécutif qui souhaitait faire démanteler l'incompétence juridique du juge Federico Pinto Kramer dans la décision avait « financièrement paralysé Buenos-Aires ». (Le Monde du 6 octobre).

## Espace Facis aux Galeries Lafayette GALFA CLUB

Aux Galeries Lafayette, la boutique Facis a changé de décor. Dans un nouvel espace clair et luxueux, vous pourrez apprécier le confort des costumes et des coordonnés Facis en pure laine vierge.

**Woolmark. La laine comme on l'aime.**

## BREF

### COLLOQUES

#### QUEL AVENIR POUR L'HOMME ?

Le thème des colloques de la Fondation pour l'homme, organisés par M. Jean-Pierre Lecoq, s'est ouvert à Paris, le 4 octobre, sous le titre « L'homme et son avenir ». Les participants, qui comprennent des représentants de la communauté internationale, se réuniront jusqu'au 10 octobre à la Sorbonne.





# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. « L'école sans sa République ? » par Bernard Bourgeois ; LU : Solik. Tribulations d'un jeune Polonais dans la Russie en guerre, de K.S. Karol ; Lettres au Monde.

### ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT.  
- LIBAN : L'inquiétant face-à-face syro-paléstinien.  
3. ASIE  
4. AFRIQUE  
- Les suites du sommet de Vittel.  
4. DIPLOMATIE  
- La visite de M. Marchais à Rome.  
5-6. AMÉRIQUES  
- La vigoureuse immigration des Haïtiens aux États-Unis (I), par Nicole Bernheim.  
6. EUROPE

### POLITIQUE

7. Les nouvelles filières de l'extrême droite.  
8. La préparation du congrès du P.S. ; le communiqué du conseil des ministres.  
9. Les travaux de l'Assemblée nationale.  
11. A l'ENA, des réformes contestées par certains anciens

### SOCIÉTÉ

12. L'affaire Barbie devant la Cour de cassation.  
13 à 15. La formation en temps de crise.  
16. ÉDUCATION.  
- SPORTS.

### LE MONDE DES LIVRES

17. BILLET : deux regards sur la modernité ; LE FEUILLETON : Florence Delay et Brigitte Favresse.  
18. LA VIE LITTÉRAIRE.  
19. AUFIL DES LECTURES.  
20. LETTRES ANGLAISES : Beryl Bainbridge, Caroline Blackwood, Ivy Compton-Burnett et Muriel Spark.  
21. VOYAGE A TRAVERS LES ROMANS : Abdelhak Serhane et Agnès Pavy.  
22. PORTRAIT : Daniel Depland.  
- HISTOIRE : le drame de Mers-el-Kébir.

### CULTURE

23. THÉÂTRE : Cocteau-Marsais à l'Atelier.  
25. COMMUNICATION : l'application de la loi sur l'audiovisuel (II), par Georges Filloud.

### ÉCONOMIE

29. Les négociations sur le renouvellement de la convention de Lomé s'ouvrent dans l'ambiguïté.  
30. AFFAIRES : Dunlop-France a déposé son bilan.  
- La France suspend ses aides à l'industrie textile.  
SOCIAL : Les élections à la Sécurité sociale.

### RADIO-TÉLÉVISION (26) INFORMATIONS « SERVICES » (28) :

Motocycle : Journal officiel ; Loterie nationale ; Loto ; Météorologie ; Mots croisés.

Annouces classées (28) ; Carnet (26) ; Programmes des spectacles (24 et 25) ; Marchés financiers (31).

Le numéro du « Monde » daté 6 octobre 1983 a été tiré à 528 465 exemplaires

(Publicité)

**5 Répondeurs**  
**dep. 795 F.**  
**chez Duriez**

**AGREES P.T.T. • Ré-**  
**pondeur simple 795 F.**  
**etc. • Enregistreur sur mesure.**  
Coupe dès fin du message de votre correspondant. Vs gagnez beaucoup de temps à l'écoute : 1.580 F. etc.  
• Consultable à distance par code vocal : 2600 F. etc. • Id. par boîtier codé : 3100 F. etc.  
• Id., vocal et boîtier : 3450 F. etc.  
• Téléphones tous modèles, toutes couleurs, depuis 385 F. etc. • Duriez, 132, Bd St Germain, M<sup>e</sup> Odéon.

A B C D F G H

## Une tentative de coup d'État aurait eu lieu au Niger

Des incidents se sont produits, ce jeudi 6 octobre, vers cinq heures du matin, à Niamey, alors que le président du Niger, M. Seyni Kountché, se trouvait encore à Paris à la suite du sommet franco-africain de Vittel. Une explosion a eu lieu dans le secteur de la présidence et des tirs nourris d'armes automatiques ont été entendus. En fin de matinée, l'ordre semblait rétabli dans la capitale nigérienne dont l'aéroport a été fermé, et où les communications téléphoniques internationales et locales étaient coupées. Les abords de la présidence et de l'état-major des forces armées étaient interdits par des éléments de la garde présidentielle et plusieurs autotrailleuses avaient pris position dans le même secteur.

A Paris, toute tentative de « dés-stabilisation » du Niger serait prise avec le plus grand sérieux, notamment au moment où les forces libyennes occupent le Nord tchadien voisin. Déjà, lors de sa première tournée africaine en mai 1982, M. François Mitterrand avait tenu à

s'arrêter au Niger en signe de solidarité avec un État pauvre et faible dirigé par un président qui jouit d'une réputation de sérieux et de sagesse.

M. Kountché, au pouvoir depuis 1974, date à laquelle il avait renversé le président Hamani Diori, n'a jamais caché son inquiétude face aux visées libyennes sur le nord-est du Niger. Tout en faisant preuve de modération dans ses propos publics, notamment pour ne pas attirer les foudres du colonel Kadhafi, le général Kountché redoutait les tentatives de manipulation des Touaregs du nord nigérien, par Tripoli. Depuis le coup d'État qui a amené, le 4 août, le capitaine Sankara au pouvoir en Haute-Volta, il craint que le Niger ne soit pris en tenaille entre deux régimes proches l'un de l'autre.

En mai, l'université de Niamey et plusieurs lycées avaient été le théâtre de troubles au cours desquels un étudiant avait été tué et 250 autres détenus pendant six jours. Pour toutes ces raisons, M. Kountché avait d'ailleurs hésité à quitter le Niger pour participer au sommet de Vittel.

### En R.F.A.

## Le mot d'ordre syndical de protestation contre la course aux armements a été inégalement suivi

De notre correspondant

Bonn. — Sous un soleil estival, la place de la cathédrale à Bonn présentait son aspect ordinaire. L'intense circulation piétonnière, quelques jeunes assis au pied de la statue de Beethoven, les terrasses de café bien remplies, rien dans ce spectacle familier ne laissait supposer que la centrale syndicale (D.G.B.) avait donné la consigne de suspendre le travail pendant cinq minutes, de 11 h 55 à 12 heures, mercredi 5 octobre, en signe de protestation contre la course aux armements atomiques. Les postiers étaient derrière leur guichet, les employés de la gare délivraient les billets comme si de rien n'était. Cependant, à l'autre bout de la ville, quelques députés sociaux-démocrates du Bundestag, avec à leur tête le chef du groupe parlementaire, M. Vogel, sortirent

de leur bureau et s'alignèrent pendant cinq minutes le long du mur du Parlement.

Il ne faut pas cependant tirer du spectacle de la capitale fédérale des conclusions générales. Le mot d'ordre du D.G.B. a été inégalement suivi, mais il a été entendu. Dans certaines villes, les moyens de transport ont été immobilisés. Dans les grandes entreprises de la Ruhr, Hoechst à Dortmund, Krupp à Bochum, Thyssen à Duisburg, les cinq minutes d'« avertissement » ont été observées à la lettre. De même dans les usines des grandes marques automobiles, Opel, Ford, Volkswagen. Souvent les ouvriers ont quitté leur lieu de travail pour discuter entre eux.

A. C.

### TUERIE PRÈS DE BEAUVAIS

#### Six morts, un blessé grave

(De notre correspondant.)

Beauvais. — Six personnes d'une même famille habitant Saint-Martin-le-Neud, près de Beauvais (Oise), ont été tuées à coups de couteau et une autre blessée dans la nuit du mercredi 5 au jeudi 6 octobre. Le drame a eu lieu route de Frocourt, tout d'abord dans le pavillon occupé par la famille Labrousse, puis dans celui de M. et Mme Georges Becquet, parents de M<sup>me</sup> Labrousse. Au moins deux victimes ont été frappées de plusieurs coups de couteau en pleine rue. Un couteau à dosseret de 20 centimètres de long, utilisé par les professionnels de la boucherie, a été trouvé sur place par les enquêteurs. L'autopsie des victimes devrait avoir lieu vendredi, et l'instruction de cette affaire a été confiée à M<sup>me</sup> Catherine Lathellier, juge d'instruction à Beauvais.

L'alerte a été donnée vers 2 heures du matin par un voisin, M. Roland Bizet, soixante-deux ans, agriculteur, qui, en téléphonant aux gendarmes, a été victime d'une crise cardiaque. Le seul survivant de la famille, Jean-Yves Labrousse, dix-sept ans, grièvement blessé au ventre, a été opéré jeudi au centre hospitalier de Beauvais, où il était considéré comme hors de danger.

Le témoin principal, un garçon boucher de vingt-quatre ans, M. Pascal D..., a été interpellé vers 2 h 30, une demi-heure après l'alerte, par les gendarmes alors qu'il errait, à moitié dévêtu, dans les rues de Saint-Martin-le-Neud. M. D... fréquentait Caroline Labrousse, dix-neuf ans, depuis dix-huit mois et les deux jeunes gens s'étaient, semble-t-il, brouillés récemment.

MAURICE LUBATTI.

Découvrez  
les fourrures éternelles

**ALEXANDRE**  
FOURRURES 376, r. St-Honoré Paris 1<sup>er</sup>

"Depuis 1934... le fourreur le plus jeune de la rue Saint-Honoré"

### Archevêque de New-York

## LE CARDINAL COOKE EST MORT

Le cardinal Terence Cooke, archevêque de New-York, est décédé jeudi 6 octobre, à l'âge de soixante-deux ans. Il était atteint d'une leucémie aiguë.

Dans une lettre pastorale qui devait être lue le 7 octobre dans toutes les églises de son archidiocèse, le cardinal lançait un appel en faveur du « respect de la vie humaine sous toutes ses formes », en dénonçant l'avortement et l'euthanasie. Faisant allusion à sa fin prochaine, il écrivait : « Je suis heureux de poursuivre, jusqu'à la fin, mon apostolat de la défense de la vie ».

La mort du cardinal Cooke ramène les effectifs du Sacré Collège à cent trente et un membres, dont cent neuf, âgés de moins de quarante ans, voteront en cas de conclave.

## Le mouvement de grève rebondit dans plusieurs centres de tri P.T.T.

Le directeur départemental des postes du Val-d'Oise, M. Guy Clavet, a été retenu dans son bureau pendant huit heures, le 5 octobre, par des syndicalistes C.G.T. et C.F.D.T. du centre de tri de Saint-Ouen-l'Aumône. Une cinquantaine de policiers l'ont libéré, peu après 23 heures, tandis que les grévistes bloquaient à nouveau le centre de tri.

Par cette action, les syndicalistes voulaient protester contre la décision de comptabiliser les heures passées en assemblée générale comme des heures de grève. Pour les mêmes raisons de retenue sur salaires, les autres centres de tri de la région parisienne sont à nouveau perturbés par des mouvements à Créteil, Trappes, Ivry et Les-Moulineaux, tandis que le centre de tri de Bobigny est totalement bloqué.

En province, selon des formes d'action extrêmement variées, le mouvement de grève a repris dans les centres de tri de Bordeaux, de Montpellier, d'Avignon, de Rennes, de Lyon et de Saint-Étienne. L'acheminement du courrier connaît un retard important et l'on redoute, au ministère des P.T.T., qu'il atteigne quinze jours, voire trois semaines. Ailleurs, la situation est redevenue normale.

Mercredi 5 octobre, à l'Assemblée nationale, à l'occasion de la séance consacrée aux questions d'actualité, M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., interrogé à la fois par M. Jean Jazroz (P.C., Nord) et M. Marc Lauriol (R.P.R., Yvelines) à propos des mouvements de grève dans les centres de tri postaux,

**TENNIS ACTION**  
734-36-36

**STAGES LONGUE DURÉE**  
In par semaine : 4 ou 5 mois  
Adoles. - Enfants - Tous niveaux  
**9 CENTRES A PARIS**  
P. de Neuilly - Paris 16<sup>ème</sup>  
Porte d'Aubervilliers  
Fontenay-sous-Bois  
Neuilly

**INITIEZ-VOUS A LA MICRO-INFORMATIQUE**

**ic**

• Stages intensifs en semaine  
• Formation du samedi au soir  
(1) 544.05.14

**INFORMATIQUE ET COMMUNICATION**

### Nouvelle hausse du deutschemark

## qui atteint son cours pivot à Paris : 3,066 F

Jendi 6 octobre 1983, en fin de matinée, le mark a atteint son cours pivot à Paris, soit 3,066 F, contre 3,0537 F la veille. Le cours pivot, où médiane, est situé à égale distance du cours plancher de 2,9985 F (pratiquement 3 F) et du cours plafond de 3,1363 F, fixés le 21 mars dernier lors du dernier ajustement du Système monétaire européen. La marge de fluctuation totale entre plancher et plafond est de 4,50 %, soit 2,25 % en dessous et en dessous du cours pivot.

Ce phénomène ne traduit nullement une attaque contre le franc (les marchés sont calmes et les taux de l'Eurofranc, excellent baromètre dans ce domaine), se sont à peine tendus. Il est la conséquence de la baisse du dollar, nettement amorcée, maintenant en raison du fléchissement du taux aux États-Unis, où le

secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, a prédit une forte diminution du déficit budgétaire, qui reviendrait à 100 milliards de dollars en 1985, tandis que le président Reagan prévoit une détente prochaine des taux.

Mécaniquement, cette baisse du « billet vert » s'exerce au profit des monnaies antérieurement dépréciées, au premier rang d'entre elles, le mark allemand. Dans le journal *Die Welt*, M. Karl Otto Pöhl, président de la Bundes Bank, a déclaré que tout était changé pour le Mark, monnaie « fondamentalement forte » qui allait remonter grâce à la diminution de l'écart du taux entre les États-Unis et la R.F.A., et ainsi aux bons résultats de la balance commerciale allemande face au déficit croissant des échanges américains.

Le cours du dollar à Francfort a donc continué à glisser, revenant à Francfort de 2,5950 DM à 2,5870 DM. A Paris, toutefois, il est resté pratiquement inchangé à 7,93 F, du fait, précisément de la hausse du mark à Paris et de l'affaiblissement correspondant du franc. Il convient de noter que le soutien apporté au franc belge par le franc français, important depuis trois semaines, a pu être interrompu, au raison de la baisse de notre monnaie à l'intérieur du Sceptre monétaire européen. C'est le florin, maintenant, qui doit soutenir le franc belge.

La conséquence de la hausse du mark est que la baisse du dollar à Paris est moins importante qu'à Francfort : sur la base des parités en vigueur au mois d'août (3,01 F pour 1 mark) le cours du dollar à Paris devrait s'établir à 7,85 F environ, au lieu de 7,93 F.

Pour M. Jacques Delors, « nullement inquiet », l'accès de faiblesse du franc face au mark est un « phénomène technique » qui résulte des règles des systèmes monétaires européens. « Entre une baisse du mark et une baisse du dollar, bénéficie pour toutes les monnaies européennes », a-t-il déclaré aux yeux des opérateurs la hausse du mark à Paris correspond à un « rattrapage », la faiblesse de la monnaie allemande au début septembre appelant, notamment, une correction en raison du différentiel d'inflation entre la France et la R.F.A.

**en vrai bois**

**NOS ENSEMBLES D'ÉLÉMENTS (tutti)** représentent la solution moderne pour l'aménagement de votre intérieur, bibliothèques, secrétaires, vitrines avec ou sans armoire-It, toutes essences de bois. (CREDIT FACILE)

**CAPÉLOU** 87, AV. DE LA RÉPUBLIQUE TEL. 357.46.35  
75011 PARIS • Métro Parmentier

Hamm a sélectionné les pianos : **W. HOFFMANN**

L'alliance harmonieuse de la tradition artisanale et de la technique moderne.

**hamm**

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

## LENTILLES DE CONTACT

Lentilles souples BAUSCH & LOMB : les plus minces au monde ; confort incomparable. Nos optométristes sont continuellement formés aux plus récents progrès, et nous pouvons vous garantir leur compétence et leur gentillesse. Vous aurez vos lentilles le jour même ; prendre rendez-vous.

### PROMOTION

Jusqu'au 15-11-83 (sur présentation de ce bon)

**650 F** la paire, forfait d'adaptation compris (sans adaptation : 496 F)

**OSIRIS : LES SPÉCIALISTES FRANÇAIS DES LENTILLES**

PARIS 1<sup>er</sup> - (Métro Châtelet ou Pont Neuf)  
20 quai de la Magisserie (1) 233.00.20  
PARIS 5<sup>e</sup> - 127 bd St Michel (1) 326.27.97  
PARIS 8<sup>e</sup> - 21 avenue de Friedland (1) 563.55.99  
BORDEAUX - 4 cours Alsace-Lorraine (56) 52.96.26  
LILLE - 10 rue du Palais Rihour (20) 54.42.78  
LYON 6<sup>e</sup> - 4 quai du Gal Sarrail (7) 824.12.46  
NICE - 5 boulevard Gambetta (93) 44.81.22

Laboratoires  
**OSIRIS**

after 10 1520